

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°463

OCTOBRE 2023

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285 (imprimé)  
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **IRAN : PRIX NOBEL DÉCERNÉ À NARGES MOHAMADI ET PRIX SAKHAROV À JINA MAHSA AMINI**
- **TURQUIE : VIVES TENSIONS ENTRE ANKARA ET WASHINGTON**
- **ROJAVA : IL NE RESTE PLUS QU'UNE CINQUANTAINE DE KURDES A SERÊ KANIYÊ VIDÉ DE SA POPULATION KURDE**
- **IRAK : CRAINTES D'UNE EXTENSION DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN**
- **PARIS : UN COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA DIASPORA KURDE**

---

### **IRAN : PRIX NOBEL DÉCERNÉ À NARGES MOHAMMADI ET PRIX SAKAROV À JÎNA MAHSA AMINI**

**A** lors que la répression se poursuit avec toute sa brutalité au Kurdistan et en Iran, les femmes kurdes et iraniennes sont honorées à l'étranger.

Ainsi, le Prix Nobel de la Paix 2013 a été décerné le 6 octobre à la militante iranienne Narges Mohammadi actuellement emprisonnée pour « son combat contre l'oppression des femmes en Iran » et sa lutte pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous selon la déclaration de la présidente du Comité Nobel norvégien, Mme Meis-Andersen (AFP).

Mme Mohammadi a été condamnée et incarcérée de nombreuses fois au cours des 25 dernières années en raison de ses activités militantes en faveur des droits humains. Elle est vice-présidente d'un Centre de défenseurs des droits de l'homme fondé par Mme Shirin Abadi, lauréate iranienne du prix Nobel de la Paix 2003 qui a mené une vaste campagne en faveur de sa collègue et compatriote dont une émouvante et courageuse tribune fut publié à la Une du New York Times quelques jours avant l'attribution du Prix Nobel.

A l'annonce de celle-ci l'ONU a

réagi en appelant à sa libération immédiate. De son côté, dans sa déclaration à l'AFP, la présidente du Comité Nobel norvégien lance un appel à l'Iran : « Libérez-la. Faites quelque chose de digne ». Appel évidemment aussitôt rejeté par le régime iranien dont un porte-parole s'indigne dans un communiqué : « Nous constatons que le Comité Nobel a attribué le Prix de la Paix à une personne reconnue coupable de violations répétées des lois et qui a commis des actes criminels... Nous condamnons une décision partielle et politique ».

De son côté, le Parlement européen

---

---

a, le 19 octobre, décerné son prestigieux Prix Sakharov pour la Liberté de l'Esprit à Jîna Mahsa Amini et au Mouvement « Femmes, Vie, Liberté » en Iran. La candidature de Jîna Mahsa Amini était soutenue par trois partis principaux du Parlement européen. Créé en 1988, le Prix Sakharov est la plus haute distinction de l'Union européenne à des individus et à des organisations défendant les droits humains et les libertés fondamentales et il est doté d'une bourse de 50.000 euros. En 1995, une autre femme kurde emblématique, Leyla Zana, première femme élue députée en Turquie, avait reçu ce prix alors qu'elle était incarcérée dans les géoles turques pour délit d'opinion. Elle a passé dix ans derrière les barreaux et fut, à sa libération, réélue triomphalement dans sa ville de Diyarbakir.

La répression iranienne contre les femmes défiant le voile islamique, contre leurs avocats et les journalistes couvrant les événements n'a pas connu de relâche. Le 1<sup>er</sup> octobre une lycéenne kurde de 16 ans, Armita Geravand, a été sauvagement battue par des policiers des mœurs dans le métro de Téhéran parce qu'elle ne portait pas le voile islamique. Evacuée vers un hôpital militaire inaccessible, elle est restée quatre semaines dans le coma et décédée le 28 octobre. Son sort intervenant un an après la mort de l'étudiante kurde Jîna Mahsa Amini a bouleversé l'opinion publique iranienne. Le gouvernement iranien craignant des manifestations de masse a interdit son enterrement dans sa ville natale de Kermanschah. La demande d'enquête parlementaire sur « cet événement grave » d'un courageux député Ahmed Alirezabegui est restée sans suite.

Par ailleurs, le 25 octobre une dizaine d'actrices iraniennes ont été interdites de travail pour non respect de la loi sur le voile islamique (voir AFP p.73). Deux journalistes, Elaheh Mohamadi 36 ans et Nilofer Hamedi, 31 ans, ont été condamnées

à 12 ans de prison pour « collaboration avec les Etats-Unis, complot contre la sécurité du pays et pour propagande contre la République islamique ». Nilofer Hamadi était coupable d'avoir rendu visite à l'hôpital à Jîna Mahsa Amini sur son lit de mort et d'avoir posté sur les réseaux sociaux une photo de sa famille en deuil et Elaheh Mohamadi était pour sa part allée à Saqqez, ville natale de la martyre kurde, pour couvrir ses funérailles.

Le régime iranien a été très occupé par la guerre entre Israël et ses protégés Hamas et Jihad Islamique tout en niant toute responsabilité dans le conflit. Pendant ce temps il a exigé le « désarmement » de plusieurs partis d'opposition iraniens au Kurdistan irakien après leur relocalisation conformément à un récent accord de sécurité Bagdad-Téhéran. Le chef d'état-major général des forces armées de la République islamique d'Iran, Mohammed Bagheri, a déclaré : « L'accord principal ne se limite pas à un changement tactique de ces groupes et à leur transfert vers des points éloignés de la frontière, mais stipule plutôt qu'ils déposent définitivement leurs armes ». Le gouvernement irakien a déjà relocalisé quatre partis kurdes en Irak, mais certains dirigeants kurdes pensent que l'Iran tentera éventuellement de faire exiler ces partis de la région. Le Parti iranien de la liberté du Kurdistan (PAK) a été expulsé de son siège dans le gouvernorat de Kirkouk et désarmé après que Bagdad et Téhéran ont signé un accord de « sécurité des frontières ». Les membres du PAK ont ensuite été transférés dans un camp du sous-district de Saedekan, dans le gouvernorat de Duhok, par le gouvernement régional du Kurdistan (GRK), qui a déplacé ses propres forces dans le complexe évacué du PAK. L'accord de sécurité Bagdad-Téhéran a également abouti à la fermeture des sièges du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) et de Komala.

## **Voici un résumé des autres faits marquants du mois.**

L'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a rapporté que le régime iranien avait arrêté 463 civils à travers le pays en septembre, soit une augmentation de 75 % par rapport à août. Environ 44 % (203) des personnes arrêtées étaient des citoyens kurdes et 26 % étaient des Baloutches. La publication du rapport Hengaw a coïncidé avec l'arrestation par le régime de militants kurdes à Dewalan, Qorveh, Bokeran, Saqqez, Karaj, Swlaw et Piranshahr. En outre, un tribunal du régime de Quchan a condamné une militante kurde, Sakina Parwana, à sept ans et six mois de prison pour des accusations liées à des manifestations antigouvernementales. Un autre tribunal du régime a condamné un Kurde de Saqqez, Abdullah Hamza, à un an de prison pour appartenance au PDKI.

En octobre, de nombreux militants kurdes ont été arrêtés, notamment Assad Amiri et Kaiwan Rahimi à Saqqez, Ahmed Taklifi à Abdanan, Farzad Shiri et Kianosh Cheraghi à Diwandara, Melad Haiderian à Qorveh et sept manifestants à Tekab. En outre, les tribunaux du régime ont prononcé des peines sévères : Yousif Barki de Mahabad a été condamné à 40 mois de prison et un écrivain kurde a été condamné à un an de prison.

À l'occasion de la 20<sup>e</sup> Journée mondiale contre la peine de mort, l'ONG Hengaw a annoncé que le régime iranien avait jusqu'à présent exécuté 538 personnes en 2023. L'Iran procède à plus d'exécutions que tous les autres pays, à l'exception de la Chine. Le régime a condamné à mort à la mi-octobre un Kurde nommé Riza Rasai pour avoir prétendument tué un agent de sécurité lors de manifestations antigouvernementales. Rasai a nié les accusations et a déclaré qu'il avait été contraint d'avouer le crime sous la torture. Au même moment, plusieurs mi-

litants kurdes ont été arrêtés à Mahabad et Abdnan.

Les gardes-frontières iraniens ont tué un porteur frontalier kurde (kolbar) près de Marivan et en ont blessé cinq autres lors d'attaques distinctes près de Newsud et Baneh. Au même moment, une mine a coûté la vie à un Kurde au Kurdistan irakien, près de Chwarta. Pendant ce temps, le régime iranien a imposé une deuxième condamnation à mort à un militant kurde emprisonné à Ourmia, nommé Naib Askari, pour incitation à la rébellion. De même, un tribunal du régime de Senna a condamné l'avocat représentant la famille de

Jîna Mahsa Amini à un an de prison pour « propagande ». Le régime a également condamné à six ans de prison un militant kurde de Senna nommé Mikael Manbari. Simultanément, les autorités iraniennes ont interdit à un médecin de Kermanshah d'utiliser les réseaux sociaux pour critiquer le gouvernement après le décès d'une médecin enceinte. Enfin, le régime a arrêté plusieurs militants kurdes à Senna, Qorveh et Saqqez.

Dans le même temps, le régime iranien a arrêté Hamza Pirozi et Soran Sahragard à Marivan, Saman Mohammedi et Worja Ibrahimî à Senna, Mohammed

Kadakhoda à Bokan, ainsi que Ramin Wali Nazhad et Hamid Himati à Ilam. De plus, le tribunal révolutionnaire islamique de Jiwanro a condamné un militant écologiste kurde nommé Yasser Noori à quatre mois de prison pour « propagande contre l'État ». Le tribunal révolutionnaire islamique de Senna a condamné à dix ans de prison deux membres de l'organisation Nojîn, qui se concentre sur les questions culturelles et linguistiques. Idriss Manbari et Serwa Pour mohammadi ont été accusés d'activisme et de participation aux funérailles de Jîna Amini.

---

## TURQUIE : VIVES TENSIONS ENTRE ANKARA ET WASHINGTON

**L**es relations turco-américaines sont au plus bas et les désaccords s'affichent désormais publiquement. Ainsi, le président Biden en décidant le 12 octobre de prolonger d'un an la durée du décret présidentiel (Executive Order n°13894) autorisant la présence des troupes américaines en Syrie a invoqué, outre le besoin de la lutte contre Daech, les risques d'invasion turque qui menace les intérêts sécuritaires des États-Unis dans la région. « La situation en et en relation avec la Syrie et en particulier les actions du Gouvernement de Turquie de conduire une offensive militaire dans le nord-est de la Syrie, sape la campagne pour défaire l'Etat Islamique d'Irak et de Syrie ou Daech, met en danger les civils et, de plus, menace de saper la paix, la sécurité et la stabilité dans la région et continue de poser une menace inhabituelle et extraordinaire à la sécurité nationale et à la politique étrangère des États-Unis » souligne le président américain dans son exposé des motifs de la prolongation du mandat de forces américaines en Syrie (voir p. 46).

Autre signe de cette tension entre Ankara et Washington, le Secrétaire

d'Etat américain Antony Blinken qui, au lendemain de l'attaque du 7 octobre du Hamas contre Israël, s'est rendu dans les principales capitales de la région mais n'a pas jugé opportun de faire halte à Ankara. Cela alors que le président turc, après avoir dans un premier temps, proposé sa médiation dans le conflit, s'est rapidement posé en principal défenseur et porte-voix du Hamas qu'il présente comme « une organisation de résistance de Moudjahides », c'est-à-dire de combattants de la foi islamique. Ce à quoi un porte-parole de l'UE a répondu que d'autres pourraient qualifier le PKK comme une organisation de résistance.

Le président turc a décidé de se poser en champion de la rue arabe. Les médias turcs aux ordres consacrent l'essentiel de leurs programmes à une couverture très militante des malheurs de la population de Gaza. Tout ce que l'AKP compte de militants et les membres des confréries religieuses se mobilisent dans des manifestations publiques très médiatisées de soutien « aux frères de Gaza ». Alors que les manifestations en faveur des populations kurdes martyrisées des territoires kurdes syriens sous occupation turque sont

interdites, tout comme celles en faveur des droits des femmes ou des prisonniers d'opinion croupissant dans les geôles turques. Le 18 octobre, après l'attaque d'un hôpital dans le nord de Gaza par un tir raté de roquette du Jihad Islamique selon les Américains et les Israéliens, par un tir israélien selon le Hamas, Ankara a décrété trois jours de deuil national. Le deuil s'est traduit également par des célébrations en demi-teintes du centenaire de la République turque qui n'est guère appréciée par les islamistes turcs nostalgiques du califat ottoman aboli par Atatürk. La solidarité avec « les forces musulmanes » a également l'avantage d'occulter la grave crise économique que traverse le pays. L'euro qui valait à pleine 2 livres turques en 2010 frôle désormais 32 livres. Les taux d'emprunt voisinent les 40%. Le moteur de croissance turque pendant des décennies, le BTP, est en souffrance, la balance des paiements de plus en plus déficitaire. Tous ceux qui comme médecins, ingénieurs, informaticiens ont un métier en demande quittent le pays, l'afflux des demandeurs d'asile vers l'Europe s'accélère.

Autre grosse ficelle de la rhétorique du pouvoir à côté de « la solidarité

---

avec les musulmans et les opprimés », sauf évidemment les Kurdes, est la sempiternelle « guerre contre le terrorisme qui constitue une menace existentielle pour la patrie ». Quand celle-ci est en danger, il serait malvenu de parler des problèmes subalternes de survie, de pouvoir d'achat, de chômage. Sur ce plan le pouvoir turc a été servi par un étrange attentat contre un bâtiment de la sécurité publique turque à Ankara le 1<sup>er</sup> octobre. En ce jour de la rentrée parlementaire turque, deux individus lancent une attaque suicide contre ce siège hautement sécurisé. Attentat amateur qui se solde par la mort des deux assaillants tandis que deux policiers sont blessés. Un site proche du PKK revendique l'attentat qui ne serait pas destiné à faire des victimes civiles mais à donner un message sur les exactions et crimes perpétrés par l'Etat turc en violation du droit international. Attentat aussitôt condamné par de larges secteurs de l'opinion publique turque que, sans hésiter ni enquêter, le pouvoir turc attribue aux YPG et affirme que ses auteurs seraient venus de Syrie où ils auraient reçu leur formation. En l'occurrence une bien piètre formation et peu crédible quand on connaît celle des combattants de Rojava qui ont pu vaincre les redoutables djihadistes de Daech. Et comment ont-ils pu traverser une frontière surveillée jour et nuit y compris par des caméras thermiques et échapper à la vigilance supposée infaillible des gardes frontières turcs ? En parapente (voir p.98) sans que ces derniers ne puissent les repérer !

Malgré toutes ces invraisemblances, le régime turc s'est servi de ce prétexte pour parachever sa stratégie de destruction des infrastructures de Rojava afin de rendre la vie dure à la population civile et pousser

celle-ci à quitter la région et à accélérer ainsi la dékurdisation de ces zones frontalières. Selon un décompte de l'agence locale North Press, du 5 au 9 octobre les drones et avions turcs ont frappé plus d'une centaine de sites dans le Rojava, endommageant gravement les infrastructures. Les sites endommagés comprennent 87 bâtiments résidentiels, une école, un hôpital, 24 bâtiments d'infrastructure et 24 sites militaires dont 14 appartiennent au régime de Damas. Six fermes et trois usines ont également été détruites. 17 personnes dont 11 civils ont été tués au cours de ces bombardements qui ont fait de nombreux blessés civils et affecté l'approvisionnement en eau et en pétrole des cinq millions d'habitants de la région.

Lors de ces attaques, un drone turc, qui s'est aventuré dans les parages d'une base américaine, a été abattu par l'aviation américaine suscitant l'ire du président turc (voir pp.22-23 et aussi l'article sur le Rojava)

Pour prévenir des manifestations contre ses opérations en Syrie et en Irak, le régime turc a procédé à l'arrestation de plus de 2500 militants kurdes (voir p. 31).

Les pays européens n'ont guère réagi à ces attaques meurtrières et dévastatrices turques. La Chine a appelé au respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie ! En Turquie, six organisations d'avocats turcs ont publié une déclaration commune demandant la fin des frappes contre des cibles civiles et appelant « la Turquie à se conformer aux accords internationaux dont elle est signataire » et à « résoudre pacifiquement la question kurde avec les parties concernées ». La déclaration de ces ONG qualifie les attaques turques contre des cibles civiles de « crimes de guerre » inacceptables.

Poursuivant son objectif stratégique de déstabilisation des régions kurdes d'Irak et de Syrie, la pouvoir turc a fait adopter le 17 octobre la prolongation de deux ans de l'autorisation de son armée à mener des opérations militaires dans ces deux pays (p.100).

A signaler au chapitre de la répression de la société civile turque que l'homme d'affaires et philanthrope turc Osman Kavala a vu sa peine de prison à perpétuité confirmée par la 3<sup>ème</sup> chambre criminelle de la Cour de Cassation turque, une Cour dominée par des juges proches du parti d'extrême droite de l'Action nationaliste (MHP) associée à la coalition au pouvoir. Accusé de l'organisation et du financement des manifestations des défenseurs du parc Gezi d'Istanbul menacé par des projets immobiliers du pouvoir en 2013, il aurait selon le président turc tenté de « renverser le gouvernement ». Saisie du dossier, qui ne résiste à aucun examen sérieux, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu un arrêt stipulant la libération d'Osman Kavala, arrêt obligatoire que la Turquie refuse de respecter qui devra, si les textes sont respectés, conduire à la suspension voire à l'exclusion de la Turquie du Conseil de l'Europe. Décision hautement politique qui doit être prise par le Comité des ministres des pays membres du Conseil qui ne semblent pas pressés d'agir.

A signaler aussi que le Parti de la gauche verte (YSP), successeur du Parti démocratique des peuples (HDP), en procès devant la Cour constitutionnelle, a décidé de changer de nom au cours de son congrès. Il s'appelle désormais le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (HEDEP).

---

## ROJAVA :

### IL NE RESTE PLUS QU'UNE CINQUANTAINE DE KURDES À SERÊ KANIYÊ VIDÉ DE SA POPULATION KURDE

**L**e changement démographique forcé pratiqué par la Turquie dans les territoires kurdes syriens qu'elle occupe se solde par une épuration ethnique complète. Ainsi, dans la ville de Serê Kaniyê (Ras al-Aïn) occupée par l'armée turque et ses auxiliaires syriens depuis octobre 2019, il ne reste plus qu'une cinquantaine de Kurdes. Avant l'invasion turque, cette ville mixte kurdo-arabe comptait 175.000 habitants dont plus de 80.000 Kurdes. A la suite de la politique de terreur des forces d'occupation les Kurdes ont été chassés, leurs maisons, commerces et biens ont été confisqués par des miliciens islamistes syriens au service des Turcs, dont un grand nombre de djihadistes de Daech recyclés ainsi que des islamistes venus d'Idlib pour le partage du butin kurde. Ces djihadistes vaincus militairement par les combattants kurdes des Forces démocratiques syriennes prennent ainsi, grâce à l'armée turque, leur revanche. L'accès de ces territoires occupés étant strictement interdit aux médias internationaux, le nettoyage ethnique n'a pu être médiatisé et ce crime contre l'humanité a été perpétré dans le silence, en toute impunité.

Ankara continue d'implanter dans ces territoires occupés des réfugiés syriens devenus indésirables en Turquie qu'elle expulse. Rien qu'en septembre 16.000 Syriens ont été expulsés vers ces zones. Avant leur expulsion leurs documents d'identité sont confisqués et leurs données biométriques, comme les empreintes digitales sont enregistrées pour empêcher tout retour sur le sol turc.

La politique turque vise en fait de plus en plus à vider la Syrie de sa population kurde. C'est l'objectif de ses campagnes de bombardements incessants visant ouvertement les infrastructures civiles énergétiques, scolaires et hospitaliers qu'elle

désigne comme « des cibles légitimes ». Ainsi, en affirmant sans aucune preuve que les deux auteurs du curieux attentat d'Ankara du 1<sup>er</sup> octobre seraient venus des régions sous contrôle kurde de Syrie où ils auraient été « formés », qu'ils auraient débarqué en Turquie en parapente (voir p. 98) Ankara tente de justifier sa nouvelle campagne de bombardements de « punition ».

L'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a annoncé que la campagne turque de frappes aériennes, de drones et d'artillerie ciblant le nord-est de la Syrie du 5 au 9 octobre a affecté plus de cinq millions de personnes en causant d'importants dégâts aux installations et infrastructures énergétiques de la région. L'AANES a recensé 580 frappes visant 104 sites et qui ont gravement endommagé 11 centrales électriques, 18 stations de pompage d'eau, deux hôpitaux, 48 établissements d'enseignement et trois installations industrielles. Une frappe a causé d'importants dégâts à une académie militaire des Forces de sécurité intérieure (Asayish) et tué 29 personnes. Chargées de la lutte anti-drogue (voir p.31-33), l'AANES a appelé la communauté internationale à prendre clairement position contre l'agression de la Turquie et à la tenir responsable de ses violations répétées du droit international.

Le commandant des FDS Mazloum Abdi a fermement condamné ces attaques, déclarant : « Il s'agit d'un crime brutal et d'une violation flagrante des droits de l'homme qui exige notre attention immédiate. » Il s'est engagé à s'opposer aux forces turques en réponse à cet incident dévastateur. Mazloum Abdi, a rejeté les affirmations turques selon lesquelles les deux auteurs de l'attentat suicide du 1er octobre à Ankara avaient reçu une formation en Syrie ou étaient passés par le nord de la Syrie pour se rendre en Turquie. La

déclaration d'Abdi était une réponse aux affirmations du ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, selon lesquelles les Unités de protection du peuple (YPG) étaient complices de l'attaque d'Ankara.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont annoncé avoir attaqué trois bases militaires turques près de Tel Tamr en représailles à la campagne d'agression en cours de la Turquie contre le nord de la Syrie. Le centre des médias des FDS a publié une déclaration qui affirmait « dans le cadre de notre droit légitime de répondre à l'occupation turque et aux attaques et agressions de ses mercenaires, nos forces des FDS ont mené le 17 octobre 2023 des opérations précises et qualitatives ciblant l'occupation turque basée dans les villages d'al-Arba'in, al-Aliyah et al-Manajir ». Le communiqué affirme également que les attaques ont fait des victimes parmi les forces turques.

Les Turcs ont poussé leur zèle jusqu'à envoyer un drone jusque dans les parages d'une base américaine, sans doute pour tester la réaction des Américains au risque de provoquer un affrontement entre deux alliés de l'OTAN. Les États-Unis ont abattu pour la première fois un drone turc dans le nord de la Syrie. Le porte-parole du Pentagone, le général de brigade Pat Ryder, a déclaré que le drone avait mené des frappes dans le gouvernorat de Hassaké et s'était approché dangereusement (moins d'un demi-kilomètre) des forces américaines avant d'être abattu par des avions de combat F-16. Ryder a également affirmé qu'il n'y avait aucune preuve que le drone visait du personnel militaire américain. Il s'agit du troisième incident au cours duquel les forces turques ciblent des positions proches des forces américaines, avec des événements précédents en 2019 en Syrie et en avril dernier

---

au Kurdistan irakien. Après l'abatage du drone, le président turc Recep Tayyip Erdogan a juré de se venger et a déclaré que « les mesures nécessaires seront sans aucun doute prises lorsque le moment sera venu ».

L'armée américaine a aussi frappé deux installations appartenant à des milices pro-iraniennes et aux Pasdarans iraniens (CGRI) en Syrie. Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a déclaré que les frappes étaient une réponse aux récentes attaques de drones et de roquettes contre les forces américaines à travers le Moyen-Orient et qu'elles étaient ordonnées par le président Biden. Aucun Américain n'a été tué dans les attaques, mais plusieurs ont été blessés. Le groupe soutenu par Téhéran, connu sous le nom de « Résistance islamique », a revendiqué la plupart des attaques. Le 30 octobre, l'agence de presse Tasnim, affiliée au CGRI, a affirmé que les forces pro-iraniennes avaient ciblé une base américaine sur le champ pétrolier d'Al Omar, dans le gouvernorat de Deir ez Zor, avec 15 roquettes.

Les milices du régime d'Assad, sous la bannière des Forces de défense nationale (FDN), ont elles aussi tenté d'attaquer le territoire contrôlé par les Forces démocratiques syriennes (FDS) à l'est de l'Euphrate, dans le gouvernorat de Deir ez Zor. Elles aussi ont essayé

d'infiltrer les villes de Diban, Abu Hardoub et Abu Hamam et les ont attaquées avec de l'artillerie, des mortiers et des grenades propulsées par roquettes. Au moins 19 militants du FDN auraient été tués lors de la dernière série d'affrontements dans le gouvernorat, et les groupes pro-Damas et pro-Téhéran se disent déterminés à infiltrer, renverser et reprendre tout le nord-est de la Syrie.

Des milices soutenues par l'Iran ont attaqué aussi le personnel américain stationné dans la garnison d'al-Tanf, près de la frontière syro-irako-jordanienne, avec plusieurs drones Shahed-101. Les forces américaines ont abattu deux des drones avant qu'ils ne puissent atteindre la base. Des milices pro-iraniennes ont également lancé deux roquettes Fajr sur une base américaine proche du champ pétrolier de Conoco, dans le gouvernorat de Deir ez Zor. Le Front islamique pour la résistance irakienne, affilié au CGRI, s'est attribué le mérite de l'attaque d'al-Tanf.

Sur le plan diplomatique le vice-ministre syrien des Affaires étrangères et des expatriés, Bassam Sabbagh, a affirmé que « la Turquie doit retirer ses forces militaires [de Syrie]. Tous les autres aspects, oui, bien sûr, nous serons ouverts à discuter avec eux, mais ne pas le faire et insister pour rester – c'est une occupation illégale et cela bloquera

tous les efforts pour tout type de contact et de relation avec la Turquie ». Le ministre turc de la Défense, Yaser Guler, a répondu aux objections syriennes à l'occupation turque en Syrie en affirmant que la Turquie ne retirerait ses forces qu'une fois que plusieurs conditions seraient remplies. Ces exigences comprenaient la rédaction d'une nouvelle constitution, la tenue d'élections démocratiques et la formation d'un gouvernement incluant toutes les confessions religieuses.

Par ailleurs, la Russie a affirmé avoir rapatrié 34 enfants des camps abritant des suspects de Daech dans le nord-est de la Syrie et a annoncé son intention d'en rapatrier 150 autres dans les semaines à venir. Plus de 4 500 ressortissants russes se sont rendus en Syrie pour combattre aux côtés de Daech au plus fort de l'organisation entre 2013 et 2018. Les FDS ont arrêté des milliers de combattants de Daech et leurs proches au cours de la campagne soutenue par les États-Unis pour vaincre l'organisation. Plus de 50 000 membres de Daech et leurs proches sont toujours détenus dans le camp d'Al Hol, dans le gouvernorat de Hassaké, et des milliers d'autres sont toujours détenus dans le camp de Roj. L'AANES a demandé à plusieurs reprises aux pays d'origine des détenus de les rapatrier, mais peu ont répondu à cet appel.

---

## IRAK : CRAINTES D'UNE EXTENSION DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

**L**e nouvel épisode du conflit israélo-palestinien, relancé par le massacre le 7 octobre de plus de 1200 Israéliens par des commandos du Hamas venant de la bande de Gaza qui ont aussi enlevé 240 otages, suscite de vives appréhensions en Irak et au Kurdistan. Une extension de ce conflit au Liban où à l'Iran risquerait d'entraîner toute la région dans un engrenage infernal et déstabiliser l'Irak.

Principal soutien financier, militaire et politique du Hamas, l'Iran nie toute responsabilité directe dans les attaques du Hamas tout en menaçant d'intervenir en cas d'extension du conflit au Liban où son autre protégé le Hezbollah est sur le qui-vive. Dans cette perspective, et pour montrer ses muscles la République islamique a mis en branle son vaste réseau de milices chiites allant du Yémen à l'Irak. Dans ce dernier pays les menaces et actions contre les

Américains n'ont pas tardé. Le chef de la milice Badr, formée en Iran lors de la guerre irako-irannienne des années 1979-1988, armée et financée par l'Iran et bien implantée en Irak, Hadi al-Ameri a mobilisé ses troupes et menacé de s'attaquer aux bases américaines présentes sur le sol irakien dans le cadre de la Coalition internationale de lutte contre Daech. De son côté le puissant et imprévisible chef chiite Moqtada al-Sadr a organisé de nombreuses

---

manifestations anti-américaines à Bagdad et demandé le départ des troupes américaines et la fermeture de l'ambassade américaine à Bagdad.

D'autres groupes pro-iraniens, se réclamant d'un obscur Mouvement de la résistance islamique, ont envoyé le 18 octobre des drones armés contre les bases américaines dans la province arabe sunnite d'al-Anbar et au Kurdistan. Le commandement central américain (CENTCOM) a indiqué que deux drones avaient été interceptés avec succès et qu'un troisième avait causé plusieurs blessés légers. Une nouvelle attaque a eu lieu quelques jours plus tard. Selon un porte-parole du ministère américain de la Défense, Pat Ryder, celle-ci a échoué en ne faisant que des dommages mineurs aux infrastructures locales. A la suite de cette série d'attaques, le Département d'Etat américain a porté à 4 le niveau d'avertissement à ses citoyens en Irak ou envisageant de s'y rendre et il a ordonné à tout le personnel non essentiel de ses représentations diplomatiques de quitter le pays.

Depuis 2018, le nombre d'attaques des milices pro-iraniennes et des Gardiens de la révolution iraniens contre les troupes américaines ba-

sées au Kurdistan, contre les infrastructures énergétiques des Kurdes, contre les Peshmergas et contre les partis kurdes iraniens réfugiés au Kurdistan irakien s'élève à 32. Privés de moyens anti-aériens, les Peshmergas ne peuvent compter que sur la coalition internationale pour neutraliser les drones et faire échouer les attaques aériennes. Le départ des forces américaines aurait des conséquences graves sur la situation sécuritaire déjà fragile du Kurdistan.

Celle-ci est constamment menacée par des incursions et bombardements aériens turcs qui se sont poursuivis tout au long du mois d'octobre. Ces opérations, menées officiellement contre les bases arrière du PKK au Kurdistan, ont, depuis 2015, causé la mort de 102 civils kurdes irakiens, la destruction et l'évacuation de près de 400 villages.

Le 1<sup>er</sup> octobre le PKK a annoncé le retrait de ses unités de défense du camp des réfugiés (kurdes de Turquie) de Makhmour, près d'Erbil. L'armée irakienne a aussitôt tenté d'occuper trois postes militaires ainsi abandonnés alors qu'ils se trouvent en territoire kurde. Les affrontements ont fait trois morts de chaque côté avant

la conclusion d'un cessez-le-feu. Le Premier ministre irakien a diligencé une enquête sur cet incident. En attendant un accord sur le règlement de ce litige, les postes concernés restent inoccupés.

Par ailleurs, la 11<sup>e</sup> division de l'armée irakienne a pris d'assaut le camp de Tobzawa dans le gouvernorat de Kirkouk et a émis des avertissements d'expulsion aux résidents kurdes du village de Tobzawa. Le ministère de la Défense du régime baasiste dirigeait autrefois ce camp, qui a été le théâtre de nombreux crimes contre les Kurdes irakiens, notamment les opérations génocidaires d'Anfal, en 1988. Les gouvernements irakiens de l'après-Saddam est critiqué depuis 2003 pour avoir refusé de restituer les terres aux habitants : « Le camp de Tobzawa est un symbole de la brutalité du régime fasciste du Baas. Chaque recoin de ce camp nous raconte l'histoire tragique des crimes d'Anfal » peut-on lire dans une déclaration commune de dizaines d'organisations et de militants des droits humains. Le communiqué indique également que le gouvernement irakien a la responsabilité « juridique et morale » de transformer le camp en musée pour commémorer les victimes de la campagne Anfal.

---

## PARIS : UN COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA DIASPORA KURDE

**L'**Institut kurde a organisé le 27 octobre dans la Salle Clemenceau du Palais du Luxembourg un colloque international intitulé « Diaspora kurde, contexte historique, situation actuelle et perspectives »

Clôturant les célébrations du 40<sup>ème</sup> anniversaire de l'Institut kurde, dont la fondation et l'action sont très liées à la diaspora kurde en Europe, le colloque a réuni une vingtaine de chercheurs et d'acteurs de cette diaspora pour des débats pluriels et des échanges sur l'importance de celle-ci, son rôle dans la vie culturelle, artistique et politique kurdes et ses perspectives.

Le colloque s'est déroulé toute la journée de 9h. à

19h. et les interventions et débats ont été organisés autour de cinq panels thématiques. ([voir le programme \(https://www.institutkurde.org/conferences/20231027-la-diaspora-kurde/\)](https://www.institutkurde.org/conferences/20231027-la-diaspora-kurde/)). Un public très nombreux a assisté à ce colloque dont les interventions, déjà en ligne sur le site de [l'Institut kurde](https://www.institutkurde.org/), seront ensuite reprises dans un numéro spécial [d'Études kurdes](#).

**Voici des extraits du texte de présentation de ce colloque :**

Avec une communauté de plus de 2 millions de membres apatrides, répartis principalement en Allemagne, en France, en Angleterre, dans les pays scandinaves, la diaspora kurde s'est constituée à partir de 1960 et devenue très visible à partir des

---

années 2000 au fur et à mesure que son poids démographique a augmenté à cause des opérations militaires dans les différentes parties du Kurdistan. Malgré sa constitution récente et en dépit de l'hostilité des États turcs, iraniens, syriens et irakiens jusque dans les pays européens, la diaspora kurde est considérée comme la communauté diasporique la mieux organisée et la plus active en Europe selon Olivier Grojean (2011).

Si la première génération des membres de la diaspora est constituée des militants, intellectuels, journalistes fuyant la répression politique et culturelle, on assiste désormais à une deuxième, voire une troisième génération pleinement intégrée dans leurs pays d'accueil comme en témoignent plusieurs députés et ministres d'origine kurde en Suède, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, sans compter de nombreux maires et de conseillers municipaux. De même, les membres de la diaspora kurde entretiennent des rapports forts avec leurs régions d'origine en établissant des liens et des réseaux économiques, politiques, financiers et sociaux. Les technologies de l'information et de la communication, Internet et les médias sociaux ont contribué à créer de nouvelles opportunités pour ce processus et à jeter des ponts avec leurs régions d'origine et entre les générations.

A travers son activisme et ses différentes formes de mobilisation, la diaspora kurde a joué un rôle décisif dans la sensibilisation de la communauté internationale à la cause kurde. C'est également grâce à ces formes d'activisme que les « études kurdes » en Europe et aux États-Unis connaissent une véritable montée en puissance, avec de nombreuses revues et thèses consacrées à l'étude de l'histoire, de la langue, de la culture, et la société kurde.

La diaspora kurde a été également très active dans le développement de l'expression littéraire, culturelle et artistique comme on peut le noter dans le renouveau de la langue, de la littérature, le développement d'un cinéma kurde et de nouvelles formes de culture de jeunesse. C'est la diaspora qui a su donner un nouvel essor à la langue écrite, à la littérature et à la

musique kurdes longtemps interdites en Turquie, en Syrie et en Iran. C'est aussi grâce à cette expression que les membres de la diaspora maintiennent, négocient et reconstruisent leur identité.

Le grandissant entrepreneuriat kurde témoigne du poids économique considérable joué par la diaspora tant en Europe que dans ses actions solidaires avec le Kurdistan, dans de nombreux secteurs du marché, de la reconstruction, des services de la santé, etc.

Dans ce contexte tendu et conflictuel, les lourds contentieux entre Erbil et Bgdad n'ont toujours pas été réglés. La question de l'exportation via la Turquie du pétrole du Kurdistan reste toujours en suspens, malgré l'annonce faite le 2 octobre par le ministre turc de l'Energie et des ressources naturelles d'une "reprise d'ici une semaine". L'arrêt de ces exportations depuis le mois de mars a déjà coûté plus de 7 milliards de dollars au Kurdistan qui est au bord de l'asphyxie financière. Les accords sur le versement au Gouvernement régional du Kurdistan de sa part du budget fédéral ne sont pas respectés. Bagdad effectue un versement et puis sans autre forme d'explication suspend ses versements les mois suivants, privant Erbil des moyens de payer régulièrement les salaires de ses employés et fonctionnaires et de faire face à ses autres obligations.

Excédé par ces intrigues, le président du Kurdistan Nechirvan Barzani a appelé à nouveau le gouvernement fédéral à verser rapidement les salaires et pensions des citoyens du Kurdistan qui, selon la Constitution, ont les mêmes droits que les autres citoyens irakiens qui, eux, perçoivent régulièrement leur dû. Il s'agit d'un droit fondamental, a-t-il ajouté, rappelant qu'un chantage sur le versement des salaires serait indigne d'un gouvernement démocratique. Le représentant spécial de l'ONU pour l'Irak et les ambassadeurs des pays amis abondent dans le même sens et cherchent à trouver une solution en vue de préserver la fragile stabilité de l'Irak.

## En Turquie, l'attentat-suicide à Ankara est revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan

« L'un des terroristes s'est fait exploser et l'autre a été neutralisé », a précisé le ministre de l'intérieur.

Une explosion est survenue, dimanche 1<sup>er</sup> octobre, dans le centre de la capitale turque, Ankara. Le quartier visé, proche du Parlement, abrite de nombreux ministères. Le ministère de l'intérieur turc a rapidement qualifié l'explosion d'« attentat terroriste ».

« Deux terroristes se sont présentés à bord d'un véhicule militaire léger vers 9 h 30 [8 h 30, heure de Paris] devant le portail d'entrée de la direction générale de la sécurité de notre ministère de l'intérieur et ont perpétré un attentat à la bombe », a rapporté le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya. « L'un des terroristes s'est fait exploser et l'autre a été neutralisé. Deux de nos policiers ont été légèrement blessés » par les flammes provoquées par l'explosion, a précisé M. Yerlikaya sur X (anciennement Twitter).

« Les terroristes n'atteindront jamais leurs objectifs », a réagi le président turc, Recep Tayyip Erdogan, devant le Parlement, peu après l'explosion. Quelques heures plus tard, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a revendiqué l'attaque.

« Une action de sacrifice a été commise contre le ministère de l'intérieur turc par une équipe

dépendant de notre brigade des immortels », a affirmé le groupe armé à l'agence de presse ANF, proche du mouvement kurde.

La détonation, puissante, a été entendue à plusieurs kilomètres à la ronde, a rapporté la correspondante de l'Agence France-Presse. La préfecture de police d'Ankara a annoncé sur X qu'elle procédait par ailleurs à des « explosions sous contrôle » de « paquets suspects » par crainte d'autres attentats.

De son côté, le parquet général d'Ankara a annoncé l'ouverture d'une enquête et imposé l'interdiction d'accès au secteur de l'attentat. Elle a aussi demandé à tous les médias locaux, en particulier les télévisions – qui se sont aussitôt exécutés –, de cesser immédiatement de diffuser des images du lieu de l'attentat.

### De nombreux attentats en 2015-2016

La chaîne de télévision privée NTV a également fait état de tirs dans le quartier entièrement bouclé et où de nombreux véhicules de police et ambulances se sont déployés. Toujours selon NTV, « une voiture grise immatriculée à Kayseri », dans le centre du pays, s'est présentée devant le siège de la police : « Un des assail-



Des forces de sécurité turques près du ministère de l'intérieur à Ankara, après un attentat à la bombe, dimanche 1<sup>er</sup> octobre 2023. CAGLA GURDOGAN / REUTERS

lants est descendu de la voiture pour ouvrir le feu. L'autre s'est fait exploser juste après ». Cette attaque survient alors que le Parlement devait ouvrir dans la journée sa nouvelle session de travail et que M. Erdogan devait y prendre la parole.

Au cours de cette année parlementaire, le Parlement doit valider l'entrée de la Suède dans l'OTAN. Depuis mai 2022, la Turquie fait attendre le pays scandinave en arguant de sa clémence envers les « terroristes » et les mouvements kurdes.

Ankara a été le théâtre de très nombreux attentats durant les années 2015-2016, revendiqués par les séparatistes

kurdes du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan ou par l'organisation Etat islamique (EI). Lors du dernier en date, en mars 2016, une voiture piégée dans le quartier central de Kilizay avait fait 38 morts et 125 blessés. L'attaque avait été attribuée au TAK, un petit groupe radical proche du PKK. En octobre 2015, un attentat devant la gare centrale d'Ankara, attribué à l'EI, avait fait 109 morts.

Le dernier attentat enregistré sur le territoire turc, le 13 novembre 2022, dans une artère commerçante d'Istanbul (6 morts, 81 blessés), n'avait pas été revendiqué mais avait été attribué au PKK par les autorités.

The New York Times

October. 1, 2023  
By Ben Hubbard

# An Ancient City, Now in Ruins, Struggles to Keep Its Soul

Seven months after powerful earthquakes battered the historic city of Antakya in southern Turkey, life feels temporary as residents await reconstruction.

The businessman fondly recalled his bakery and cafe in the ancient Turkish city of Antakya, where his staff made bread, cakes and cookies and locals gathered for breakfast, coffee and ice cream.

It vanished in February, lost when the two powerful earthquakes that struck southern Turkey heavily damaged the building that housed it and left most of the neighborhood uninhabitable.

Seven months later, the business is back, but greatly reduced. In a cramped, shipping-container-shaped box plopped in a dusty spot next to a highway, the baker, Caner Aris, and two colleagues now prepare a small selection of goods and welcome guests at a rickety table out front. They plan to remain here, Mr. Aris said, until some part of their hometown shows enough life to support a larger patisserie.

"If there is a developing neighborhood and people start settling, we will open there," he said. "We aren't thinking about leaving the city."

After the earthquakes on Feb. 8, which killed more than 50,000 people in southern Turkey and damaged hundreds of thousands of buildings across 11 provinces, President Recep Tayyip Erdogan vowed to swiftly rebuild the afflicted areas.

In the months since, construction has officially begun at a number of sites. But during a

recent visit to Antakya, historically known as Antioch and now the hardest-hit urban area, indications of significant reconstruction were nearly nonexistent. Instead, the damaged city was still being dismantled, leaving the residents who remain facing an uncertain future.

Across the city, abandoned apartment towers with missing walls line roads. Mechanical excavators hack at damaged buildings, reducing them to rubble to be hauled away and sending up thick dust clouds that hang over the city and clog people's lungs. Other neighborhoods are entirely gone, save for piles of debris where scavengers hunt for scrap.

"We are living in dust, we are dying in dust," said Mehmet Icer, 48, an unemployed bus driver sitting outside his modest house while his wife fried eggplants over a wood fire.

The quake had destroyed every other building in his immediate area, which was now an expanse of rubble. As the sun set, the darkness was pierced by distant lights in only a handful of apartments because everything else had been abandoned.

Much about life in the city feels temporary. Families sleep in tents outside their damaged homes. Huge numbers live in drab, prefab metal structures resembling shipping containers packed together in sprawling one-story box cities, where the government provides electricity and water. Around them, shops have sprung up in yet more of

the boxes lined up like train cars along the main roads. Inside them, merchants eke out a living offering everything from haircuts to driving lessons to shoes.

One shop sells pet supplies. Its owner, Selman Anlar, said the quake had wrecked his home and his pet shop, so his family was sleeping in a tent. He now sells mostly birds, he said, a cheap way for families who have lost everything to add beauty to their lives.

"In the face of stress, birds are the best option," Mr. Anlar said.

Such ephemeral accommodations are a drastic change for Antakya, a city with thousands of years of history, where intermixed churches and mosques recalled an ecumenical past, shoppers bought local sweets and cheeses in an arched bazaar and flowering bougainvillea climbed the walls of stone houses. In dozens of interviews, residents lamented the loss of their city and expressed hope that whatever replaced it would somehow preserve its spirit.

"We will never have the same soul we had before the earthquake — we should be realistic," said Ayhan Kara, the founder of an association aimed at giving locals a say in the city's reconstruction. "Many things will change, but we are insisting that this city keep its soul."

The slow pace of recovery from the earthquakes in Turkey, which has a stable gov-

ernment and one of the world's 20 largest economies, offers a grim prognosis for other places recently struck by large disasters. In Morocco, the [mountain communities hardest hit by an earthquake](#) that killed thousands of people have long been neglected by the central government. In Libya, [political chaos and corruption](#) both contributed to and hampered the aid response after heavy rains caused the collapse of [two aging dams](#), sending a deadly torrent of water through [the city of Derna](#).

Mr. Erdogan has announced grand plans for the earthquake zone, but progress is slow. The government has promised to build 850,000 new units in the afflicted provinces, for both residences and businesses, though construction on only about one-quarter of them has begun, the Urban and Environment Ministry said.

Across the affected provinces, about 1.9 million people remain displaced; 1.3 million of them are receiving government aid to rent elsewhere; and more than 500,000 are living in 330 container cities, the ministry said.

The government has set up programs to assist people who lost their homes, including grants and low-cost financing to help them rebuild. But many quake victims said they did not understand the process, or that the disaster had left them too destitute to take advantage of the government's help.

"It depends on money, and we

don't have any money," said Eylem Dahal, 42, sitting outside the prefab container that her family of four now calls home.

Their house had collapsed, she said, displacing the family, destroying their upholstery workshop and rendering them jobless. The shelter they live in now feels cramped, but she said at least the family did not fear it would collapse if another earthquake struck.

The scale of the destruction in Hatay Province, where Antakya is the regional capital and largest city, has slowed recovery efforts. The Turkish government has planned to build 254,000 new units in Hatay, but damaged buildings and mountains of rubble must be removed first.

In an interview, the mayor of Hatay, Lutfu Savas, said 38,000 buildings in the province had been scheduled for demolition, but only half had been removed so far.

Other aspects of life reveal daily struggles in a broken city.

Factory owners had difficulty finding workers because so many had fled elsewhere in Turkey. The quakes damaged many schools, leaving displaced families scrambling to enroll their children near where they had settled.

On what was to be the first day of school last month, parents and children streamed into a new prefab structure near a container camp in Defne, a hard-hit district next to Antakya. The space around the all-white building had no grass, no trees and no signs to make it feel like a school. About 800 children had already enrolled, administrators said. Most lived



The Turkish government has promised to build 850,000 new units in the afflicted provinces, for both residences and businesses.

in container shelters nearby, as did many of the teachers.

Hulya Karadas, a mother of three, said that her children's school had survived the quake but that she could not afford the bus to send them there. So she enrolled them in the prefab school, even though it was hot and lacked computers and places for the children to play. "Here they just play in the street," she said.

Conditions are even worse for the many Syrian refugees in Antakya, who were generally poorer before the quakes and struggle to get government aid.

About 250 Syrian families had settled in makeshift tents scattered in an olive grove next to their former neighborhood, which was razed after sustaining heavy damage.

"When it rains, we get flooded inside," said Ayman Omar, 48,

whose family of eight lives in the camp.

The government provided electricity and water and aid groups had built latrines, but residents had to deal with snakes, rats and bugs, Mr. Omar said. He had not enrolled his children in school and did not know if the family was eligible to move to a container city.

"If they could move us to containers, it would be cramped, but cleaner than this," he said.

Various plans for the future of Antakya and its historic sites are underway, but one solution is already rising in Gulderen, a hillside village nine miles to the north.

Gulderen has become a sprawling construction site, with towering cranes lifting supplies and workers pouring concrete to build 122 new

towers containing 2,300 apartments.

Engineers at the site said the development was on solid ground away from the fault line that runs through southeastern Turkey, and that the buildings under construction would be quake-resistant. They expected many people from Antakya to move in, adding that supermarkets, clinics, cafes and parks would be added later.

Beyza Sepin, an interior architect on the project, said life in such a complex would be different from what locals were used to, but suggested that conditions were so hard since the quake that people would adjust.

"People miss the environment of a home," she said. "I am sure the locals will bring the spirit of Hatay here."

## Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, fustige l'Union européenne, dont il n'attend plus rien

Devant la session inaugurale du Parlement, le dirigeant turc a annoncé qu'il ne « tolérera pas », de la part des Vingt-Sept, de nouvelles « conditions au processus d'adhésion » de la Turquie.

**N**ous avons tenu toutes les promesses que nous avons faites à l'Union européenne, mais eux, ils n'ont tenu presque aucune des leurs », a dénoncé le chef de l'Etat devant la session inaugurale du Parlement, ajoutant qu'il ne « tolérera pas de nouvelles exigences ou conditions au processus d'adhésion » de la Turquie.

« S'ils ne font pas marche arrière sur certaines injustices comme l'imposition des visas, qu'ils utilisent comme une sanction latente, s'ils ne corrigent pas leurs erreurs [...], ils perdront intégralement le droit d'exprimer des attentes poli-

tiques, sociales, économiques ou militaires de notre part », a-t-il prévenu. Et d'ajouter : « Si l'Union européenne a l'intention de mettre fin au processus d'adhésion qui n'existe que sur le papier, ce sera leur décision. »

### Épinglé par la Cour européenne des droits de l'homme

La colère du président découle par ailleurs du dernier arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui a épinglé cette semaine la Turquie : elle lui reproche d'avoir condamné un homme pour appartenance à une organisation

terroriste armée en se fondant sur sa simple utilisation de l'application de messagerie cryptée Bylock.

Bylock est considérée par Ankara comme l'outil de communication privilégié des responsables présumés du putsch manqué de 2016, qui a fait 250 morts et qui a été suivi d'arrestations massives et de purges sans précédent dans l'histoire moderne de la Turquie.

Le gouvernement turc a attribué la tentative de coup d'Etat à l'organisation FETO, l'acronyme utilisé par Ankara pour désigner l'« Organisation terroriste des partisans de Fethul-

lah » Gülen, dont il était autrefois l'allié, accusé d'être le prédicateur du putsch.

« La décision de la CEDH est la dernière goutte qui a fait déborder le vase, a ajouté M. Erdogan. Les membres de l'organisation terroriste et leurs partisans qui sont encouragés par cette décision ne doivent pas espérer en vain. Cette décision n'apportera aucun soulagement aux scélérats membres de la FETO. » « La Turquie ne fera aucune marche arrière dans sa lutte contre cette bande de traîtres. Elle ne permettra aucun retour vers le passé », a-t-il insisté.



Chenar Chalak  
October 2, 2023

## Iraq yet to implement certain provisions of security pact, says Iran

**E**RBIL, Kurdistan Region - The spokesperson for the Iranian foreign ministry on Monday said that Iraq has not yet fully implemented all the provisions of the security pact between the two countries relating to the disarmament of Kurdish exiled groups on the borders, stressing however, that both Erbil and Baghdad remain

committed to implementing the agreement.

Iraq on September 19 announced that it had complied with the terms of the joint security pact with Iran and disarmed the Kurdish exiled groups on the Iraq-Iran border, meeting the deadline Tehran had set for Baghdad to com-

plete the disarmament process six months prior.

“Based on our assessment, some parts of this agreement have been implemented while others still need to be carried out,” Foreign Ministry Spokesperson Nasser Kanaani told reporters during his weekly presser on Monday.

Kanaani said that an Iranian team has been sent to Iraq to evaluate the level of implementation, stressing that both Iraqi and Kurdish authorities have reiterated their commitment to the pact and have cooperated with the Iranian side throughout the process.

He added that the Iranian team will share “a precise assess-

ment” of the implementation of the pact with the Iraqi side once the report is presented to the Iranian supervisory committee.

“The headquarters located near the border with Iran, which were previously used by Iranian[-Kurdish] opposition groups, have been definitively evacuated,” read a statement from the Iraqi High Committee for the Implementation of the Joint

Security Agreement back in September.

Kanaani said that they have been informed by Baghdad that “a great number” of the groups’ headquarters have been evacuated and that some of their hideouts have been “completely demolished,” while the rest are yet to be destroyed.

Tehran has long accused the KRG of harboring opposition

groups it considers “terrorists” and allowing them to use the border areas as a launchpad for attacks against Iran.

Iranian-Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region - namely the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Komala, Free Life Party of Kurdistan (PJAK), and the Kurdistan Freedom Party (PAK) - have been accused of fueling the nationwide protest movement

in Iran last year and inciting unrest in the country. The groups, struggling for greater rights for Iran’s marginalized Kurdish population, have fought an on-and-off war with the Islamic Republic.

Iranian armed forces have carried out many attacks on the alleged positions of these groups, including using both ballistic missiles and drones.



avec AFP  
2 Octobre 2023

## Attentat en Turquie : Ankara riposte avec des frappes aériennes contre le PKK en Irak

**R**éprésailles. La Turquie a mis en garde dimanche les «terroristes» et mené des frappes aériennes contre le PKK au Kurdistan irakien, quelques heures après un attentat suicide de l’organisation, qui a fait deux blessés au cœur de la capitale, Ankara. Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) considéré comme «organisation terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux dont l’UE, a revendiqué l’attaque auprès de l’agence de presse ANF qui lui est proche.

Les frappes turques ont visé dimanche soir plusieurs secteurs du Kurdistan autonome dans le nord de l’Irak, a indiqué à l’AFP un responsable local, Ankara confirmant avoir visé «20 cibles» utilisées par des combattants kurdes turcs du PKK. «Les avions de l’armée turque ont bombardé des secteurs... de la région de Bradost aux environs de 21 h 20, tout comme ils ont bombardé le village de Badran», a précisé à l’AFP Ihsan Chelabi, maire de la localité de Sidakan, située

non loin des frontières avec la Turquie et l’Iran. Dans un communiqué, le ministère turc de la Défense a reconnu une «opération aérienne» dans le nord de l’Irak pour «neutraliser le PKK». Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait prévenu un peu plus tôt que «les scélérats qui menacent la paix et la sécurité des citoyens n’ont pas atteint leurs objectifs et ne les atteindront jamais».

L’attaque suicide qui a précédé cette opération aérienne a visé le siège de la police qui se situe dans la même enceinte du ministère de l’Intérieur, et qui se trouve à proximité du parlement. C’est la première attaque dont le PKK revendique la responsabilité depuis septembre 2022 où il avait tué un policier.

Le PKK est au cœur de la controverse entre la Turquie et la Suède, à propos de l’entrée de cette dernière dans l’Otan que le Parlement turc, qui reprenait dimanche ses travaux, est supposé valider après dix-sept mois d’attente. Depuis mai

2022, la Turquie traîne des pieds pour confirmer l’entrée de ce pays scandinave en arguant de sa clémence envers les «terroristes» et les mouvements kurdes.

### Un discours hostile à l’Europe

Erdogan maintient une position ambiguë en faisant valoir que le Parlement est souverain et que lui seul peut décider, ou non, de lever ce veto. Le Premier ministre suédois Ulf Kristersson a rapidement assuré que son pays «confirme une fois de plus son engagement en faveur d’une coopération à long terme avec la Turquie dans la lutte contre le terrorisme». De nombreux responsables étrangers ont également apporté leur soutien à la Turquie, exprimant leur «solidarité» et condamnant l’attaque, à commencer par l’union Européenne : Charles Michel le président du Conseil européen, s’est dit «choqué». Le chef de l’Etat turc, qui s’adressait aux députés pour

leur séance inaugurale, s’en est par ailleurs pris à l’Europe. «La Turquie n’attend plus rien de l’Union européenne qui nous fait patienter à sa porte depuis 40 ans», a affirmé le chef de l’Etat devant la séance inaugurale du Parlement. «Nous avons tenu toutes les promesses que nous avons faites à l’UE mais eux, ils n’ont tenu presque aucune des leurs» a-t-il dénoncé en ajoutant qu’il ne «tolérera pas de nouvelles exigences ou conditions au processus d’adhésion» de la Turquie. «S’ils ont l’intention de mettre fin au processus d’adhésion qui n’existe que sur le papier, c’est leur décision».

La colère du président découle d’un récent arrêt de la Cour européenne des droits de l’Homme qui a épinglé cette semaine la Turquie pour avoir condamné un homme pour terrorisme, sur la seule base de son utilisation de l’application de messagerie cryptée By-Lock.

# En Turquie, l'ouverture de la session parlementaire marquée par un attentat et par le discours virulent d'Erdogan vis-à-vis de l'Union européenne

Peu après l'attaque revendiquée par le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui a fait deux blessés légers, le président turc s'en est pris à l'UE duquel le pays « n'attend plus rien ».

**A**nkara, la journée devait être consacrée à l'ouverture solennelle de la nouvelle session parlementaire. Elle a commencé dans le fracas d'un attentat-suicide au cœur de la capitale turque avant de s'achever par un discours en forme de mise en garde, rempli de colère froide, prononcé par le président Recep Tayyip Erdogan, suivi, à peine deux heures plus tard, par un communiqué du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) [revendiquant l'attaque de la matinée](#).

Il est 9 heures lorsqu'une banale camionnette grise s'avance lentement devant l'entrée de l'enceinte du ministère de l'intérieur, avant de s'immobiliser. La scène est enregistrée par une caméra de surveillance. On y voit le passager sortir, s'avancer arme à la main, tirer à plusieurs reprises et se faire exploser devant la guérite des policiers. Sorti du véhicule, le conducteur s'élança à son tour, mais disparaît de l'image avant d'être abattu par la police. « Une balle dans la tête », précisera un peu plus tard le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya.

Le bâtiment du ministère se trouve à quelque 200 mètres du Parlement. L'explosion de forte puissance est entendue à plusieurs kilomètres à la ronde. Deux policiers sont légèrement blessés. Le quartier est bouclé.

Très vite, le bureau du procureur général annonce l'ouverture d'une enquête et qualifie l'attaque de « terroriste ». Le parquet impose également un black-out sur l'information, exigeant des médias turcs qu'ils cessent de diffuser des images de l'attentat.

## Des négociations au point mort depuis 2018

C'est dans ce contexte tendu que le chef de l'Etat s'est rendu, à pied, en début d'après-midi, à la Grande Assemblée nationale de Turquie pour la séance inaugurale du Parlement. Debout, devant l'ensemble des députés, Recep Tayyip Erdogan a d'abord évoqué les besoins, selon lui, d'une nouvelle Constitution, avant de condamner les « terroristes » et « scélérats qui menacent la paix et la sécurité », mais qui n'ont « pas atteint leurs objectifs et ne les atteindront jamais ».

Et puis, sans transition, [le chef de l'Etat s'en est pris une nouvelle fois à l'Union européenne](#) (UE). « La Turquie n'attend rien de l'UE, qui nous fait patienter à sa porte depuis soixante ans », a fustigé le président. « Nous avons tenu toutes les promesses que nous avons faites à l'UE, mais eux ils n'ont tenu presque aucune des leurs », a-t-il dénoncé, ajoutant qu'il ne « tolérera pas

*de nouvelles exigences ou conditions au processus d'adhésion » de son pays. « Même si les dirigeants ont changé, l'attitude biaisée de l'UE à notre égard est restée la même, ce qui est injuste et incompatible avec le principe du respect du pacte européen, a-t-il insisté. S'ils ont l'intention de mettre fin au processus d'adhésion qui n'existe que sur le papier, c'est leur décision. »*

Il y a quinze jours, avant de monter dans l'avion pour l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, le président turc avait déjà affirmé que l'UE cherchait à « s'éloigner » de la Turquie. Une parole alors interprétée comme un appel du pied pour obtenir de Bruxelles un signe d'ouverture sur les négociations d'adhésion, au point mort depuis 2018, en particulier sur la question des visas.

## « La goutte d'eau... »

L'appel n'a pas vraiment été entendu. Pire, un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a épinglé, cette semaine, la Turquie pour avoir condamné un enseignant turc d'une cinquantaine d'années pour terrorisme, sur la seule base de son utilisation de l'application de [messagerie cryptée ByLock](#). Ankara considère la plate-forme comme l'outil de communication privilégié des membres du FETO, le mouvement du prédicateur

Fethullah Gülen, que le pouvoir turc désigne comme les responsables présumés du putsch manqué de 2016, qui a fait 250 morts et a été suivi d'arrestations massives, ainsi que de purges d'une ampleur sans précédent.

Le jugement de la CEDH avait suscité l'ire du président. Il l'a clairement signifié dimanche devant les élus, en conclusion de son allocution : « Cette décision est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Elle ne profitera pas aux personnes viles de FETO. »

A peine la session parlementaire était-elle ouverte que le PKK a revendiqué l'attentat-suicide commis dans la matinée par un communiqué transmis à l'agence de presse ANF, proche du mouvement kurde. Le 13 novembre 2022, [une attaque à la bombe](#) perpétrée dans la plus grande artère piétonne du centre d'Istanbul avait fait six morts et 81 blessés. L'explosion n'avait pas été revendiquée, mais [avait été attribuée au PKK par les autorités](#).

En représailles, dimanche soir, Ankara a mené des frappes aériennes sur une vingtaine de « cibles » au Kurdistan autonome, dans le nord de l'Irak. Dans un communiqué, le ministère de la défense turc a reconnu une « opération aérienne » dans ce secteur pour « neutraliser le PKK ».



october 2, 2023

## Kurdish MPs call on Baghdad to pay Kurdistan salaries directly

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdish blocs in the Iraqi parliament, excluding the Kurdistan Democratic Party (KDP), have submitted a petition to the legislature, calling on the Iraqi federal government to directly distribute the salaries of the Kurdistan Region's civil servants instead of sending the funds to the Kurdistan Regional Government (KRG).

The Kurdistan Region's civil servants went unpaid for around 90 days, before a deal was struck between Baghdad and Erbil in mid-September, in which the federal government agreed to lend the KRG 2.1 trillion Iraqi dinars to pay the salaries for three months.

The delay in paying salaries has exacerbated the concerns of the Kurdistan Region's civil servants, many of whose livelihoods depend solely on state wages. Workers of several sectors have gone on strike in Sulaimani and Kirkuk provinces, including teachers and health workers.

Dara Sekaniani, Kurdistan Islamic Union (KIU) MP from Sulaimani, told Rudaw on Monday that a Kurdish delegation had visited Baghdad the day before, met with a number of members of the Iraqi parliament's finance committee and handed them a document containing the signatures of 36,000 of the Kurdistan Region's civil servants.

"They [civil servants] have asked for their salaries to be financed and kept separate from



A session of the Iraqi parliament on October 1, 2023. Photo: Media office of the speaker of the Iraqi parliament /Facebook

political competition... Therefore, during today's parliament session, signatures were collected for Baghdad to directly finance the salaries of the Kurdistan Region's civil servants," said Sekaniani.

The petition has reportedly been signed by nearly 50 Kurdish MPs from different blocs, including the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the New Generation Movement (NGM), the KIU, and the Kurdistan Justice Group (Komal), in addition to several MPs from other ethnic groups.

Jamal Kochar, a member of the parliament's finance committee, told Rudaw in July that Iraq's Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani had suggested Baghdad directly

distributes the salaries during talks with the KRG, adding that the proposal was rejected by Erbil, who viewed it as an attempt to belittle the political entity of the Region and its government.

Iraq announced that the 2.1 trillion dinars will be paid in three equal installments and will cover the salaries of September, October, and November. However, the KRG has used the first 700 billion dinar installment of the loan to pay the salaries for July. The civil servants have not been paid for August either.

The Kurdish government has failed to pay its civil servants on time and in full for nearly a decade due to the financial crisis. Economic woes in the Kur-

distan Region have worsened in recent months after Turkey suspended the flow of Kurdish crude oil through the Iraq-Turkey pipeline to its Ceyhan port in March following a ruling from a Paris arbitration court, causing the KRG billions of dollars in losses.

Iraq passed its highly-contentious budget bill for the years 2023, 2024, and 2025 in June, which includes a record \$152 billion in spending, of which the Kurdistan Region's share is 12.6.

Under the Erbil-Baghdad loan agreement, the KRG's share in the 2023 federal budget will be used to pay back the loans. If Erbil's share was not enough to cover the loans, its dues will be settled using its allocations within the 2024 budget.

## La Turquie mène des frappes aériennes au Kurdistan irakien

Ankara agit en représailles après un attentat contre le siège de la police dans la capitale turque revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan.

Les représailles n'ont pas tardé. Quelques heures après un attentat-suicide revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a fait deux blessés à Ankara, la Turquie a mené des frappes aériennes au Kurdistan irakien dimanche 1<sup>er</sup> octobre au soir. Elles ont visé plusieurs secteurs du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, a affirmé à l'Agence France-Presse (AFP) un responsable local, Ankara confirmant avoir visé « 20 cibles » utilisées par des combattants kurdes turcs du PKK.

Considéré comme une organisation terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, dont l'Union européenne, le PKK a revendiqué l'attaque du siège de la police dimanche matin dans la capitale turque auprès de l'agence de presse ANF, qui lui est proche.

Le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, a précisé devant la presse que l'un des deux assaillants d'Ankara s'est fait exploser et que l'autre a été abattu « d'une balle dans la tête ». Il s'agit de la première attaque dont le PKK reven-

dique la responsabilité depuis septembre 2022 lorsqu'il avait tué un policier.

« Neutraliser le PKK »

« Les avions de l'armée turque ont bombardé des secteurs () de la région de Bradost aux environs de 21 h 20 [20 h 20 à Paris], tout comme ils ont bombardé le village de Badran », a annoncé à l'AFP Ihsan Chelabi, maire de la localité de Sidakan, située non loin des frontières avec la Turquie et l'Irak. Dans un communiqué, le ministère de la défense turc a reconnu

une « opération aérienne » dans le nord de l'Irak pour « neutraliser le PKK ».

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui s'adressait aux députés pour leur séance inaugurale, avait prévenu un peu plus tôt que « les scélérats qui menacent la paix et la sécurité des citoyens n'ont pas atteint leurs objectifs et ne les atteindront jamais ».

Le siège de la police visé par l'attaque est situé dans l'enceinte du ministère de l'intérieur, à proximité du Parlement.



Shewket Harki  
October 2, 2023

## Wild honey hunting on the cliffsides of Turkey's Kurdish city of Semdinli

ERBIL, Kurdistan Region - Passionate about honey, Bakir Khan Shamzini and his men from time to time pack their belongings and head to the mountainous regions of Turkey's Kurdish southeast Semdinli to harvest the region's highly prized wild honey.

The honey hunter says what he does is an extremely demanding task, full of danger.

«Indeed, we have been involved in the honey business for many years now, especially

harvesting wild honey on cliffsides and in trees. Today, we came to the Sose cliffs with a crew from Rudaw. If God allows, we will harvest beehives,» Shamzini said before descending off the cliff.

«You must conquer your fears. It takes guts to do this job. If you do not have the morale to do it, you cannot do it at all because your hands or feet may shake, so you may not be able to do it,» the wild honey hunter added.

Shamzini and his three com-

panions at first make serious preparations to make sure they will safely carry out the work.

«Now, we will lower a rope. I will tie up my body with a rope and will descend. This rope is designed for mountainous tasks. It is very strong. They will help me descend off the cliff. I carry all the essentials with me including hammers,» he said. «We will not harm the bees at all. We will very gently harvest it, God willing and take out the honey.»

After they are done setting up,

Shamzini hangs off the cliffside of a scary rock face with a rope, breaking a beehive and cutting out of the rock as soon as he reaches the spot and the nests.

At the top of the cliff, his friends glued their eyes to Shamzini to make sure that the rope that descended as deep as 60 meters holding their friend high up stayed tight.

As the mission was successfully accomplished, Shamzini told Rudaw who had em-

bedded the team that he had mastered the art of harvesting wild honey for many years now.

Semdinli is famous for its honey, the most famous of which is the wild one, collected in the mountains and cliffsides.

One kilogram of wild honey

sells for around 2,000 Turkish lira (about \$73).

Shamzini and friends obtained five kilograms of honey. He says in some other places, they happened to obtain up to 20 kilograms.

Shamzini and his men say they

only harvest half of the honey from any beehive they discover to prevent the bees from dying.

«Here is the harvested honey. Thanks be to God, it is an amazing honey. This is the original honey... It depends on the hives. In some hives, we harvest 10 kilograms of honey.

In some others, we may harvest just two kilograms or five kilograms,» Salim Shangur, a member of Shamzini's team said while looking thrilled as they displayed their successful harvest.

Semdinli is a predominantly Kurdish district in the Hakkari Province of southeast Turkey.



**Azhi Rasul**  
**October 2, 2023**

## Turkey strikes suspected PKK positions after Ankara attack

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkey on Sunday night launched retaliatory aerial strikes targeting suspected Kurdistan Workers' Party (PKK) positions in the Kurdistan Region, hours after the group attacked the Turkish capital's general security directorate.

The Turkish defense ministry announced in a [statement](#) that it carried out airstrikes on 20 suspected PKK positions in the Metina, Khakurk, Gara, and Qandil regions of the Kurdistan Region, claiming to have destroyed shelters, depots, and caves belonging to the group.

It justified the attacks by saying they were in line with "the right of self defense" within Article 15 of the Charter of the United Nations.

The strikes came hours after two police officers were slightly wounded in an [attack](#) on Ankara's general security directorate. One of the attackers blew himself up while the other was "neutralized," according to the Turkish interior minister. The PKK claimed responsibility for the attack, near the Turkish parliament and ministerial buildings in Ankara. The main boulevard near the entrance of the

parliament building was closed to traffic due to the explosion.

"This action is an act of legitimate defense against the disregard of human rights that are being trampled on against national and international laws; against the inhumane practice and policy of isolation that is being implemented in all the jails of Turkey and Kurdistan," read the HPG statement, "the People's Defense Forces (HPG), the military arm of the PKK, said in a statement.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan labeled the attack as "the last struggle of terrorism."

Following a parliament meeting, Erdogan [said](#) on X that his country is preparing to "extend its military successes," hinting at further cross-border operations against the PKK and its alleged offshoots in the Kurdistan Region and Syria.

"Our new steps are a matter of preparation, time, and environment. For this reason, we say that the words 'we may suddenly come one night' should always be heard," he said.

The PKK is an armed group



Turkish soldiers participating in an anti-PKK operation in Hakkari province, near the border with Kurdistan Region on May 28, 2018. Photo Anadolu Agency

struggling for the increased rights of Kurds in Turkey and designated a terrorist organization by Ankara.

Iraq's four presidencies – the prime minister, president, parliament speaker, and head of judiciary – [rejected](#) all violations of Iraqi sovereignty an hour after Turkey's strikes.

They "firmly rejected any aggression directed at Iraqi territory, emphasizing that such actions run counter to principles of good neighborliness and pose a threat to security and stability both within Iraq and in the wider region," said a statement from Prime Minister Mo-

ammed Shia' al-Sudani's office.

They instead called for dialogue and mutual understanding to resolve the issues.

The Kurdistan Regional Government (KRG) [condemned](#) the attack on Ankara, labeling it as a "terrorist" attack.

"The KRG reaffirms its steadfast commitment to combating all forms of terrorism and extremism, urging the international community to enhance collaboration and coordination in the fight against terrorism, its ideologies, and related activities," spokesperson Peshawa Hawramani said in a statement.



Azhi Rasul  
October 3, 2023

## Turkey arrests close to 90 in anti-PKK operations after Ankara attack

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkey arrested close to 90 suspected Kurdistan Workers' Party (PKK) members in operations launched in 18 provinces, state media reported on Tuesday, two days after the group claimed responsibility for an attack on the general security directorate in capital Ankara.

Turkish state media reported that Ankara has been monitoring PKK's military intelligence structure in the Kurdistan Region, northern Syria, and within Turkey for 10 months before launching the coordinated operations that led to the arrest of close to 90 suspected

members of the group.

The operations were carried out by the Turkish intelligence, security units, and gendarmerie, Turkish Interior Minister Ali Yerlikaya said on X, formerly known as Twitter.

Yerlikaya said that 13,440 members of the Turkish forces participated in 466 operations across 18 provinces.

The operations came two days after two police officers were lightly wounded in an attack on Ankara's general security directorate. One of the attackers blew himself up while the other was "neutralized," according to the Turkish interior minister.

The PKK claimed responsibility

for the attack near the Turkish parliament and ministerial buildings in Ankara. The main boulevard near the entrance of the parliament building was closed to traffic due to the explosion.

"This action is an act of legitimate defense against the disregard of human rights that are being trampled on, against national and international laws; against the inhumane practice and policy of isolation that is being implemented in all the jails of Turkey and Kurdistan," read the HPG statement," the People's Defense Forces (HPG), the military arm of the PKK, said in a statement.

Turkish President Recep Tayyip

Erdogan labeled the attack as "the last struggle of terrorism."

The PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey and designated a terrorist organization by Ankara.

On Monday, Turkey launched retaliatory strikes on 20 alleged PKK positions inside the borders of the Kurdistan Region. Turkey's defense ministry said in a statement that they have carried out airstrikes in the Metina, Khakurk, Gara, and Qandil regions of the Kurdistan Region, claiming to have destroyed shelters, depots, and caves belonging to the group.



October 3, 2023

## Two Syrian soldiers injured in Israeli airstrike near Deir ez-Zor : SANA

**E**RBIL, Kurdistan Region - An Israeli airstrike on Monday night injured two Syrian army soldiers near Deir ez-Zor, said the Syrian defense ministry.

"Around 23:50 (11:50 pm) at night on Monday, October 2, 2023, the Israeli enemy launched an aerial aggression on some of the positions of our armed forces in the vicinity of

Deir ez-Zor," reported Syrian state media (SANA) citing an army source.

The attack led to the injury of two Syrian army soldiers and inflicted material damage according to SANA.

UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported on Tuesday that unidentified warplanes, likely to

be Israeli, targeted pro-Iran militia positions in al-Bukamal town in Deir ez-Zor province near the Syrian-Iraqi border, killing six non-Syrian nationals. It also noted that four Syrian regime soldiers were injured in the airstrikes, and two are in critical condition.

The airstrike also destroyed a radar point of the Electronic insurance brigade of the pro-Iran

militia deployed in the area, according to SOHR.

Israel has carried out hundreds of airstrikes on regime-controlled areas of Syria throughout its over a decade-long civil war, often claiming to target pro-Iran militias, such as Lebanon's Hezbollah group, which supports the Syrian army. However, it rarely claims responsibility for the attacks.

Iran and Israel have been engaged in a shadow war consisting of long-running covert attacks on Iranian military and nuclear facilities, as well as

sabotage and cyber-attacks. Iranian fighters are also frequently targeted in suspected Israeli strikes in Syria. According to SOHR data, Israel

has conducted 32 different attacks on Syria since the beginning of the year, destroying 71 targets consisting of weapons and ammunition depots, head-

quarters, centers, and vehicles. The attacks resulted in the killing of 72 Syrian soldiers and pro-Iran militiamen, in addition to two civilians.

**Le Monde**

**Christophe Ayad**  
03 Octobre 2023

## Procès pour terrorisme d'ultragauche : la cause kurde en filigrane de l'accusation

Florian D. et six autres personnes sympathisantes de l'ultragauche sont jugées à Paris à partir de mardi. A l'origine du dossier, le séjour de Florian D. au Kurdistan syrien, durant lequel il a appris le maniement des armes pour combattre l'organisation Etat islamique.

**A**u centre du procès pour terrorisme d'ultragauche qui s'ouvre mardi 3 octobre à Paris – le premier depuis Action directe, au milieu des années 1990 –, il y a la figure de Florian D. Cet homme, aujourd'hui âgé de 39 ans, est présenté comme le chef de « l'association de malfaiteurs terroriste » pour laquelle sept personnes sont renvoyées devant la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle. Elles encaissent toutes jusqu'à dix années de prison.

La trajectoire de Florian D. est à l'origine du dossier. C'est en le surveillant que la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), service de lutte antiterroriste et de contre-espionnage, établit une note d'alerte, en février 2020, à l'attention du Parquet national antiterroriste (PNAT) sur sa supposée volonté de former « un groupe violent » dont les membres adopteraient un « comportement clandestin » dans le but de « commettre des actions de guérilla et des actions violentes contre des cibles institutionnelles ».

Florian D. fait partie de la vingtaine de Français partis en Syrie combattre l'organisation

Etat islamique aux côtés des Unités de protection du peuple (YPG) kurdes, regroupées dans les Forces démocratiques syriennes. On y trouve des profils divers : droite catholique, anciens militaires, militants anarchistes ou gauchistes. Florian D. appartient à cette dernière catégorie. Outre le combat contre les djihadistes de Daech (acronyme arabe de l'organisation Etat islamique), il est attiré par l'expérience kurde de « communalisme » menée au Rojava (l'appellation kurde du Kurdistan syrien), un modèle reposant sur l'autonomie de cellules citoyennes locales autogérées respectant la parité des sexes, l'écologie et un partage équitable des ressources.

### Hésitation

Dans cette politique de « suivi » des combattants du Rojava, la mouvance anarcho-gauchiste semble avoir fait l'objet d'une attention plus particulière des services de renseignement. Ainsi, André Hébert, qui appartient à cette mouvance, était revenu en France en 2016 après un premier séjour en Syrie. Lorsqu'il a voulu repartir, on lui a fait savoir que son passeport et sa



SEVERIN MILLET

carte d'identité lui avaient été retirés en vertu de la loi Caze-neuve de 2014 visant à prévenir les départs de djihadistes vers les zones de combat.

André Hébert, par le truchement de son avocat, M<sup>e</sup> Raphaël Kempf, qui défend aujourd'hui Florian D. avec M<sup>e</sup> Coline Bouillon, conteste alors cette décision devant le tribunal administratif. Lors du débat à l'audience, deux questions se posent : combattre avec les Kurdes est-il terroriste ? Revenir en France après avoir combattu avec les Kurdes est-il un potentiel trouble à l'ordre public ? Dans une décision du 31 mars 2017, le tribunal ad-

ministratif de Paris a répondu par la négative aux deux questions. André Hébert a pu récupérer ses papiers et repartir en Syrie.

De fait, il n'est pas interdit de combattre à l'étranger pour un ressortissant français, sauf lorsqu'il s'agit d'un groupe terroriste ou dans le cadre du mercenariat. La question de la rémunération étant écartée, ce qui pose problème est le statut des YPG. Ces formations sont issues du PYD, le parti kurde syrien frère du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc. Or, le PKK, qui [a revendiqué un attentat suicide ayant blessé](#)

deux policiers devant un bâtiment du ministère de l'intérieur à Ankara dimanche 1<sup>er</sup> octobre 2023, est classé comme terroriste par l'Union européenne, mais pas le PYD, alors qu'il n'y a quasiment pas de différence entre les deux. En résumé, les militants kurdes sont des terroristes du côté turc de la frontière et des alliés du côté syrien.

On retrouve cette hésitation dans le réquisitoire définitif et l'ordonnance de renvoi de l'affaire dite du « 8 décembre 2020 », qui a débouché sur le procès s'ouvrant mardi. Régulièrement, les liens de Florian D. et de certains de ses acolytes avec la mouvance kurde sont soulignés comme des éléments incriminants. Ainsi, il est souligné que « sur

des clichés pris [par la DGSJ] lors d'une randonnée en montagne, Florian D. brandissait le drapeau de l'organisation séparatiste kurde du PKK ». Tous les drapeaux, insignes, écussons, autocollants kurdes retrouvés chez cinq des mis en cause sont longuement détaillés dans le réquisitoire. Dans sa longue introduction, le PNAT fait du Rojava « l'utopie modèle de substitution à la cause palestinienne des années 1970 ». « Il y a une criminalisation par capillarité de tout ce qui touche au Rojava », déplore M<sup>e</sup> Kempf.

« Fier d'avoir fait cela »

Florian D. confirme sans difficultés sa participation aux YPG : « Je me trouvais sur le front de Rakka [dans le centre

de la Syrie], j'ai participé à la libération de la ville pour dégager Daech de là-bas. (...) Je suis relativement fier d'avoir fait cela et je me sens insulté qu'on me le reproche », déclare-t-il lors d'un interrogatoire. Son séjour a duré d'avril 2017 à janvier 2018. Il y a reçu une formation de sniper et, semble-t-il, des notions en matière d'explosifs. Il semble aussi être rentré lesté de lourds traumas de guerre. Après son retour, il a effectué deux courts voyages, à Bruxelles et à Prague, pour conseiller des candidats au départ.

Florian D. semblait bien conscient des risques encourus à son retour : « Nous sommes tous masqués, car si tu es un militaire qui se rend au Rojava pour buter Daech,

t'es tranquille quand tu rentres, si tu es un militant anarchiste, politique, communiste, tu rentres, tu as des soucis », dit-il dans un extrait de sonorisation de son camion.

Manuel H., son ami d'enfance, prévenu dans le même procès, a voulu marcher sur ses traces en se rendant du 14 juin au 6 juillet 2019 à Souleymanieh, au Kurdistan irakien, dans l'espoir d'accéder au Rojava. Sans succès. On a saisi chez lui des documents expliquant comment monter une milice armée, avec notamment des schémas sur la manière de sécuriser une pièce ou de progresser dans un bâtiment. Une documentation retenue à charge contre les prévenus, comme la preuve de leur volonté d'importer la lutte armée en France.



October 3, 2023

## Kurdistan's Weekly Brief | October 3, 2023

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

The Iranian Kurdistan Freedom Party (PAK) was evicted from its headquarters in Kirkuk Governorate and disarmed after Baghdad and Tehran signed a "border security" agreement. PAK members were then relocated to a camp in DÆÆuhok Governorate's Saedekan subdistrict by the Kurdistan Regional Government (KRG), which moved its own forces into the evacuated PAK compound. The Baghdad-Tehran security agreement also shut down the headquarters of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) and Komala. The Hengaw Organization for Human Rights reported the Iranian regime arrested 463

civilians across the country in September, a 75% increase from August. Roughly 44% (203) of those detained were Kurdish citizens, and 26% were Balochis. The release of Hengaw's report coincided with the regime's [arrest of Kurdish activists](#) in Dewalan, Qorveh, Bokeran, Saqqez, Karaj, Swallow, and Piranshahr. In addition, a regime court in Quchan sentenced a [female Kurdish](#) activist, Sakina Parwana, to seven years and six months in prison on charges related to anti-government protests. Another regime court sentenced a Kurd in Saqqez, Abdullah Hamza, to one year in prison for being a member of the PDKI.

The U.S. [sanctioned](#) an Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC)-linked network responsible for developing unmanned aerial vehicles (UAVs), some of which were transferred to Russia for use in its assault on Ukraine. The sanctions targeted two individuals and three entities in China, Hong Kong, Turkey, Iran, and the United Arab Emirates. Separately, the U.S. Navy [said](#) Iranian forces aimed lasers at American helicopters in international waters near the Persian Gulf. Concurrently, the U.S. Department of Defense's 2023 Strategy for Countering Weapons of Mass Destruction report [claimed](#) Iran was not actively pursuing a nuclear weapons program but

could produce enough fissile material for a nuclear device in less than two weeks.

### Iraq

On Monday, Turkey's Minister of Energy and Natural Resources [announced](#) that the resumption of Kurdistan's oil exports is expected "within this week." The ministry did not provide specific details regarding any agreement reached with Baghdad but affirmed that the pipeline infrastructure is "ready" for operations. The suspension of Kurdistan's oil exports since March has inflicted a cost of over seven billion dollars on Iraq, significantly affecting the economy of the Kurdistan Re-

gion. Matthew Zais, Vice President of HKN Energy, emphasized that the cessation of Kurdistan oil exports has had a notable impact on [global oil prices](#). He underscored the substantial involvement of the US government, attributing it to the economic and political instability that has arisen due to the interruption of oil exports.

For the second time, the Iraqi House of Representatives has postponed the vote on the formation of Halabja province in the Kurdistan Region. Initially, the Iranian-backed blocs had demanded the creation of a new province, Talafar, as a condition for their support of the Halabja province's formation. However, on September 30th, the Speaker of the Parliament, Mohamed al Halbousi, requested a revised administrative border for Halabja from the Kurdistan Regional Government (KRG) in order to proceed with the voting process. Back in 2013, the Iraqi government had agreed to the creation of Halabja province, but political disagreements have consistently hindered the progress of this initiative.

## Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) [has announced](#) the expulsion of pro-Assad regime fighters from its territory after they had infiltrated the SDF-held areas east of the Euphrates. The pro-Regime forces, which the SDF characterized as two separate pro-Assad groups or units, had crossed from west of the Euphrates under the cover of damaging and indiscriminate artillery fire to take the town of Dhiban in Deir Ez Zor. However, according to the SDF, these groups had been surrounded and dislodged from the town of Dhi-

ban, which the pro-Regime forces had taken. These events come less than a month after the initial outbreak of conflict between tribes and pro-Assad regime militias and the SDF over the arrest of renegade SDF-aligned commander Abu Khawla. The undermining of the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) in the Deir Ez Zor is an ongoing crisis instigated by the Syrian regime and its patron Iran, and further attempts at infiltration or incitement of revolt are likely to occur in the future.

Syrian Vice Minister of Foreign Affairs and Expatriates Bassam Sabbagh [has asserted that](#), "Turkey has to withdraw its military forces [from Syria]. Any other aspects, yes, of course, we will be open to discuss with them, but not to do so and to insist on staying – that's illegal occupation and then this will block all the efforts toward any kind of contacts and relations with Turkey." While Damascus and Ankara have taken steps in recent months to repair their shattered relationship, the presence of Turkish soldiers in Northern Syria has resulted in an immovable roadblock to reconciliation. Turkish soldiers have aided anti-Assad opposition forces take portions of Northern Syria at the expense of the AANES. Previously, the Turkish Defense Minister Yaser Guler had responded to Syrian objections to Turkey's presence in Syria by claiming that Turkey would only withdraw its forces after several requirements were met. These requirements included the drafting of a new constitution, the holding of democratic elections, and the formation of a government inclusive to all religious sects.

As part of Ankara's increasingly aggressive effort to return Syrian refugees to Syria, partly because of anti-refugee sentiment in the country and partly to undermine the Kurdish population of Syria, [Turkey has deported](#) an estimated 16,000 Syrians over the past month. This number is according to sources at the Syria-Turkey border crossings at Tel Abyad and Bab al-Hawa crossings, which have seen the vast majority of crossings of deportees from Turkey into Syria. According to these sources, the deportations occurred after Turkish authorities seized all forms of identification from the refugees, and after obtaining biometric data from them to ensure they cannot return to Turkey.

## Turkey

Two police officers [sustained injuries](#) in a suicide bombing attack in front of Ankara's general security directorate building. This attack involved two suicide bombers, with one detonating his bomb while the other was "neutralized" by Turkish security personnel. The People's Defense Forces (HPG), the military wing of the Kurdistan Workers' Party (PKK), has claimed responsibility for the attack. According to the HPG statement, this act was carried out in what they perceive as legitimate defense against the violation of human rights, which they argue are being disregarded in violation of both national and international laws. Their statement also condemned the inhumane practice and policy of isolation that they claim is being implemented in prisons across Turkey and Kurdistan. The HPG asserts that the attack was executed precisely as planned and intended to convey a message rather

than causing casualties or significant damage. In response, the Turkish government, under President Erdogan's leadership, has vowed to take aggressive actions against "terrorism," which may lead to further threats and attacks against Kurds in Northern Syria and Iraq in the near future.

The Peoples' Democratic Party (HDP) [has reported that numerous](#) party officials and members were apprehended in police raids. The party stated, "This morning, dozens of our colleagues, including members of the Party Assembly, district co-chairs, provincial-district administrators, and members, were unjustly detained in Istanbul." According to Interior Minister Ali Yerlikaya's social media, a total of 20 individuals affiliated with the HDP were detained in raids across 11 districts in Istanbul and at 26 addresses in Kırklareli. This incident adds to a long history of political suppression and intimidation by the anti-Kurdish Justice and Development Party (AKP) government against the HDP and other elements of Kurdish civil society. The HDP has frequently faced threats of closure and banning, and in the 2023 election, their candidates ran under the Green Left Party.

The Court of Cassation's 3rd Criminal Chamber has [upheld the conviction](#) of Osman Kavala. Osman Kavala, a human rights activist, philanthropist, and vocal advocate for Kurdish rights in Turkey, had been sentenced to an aggravated life sentence for his alleged role in organizing and financing the 2013 Gezi Park protests, with the government accusing him of attempting to overthrow the government.



The Economist  
4 Octobre 2023

## La lucrative diplomatie de l'otage de l'Iran

L'accord récent de libération d'otages américains montre comment l'Iran tire profit de la capture d'étrangers sur son territoire pour les monnayer.

La libération le 18 septembre de cinq Américains détenus illégalement en Iran, en échange de prisonniers et de contreparties financières n'est que le dernier épisode d'une longue série : l'Iran a pris l'habitude de capturer des étrangers sur son sol utilisés comme un levier de chantage diplomatique et financier.

Peu d'actes iraniens indignent autant leurs ennemis que les prises d'otages. Les étrangers se voient offrir des visas pour visiter l'Iran et sont ensuite saisis au moment de leur départ par les forces de l'ordre du Corps des gardiens de la révolution islamique. L'Iran les utilise ensuite comme monnaie d'échange pour récupérer des prisonniers et de l'argent, entre autres.

Ainsi, le 18 septembre, après une longue et délicate négociation et sous la médiation du Qatar, l'Iran et les Etats-Unis ont conclu un deal aboutissant à la libération de cinq Américains emprisonnés arbitrairement en Iran, en échange de cinq repris de justice iraniens incarcérés aux Etats-Unis, ainsi que du déblocage de 6 milliards de dollars de revenus pétroliers appartenant à l'Iran jusqu'ici gelés pour cause de sanctions, sur un compte en Corée du Sud. L'administration américaine a pris soin de souligner qu'il ne s'agissait pas d'une rançon puisque ce sont des fonds iraniens et que leur mise à disposition de Téhéran reste sous supervision, pour acheter des équipements médicaux, des médicaments et de la nourriture.

### Une vingtaine d'Européens emprisonnés

La prise d'otages étrangers – et particulièrement américains – est un outil classique du régime, depuis 1979 et la révolution islamique. Parmi les otages libérés, l'homme d'affaires irano-américain Siamak Namazi a publié une lettre ouverte décrivant la prison d'Evin, où il détenu pendant huit ans, comme «les Nations unies dystopiques des otages». S'il n'y a plus d'Américain dans les geôles iraniennes, une vingtaine d'Européens et plusieurs dizaines d'autres personnes ayant la double nationalité restent derrière les barreaux pour servir de levier à de futures transactions. Le 16 septembre encore, l'Iran a encore arrêté un Irano-britannique à Karaj, à l'ouest de Téhéran.

Les autorités iraniennes affirment qu'elles n'ont pas d'autre choix que de faire des prisonniers, puisque leurs adversaires bafouent également le droit international. Leur colère a été attisée par les sanctions imposées par les États-Unis sur ses ventes de pétrole et par le déchargement, le mois dernier, de pétrole iranien d'un pétrolier que les États-Unis avaient saisi et emmené au Texas.

À long terme cependant, ces prises d'otages compromettent les espoirs de l'Iran de développer une industrie du tourisme et entravent les investissements étrangers et le commerce. Mais l'argent qu'elles génèrent est tentant pour un régime confronté au mécontentement d'une inflation

galopante et d'une monnaie qui, au début de l'année, est tombée à un niveau historique bas (avant de rebondir grâce à l'espoir d'un accord «prisonniers contre argent»). Certes le Trésor américain contrôlera la manière dont l'Iran dépense les 6 milliards de dollars afin de s'assurer que les fonds sont utilisés uniquement à des fins humanitaires. Toutefois, selon Norman Roule, ancien espion américain dans la région, une partie de la manne pourrait bien finir par financer aussi, discrètement, des programmes militaires.

### Un moyen de lever les sanctions

Ce deal pourrait également faire jurisprudence, dotant l'Iran d'un système de levier au cas par cas des sanctions qui pourrait être réutilisé pour d'autres transactions financières. Une vague d'activités diplomatiques a suivi cet échange de prisonniers. Le président iranien, Ebrahim Raïssi, s'est rendu à New York pour s'adresser à l'Assemblée générale des Nations unies. D'autres discussions sont prévues entre les Iraniens et leur ancien ennemi régional, l'Arabie saoudite, ainsi que les cinq autres États arabes du Conseil de coopération du Golfe, en marge des réunions de l'ONU. Parallèlement à la libération des prisonniers, des responsables iraniens et européens se sont également rencontrés pour discuter.

Mais dans le sillage de l'accord, les deux belligérants ont durci leur position. L'Amérique a dévoilé de nouvelles sanc-

tions visant la production de drones par l'Iran. Ebrahim Raïssi a profité de la tribune de l'ONU pour dénoncer «le projet d'américanisation du monde». Il y a donc peu d'espoir que cet accord d'échange augure d'une ouverture plus large et, notamment, puisse relancer l'accord de Vienne signé en 2015 qui visait à empêcher l'Iran d'enrichir de l'uranium à un niveau qui l'aurait placé sur le «seuil» d'acquisition d'armes nucléaires. L'administration Trump s'est retirée de l'accord en 2018, ce qui a incité l'Iran à ignorer ses principales restrictions.

Pour protester contre l'enrichissement de l'uranium par l'Iran au-delà des niveaux civils de 60%, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne ont annoncé début septembre qu'elles inscrivaient les sanctions de l'ONU dans leur droit national avant qu'elles n'expirerent selon les termes de l'accord de Vienne.

Néanmoins, l'accord sur les otages s'inscrit dans le cadre d'une remarquable offensive diplomatique menée par Ebrahim Raïssi, réputé fondamentaliste intransigeant au sein d'un régime historiquement xénophobe. Au cours des derniers mois, son administration a rétabli les relations diplomatiques avec son concurrent régional, l'Arabie saoudite, entamé des pourparlers en vue d'adhérer aux BRICS, club de grands marchés émergents, et a finalement rejoint l'Organisation de coopération de Shanghai, qui regroupe les pays d'Eurasie. Même le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a mis en sourdine

ses critiques, apparemment par crainte d'exacerber les tensions avec l'administration Biden et de gâcher ses propres espoirs d'établir des liens diplomatiques avec l'Arabie saoudite.

### Succès à l'extérieur, difficultés à l'intérieur

Euphorisé par ce succès extérieur, le régime s'est donc permis de serrer la vis à l'intérieur : le parlement iranien a adopté une loi imposant des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans aux femmes qui ne respectent pas le code vestimentaire, notamment le

port du foulard. Cette loi doit encore être approuvée par le Conseil des gardiens du pays.

Mais le régime ferait bien de modérer la poussée d'orgueil suscitée par son chantage aux otages, payant diplomatiquement et financièrement. La République islamique a plutôt intérêt à ne pas s'aliéner la communauté internationale en capturant de nouveaux ressortissants, au moment où elle entre dans le délicat processus de succession de son chef suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 84 ans, et où elle s'attaque à sa plus grande menace, sa population mécontente.

Dans la société, parmi les opposants aux ayatollahs, l'accord sur les otages a été considéré comme un camouflet que leur a infligé l'Amérique, d'autant plus qu'il coïncide avec le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, la jeune Iranienne détenue pour avoir montré ses cheveux, qui avait soulevé le pays. Plus de 500 Iraniens ont été tués au cours des mois de manifestations qui ont suivi. Pour l'instant, le régime a le dessus. La police anti-émeute et les voyous à moto parcourent les rues pour disperser les petites manifestations qui ont eu lieu à Téhéran pour commémorer. Dans la

province du Kurdistan d'où est originaire Mahsa Amini, les forces de sécurité n'hésitent pas à tirer à balles réelles face au moindre rassemblement. Mais les Iraniens parlent d'une tension croissante. Beaucoup ont recours à la désobéissance civile. Les femmes continuent de se débarrasser de leur foulard et refusent de payer des amendes. La mise en œuvre de la nouvelle loi répressive est à haut risque. En libérant des otages, l'Iran a peut-être vu sa cote un peu remonter sur la scène diplomatique internationale mais dans sa population, la colère n'est pas apaisée.



October 4 2023

## Harvard launches Kurdish language course

**E**RBIL, Kurdistan Region - Harvard University's Near Eastern Languages and Civilizations Department began offering its first Kurdish language course this fall semester, with the establishment of the course being described as "historic" by its professor.

In addition to the Kurdish language, the course will also dive into the historically-marginalized nation's culture, history, and language.

The university began offering the course after an advocacy campaign from students with Kurdish speaking backgrounds.

"It's very different from the



Harvard University campus is seen on April 22, 2020, in Cambridge, Massachusetts. Photo: AFP

other language courses I took, just because it's also a cultural immersion and very research-based as well," Janan Iranbomy, a student attending the course and one of those who pushed for its creation, told the

university newspaper's Harvard Crimson.

Professor Ahmad Mohammadpour from Iran's western Kurdish regions (Rojhelat) teaches the course at the prestigious

university. He said that by offering this course, the university has "put a smile on the lips of millions of Kurds."

Mohammadpour stressed the importance of teaching Kurdish language and history to students interested in learning about the Middle East, and expressed hope that Harvard will continue to offer the course in the upcoming semesters as well.

Founded in 1636, Harvard is an Ivy League university located in Cambridge, Massachusetts, and is one of the world's top private universities. It is globally renowned for its student body and faculty as well as its state-of-the-art facilities.

## Turquie : arrestation de près de soixante-dix personnes après l'attentat d'Ankara

Les suspects sont soupçonnés d'être liés au Parti des travailleurs du Kurdistan, qui a revendiqué l'attaque-suicide lancée dimanche par deux assaillants, dans laquelle deux policiers ont été blessés.

Deux jours après l'attentat-suicide qui a blessé deux policiers à Ankara, le ministre de l'intérieur turc, Ali Yerlikaya, a annoncé, mardi 3 octobre, avoir arrêté 67 suspects dans seize des 81 provinces du pays.

Ces personnes soupçonnées d'être liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a revendiqué l'attaque, di-

manche, quelques heures plus tard.

L'armée turque a également affirmé mardi soir avoir frappé par les airs seize positions du PKK dans le nord de l'Irak, où les combattants kurdes turcs, en lutte armée contre Ankara depuis 1984, disposent de bases arrière. La Turquie avait déjà lancé en représailles dimanche soir des frappes aé-

riennes contre le PKK au Kurdistan irakien.

### Vingt personnes arrêtées lundi

Le PKK, considéré comme organisation terroriste par Ankara et l'Union européenne, a revendiqué l'attaque lancée dimanche par deux assaillants contre le ministère de l'intérieur turc à Ankara, la capitale. L'un

des deux hommes s'est fait exploser et l'autre a été abattu avant de pouvoir pénétrer dans l'enceinte du ministère.

Lundi, vingt personnes, dont des cadres locaux du parti prokurde HDP – accusé par les autorités turques d'être lié au PKK –, ont également été arrêtées à Istanbul et dans la province de Kırklareli (nord-ouest).



October 4 2023

## Iran nuclear chief says IAEA inspectors expelled over 'hostile' behavior

**E**RBIL, Kurdistan Region - Several core inspectors of the United Nation's nuclear watchdog were expelled from Iran last month for displaying "hostile political behavior," Iran's nuclear chief said on Wednesday, a week after he blasted Western countries for exerting pressure on the agency.

"The expelled inspectors were from the three European countries that often displayed hostile political behaviors and therefore, we removed the inspectors from those countries," Mohammad Eslami, head of the Atomic Energy Organization of Iran, said on the sidelines of a cabinet session in Tehran, state media reported.

In a meeting with the UN's International Atomic Energy Agency (IAEA) head Rafael Grossi last week, Eslami said that Western governments are exploiting the agency's capabilities to mount pressure on Tehran. His remarks came a week after the IAEA slammed Iran's move to withdraw accreditation from several experienced agency inspectors as "disproportionate and unprecedented."

After their licenses were withdrawn, Iranian foreign ministry spokesperson Nasser Kanaani warned the West to refrain from misusing the IAEA for political purposes and allow the agency to conduct its activities "impartially" and "without political pressure."

"Making a commotion over this case is rooted in the political behavior and psychological operations of these countries," Eslami said, blaming Western nations for "constantly" saying that Iran must implement the provisions of a landmark 2015 nuclear deal in exchange for nothing.

Under a 2015 nuclear deal with world powers, known as the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), Iran agreed to curb its nuclear enrichment program in exchange for much-needed relief from crippling sanctions.

But the deal began unraveling in 2018, when Washington, under former US president Donald Trump's administration, uni-

laterally withdrew from the accord and re-imposed biting sanctions on the Islamic republic, who in turn began stepping up its nuclear enrichment efforts.

Tehran, however, has repeatedly denied that it seeks to develop an atomic bomb, saying that such a move goes against the Islamic republic's doctrine.

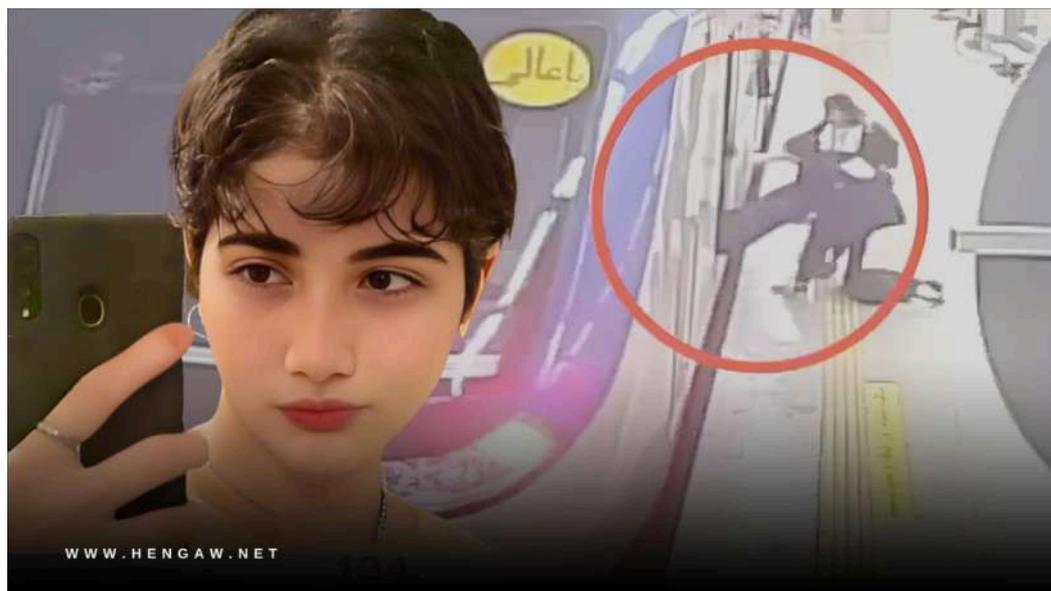
Last month, Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian said that Iran is "serious" about resuming negotiations on the JCPOA if other signatories are prepared to do so, adding that Tehran is in contact with Washington to revive the agreement.

## Le sort d'Armita Garavand, dans le coma, bouleverse l'Iran

L'adolescente a été évacuée, dimanche, du métro de Téhéran dans un état inconscient. Plusieurs sources évoquent une agression de la police des mœurs. Les autorités démentent.

L'histoire se répète tragiquement en République islamique. Dimanche 1<sup>er</sup> octobre, Armita Garavand, une adolescente iranienne de 16 ans, a été évacuée du métro de Téhéran dans un état inconscient et transférée à l'hôpital de haute sécurité Fajr, appartenant à l'armée de l'air iranienne, où elle a sombré dans un profond coma. D'après le directeur général du métro de Téhéran, Masood Dorosti, la lycéenne d'origine kurde, qui se rendait en cours avec deux de ses camarades, aurait été victime d'une « chute de tension » qui l'a fait tomber à terre alors qu'elle entrait dans la rame. Après avoir reçu les premiers soins sur le quai du métro, elle a été prise en charge par les services d'urgence, qui l'ont conduite à l'hôpital.

La visualisation des caméras de sécurité de l'entrée de l'adolescente dans la station de métro jusqu'à ce qu'elle pénètre dans le wagon n'a révélé « aucune altercation verbale ni physique » entre des « passagers ou des cadres du métro » et elle, souligne le responsable iranien **dans une interview accordée, dès le lendemain, à l'agence de presse iranienne officielle Irna**, accompagnée d'images de la jeune femme inconsciente évacuée de la rame. La promptitude avec laquelle les médias officiels se sont emparés du sujet s'explique



D'après l'ONG Hengaw, Armita Garavand aurait été violentée par la police des mœurs pour ne pas avoir porté le voile, obligatoire en Iran. © Hengaw.net

par leur volonté d'éviter tout parallèle avec le cas de Mahsa Amini, cette Iranienne de 22 ans dont **la mort aux mains de la police des mœurs, le 16 septembre 2022, pour un voile mal porté** avait embrasé l'Iran. Mais aussi par la nécessité de démentir la diffusion, dès dimanche soir sur les réseaux sociaux, d'une tout autre version de l'incident, bien plus problématique pour les autorités.

### Journaliste arrêtée

**D'après Farzad Seifikaran, journaliste de Radio Zamaneh**, un média iranien basé à l'étranger, Armita Garavand aurait en réalité été appréhendée par la police à son

entrée dans la station de métro Shohada de Téhéran parce qu'elle ne portait pas de voile, obligatoire en Iran. Poussée par un des agents, l'adolescente se serait cognée à la tête contre une barre de fer et aurait perdu connaissance.

Une version confirmée, à quelques détails près, par l'ONG kurde des droits de l'homme Hengaw. « Les agents de la police des mœurs se sont dressés face à Armita Garavand lorsqu'elle a pénétré à l'intérieur de la station de métro et une altercation a éclaté », raconte au *Point* un membre de l'organisation. « Un des agents l'a alors poussée et sa tête a violemment heurté le sol.

Elle a pu tout de même continuer son chemin à pied en direction de la rame de métro, avant de perdre connaissance. »

Signe de l'extrême sensibilité du sujet, les autorités n'ont pas hésité à arrêter, lundi 2 octobre, Maryam Lotfi, journaliste au quotidien iranien *Shargh*, alors qu'elle enquêtait sur l'affaire à l'hôpital Fajr de Téhéran placée sous haute sécurité. « C'est devenu un sujet hautement sensible, confie depuis Téhéran un journaliste souhaitant garder l'anonymat. Quiconque en parle risque d'être arrêté. » Depuis, Maryam Lotfi a été relâchée.

Cette chasse aux sorcières

n'est pas sans rappeler l'arrestation, il y a un an, de Niloufar Hamedî, autre journaliste de *Shargh*, interpellée après avoir pris en photo les parents de Mahsa Amini, inconsolables après la mort de la jeune femme, et toujours incarcérée en compagnie de la photographe Elaheh Mohammadi.

Pour confirmer la version gouvernementale, **l'agence de presse nationale est allée jusqu'à interviewer**, mardi 3 octobre, les parents d'Armita Garavand. « Elle a été victime d'une chute de tension, je pense qu'ils m'ont dit que ma fille a été victime d'une chute de tension, sa tête a heurté le coin du métro et ses amies l'ont sortie de la rame. Ils ont appelé les urgences et ils l'ont emmenée à l'hôpital », a indiqué la mère de l'adolescente pendant qu'étaient diffusées des images de son évacuation du wagon, mais aucune de son entrée dans la station. « J'ai vu les images du métro et je ne pense pas que ce soit ce qu'affirment les gens. J'ai bien vu les images et la façon dont elle est tombée et comment ils ont emmené ma fille [à l'hôpital]. J'ai vérifié ce

qui s'est passé. [...] Ce n'était pas quelque chose de spécial pour en faire [toute] une histoire. »

#### « Confessions » forcées

À en croire l'ONG kurde Hengaw, cet entretien aurait été réalisé à l'hôpital Fajr de Téhéran sous la pression de responsables sécuritaires de haut rang. « Ils ont été obligés de se livrer à cet exercice », confie le membre de l'organisation précité. Il y a un an déjà, les autorités avaient tout fait pour forcer le père de Mahsa Amini à « confesser » à la télévision d'État que sa fille n'avait pas été frappée par la police des mœurs et était décédée des suites d'une maladie, en vain.

Les similitudes avec l'icône de la révolution des femmes en Iran ne s'arrêtent pas là. L'ONG Hengaw a **diffusé mardi soir un cliché d'Armita Garavand**, intubée sur son lit d'hôpital, rappelant curieusement celui de Mahsa Amini pris en septembre 2022 dans un état similaire, peu de temps avant sa mort, à l'hôpital Kasra de Téhéran. « Armita Garavand est toujours dans le coma, explique la source. Son état ne

s'est pas du tout amélioré. »

Depuis l'hospitalisation de l'adolescente dimanche, le service de soins intensifs de l'hôpital Fajr de Téhéran demeure sous étroit contrôle sécuritaire, les agents gouvernementaux surveillant les moindres allées et venues au sein de l'établissement et contrôlant les téléphones portables des membres de la famille de l'adolescente. **Selon les informations recueillies ce mercredi par la chaîne de télévision d'opposition Iran International**, basée à l'étranger, les deux camarades de classe qui accompagnaient Armita Garavand ont été détenues pendant cinq heures et subissent depuis de lourdes pressions afin de garder le silence sur les causes réelles de l'hospitalisation de la jeune fille et de répéter le récit gouvernemental devant les caméras.

Les autorités demeurent sur le qui-vive pour éviter que n'éclatent des manifestations de colère au sein de la population si Armita Garavand venait à décéder. Le mois dernier, elles ont déployé un impressionnant dispositif policier à Saqqez, ville du Kurdistan iranien où est enterrée

Mahsa Amini, et ont même arrêté son propre père pour empêcher la tenue des commémorations un an après sa mort, avec succès.

De même, l'intense pression qu'elles exercent depuis sur les familles des nombreuses victimes de la répression gouvernementale a eu raison des principales cérémonies de deuil, donc des possibilités de contestation. Mais c'était oublier que le cœur du problème en Iran – les agissements violents de la police des mœurs, de retour dans les rues du pays depuis cet été – demeure. « Il est évident que tant qu'elle continuera à arrêter des femmes en pleine rue pour leur accoutrement, de nouveaux drames vont survenir », prédit depuis la capitale iranienne un spécialiste des questions de société sous le couvert de l'anonymat. Et, face à la résistance farouche de nombreuses femmes à travers le pays qui refusent désormais catégoriquement de porter le voile obligatoire, quels qu'en soient les dangers, de nouvelles Mahsa Amini et autres Armita Garavand risquent malheureusement de voir le jour.



avec AFP  
5 Octobre 2023

## Syrie : plus de 110 morts dans une attaque contre l'armée, les Kurdes visés par des frappes turques

L'attaque contre une cérémonie de promotion d'officiers du régime à Homs (centre) a été imputée à "des organisations terroristes" par l'armée syrienne, qui a promis de "riposter fermement". Elle a été menée "à l'aide de drones

chargés d'explosifs", selon l'armée.

Plus de 110 personnes ont été tuées jeudi dans une attaque contre une académie militaire en Syrie, qui a promis de "riposter fermement", faisant

craindre une escalade.

L'attaque contre une cérémonie de promotion d'officiers du régime à Homs (centre) a été imputée à "des organisations terroristes" par l'armée syrienne, qui a promis de "riposter fer-

ment". Elle a été menée "à l'aide de drones chargés d'explosifs", selon l'armée.

L'attaque a fait "112 morts dont 21 civils" et au moins 120 blessés, selon un nouveau bilan de l'Observatoire syrien des

droits de l'homme (OSDH), une organisation basée au Royaume-Uni disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Le ministre syrien de la Santé Hassan al-Ghobash a annoncé un bilan "préliminaire" de 80 morts, "dont six femmes et six enfants", et environ 240 blessés.

L'attaque n'a pas été revendiquée. Des groupes jihadistes qui contrôlent une partie du territoire syrien ont parfois recours aux drones armés.

Les forces gouvernementales ont riposté par des bombardements qui ont visé, selon des habitants, la région d'Idleb, dernier bastion rebelle du pays, dans le nord-ouest. L'OSDH a fait état de huit morts et 30 blessés.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres "est profondément inquiet" après l'attaque à Homs, a déclaré son porte-parole Stéphane Dujarric. Il "est également profondément préoccupé par les informations faisant état de bombardements de représailles" dans le nord-ouest de la Syrie.

De son côté, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie a appelé jeudi à "une désescalade immédiate" de la violence en Syrie.

"Les scènes horribles d'aujourd'hui rappellent la nécessité d'une désescalade immédiate de la violence, d'un cessez-le-feu national et d'une approche coopérative de la lutte contre les groupes terroristes inscrits sur la liste du Conseil de sécurité", a déclaré Geir Pedersen, dans un communiqué publié à Genève.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, cinq membres d'une



Les funérailles de victimes d'une attaque contre une académie militaire, le 6 octobre 2023 à Homs, en Syrie. AFP - LOUAI BESHARA

même famille avaient été tués dans un bombardement des forces du régime sur une zone rebelle dans la province d'Alep (nord-ouest).

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie a fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le pays, où les Etats-Unis, la Russie, alliée du régime, et la Turquie ont déployé des troupes dans différentes régions.

- Drone turc abattu -

Le ministère turc de la Défense a déclaré dans un communiqué jeudi soir que les forces d'Ankara avaient mené des frappes aériennes dans le nord de la Syrie, détruisant 30 cibles, dont "des abris, des dépôts et des sites de stockage".

Plus tôt dans la soirée, des médias turcs avaient rapporté de nouvelles frappes turques contre les forces kurdes en Syrie, affirmant que "des dépôts d'armes et de munitions des PKK/YPG ont été détruits" lors d'une opération menée par les unités du MIT, les services de renseignement.

Les Kurdes ont notamment établi une administration autonome

dans le nord-est, qui est régulièrement prise pour cible par l'armée turque.

Jeudi, des drones turcs ont visé dans la journée des sites pétroliers, deux centrales électriques, un barrage et une usine dans la province de Hassaké, contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dominée par les Kurdes.

Les forces kurdes ont annoncé que la Turquie avait mené 21 frappes qui ont fait 11 morts, dont cinq civils et six membres des forces de sécurité.

La Turquie affirme agir en représailles à un attentat qui a visé dimanche le ministère de l'Intérieur à Ankara, blessant deux policiers.

Selon elle, les auteurs de l'attentat, revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, kurde turc), ont été formés en Syrie, des accusations démenties par le chef des FDS, Mazloum Abdi.

Les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie en 2019 et jouissent tou-

jours de l'appui de Washington.

Ankara considère la principale composante des FDS, les YPG (Unités de protection du peuple), comme une extension du PKK, qualifié d'"organisation terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux.

A Washington, le ministère américain de la Défense a annoncé que les Etats-Unis avaient abattu jeudi en Syrie un drone turc, estimant qu'il représentait une menace potentielle pour des forces américaines sur place.

### - "La situation empire" -

Après les frappes de jeudi, des colonnes de fumée étaient visibles au-dessus du site pétrolier de Qahtaniya, près de la frontière turque, selon des correspondants de l'AFP, tandis que des pompiers se dirigeaient vers la principale centrale électrique de Qamichli, dans la province de Hassaké.

Sur le marché central de Qamichli, les commerçants et les rares clients avaient les yeux rivés sur les écrans de télévision et leurs téléphones portables.

"La situation empire chaque jour. La Turquie ne nous laisse pas souffler et nous vise chaque jour. Nous voulons juste que nos enfants vivent en paix", déclare Hassan al-Ahmad, un commerçant de 35 ans.

L'administration autonome kurde a appelé jeudi "la communauté internationale, la coalition internationale" anti-EI ainsi que la Russie à "prendre des positions capables de dissuader" la Turquie, qui a mené entre 2016 et 2019 trois opérations d'envergure contre les forces kurdes en Syrie.

The New York Times

Farnaz Fassihi  
October 5, 2023

## With Iranian Girl in Coma, Suspicion Falls on Government

Exactly what happened to Armita Geravand, 16, is unclear, but the circumstances have fueled accusations that agents enforcing Iran's dress code must have harmed her.

The 16-year-old girl, her short black hair uncovered, entered a subway car in Tehran early Sunday on her way to school, [security camera footage broadcast by Iran's state television showed](#). Minutes later, she was dragged out unconscious and laid on the train platform.

All week, the girl, Armita Geravand, has been in a coma, guarded by security agents in the intensive care unit of a military hospital in Tehran and evoking broad comparisons with [Mahsa Amini, who died last year at 22 in the custody of the morality police](#) after being accused of violating Iran's hijab rules, which require women to cover their hair.

Exactly what happened to Armita on Sunday is not clear, and the government has not released footage from inside the train that would reveal what made the teenager collapse.

But the news of another young woman in a coma under murky circumstances — another girl, another metro station, another hospital, another grief-stricken family — was enough to stir outrage in Iran and fuel accusations that the government's hijab agents must have harmed her.

Ms. Amini's death last year set off a nationwide uprising, led by women and girls, demanding an end to Iran's clerical theocracy. The "Mahsa movement," as it was called, morphed into the most serious challenge to the legitimacy of

the ruling clerics since they took power in 1979. In crushing the protests, the government killed more than 500 people, [including teenagers](#) and children, and arrested tens of thousands of demonstrators.

Farzad Seifikaran, a journalist with Radio Zamaneh who first reported the story about Armita on Sunday, interviewed four people familiar with the episode. Those interviewed told him that Armita and two of her friends, who were also not covering their hair, argued with officers enforcing hijab rules, Mr. Seifikaran said, and that one of them pushed Armita.

She fell and hit her head on a metal object on the train and suffered cerebral hemorrhaging, Mr. Seifikaran said the people told him.

The government says she fainted because of a drop in blood sugar after skipping breakfast. Masoud Dorosti, head of the Tehran Metro Operating Company, told the Iranian news media that footage from its cameras showed no sign of a verbal or physical confrontation between passengers and municipality employees. The state news agency, IRNA, [published a video of Armita's parents](#) looking shell-shocked and repeating the government narrative. "My daughter, I think her blood pressure, I don't know what, I think, they say that her blood pressure dropped then she fell down and her head hit the edge of the metro," said her mother, Shahin Ahmadi, stum-



Security footage broadcast by state media showed the girl being carried unconscious off a subway train, but footage from inside the train has not been released.

bling on her words as her voice shook.

Her father, Ahmad Geravand, looked down, arms folded, as she spoke. Mr. Geravand said Armita had been healthy and did not use any medications, and he asked for prayers for her.

Armita lives in a working-class neighborhood of western Tehran and is an art student at a vocational art and design high school, her classmate and relatives told Mr. Seifikaran. She has a passion for painting and pursued taekwondo training semiprofessionally, they said.

The government's lack of openness and the tight security at the air force hospital have contributed to the suspicions that the authorities had a hand in harming Armita. Anger has spilled out this week on social media, with people denouncing what they see as the government's brutality.

"Transparency means all the security agents leave Fajr Air Force Hospital and surrounding areas and journalists be allowed to report on what happened to the 16-year-old girl," [wrote Mohsen Borhani, a lawyer in Tehran, on X, the social media platform formerly called Twitter](#).

The authorities eventually stifled street protests over Ms. Amini's death, and they violently squelched commemorations of its anniversary last month. But sporadic small protests still erupted in several cities, with people chanting, "Death to the dictator."

Many women and girls across Iran have continued to defy the mandatory hijab rule by letting their hair show in public. This collective act of civil disobedience has been risky, as the government has come up with new ways to catch and punish such women, including the use of facial recognition software.

Many Iranian women still defy the authorities' conservative dress code. Vahid Salemi/Associated Press

A group of Iranian teachers' unions said in a statement on Wednesday that the Education Ministry's security director had visited Armita's high school and warned teachers and staff that they would be fired if they spoke about her, and that her classmates were threatened to keep them silent.

Security agents have swarmed the hospital, locked down the ward where Armita is kept and threatened to arrest family members and her classmates if they spoke to the news media, according to rights groups and activists. Maryam Lotfi, a journalist for the daily newspaper Shargh who went to the hospital on Sunday, was arrested as she was interviewing Armita's mother and detained for 24 hours, according to her colleagues and editors.

"We can confirm that Armita's family is under immense press-

ure to adhere to the state's narrative, while she lies unconscious and guarded by state security personnel in a military hospital with all visitors banned," said Jasmin Ramsey, deputy director of the Center for Human Rights in Iran, an independent advocacy group based in New York. "If her case were as straightforward as they claim, why all the restrictions and secrecy?"

In Iran, parents of teenage girls are once again anxious about their safety. During the uprising last year, Iranian security forces [systematically targeted not only adults but teenagers and children](#) who were staging a revolt in schools, launching raids that intimidated students and detaining up to 1,000 minors.

An image taken from video purportedly shows children fleeing security forces last year in the Iranian city of Khash, in Sistan-Baluchistan Province. Agence France-Presse — Getty Images

Many parents and students were already fearful because of another unexplained trauma: Hundreds of schoolgirls in dozens of cities were hospitalized early this year with respiratory and neurological symptoms that the [authorities said were partly caused by deliberate attacks with toxic chemicals](#).

"As a mother, I am feeling very stressed these days," said Fariba, 46, whose daughter is a student in Karaj, near Tehran, and who asked that her last name not be published out of fear of retribution. "I cannot let my daughter leave the house alone; I am afraid that something bad would happen to her. She does not want to wear a hijab. So many of our girls these days have become extremely brave."

The plight of Iran's women and their courage in pushing for their rights have reverberated widely, both within the country and abroad. Germany's foreign minister, Annalena Baerbock, [was among those reacting to](#)

[the news about Armita, posting Wednesday on X](#), "Once again a young woman in Iran is fighting for her life."

"Shocked and concerned about reports that Iran's so-called morality police have assaulted 16-year-old Armita Geravand," [Abram Paley, the U.S. deputy special envoy on Iran, wrote on X](#). "We continue to stand with the brave people of Iran and work with the world to hold the regime accountable for its abuses."

Iran's foreign ministry spokesman, Nasser Kanaani, responded to the Western criticism on Thursday, posting on X a rejection of "interventionist & biased remarks" and "insincere concern over Iranian women & girls."

*An earlier version of this article misstated part of the name of the media organization that Farzad Seifikaran works for. It is Radio Zamaneh, not Radio Zamandeh.*



October 5, 2023

## Turkish drone strike injures three in Hasaka: Local media

**E**RBIL, Kurdistan Region - At least three civilians were injured when a suspected Turkish drone struck the city of Hasaka in northeast Syria (Rojava) on Thursday morning, local media reported, marking the second strike in 24 hours amid increased hostilities.

The strike targeted an area north of Hasaka city on the road with Tel Tamr, and "three civilians were injured according

to preliminary information," reported Hawar News Agency, affiliated with the Kurdish administration in Rojava.

It is the second drone to target Hasaka city in under 24 hours, after a Wednesday strike injured four civilians.

Turkish forces frequently conduct drone strikes on targets in northern Syria on the grounds that they have links with the Kurdistan Workers' Party (PKK)

and pose a threat to Turkey. The PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey and designated a terrorist organization by Ankara, who considers Rojava's People's Protection Units (YPG), the backbone of the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF), as the Syrian front for the PKK.

Hostilities have surged in northern Syria recently following an attack claimed by the PKK

outside Turkey's interior ministry in Ankara that injured two security officers, with Turkish Foreign Minister Hakan Fidan warning that all infrastructure and energy facilities linked to the YPG in Rojava will be Turkey's "legitimate targets."

On Wednesday, the US said that it "remains concerned" about the escalation of hostilities in northern Syria after Turkey intensified its aerial campaign against the YPG in Rojava.



Agnès Rotivel (avec AFP)  
5 Octobre 2023

## La Turquie cible les forces kurdes en Syrie

La Turquie a mené, jeudi 5 octobre, une série de frappes à l'aide de drones contre des cibles militaires et des infrastructures dans des zones sous contrôle kurde en Syrie, faisant au moins neuf morts, en représailles à un attentat à Ankara.

Il n'aura pas fallu attendre longtemps avant que la Turquie ne riposte à l'attaque de dimanche dernier à Ankara, où deux policiers turcs ont été blessés dans un attentat contre le siège du ministère de l'intérieur revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Dès mercredi 4 octobre, l'aviation turque lançait des frappes aériennes contre le PKK dans le nord de l'Irak. « Vingt-deux cibles, composées de caves, d'abris et de dépôts, considérées comme étant utilisées par l'organisation terroriste, ont été détruites », annonçait le ministère turc de la défense. Le lendemain, la Turquie lançait une série de frappes de drones contre des cibles militaires et des infrastructures dans des régions sous contrôle des Kurdes, cette fois en Syrie. Pour Ankara, il ne fait aucun doute que les au-

teurs de l'attaque terroriste de dimanche ont été formés en Syrie.

Les frappes turques ont visé principalement des sites pétroliers à proximité de la frontière avec la Turquie, comme celui de Qahtaniya, et dans le Nord-Est (province de Hassaké) la centrale électrique de Kamechliye, un barrage et une usine, sous contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dominée par les Kurdes et soutenue par les États-Unis. Les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe djihadiste État islamique (EI) en Syrie. Aux yeux du gouvernement turc, la principale composante des FDS, les YPG (Unités de protection du peuple), est constituée de « terroristes » liés au PKK. « Dorénavant, toutes les infrastructures et les installations, notamment énergétiques, appartenant au PKK et aux YPG

en Irak et en Syrie, constituent des cibles légitimes pour nos forces de sécurité », a averti le ministre turc des affaires étrangères, Hakan Fidan. Le chef des FDS, Mazloum Abdi, a démenti mercredi les accusations turques : « La Turquie cherche des prétextes pour légitimer ses attaques en cours contre notre région et lancer une nouvelle agression militaire. »

Dans un communiqué publié jeudi 5 octobre, l'administration kurde a appelé « la communauté internationale, la coalition internationale » ainsi que la Russie à « prendre des positions capables de dissuader » Ankara. La région contrôlée par l'administration autonome kurde est régulièrement visée par des attaques de drones turcs, Ankara refusant toute idée de présence kurde durable à sa frontière avec la Syrie. Entre 2016 et 2019, la Turquie, qui déploie des soldats

dans le nord de la Syrie, a effectué trois opérations d'envergure contre les forces kurdes. Les États-Unis, la Russie, l'Irak et la Turquie sont présents militairement en Syrie avec des troupes déployées dans des régions distinctes du pays. Grâce au soutien militaire de Moscou et de Téhéran, le régime syrien a reconquis la plupart des territoires perdus au début de la guerre, déclenchée en 2011 par la répression de manifestations pro-démocratie. Ce jeudi, le régime de Bachar Al Assad a toutefois été frappé très durement, dans une attaque de drones qui a visé l'académie militaire de Homs (centre de la Syrie), où se tenait une cérémonie de promotion d'officiers. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), plus de 60 personnes auraient trouvé la mort dans cette attaque imputée par l'armée syrienne à « des organisations terroristes ».



Karwan Faidhi Dri  
October 5, 2023

## Pentagon confirms downing Turkish drone in Hasaka

ERBIL, Kurdistan Region - Pentagon on Thursday confirmed that US troops in Hasaka, northeast Syria (Rojava) shot down a Turkish drone after deeming it a poten-

tial threat to American forces in the city. Turkey has yet to comment on the incident.

Footage of a drone, ostensibly exploding in the air in Hasaka,

went viral on social media. Several news outlets later reported that it was a Turkish drone that was downed by US air forces.

Pentagon spokesman Briga-

dier General Pat Ryder confirmed in a press briefing late Thursday that the drone was shot down by US forces.

“At approximately 7:30 local

time in Syria today, our forces had observed UAVs conducting airstrikes in the vicinity of Hasaka, Syria. Some of those strikes were inside a declared US-restricted operating zone (ROZ) near Hasaka and were approximately a kilometer away from US forces who relocated to bunkers,” said the spokesperson.

“At approximately 11:30 local time, a Turkish UAV re-entered the ROZ, heading towards where US forces were located. US commanders assessed that the UAV, which was... less than a half-kilometer from US forces, to be a potential threat and US F-16 fighters subsequently shot down the UAV in self-defense at approximately 11:40 local time,” he added.

He also said that US Secretary of Defense Lloyd Austin and Turkish defense minister Yasar Guler spoke on the phone regarding the “regrettable incident.”

“Earlier today Secretary Austin spoke by phone with Turkish minister of national defense Yasar Guler to discuss Turkish activity in proximity to US forces in Syria. The secretary reaffirmed that the United States remain in Syria exclusively in support of the campaign to defeat ISIS,” said the Pentagon spokesperson, referring to the Islamic State (ISIS).

“No US forces were injured during the incident. We have no indication that Turkey was intentionally targeting US forces,” noted Brigadier General Ryder.

Turkey on Thursday intensified its bombardment of Rojava, killing at least nine, said a spo-



Pentagon spokesman Brigadier General Pat Ryder speaking to reporters on October 5, 2023. Photo: Pentagon

ksperson for the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) - the main ally of the US-led global coalition against ISIS in Syria.

#### **Nine killed, including civilians**

Two armed men on Sunday attacked the Turkish interior ministry in Ankara, injuring two police officers. The Kurdistan Workers' Party (PKK) claimed responsibility for the suicide attack. Since then, the Turkish army has intensified airstrikes against the alleged PKK positions in the Kurdistan Region and the Kurdish forces in Rojava.

Turkey on Thursday intensified its bombardment of Rojava, killing at least nine, said a spokesperson for the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) - the main ally of the US-led global coalition against ISIS in Syria.

“The Turkish state is committing a war crime by targeting the infrastructure and civic services facilities, including four power stations, three oil fields, and factories. The most heavily

impacted by these aggressions are primarily innocent #civilians,” Farhad Shami, head of SDF media center, said in a post on X, formerly Twitter.

The drone attacks killed three civilians and six members of local security forces (Asayish), “who were guarding the targeted civic facilities,” according to the SDF spokesperson. Turkish state media reported that Turkish intelligence had hit weapons and ammunition warehouses of the People's Protection Units (YPG) - the backbone of the SDF.

Asayish said in a statement that at least six of its members and five civilians were killed, in addition to at least 10 injured.

The Kurdish Red Crescent said Turkish drones targeted the area near a camp for displaced people.

“Today, the people living in Washokani camp for displaced people, especially those visiting the Kurdish Red Crescent center, witnessed the strike of Turkish drones near the camp. The visitors and patients were forced to leave amidst a state

of panic among the displaced,” said the organization in a post on X.

Turkish DHA media outlet reported that Kurdish YPG forces attacked Turkish armed forces in Syria's Tel Rifaat. Five Turkish policemen and three soldiers were injured in the attack.

The Turkish defense ministry late Thursday stated that 30 alleged YPG-linked positions in Rojava were targeted, including oil wells. It claimed that numerous YPG members were «neutralized» in the strikes.

Turkey uses the term “neutralized” to denote adversaries captured, wounded, or killed.

Turkish Foreign Minister Hakan Fidan said on Wednesday that any facility linked to the PKK in Iraq and Syria would constitute “legitimate targets,” for his country. He claimed that the two perpetrators of the Ankara attack had entered Turkey from Syria. The SDF has rejected the claim.

“Turkey is looking for pretexts to legitimize its ongoing attacks on our region and to launch a new military aggression that is of our deep concern. Threat to target the region's infrastructure, economic resources, and populated cities is a war crime, the thing we have witnessed before,” said Mazloum Abdi, general commander of the SDF, on Wednesday.

PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but is proscribed as a terrorist organization by Ankara. Turkey also considers the YPG as the Syrian offshoot of the PKK.

## Les États-Unis indiquent avoir abattu un drone turc en Syrie

Un porte-parole du Pentagone a précisé que le drone de leur allié turc représentait une menace potentielle contre des forces américaines sur place.

**U**n drone turc a été abattu jeudi 5 octobre en Syrie par les États-Unis, a indiqué le ministère américain de la Défense. « Des commandants américains ont estimé que le drone, qui était [...] à moins de 500 mètres de forces américaines, représentait une menace potentielle et des chasseurs américains F-16 l'ont alors abattu en état de légitime défense », a dit un porte-parole du Pentagone, le brigadier général Pat Ryder.

Cet incident est survenu au moment où la Turquie, membre de l'Otan comme les États-Unis, mène des frappes contre des cibles kurdes en Syrie à la suite d'un attentat suicide à Ankara (le 1<sup>er</sup> octobre) revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qualifié de groupe « terroriste » par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Selon le ministère américain de la Défense, les forces américaines ont vu des drones mener des frappes dans le nord-est de la Syrie jeudi matin, dont certaines près de Hassaké, à environ un kilomètre de troupes américaines. Quelques heures plus tard, un drone turc est retourné dans cette zone. Les États-Unis déploient envi-

ron 900 militaires en Syrie dans le cadre des efforts de la communauté internationale pour combattre le groupe État islamique (EI) et mènent fréquemment des attaques ciblant les djihadistes.

### Plus de 125 morts, selon l'OSDH

Plus tôt dans la journée, plus de 100 personnes ont été tuées dans une attaque contre une académie militaire en Syrie. L'attaque a visé une cérémonie de promotion d'officiers du régime de Bachar el-Assad à Homs (centre). Imputée par l'armée syrienne à « des organisations terroristes », elle a fait « plus de 100 morts, dont environ la moitié de diplômés de l'armée et 14 civils », selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'OSDH, une organisation basée au Royaume-Uni disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie, a également fait état de plus de 125 blessés. Le ministre syrien de la Santé, Hassan al-Ghobash, a annoncé à la télévision un bilan « préliminaire » de 80 morts, « dont 6 femmes et 6 enfants », et environ 240 blessés. « Des organisations terroristes » ont visé la cérémonie « à l'aide de



L'armée américaine a indiqué avoir détruit un drone turc en Syrie. (Image d'illustration) © SERGEI SUPINSKY / AFP

drones chargés d'explosifs », a affirmé l'armée syrienne, promettant de « riposter fermement » à « cette lâche attaque terroriste inédite ».

L'attaque n'a pas été revendiquée. Des groupes djihadistes qui contrôlent une partie du territoire syrien ont parfois recours aux drones armés.

Les forces de Bachar el-Assad avaient repris en mai 2017, au prix de violents combats, le contrôle total de la ville de Homs, devenue un fief des rebelles après le soulèvement prodémocratie de 2011. Elles ont riposté jeudi à l'attaque de Homs par des bombardements qui ont visé, selon des habitants, la région d'Idleb, dernier bastion rebelle du pays, dans le Nord-Ouest. L'OSDH a fait

état de quatre civils tués. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, « est profondément inquiet » après l'attaque à Homs, a déclaré son porte-parole, Stéphane Dujarric. Il « est également profondément préoccupé par les informations faisant état de bombardements de représailles » dans le nord-ouest de la Syrie. Dans la nuit de mercredi à jeudi, cinq membres d'une même famille avaient été tués dans un bombardement des forces du régime sur une zone rebelle dans la province d'Alep (nord-ouest). Le conflit en Syrie, déclenché par la répression de manifestations prodémocratie, a fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le pays.



Karwan Faidhi Dri  
October 5 2023

## Iraqi defense minister arrives in Ankara amid intensified Turkish attacks

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraq's defense minister on Thursday arrived in Ankara, to discuss border security with his Turkish counterpart. The visit comes amid an escalation of Turkey's bombardments of alleged positions of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Kurdistan Region.

The Iraqi defense ministry said in a statement on Thursday that Minister Thabet al-Abbassi met with his Turkish counterpart Yasar Guler in the Turkish capital Ankara on the first day of his trip.

"Security and military cooperation between both countries and coordination between Iraq and Turkey in various fields, especially security

and training, were discussed," read the statement.

The Turkish defense ministry said in a separate statement that the ministers discussed "cooperation in the fields of regional military and defense industry."

"The importance of further strengthening cooperation through joint steps that can be taken, especially in the fight against terrorism and border security, was stressed," added the Turkish defense ministry.

Two armed men on Sunday attacked the Turkish interior ministry in Ankara, injuring two police officers. The PKK claimed responsibility for the suicide attack. Since then, the Turkish army has intensified airstrikes

against the alleged PKK positions in the Kurdistan Region and against the People's Protection Units (YPG) in Rojava.

YPG is the backbone of the US-allied Syrian Democratic Forces (SDF).

The Turkish defense ministry stated that about 60 alleged PKK positions in the Kurdistan Region have been targeted since Sunday, adding that numerous PKK fighters have been "neutralized."

Turkey uses the term "neutralized" to denote adversaries captured, wounded, or killed.

Major General Tahsin al-Khafaji, spokesperson for the Joint

Operations Command, told Rudaw on Thursday that there is a "great coordination" between Iraq and Turkey at their borders, adding that their objective is to "ensure security and safety of the borders as well as prevent violation of the Iraqi sovereignty."

US Department of State Principal Deputy Spokesperson Vedant Patel told Rudaw during a press briefing on Wednesday that Turkey "should coordinate its actions with Iraq in a way that supports and respects Iraqi sovereignty."

Turkish Foreign Minister Hakan Fidan said on Wednesday that any facility linked to the PKK in Iraq and Syria would constitute "legitimate targets," for his country.



October 6 2023

## Anti-ISIS coalition warns Turkey not to approach US troops in Rojava

**T**he global coalition against the Islamic State on Friday warned Turkey that its aircraft could be targeted if deemed to pose a threat to the US forces in north-east Syria (Rojava). This comes one day after a Turkish armed drone was downed by American air forces in Hasaka. Turkish drones have carried out dozens of airstrikes against the Kurdish administration in

Rojava, especially energy and power facilities. The Pentagon said on Thursday that it downed a Turkish armed drone in Hasaka after it was deemed a threat by US troops in the city. Turkey has confirmed the incident without providing details.

The US-led global coalition said in a [statement](#) late Friday that "multiple uncoordinated air

strikes were conducted in close proximity of U.S. forces in Syria" since yesterday.

"We oppose actions which threaten regional stability and security; jeopardize the safety of our forces, partner forces, and the civilian population; and distract from our shared commitment to the enduring defeat of ISIS," added the coalition.

"We reserve our inherent right to self-defense any time when faced with threats that place our forces in harm's way," warned the multi-nation military alliance.

Footage of a drone, ostensibly exploding in the air in Hasaka, went viral on social media on Thursday. Several news outlets later reported that it was a Turkish drone that was downed by US air forces.

Pentagon spokesman Brigadier General Pat Ryder confirmed in a press briefing hours later that the drone was in fact Turkish and was shot down by US forces.

He said that US Secretary of Defense Lloyd Austin and Turkish Defense Minister Yasar Guler spoke on the phone regarding the “regrettable incident.”

“No US forces were injured during the incident. We have no indication that Turkey was intentionally targeting US forces,” noted Brigadier General Ryder.

The US has around 1,000 troops in Rojava.

US Secretary of State Antony Blinken and his Turkish counterpart Hakan Fidan spoke on the phone on Friday.

“The Secretary and the Foreign Minister underscored that the United States and Türkiye share a common objective of defeating terrorist threats. Regardless of where the threats are based—in Syria, Iraq, or elsewhere—they undermine the security of the United States, Türkiye, and our Allies. The Secretary highlighted the need to coordinate and deconflict our activities,” said the Department’s spokesperson Matthew Miller in a [statement](#).

Over the last few days, Turkish drones have hit several power stations and oil fields as well

as other basic service facilities in Rojava. Fifteen people, including eight civilians, have been killed during airstrikes in the last two days, [according to](#) the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

SDF, the main ally of the global coalition against ISIS in Syria, called on the coalition to respond to “the Turkish occupation’s attacks on civilians, service institutions, and public facilities,” the same way it did with downing the drone.

Turkish state media reported that Fidan told Blinken that his country should stop supporting the People’s Protection Units (YPG) - the backbone of the SDF.

The latest Turkish airstrikes fol-

low a suicide attack against Turkey’s interior ministry in Ankara on Sunday - which the Kurdistan Workers’ Party (PKK) later claimed responsibility for.

PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but is proscribed as a terrorist organization by Ankara. Turkey also considers the YPG as the Syrian offshoot of the PKK.

Turkish Foreign Minister Hakan Fidan said on Wednesday that any facility linked to the PKK in Iraq and Syria would constitute “legitimate targets,” for his country. He claimed that the two perpetrators of the Ankara attack had entered Turkey from Syria. The SDF has rejected the claim.



Joshua Askew  
6 Octobre 2023

## « Insupportable » : l’Europe condamne l’agression présumée d’une adolescente iranienne dans le métro

«Une fois de plus, une jeune femme en Iran lutte pour sa vie. Juste parce qu’elle a montré ses cheveux dans le métro», dénonce la ministre allemande des affaires étrangères, Annalena Baerbock.

**L**es dirigeants européens et les groupes de défense des droits de l’homme ont exprimé leur inquiétude face à l’«agression grave» d’une adolescente iranienne par la police des mœurs du pays. Cette agression présumée a laissé cette jeune fille dans le coma.

Selon l’ONG «Hengaw», basée en Norvège, Armita Garawand, 16 ans, a été physiquement agressée par des agents fémi-

nins de la police des mœurs iranienne, le 1er octobre dernier, alors qu’elle circulait dans le métro de Téhéran, sans son voile.

Sensibles à un éventuel tollé public, les autorités iraniennes ont démenti ces faits, l’agence de presse gouvernementale, «IRNA», affirmant que l’étudiante s’était «évanouie», parce qu’elle n’avait pas pris son petit-déjeuner.

**Elle est actuellement en**

**soins intensifs, et une forte présence sécuritaire a été signalée autour de l’hôpital.**

«Une fois de plus, une jeune femme en Iran lutte pour sa vie. Juste parce qu’elle a montré ses cheveux dans le métro. C’est insupportable», a écrit mardi la ministre allemande des affaires étrangères, Annalena Baerbock, sur X, anciennement Twitter.

La nouvelle de l’incident a fait

le tour des médias sociaux. Une vidéo en circulation prétend montrer des policiers poussant la jeune fille sans foulard. Son corps est ensuite traîné au loin.

Armita Garawand a été blessée à la tête et s’est effondrée après avoir été poussée contre une barre métallique au cours de l’altercation, a rapporté le média d’opposition, «Iran International».

Les autorités iraniennes n'ont pas diffusé d'images de ce qui s'est passé à l'intérieur du métro, bien que chaque wagon du métro de Téhéran soit équipé de plusieurs caméras de vidéo-surveillance.

«Iran Human Rights», une autre ONG basée en Norvège, appelle à une «enquête internationale indépendante», affirmant que Téhéran avait «une longue histoire de distorsion des faits et de dissimulation des preuves de ses crimes».

«La République islamique continue de harceler et de réprimer les femmes sous prétexte de lutter contre les violations du hijab obligatoire en Iran», affirme son directeur, Mahmood Amiry-Moghaddam.

L'adolescente, originaire de Kermanshah, dans l'ouest de l'Iran, est soignée à l'hôpital Fajr de Téhéran, selon l'ONG, «Hengaw».

L'agence a publié une photo d'elle dans un lit d'hôpital, re-

liée à une sonde gastrique et dont la tête et le cou sont recouverts de bandages.

Maryam Lotfi, une journaliste du quotidien réformateur, «Shargh», a été brièvement arrêtée alors qu'elle tentait d'interviewer la mère, précise l'ONG.

Les services de renseignement auraient fait pression sur les amis et la famille pour qu'ils nient le rôle de la police des mœurs, et auraient confisqué leurs téléphones pour empêcher que les photos ne soient diffusées dans les médias, note Iran International.

Les autorités iraniennes sont en état d'alerte. Cet incident survient un peu plus d'un an après la mort de Mahsa Amini, arrêtée pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire iranien.

La mort de Mahsa Amini, après avoir apparemment reçu plu-

sieurs coups violents à la tête de la part de policiers, a déclenché des manifestations dans tout le pays, lesquels ont constitué l'un des plus grands défis lancés au régime iranien depuis des années.

Plus de 550 personnes ont été tuées et près de 20 000 personnes ont été arrêtées, les forces de sécurité réprimant durement la contestation, rapporte «Iran Human Rights».

En Iran, la loi oblige les femmes à se couvrir les cheveux avec un foulard. Ces règles sont profondément impopulaires au sein d'une grande partie de la population, les femmes iraniennes étant de plus en plus nombreuses à ne pas porter leur hijab à la suite des troubles de l'année dernière.

**Un nouveau projet de loi devrait bientôt entrer en vigueur et imposer de nouvelles sanctions aux femmes non voilées, alors que les autorités tentent de mettre un**

**terme à la défiance à l'égard des règles.**

«Un an après le meurtre de Mahsa Jina Amini, détenue par l'État iranien après avoir été arrêtée à cause de son hijab, et après les centaines de meurtres commis par les forces de sécurité de l'État dans les rues lors des manifestations qui ont suivi, une autre jeune femme est dans un état critique et une autre famille iranienne se trouve dans la même situation déchirante», déclare Hadi Ghaemi, directeur exécutif du «Centre pour les droits de l'homme en Iran» (CHRI).

«L'histoire du gouvernement iranien en matière de violence contre les femmes et sa culture de l'impunité ne peuvent être niées», ajoute Hadi Ghaemi. «La communauté internationale doit s'unir pour imposer des coûts diplomatiques significatifs et coordonnés à un gouvernement qui tue régulièrement ses citoyens pour les réduire au silence.»

**Le Monde**

avec AFP  
06 Octobre 2023

## Le prix Nobel de la paix 2023 attribué à Narges Mohammadi « pour son combat contre l'oppression des femmes en Iran »

L'Iranienne de 51 ans est actuellement en détention à Téhéran. Elle a été condamnée en mai 2016 à seize ans de prison pour son activisme, peine allongée en août.

**L**e prix Nobel de la paix a été attribué, vendredi 6 octobre à Oslo, à la militante iranienne Narges Mohammadi, en détention depuis un an à Téhéran.

La militante et journaliste de 51 ans est récompensée « pour son combat contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour la promotion

*des droits humains et la liberté pour tous », a déclaré la présidente du comité Nobel norvégien, Berit Reiss-Andersen.*

*« Cela distingue vraiment le courage et la détermination des femmes en Iran, qui sont une source d'inspiration pour le monde entier », a déclaré la porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux*

*droits de l'homme, Elizabeth Throssell, à Genève, ajoutant : « Nous avons vu leur courage et leur détermination face aux représailles, aux intimidations, à la violence et aux détentions. »*

L'ONU a, dans la foulée, demandé la libération de Narges Mohammadi, et « celle de tous les défenseurs des droits hu-

*ains emprisonnés en Iran ».*

La journaliste avait été condamnée en mai 2016 à seize ans de prison pour son activisme en faveur des droits humains, une peine allongée en août. Elle est vice-présidente de l'association Defenders of Human Rights Centre, dirigé par l'avocate Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi.

## Mouvement de contestation

Narges Mohammadi est récompensée alors que l'Iran a été traversé l'an dernier par un vaste mouvement de contestation déclenché par la mort d'une Kurde iranienne de 22 ans, Mahsa Amini, après son arrestation à Téhéran pour non-respect du strict code vestimentaire islamique.

Narges Mohammadi et trois co-détenues ont brûlé leur voile dans la cour de la prison d'Evin à Téhéran pour marquer l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini le 16 septembre. L'Iran se situe à la 143<sup>e</sup> place – sur 146 pays – du classement du Forum économique mondial (WEF) sur l'égalité des sexes.

Le soulèvement « femme, vie, liberté » – un slogan avec lequel la présidente du comité Nobel norvégien a entamé son annonce vendredi –, y a été violemment réprimé : 551 manifestants, dont 68 enfants et 49 femmes, ont été tués par les forces de sécurité, selon

l'ONG Iran Human Rights (IHR), et des milliers d'autres arrêtés.

Si la contestation est désormais plus diffuse, elle se poursuit sous différentes formes, posant aux autorités iraniennes l'un des plus grands défis depuis la révolution de 1979. Scènes encore inimaginables il y a un an, des femmes sortent aujourd'hui dévoilées dans les lieux publics, malgré les risques encourus. En septembre, le Parlement iranien, majoritairement conservateur, a durci les sanctions visant les femmes qui refusent le voile.

### « Détenue d'opinion »

« *Le prix [Nobel] de la paix de cette année récompense également les centaines de milliers de personnes qui, au cours de l'année écoulée, ont manifesté contre les politiques des régimes théocratiques en matière de discrimination et d'oppression contre des femmes* », a dit M<sup>me</sup> Reiss-Andersen.



Une photo fournie par la Fondation Narges Mohammadi le 2 octobre 2023 non datée et non localisée de la militante iranienne des droits de l'homme Narges Mohammadi. AFP

De nouveau arrêtée en 2021, Narges Mohammadi, elle, n'a pas vu ses enfants – qui vivent en France avec son mari – depuis huit ans. Considérée comme une « détenue d'opinion » par Amnesty International, elle disait dans sa correspondance avec l'Agence France-Presse n'avoir « presque aucune perspective de liberté ».

L'attribution du prix Nobel de la Paix représente « un moment historique et important pour la lutte pour la liberté en Iran », a réagi vendredi sa famille dans un message écrit. « Nous dédions ce prix à l'ensemble des Iraniens et en particulier aux femmes et aux filles iraniennes qui ont inspiré le monde entier par leur courage et leur combat pour la liberté et l'égalité », a-t-elle ajouté.

**Le Monde**

06 Octobre 2023

# Narges Mohammadi : l'Iran critique le comité Nobel, les appels à la libération de la militante se multiplient dans le monde

La journaliste et militante de 51 ans est incarcérée depuis un an à Téhéran pour son activisme en faveur des droits humains. En Iran, la lutte des femmes pour leurs droits est violemment réprimée.

L'attribution du prix Nobel de la paix, vendredi 6 octobre à Oslo, à l'Iranienne Narges Mohammadi a suscité des réactions contrastées, Téhéran critiquant une décision « politique » tandis que plusieurs voix s'élevaient dans le monde pour réclamer la libération de l'activiste. La journaliste et militante de 51 ans, en

détention depuis un an à Téhéran, a été récompensée « pour son combat contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous », a déclaré la présidente du comité Nobel norvégien, Berit Reiss-Andersen. Dans un contexte de violente répression en République isla-

mique d'Iran, où les femmes poursuivent, depuis la mort de Mahsa Amini, la lutte pour leurs droits, le ministère des affaires étrangères iranien a estimé que le choix de l'institution était « politique et partial ».

« Nous constatons que le comité Nobel a attribué le prix de la paix à une personne qui

a été reconnue coupable de violations répétées des lois et qui a commis des actes criminels. Nous condamnons une action partielle et politique », a déclaré le porte-parole du ministère, Nasser Kanani, cité dans le communiqué.

Il a, par ailleurs, dénoncé un « acte interventionniste impli-

quant certains gouvernements européens ». Selon lui, l'attribution du prix « s'inscrit dans la continuité des pressions exercées par des milieux occidentaux contre l'Iran ». La Russie, alliée de la République islamique, n'a pas souhaité commenter la nouvelle. « Non, nous n'avons pas de réaction », a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

#### Un « choix très fort pour une combattante de la liberté »

A l'inverse, plusieurs pays occidentaux et des organisations internationales ont salué cette attribution, qui selon eux est la reconnaissance « d'une seule voix par le monde entier » du « courage » de Narges Mohammadi. Nombre d'entre eux ont également appelé à sa libération « immédiate ».

Le président français, Emmanuel Macron, a salué un

« choix très fort pour une combattante de la liberté », dans une déclaration à l'issue d'un sommet européen. Dans un communiqué séparé, la porte-parole du ministère des affaires étrangères, Anne-Claire Legendre, a exhorté « à sa libération immédiate ».

« Nous appelons les autorités iraniennes à respecter les droits et libertés fondamentales des citoyennes et citoyens iraniens et à prendre en particulier les mesures nécessaires pour prévenir et faire cesser les discriminations à l'égard des femmes et des filles, ainsi que les violences sexuelles et sexistes sous toutes leurs formes », a-t-elle ajouté.

Le président américain, Joe Biden, a lancé le même appel, dans un communiqué : « Ce prix est la reconnaissance que, même si elle est actuellement détenue de manière injuste dans la prison d'Evin, le monde entend toujours la voix de

Narges Mohammadi, qui appelle à la liberté et à l'égalité. »

L'émissaire américain pour l'Iran, Abram Paley, a dit par ailleurs : « Aujourd'hui, le monde entier reconnaît d'une seule voix [le] courage » de Narges Mohammadi.

#### « Un hommage » aux femmes qui luttent

« Cela distingue vraiment le courage et la détermination des femmes en Iran, qui sont une source d'inspiration pour le monde entier », a déclaré la porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Elizabeth Throssell, à Genève.

C'est un « hommage à toutes ces femmes qui se battent pour leurs droits au péril de leur liberté, de leur santé et même de leur vie », a réagi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. L'organisation a demandé la libération de Narges Mohammadi, et « celle de tous

les défenseurs des droits humains emprisonnés en Iran ». La Commission européenne, l'OTAN et l'Allemagne se sont aussi réjouies de la décision du comité Nobel.

Selon ce dernier, Narges Mohammadi, dix-neuvième femme à remporter le prix, a été arrêtée à treize reprises et condamnée cinq fois à un total de trente et un ans de prison et cent cinquante-quatre coups de fouet. Narges Mohammadi et trois codétenues ont récemment brûlé leur voile dans la cour de la prison d'Evin, à Téhéran, pour marquer l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre. La mort de la Kurde iranienne de 22 ans a déclenché une vaste contestation. Si le mouvement est désormais plus diffus, elle se poursuit sous différentes formes, posant aux autorités iraniennes l'un des plus grands défis depuis la révolution de 1979.



October 7 2023

## Turkish strikes leave 2 million without power, water

**E**RBIL, Kurdistan Region - Dozens of Turkish strikes on vital infrastructure this past week have left more than two million people without water or electricity in northeast Syria (Rojava), the local administration said on Saturday.

“Since the fourth of this month, Turkey has been attacking vital infrastructure in civilian areas, oil and electricity stations, hospitals, water stations, and camps without any international or moral deterrence... Targeting these facilities has left more than two million

people without services such as water and electricity,” read a statement of the department of foreign relations of the Kurdish-led Autonomous Administration in North and East Syria (AANES).

Turkish drones have hit key infrastructure including the power stations at Rojava (Western) dam, Qamishli, Tirbespi, and Amuda, which supplies electricity for the Alouk water pumping station.

Targeting this infrastructure “constitutes a war crime,” read the statement.

Turkey's foreign ministry said military operations in Rojava are in retaliation for a terror attack in Ankara.

“Following the terrorist attack that occurred on 1 October 2023, comprehensive operations have been initiated by our Armed Forces and Intelligence Organization against PKK/YPG terrorist targets and infrastructure in Iraq and Syria within the framework of our legitimate rights for self-defense,” read a ministry statement on Friday.

The terror incident the ministry referred to was a [bomb](#)

[attack](#) on the Ministry of the Interior in Ankara. The armed wing of the Kurdistan Workers' Party (PKK) claimed responsibility.

The PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but is proscribed as a terrorist organization by Ankara. Turkey considers Kurdish-led forces in Rojava - the People's Defense Units (YPG) and the Syrian Democratic Forces (SDF) - as Syrian offshoots of the PKK. SDF General Commander Mazloum Abdi has denied any connection between Rojava

and the Ankara attack. The “perpetrators haven’t passed through our region as Turkish officials claim, and we aren’t party to Turkey’s internal conflict nor we encourage escalation,” he tweeted on Wednesday.

Abdi accused Turkey of looking

for an excuse to launch a new attack on Rojava and urged the international community to prevent any violence, especially Russia and the United States who are guarantors of a 2019 ceasefire deal that ended a Turkish offensive into northeast Syria.

The US state department has urged all sides to respect the terms of the ceasefire.

“It is crucial for all sides to maintain and respect ceasefire zones to enhance stability in Syria and work toward a political solution to the conflict,” spokesperson Matthew Miller told

Rudaw in an email on Friday. “The United States remains concerned about military activity in northern Syria, and in particular its impact on the civilian population, including the targeting of civilian infrastructure, and the effectiveness of our operations to ensure the lasting defeat of ISIS [Islamic State].”



October 8, 2023

## SDF says killed 6 Turkish soldiers in northern Syria

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Sunday announced it had killed six Turkish soldiers in northern Syria over the past three days, saying it was exercising “its right to a legitimate response” against the increased Turkish targeting of northeast Syria (Rojava) over the past week.

In the last few days, Turkish drones have hit several power stations and oil fields as well as other basic service facilities in Rojava. This follows a suicide attack against Turkey’s interior ministry in Ankara last Sunday which the Kurdistan Workers’ Party (PKK) later claimed responsibility for.

At least five Turkish soldiers were killed, and six others were injured in attacks on several Turkish bases in northern Syria on Friday, according to a statement from the SDF. At least one pro-Turkish mercenary was also killed in the attacks, in addition to five others injured.

Saturday’s attacks resulted in one Turkish soldier killed and another severely wounded, the statement added. “Our forces affirm that they will

not tolerate the attacks and assaults of the Turkish occupation and its mercenaries on our regions, and will exercise their legitimate right to respond to them, within the framework of the policy of self-defense, which is guaranteed by all international laws and legislation,” said the SDF.

Mazloun Abdi, general commander of the SDF, on Sunday afternoon said that Turkey had bombarded more than 145 locations in areas under the forces’ rule in the previous 72 hours.

The SDF on Friday said that at least 15 people, including eight civilians, were killed as a result of the recent Turkish airstrikes.

“The recent Turkish attack directly targeted the efforts and capabilities of the Autonomous Administration with aggressive political intentions to paralyze civilian life. It is a targeting of international efforts and the work of civil society organizations and civil institutions that worked to establish stability and serve the local population after the defeat of ISIS [Islamic State],” wrote Abdi in a post on X (formerly Twitter). SDF is the main ally of the US-



Smoke billows from the Babasi oil facility in the countryside of al-Qahtaniya in Syria’s Kurdish-controlled northeastern Hasaka province on October 6, 2023 following a Turkish strike. Photo: Delil Souleiman/AFP

led global coalition against ISIS in Syria. US Department of State Spokesperson Matthew Miller said on Friday that his country continues to “support the maintenance of the current ceasefire lines” in northern Syria, calling on all sides to “enhance stability” in the country.

Riyadh Dirar, co-chair of the Syrian Democratic Council (SDC), the political wing of the SDF, told Rudaw on Friday that Ankara could launch a ground operation against them. Turkish Foreign Minister Hakan Fidan said on Wednesday that any facility linked to the PKK in

Iraq and Syria would constitute “legitimate targets,” for his country. He claimed that the two perpetrators of the Ankara attack had entered Turkey from Syria. The SDF has rejected the claim.

PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but is proscribed as a terrorist organization by Ankara.

Thousands of people across Rojava held protests against the Turkish attacks, calling on the international community to impose a no-fly zone over the Kurdish enclave.



Azhi Rasul  
October 8, 2023

## Turkey says over 2,500 arrested in crackdown on PKK

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkish security forces arrested over 2,500 alleged Kurdistan Workers' Party (PKK) members over the past week, the country's interior minister announced on Sunday, amid heightened tension with the armed group.

Turkish Interior Minister Ali Yerlikaya posted on X, formerly known as Twitter, that 2,554 alleged members of the PKK were arrested.

Last week, Turkey launched a new operation to arrest alleged PKK members in the country, in response to an attack by the armed group targeting the ministry's security directorate in

Ankara, which wounded two police officers.

Turkish state media reported on Tuesday that Ankara has been monitoring PKK positions in the Kurdistan Region, northern Syria, and within Turkey for 10 months before launching a coordinated operation that led to the arrest of suspected members of the group.

The People's Defense Forces (HPG), the military arm of the Kurdistan Workers' Party (PKK), claimed responsibility for the attack, according to a statement from the group.

"This action is an act of legitimate defense against the dis-

regard of human rights that are being trampled on, against national and international laws; against the inhumane practice and policy of isolation that is being implemented in all the jails of Turkey and Kurdistan," read a statement from HPG.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan labeled the attack as "the last struggle of terrorism."

The PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey and designated a terrorist organization by Ankara.

Hakan Fidan, Turkey's foreign minister, claimed that the two perpetrators of the Ankara attack

entered Turkey from Syria. He warned that all infrastructure and energy facilities linked to the People's Protection Units (YPG) in Rojava will be his country's "legitimate targets," indirectly calling on US troops to "stay away" from individuals and facilities linked to the Kurdish group.

Mazloum Abdi, general commander of the Syrian Democratic Forces (SDF), on the same day, denied Fidan's claim.

"Ankara's attack perpetrators haven't passed through our region as Turkish officials claim, and we aren't party to Turkey's internal conflict nor we encourage escalation," said Abdi in a post on X.



9 Octobre 2023

## Syrie : 20 combattants kurdes tués dans un nouveau raid de la Turquie

Vingt membres des forces kurdes en Syrie ont été tués et des dizaines blessés lundi à l'aube dans un nouveau raid de la Turquie qui a visé un de leurs centres de formation dans le nord-est du pays, a indiqué une ONG.

**L**es forces kurdes ont pour leur part affirmé dans un communiqué qu'un avion de combat turc avait visé l'un de leurs «centres» et fait état de «plusieurs morts et blessés», sans fournir un bilan précis.

Depuis jeudi dernier, la Turquie mène une campagne de

frappes aériennes sur des cibles dans des régions sous contrôle des Kurdes dans le nord-est syrien, en représailles à un attentat à la bombe à Ankara qui a blessé deux policiers le 1er octobre.

Les raids, qui ont baissé d'intensité au cours du week-end, avaient fait au moins 15 morts

dont huit civils selon l'administration kurde autonome.

Ils ont notamment visé des infrastructures civiles selon l'administration autonome kurde, mais également «des quartiers généraux et des abris» utilisés par les forces kurdes d'après Ankara.

Lundi à l'aube, c'est un centre de formation des Assayech, la police kurde, à Al-Malikiya, dans la province de Hassaké près de la frontière turque, qui a été touché, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Cette ONG basée au Royaume-Unis mais qui dispose d'un

vaste réseau de sources dans la Syrie en guerre, a fait état de «vingt morts et d'une cinquantaine de blessés dans le raid aérien turc», selon un nouveau bilan.

#### Appels des hôpitaux

Selon des correspondants de l'AFP dans la région notamment à Qamichli, dans la province de Hassaké, les hôpitaux et les mosquées ont appelé la population à faire des dons de

sang en raison du grand nombre de blessés.

La Turquie, qui déploie des troupes dans le nord de la Syrie, morcelée par la guerre, a intensifié ses raids contre des cibles kurdes en Syrie et en Irak voisin en représailles à l'attentat d'Ankara.

L'attentat a été revendiqué par une branche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, turc), en lutte armée contre les

autorités turques et considéré comme groupe «terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux. Le PKK a des bases dans le Kurdistan d'Irak (nord).

La Turquie a affirmé que les deux assaillants décédés lors de l'attaque d'Ankara venaient de Syrie.

Les combattants kurdes syriens, soutenus par les Etats-Unis, ont été le fer de lance de la bataille qui a délogé les jihadistes du groupe Etat islamique du

nord de la Syrie en 2019.

Entre 2016 et 2019, la Turquie, qui déploie des soldats dans le nord de la Syrie, a effectué trois opérations d'envergure contre la région tenue par les Kurdes qui y ont établi une administration autonome.

La guerre en Syrie, déclenchée en 2011, a fait plus d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes et morcelé le territoire.



October 9 2023

## China urges respect for Syrian sovereignty amid Turkish strikes

**E**RBIL, Kurdistan Region - China called on all parties in northeastern Syria (Rojava) to respect the "territorial integrity of Syria" amid an uptick in Turkish strikes on Kurdish forces, Beijing's foreign ministry spokesperson told Rudaw on Monday.

"Relevant parties should respect the territorial integrity of Syria," a foreign ministry spokesperson, Mao Ning, said in response to a question asked by Rudaw's Beijing correspondent Mahdi Faraj during a press briefing.

Turkey has relentlessly bombarded Kurdish sites in northeast Syria since Thursday, striking military targets and civilian infrastructure, including power stations, oil

fields, and other basic services in Rojava. The recent escalation follows a suicide attack against Turkey's interior ministry in Ankara last week, which the Kurdistan Workers' Party (PKK) later claimed responsibility for.

Turkey regards the People's Protection Units (YPG) - the backbone of the SDF - as the Syrian front for the PKK, a Kurdish group that has waged an armed insurgency against the Turkish state for decades and is designated a terrorist organization by Ankara.

«China is always opposed to force," the spokesperson added.

Beijing, while enjoying close relations with the Syrian re-

gime, has previously spoken out against Turkish offensives against Kurdish forces in the country.

In recent years, China has stepped up its diplomatic efforts in the Middle East, as it increasingly becomes a key actor in regional affairs to promote an alternative to US influence. In March, Beijing brokered a deal between Saudi Arabia and Iran to end a seven year hiatus in diplomatic ties.

During a visit by Syrian President Bashar al-Assad to China last month, Beijing and Damascus announced the formation of a strategic partnership. Chinese President Xi Jinping also expressed his opposition to foreign interference in Syria

during the meeting, according to China's state media.

Ning added that the Chinese and Syrian presidents will continue working to "strengthen mutual trust."

With regards to Beijing's ties to Iraq and the Kurdistan Region, China is "willing to strengthen exchanges with the federal government and governments at all levels in Iraq" in the coming year. The spokesperson also highlighted that Beijing and Baghdad have maintained a strategic partnership in recent years.

Trade between China and Iraq reached \$16 billion in the first six months of 2021. Beijing is also the biggest importer of Iraqi oil.

## Syrie : vingt-neuf membres des forces kurdes tués par des attaques turques dans le Nord-Est

Depuis jeudi, la Turquie mène une campagne de bombardements sur des cibles dans des régions sous contrôle des Kurdes, en représailles à un attentat à la bombe à Ankara qui a blessé deux policiers le 1<sup>er</sup> octobre.

**V**ingt-neuf membres des forces kurdes en Syrie ont été tués et vingt-huit autres blessés dans un nouveau raid de la Turquie qui a visé un de leurs centres de formation dans le nord-est du pays, ont annoncé, lundi 9 octobre, les autorités de la région semi-autonome.

Depuis jeudi dernier, [la Turquie mène une campagne d'attaques aériennes sur des cibles dans des régions sous contrôle des Kurdes dans le Nord-Est syrien](#), en représailles à un attentat à la bombe à Ankara qui a blessé deux policiers le 1<sup>er</sup> octobre.

Une académie des forces antidrogue kurdes figurait parmi les cibles visées durant la nuit, ont précisé les autorités kurdes dans un communiqué, ajoutant que « *vingt-neuf membres des forces antidrogue ont été tués, et vingt-huit autres*

*blessés* », dont certains grièvement.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a rapporté que trente membres des Assayish, la police kurde, ont été tués et trente-sept autres blessés dans un raid aérien turc qui a touché un centre de formation à la périphérie de Malikiyé, dans la province de Hassaké, près de la frontière turque.

### Huit civils tués

Selon des correspondants de l'Agence France-Presse dans la région, notamment à Kamechliyé, dans la province de Hassaké, les hôpitaux et les mosquées ont appelé la population à faire des dons de sang en raison du grand nombre de blessés.

Les raids, qui ont baissé d'intensité au cours du week-end, avaient fait au moins quinze morts jeudi et vendredi, dont huit civils

selon l'administration kurde autonome. Ils ont visé des infrastructures civiles selon la même source, mais également « *des quartiers généraux et des abris* » utilisés par les forces kurdes d'après Ankara.

### Le Monde Application

La Turquie, qui déploie des troupes dans le nord de la Syrie, morcelée par la guerre, a intensifié ses raids contre des cibles kurdes en Syrie et en Irak voisin en représailles à l'attentat d'Ankara.

L'attentat a été revendiqué par une branche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre les autorités turques et considéré comme groupe « *terroriste* » par Ankara et ses alliés occidentaux. Le PKK a des bases dans le Kurdistan d'Irak (Nord).

Les Forces démocratiques

syriennes (FDS), soutenues par les Etats-Unis – l'armée de facto des Kurdes dans la région –, ont nié que les responsables de l'attaque d'Ankara soient passés par leur région. La Turquie a affirmé que les deux assaillants morts lors de l'attaque d'Ankara venaient de Syrie.

Les combattants kurdes syriens, soutenus par les Etats-Unis, ont été le fer de lance de la bataille qui a délogé les djihadistes du groupe Etat islamique du nord de la Syrie en 2019. Entre 2016 et 2019, la Turquie, qui déploie des soldats dans le nord de la Syrie, a mené trois opérations d'envergure contre les Kurdes, qui tiennent la région et y ont établi une administration autonome. La guerre en Syrie, déclenchée en 2011, a fait plus d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes et morcelé le territoire.



Catherine Dupeyron  
10 Octobre 2023

## Quel est le rôle de l'Iran dans l'attaque du Hamas contre Israël?

**P**ourquoi le Hamas a-t-il opté pour la stratégie du chaos? Sans doute à cause des divisions internes sur la scène politique en Israël. Mais aussi grâce au soutien de l'Iran, affirme le Wall Street Journal. Explications.

Le Hamas a mené une action sans précédent contre Israël. Mais le mouvement et la population gazaouie vont le payer cher. Pourquoi avoir fait le choix du chaos? Pourquoi maintenant? Quel est le rôle exact de Téhéran.

Le Hamas a gagné la première manche. La population palestinienne de la bande de Gaza va en payer le prix fort, mais le mouvement islamiste a réussi une action militaire de très grande envergure contre l'Etat hébreu et il en est félicité par une partie des opinions publiques arabes et par l'Iran. L'attaque est inédite dans ses résultats et dans ses méthodes. Quarante-huit heures après son déclenchement, le bilan, encore provisoire, fait du 7 octobre la journée la plus meurtrière de l'histoire d'Israël: au moins 700 morts, plus de 2.500 blessés et au moins 130 otages. 90% des victimes seraient des civils. Evoquant ce massacre, les Israéliens parlent du "11 septembre israélien" ou d'un "nouveau Pearl Harbor".

### Attaque sur trois fronts

Le Hamas, qui prône «le djihad contre l'invasion sioniste» et détient le pouvoir à Gaza depuis 2007, a lancé, presque comme une armée régulière, une attaque sur trois fronts: aé-

rien, maritime et terrestre. Rien à voir donc avec les tirs de roquettes qui, ces 16 dernières années, tombaient régulièrement sur le sud d'Israël; elles contraignaient les populations à rester cloîtrées dans des abris pendant des heures, mais elles faisaient peu de victimes.

«C'est une situation totalement inédite. Cette fois, les terroristes sont sous nos fenêtres. On attend que l'armée arrive», confiait samedi après-midi en bafouillant de terreur Tali, habitante de Sdérot, une commune à 2 kilomètres de la bande de Gaza. Lundi, l'armée israélienne semblait avoir repris le contrôle des villes et villages infiltrés et s'appêtait à passer à la deuxième étape: éliminer totalement le Hamas et le djihad islamique de la bande de Gaza, quel que soit le temps que cela prendra et quitte à mener une opération terrestre alors que depuis 2014, Tsahal évitait soigneusement d'y pénétrer.

### La lutte contre les «barbares»

Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant annonçait, lundi, que Gaza serait soumis à «un blocus total. Il n'y aura ni électricité, ni nourriture ni carburant [livrés à Gaza]. Nous luttons contre des barbares et nous réagirons en conséquence.» La population gazaouie va donc payer le prix fort. Ce ne sera pas la première fois que le Hamas procède ainsi. Mais pourquoi maintenant? D'autant que le Hamas était resté en marge des deux derniers épisodes de violence en août 2022 et mai 2023 ini-

tiés par le djihad islamique. C'était sans doute une manœuvre pour mieux endormir son ennemi et cela a marché puisque celui-ci a clairement baissé sa garde.

### Union nationale en Israël

Le mouvement islamiste a aussi très probablement considéré que c'était le bon moment pour porter un coup dur à la société israélienne, fragilisée par ses profondes divisions politiques intérieures. A cet égard, le mouvement islamiste a, malgré lui, restauré l'union nationale en Israël. Les manifestations contre la réforme judiciaire qui duraient depuis 9 mois ont toutes été suspendues et leurs organisateurs ont lancé une collecte de produits de première nécessité pour les habitants du sud du pays.

Sur le plan politique, un gouvernement d'union nationale devait voir le jour, assorti d'un gel de tous les projets de loi en cours à l'exception de ceux qui seront directement liés à la guerre. La coalition menée par Netanyahu serait rejointe par deux partis, qui étaient dans l'opposition: le parti russo-phonie, Israël Beitenou et surtout le parti Unité nationale, dirigé par Benny Gantz, ancien chef d'Etat-major. Ce dernier déclarait samedi: «Je veux le dire clairement, d'une manière qui résonne de Gaza à Téhéran en passant par Beyrouth: tout le peuple d'Israël est uni. Il n'y a plus de coalition, ni d'opposition. Il n'y a plus qu'un seul poing pour frapper l'ennemi.»

### La Cisjordanie en ligne de mire

L'objectif du Hamas est aussi de montrer qu'il détient le pouvoir dans la bande de Gaza voire en Cisjordanie, où le mouvement a repris pied ces derniers mois en initiant de nombreuses attaques contre les colons israéliens. Enfin et surtout, il s'agit de faire comprendre aux pays arabes qui ont normalisé leurs relations avec Israël ou seraient tentés de le faire que cela est impossible sans une résolution de la question palestinienne. Un message tout particulièrement destiné à l'Arabie saoudite, qui sous l'égide des Etats-Unis, semblait, il y a quelques jours, prête à signer un accord de normalisation avec l'Etat hébreu sans que la création d'un Etat palestinien en soit une condition préalable.

### Réunion secrète à Beyrouth

Le Hamas a donc pris le risque du chaos. L'a-t-il pris seul ou en concertation avec d'autres acteurs de la région, le Hezbollah au Liban et l'Iran? C'est ce qu'affirme le Wall Street Journal dans son édition du 8 octobre. La préparation de cette opération a nécessairement été très longue, mais la décision de passer à l'acte, elle, serait toute fraîche; d'après les confidences faites au quotidien américain par des sources anonymes au sein du Hezbollah et du Hamas, elle aurait été prise le 2 octobre lors d'une réunion à Beyrouth. L'information n'est pas confirmée, mais elle est crédible, Téhéran ne voyant certainement pas d'un bon œil une alliance entre Israël et le royaume saoudien, deux ennemis du régime iranien.

### L'Iran en soutien

En tous cas, le président iranien Ebrahim Raïssi s'est entretenu par téléphone au lendemain de l'offensive avec les chefs des mouvements terroristes palestiniens Hamas et

djihad islamique, Ismaïl Haniyeh et Ziad al-Nakhala, lesquels avaient été reçus en juin à Téhéran par le Président Raïssi. De son côté, le chef d'état-major des forces armées iraniennes, le général Moham-

mad Bagheri, a également salué l'opération menée contre Israël. Il a souligné qu'elle est «le produit de la sainte colère que l'ennemi sioniste a implantée dans la nation palestinienne opprimée et qu'il doit mainte-

nant récolter.» Samedi soir, sur une place de la capitale iranienne, un panneau géant montrait le damier noir et blanc du fameux keffieh palestinien recouvrant le drapeau israélien blanc et bleu.



avec AFP  
10 Octobre 2023

## Guerre Hamas-Israël : l'ayatollah Khamenei dément à nouveau toute implication de l'Iran dans l'offensive

L'ayatollah Ali Khamenei, la plus haute autorité d'Iran, a nié mardi l'implication de son pays dans l'attaque massive lancée samedi par le Hamas contre Israël, tout en réaffirmant le soutien iranien «à la Palestine».

Dans un discours prononcé dans une académie militaire, le chef de l'Etat iranien a estimé qu'Israël avait «subi un échec irréparable dans les domaines militaire et du renseignement» après cette offensive du mouvement palestinien. «J'insiste sur le terme + irréparable +», a-t-il ajouté.

Comme l'avaient fait lundi des responsables iraniens, l'ayatollah Khamenei a rejeté les accusations sur une implication de l'Iran dans la préparation de l'attaque du Hamas, un mouvement que Téhéran défend ouvertement depuis de nombreuses années même si leurs relations ont connu des hauts et des bas.

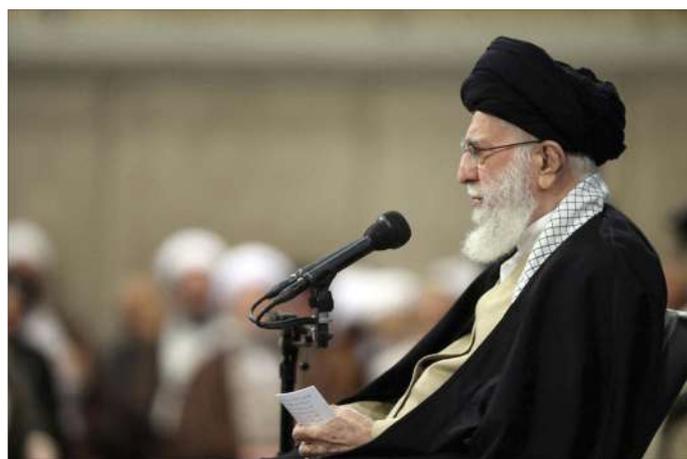
«Les partisans du régime sio-

niste et d'autres personnes ont fait circuler des rumeurs ces deux, trois derniers jours, dont celles sur le fait que l'Iran islamique serait derrière cette action. Elles sont fausses», a-t-il déclaré.

«Bien sûr, nous défendons la Palestine, nous défendons les luttes. Nous embrassons les fronts et les bras des initiateurs (de cette attaque) et les courageux jeunes Palestiniens, mais ceux qui disent que l'œuvre de Palestiniens a été déclenchée par de non-Palestiniens ne connaissent pas la nation palestinienne et font une erreur», a-t-il ajouté.

«Bien sûr, la totalité du monde musulman est obligée de soutenir les Palestiniens», selon le guide suprême de la République islamique d'Iran.

Pour l'ayatollah Khamenei, qui plaide régulièrement pour la disparition d'Israël, «ce désastre a été provoqué par les actions des sionistes eux-mêmes». «L'acte coura-



Les partisans du régime sioniste et d'autres personnes ont fait circuler des rumeurs ces deux, trois derniers jours, dont celles sur le fait que l'Iran islamique serait derrière cette action. Elles sont fausses», a déclaré mardi l'ayatollah Ali Khamenei. (West Asia News Agency/REUTERS)

geux et désintéressé des Palestiniens est une réponse aux crimes de l'ennemi usurpateur, qui dure depuis des années et s'est aggravé ces derniers mois», selon lui.

Il a par ailleurs qualifié d'«erreur de calcul» le fait qu'Israël «se pose en victime» après l'attaque, «un prétexte pour multiplier les crimes».

L'armée israélienne pilonne depuis samedi la bande de Gaza, l'enclave palestinienne contrôlée depuis 2007 par le Hamas, après les attaques terrestres, aériennes et maritimes sans précédent du mouvement islamiste qui ont fait plus de 900 morts en Israël. Dans la bande de Gaza, environ 700 personnes ont été tuées.



October 10, 2023

## 11 civilians killed in latest Turkish attacks on Rojava: SDF

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said on Tuesday that Turkey's recent bombardment of northeast Syria (Rojava) has killed 11 civilians and tens of members of Kurdish forces. Turkey has denied targeting civilians.

Two armed men attacked Turkey's interior ministry on October 1, with one of them blowing himself up. Two Turkish officers were injured in the attack which was later claimed by the Kurdistan Workers' Party (PKK) - armed group struggling for increased rights of Kurds in Turkey but proscribed as a terrorist organization by Ankara. Hours later, Tur-

kish armed forces carried out airstrikes against PKK's alleged positions in the Kurdistan Region and Kurdish forces in Rojava.

"This [campaign] led to the martyrdom of about 45 including 11 civilians and members of the anti-drug forces while they were at a training center on a non-combat mission at the time," said the SDF in a statement on Tuesday.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Monday claimed that they had "neutralized" 162 members of Kurdish forces.

Turkey uses the term "neutralized" to denote adversaries captured, wounded, or killed.

The SDF said Erdogan's claim was "false information."

"We want to emphasize that these claims are repeated lies and disinformation. The targets attacked by the Turkish occupation were primarily civic service facilities that served the local population," said the US-backed force.

Turkey has relentlessly bombarded Kurdish sites in northeast Syria since Thursday, striking military targets and civilian infrastructure, including power stations, oil fields, and other basic services in Rojava. Erdogan said only members of PKK and SDF's backbone, People's Protection Units (YPG), were targeted in what

he called the first phase of the military campaign.

"The first phase of our operation, in which we targeted only members of the terrorist organization, facilities used by terrorists, sources of income and capabilities of terrorism, was completed successfully," he was cited by Al-Monitor as saying.

Kurdish officials have disputed Erdogan's claim, saying Ankara targets civilian facilities as well. "During the past 72 hours, Turkey targeted more than 145 locations in our safe region, including power stations, water and energy facilities, hospitals, and schools," SDF General Commander Mazloum Abdi said on Sunday.



October 10, 2023

## Kurdistan Region has 'great' capabilities to develop gas production: Deputy minister

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region is greatly capable of increasing its gas production to a level that allows it to compete on global markets, said its deputy natural resources minister, urging for a clear model to invest into the gas sector.

"The Kurdistan Region has

great capabilities to increase gas production and in turn increase the production of electricity," Kurdistan Regional Government (KRG) Deputy Minister of Natural Resources Ahmed Mufti said during the Middle East Research Institute (MERI) 2023 forum in Erbil, adding that 85 to 90 percent of the Region's electricity

comes from gas.

MERI is holding a two-day forum in the Kurdistan Region's capital city of Erbil starting on Wednesday, hosting tens of politicians and leaders from the Region and Iraq.

Mufti said that the Kurdistan Region's capabilities can, in the

future, be developed to an extent where "60 percent" of Iraq's gas is produced in the Region.

"If all the gas fields in the Kurdistan Region are developed and invested in, it will be able to produce 5 billion cubic feet of gas," he said.

“We can easily develop our production to compete with world markets,” the deputy minister stressed.

The natural gas produced in the Kurdistan Region is primarily used to generate electricity at three plants across the Region but security threats have prevented companies from implementing their development projects at a faster pace.

A major study of the prospect of the natural gas production in the Kurdistan Region backed by the US Department of Energy found that with the right level of investment, the Region, which currently produces around 5 BCM per year, could exploit its resources further and

provide 10 BCM to Iraq proper in the coming years and 10 BCM to Turkey by 2026 when the Iran-Turkey natural gas contract expires.

Dana Gas is currently implementing an expansion project known as KM250 which is expected to increase the production to 700 MMscf/d by April 2023. The project is supported by a 7-year \$250 million financing agreement announced in September 2021 in conjunction with the U.S. International Development Finance Corporation.

Mufti also stressed the importance of addressing gas flaring in both the Region and in Iraq due to its negative impact on the environment.

Gas flaring is the process of burning excess gas produced by oil wells that is not captured or used, and a practice that Iraq is notorious for, the country being second only to Russia in terms of the amount of gas burned off.

Iraq also suffers from chronic electricity shortages, felt especially when summer temperatures reach scorching levels of over 50 degrees Celsius. The high temperatures subsequently lead citizens to consume very high amounts of power.

The KRG failed to meet its own gas flaring directive deadline, which was set for earlier this year, as the progress was slowed by late payments to in-

ternational oil companies (IOCs) working in the Region and the onset of the coronavirus pandemic.

“Sudani’s cabinet said that they plan to plant five million trees, but if you truly want to make a change, go and tackle gas flaring, which will have a much more significant positive impact on the environment,” Mufti stressed, referring to the government of Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani. “In this government, the prime minister has stressed that gas flaring needs to be completely eliminated,” said Falah Al-Amiri, advisor to the Iraqi prime minister, said in response.



October 10, 2023

## Syrian Yazidis marking Jama at Lalish slam Turkish attacks on Rojava

**E**RBIL, Kurdistan Region - Lalish Temple to celebrate the Jama feast slammed Turkey for attacks on northeast Syria (Rojava) on Sunday.

More than a hundred Yazidis from various parts of northern Syria have visited the Yazidi holy temple of Lalish in Duhok province to mark the week-long Jama feast, celebrated every year in early October with religious rituals and ceremonies.

“As soon as I set off, I received a phone call telling me that our village, Til Khatun, had come under bombings,” said Gulnaz Adnan, 60, who left her home in the area of Tirbespi, Hasaka province to mark the Jama feast in Lalish. “Now, my

family is without water and electricity.”

Yazidis from across the globe head towards the holy Lalish Temple to participate in religious rituals and ceremonies during Jama, a holiday marked by the religious minority every year in early October. The timing of the festival coincides with the arrival of autumn.

Aziz Hammo, his daughter, and son-in-law are also among the 100 people who have come from Syria to Lalish for the Yazidi celebration. Despite being originally from Qastal Jindo village in the Afrin countryside, they were forced to leave in 2018 when the Turkish army and its Syrian proxies took control of the

area. The family has traveled to Lalish from Aleppo, where they currently live.

“I am from Qastal Jindo village. More than 450 families used to live in it. Now, only five to six families remain there. Our houses and properties are invaded by the militants.”

Turkey has relentlessly bombarded Kurdish sites in northeast Syria since Thursday, striking military targets and civilian infrastructure, including power stations, oil fields, and other basic services in Rojava. This follows a suicide attack against Turkey’s interior ministry in Ankara last week, which the Kurdistan Workers’ Party (PKK) later claimed responsibility for.

Mazloum Abdi, the general commander of the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF), has denied any connection between Rojava and the Ankara attack. The “perpetrators have not passed through our region as Turkish officials claim, and we are not a party to Turkey’s internal conflict nor do we encourage escalation,” he said in a Wednesday statement on X.

The Islamic State (ISIS) overran the Yazidi heartland of Shingal in August 2014 and committed atrocities including genocide against the group. More than 6,000 Yazidis were abducted and around 2,700 remain missing.

**LA CROIX**

**Benoit Drevet, avec  
Héloïse de Neuville  
11 Octobre 2023**

## Les derniers chrétiens irakiens menacés par une milice pro-Iran

**E**n Irak, les chrétiens sont aujourd'hui menacés par une guerre d'influence et de territoire menée par l'Iran chiite dans leur pays. Un chef milicien prétendument chrétien, en réalité téléguidé par Téhéran, tente de s'approprier leur représentation. Affaibli, le cardinal Louis Raphaël Ier Sako s'est exilé à Erbil en juillet dernier.

C'est un été caniculaire au sens propre comme au figuré qu'a vécu la communauté chrétienne d'Irak. Fragilisée, elle ne compte plus que 350 000 fidèles, contre environ un million il y a vingt ans. Et voilà qu'elle se retrouve de nouveau menacée, cette fois par l'instrumentalisation politique de l'Iran chiite, qui cherche toujours plus à étendre son influence sur son voisin irakien. Signe que la situation se dégrade, le patriarche des chaldéens Louis Raphaël Ier Sako, figure des chrétiens du pays, a quitté Bagdad en juillet pour s'exiler à Erbil, la capitale de la région semi-autonome du Kurdistan. Un déménagement qui fait suite à la révocation, par le président de l'Irak, du décret reconnaissant au nom de l'État Louis Raphaël Ier Sako comme patriarche des chaldéens.

Une décision à la portée essentiellement symbolique, mais qui doit beaucoup à l'influence grandissante de Rayan Al Kildani, le chef d'une milice prétendument chrétienne mais en réalité reliée à l'Iran et à ses organisations paramilitaires chiites en Irak. Al Kildani aurait, selon le cardinal Sako, l'oreille du président du pays. « Je suis visé parce que, depuis le début, j'ai pris la parole contre cette milice. Je ne la reconnais

pas comme chrétienne, elle ne nous représente pas. La révocation du décret me concernant relève de la vengeance », affirme à La Croix le patriarche de l'Église chaldéenne. Depuis le salon de réception de sa nouvelle résidence patriarcale, il confirme avoir saisi la justice pour tenter de démontrer l'inconstitutionnalité de ce geste présidentiel peu diplomatique.

La notoriété du patriarche a fait du retrait de ce décret et de son exil une affaire publique d'importance en Irak. Les États-Unis et onze pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont témoigné de leur soutien au cardinal Sako. Même le bureau du grand ayatollah Ali Al Sistani, première figure chiite religieuse d'Irak, ou le Comité des savants musulmans d'Irak, plus haute autorité sunnite du pays, ont exprimé leur solidarité et leur désapprobation face au traitement réservé à une personnalité religieuse du rang du cardinal. Car si le patriarche chaldéen ne représente qu'une seule des 14 Églises présentes en Irak, celle-ci dénombre plus de la moitié du total des fidèles irakiens.

Le cardinal Sako affronte depuis plusieurs mois les tentatives de déstabilisation de Rayan Al Kildani. Ce chef de guerre est devenu un homme politique proche du pouvoir central à Bagdad. Né à Alqosh, ville assyrienne de la plaine de Ninive, supposément en 1989, celui qui est surnommé « Rayan le chaldéen » a grandi à Bagdad, « près du quartier pauvre de Sadr City, entouré par la communauté arabe chiite, devenant l'un des leurs », explique une source qui le



**Le cardinal Sako, patriarche des chaldéens, a quitté Bagdad en juillet.**

connaît bien mais qui souhaite garder l'anonymat. Il aurait quitté l'école très jeune et fait ses armes avec l'armée du Mahdi, une milice islamiste chiite connue pour sa résistance contre l'armée américaine dans les années 2000. Al Kildani se serait même converti au chiisme, la religion de sa femme, comme y oblige la loi en cas de mariage mixte avec un musulman ou une musulmane en Irak.

Il est surtout connu en tant que fondateur, en 2014, de la « brigade Babylone », une milice d'autodéfense de plusieurs milliers d'hommes, qui prétend avoir combattu Daesh jusqu'en 2017 dans la plaine de Ninive, aux côtés de l'armée irakienne. Notamment autour de Mossoul où les djihadistes avaient pris possession des villages chrétiens.

Mais la milice Babylone est décrite. Devenue la 50e brigade des Hachd Al-Chaabi – les Forces de mobilisation populaire, qui sont la force de frappe milicienne de l'Iran en Irak –, elle est depuis le départ

soutenue et financée par Téhéran qui a vu, dans les troupes d'Al Kildani, une opportunité en or de prendre le contrôle de la région. Parmi les miliciens de Babylone, on trouve certes quelques chrétiens recrutés dans une région qui souffre d'un chômage élevé. Mais surtout, la brigade Babylone est composée de chiites du sud de l'Irak, de kakaïs, et de sunnites, dont « des anciens de Daesh enrôlés sous sa protection contre la loyauté de tribus sunnites », affirme un directeur d'une ONG régionale qui souhaite garder l'anonymat par peur de représailles.

Ce contrôle milicien de la plaine de Ninive, depuis 2017, est dénoncé par nos sources comme une force oppressante pour les chrétiens locaux : extorsion d'argent en échange d'une « protection » imposée, harcèlement de femmes, intimidations, vols et récupérations de biens appartenant à des chrétiens comme à Batnaya, au nord de Mossoul ; saisies et ventes de terres agricoles, ou encore pillage du patrimoine local, comme le sanctuaire de Mar Behnam,

qui avait déjà été saccagé par Daesh. «La brigade Babylone est composée de criminels. Ils ne savent que voler et tuer. Ici, personne ne les aime», témoigne anonymement le directeur d'une ONG régionale. Le même Al Kildani est du reste sous sanction du Trésor américain depuis 2019 pour violation des droits de l'homme. Selon l'accusation portée à l'époque par le cardinal Sako, il a été identifié dans une vidéo virale mise en ligne en 2018 dans laquelle il a été reconnu en train de trancher l'oreille d'un membre de Daesh menotté. L'intéressé dément les accusations, affirmant qu'il s'agit d'un sosie.

Pour asseoir son influence politique, Rayan Al Kildani a aussi constitué sa branche politique, le Mouvement Babylone, arrachant d'abord deux puis quatre des cinq sièges du quota dédié aux chrétiens au Parlement irakien, respectivement lors des élections législatives de mai 2018 et d'octobre 2021. « Il existe de nombreux témoignages affirmant que des cadeaux, de la nourriture et parfois même de l'argent ont été distribués pour acheter des votes », raconte un fin connaisseur des dossiers politiques chrétiens en Irak qui, lui aussi, ne souhaite pas être cité, confirmant l'omerta qui règne

autour du nom d'Al Kildani en Irak. Selon lui, « des armes et des voitures » auraient même « été offertes aux chefs de tribus locales pour s'assurer de leur loyauté ».

« En réalité les chrétiens sont les victimes collatérales d'une guerre d'influence qui les dépasse largement, décrypte un analyste. Al Kildani est un agent qui doit aider l'Iran à construire un axe chiite, qui permettrait à Téhéran de contrôler une route jusqu'à Beyrouth. Sauf que cet axe passe notamment par la plaine de Ninive, où vivent les chrétiens. Ils sont donc une épine dans le pied de ce projet. » Aujourd'hui, les communautés chrétiennes craignent la spoliation. Plusieurs sources affirment à La Croix que Rayan Al Kildani chercherait, grâce à ses appuis gouvernementaux, à se voir octroyer l'administration des biens des clergés chrétiens. La révocation du patriarche Sako serait une première étape dans cet effort. Depuis le siège de son parti, sous bonne garde, dans le quartier d'Al-Mansour à Bagdad, Rayan Al Kildani minimise la portée du désaveu présidentiel pour le cardinal: « Le patriarche Sako dispose toujours du mandat de la justice pour régir les biens de l'Église. Ce décret n'est que symbolique et n'est pas accordé aux autres

patriarches des Églises dont le siège est en Irak. C'est ce qui a poussé le président à en faire analyser la constitutionnalité par ses conseillers juridiques », soutient-il.

« Je ne rentrerai pas à Bagdad, à moins que le président revienne sur la révocation du décret », confie, pour sa part, à La Croix, le cardinal Sako, qui se sent menacé. Pour le patriarche, cette affaire « est grave. C'est une nouvelle persécution contre les chrétiens. Ils ont peur et pensent à partir. Imaginez si leur propre patriarche est attaqué, qu'est-ce qu'on pourrait faire à un simple chrétien ? ».

Preuve qu'il s'agit bien d'une guerre d'influence, les tentatives de déstabilisation des Églises chrétiennes en Irak par le chef de la milice Babylone et son parrain iranien se sont déportées jusqu'au Vatican le mois dernier. Le 6 septembre, Rayan Al Kildani a ainsi fait circuler des photos et vidéos de lui, prétendant avoir été reçu en audience officielle par le pape François dans une opération de communication destinée à le présenter comme le nouveau leader des chrétiens d'Irak.

En réalité, invité à Rome par des hommes d'affaires et institutions italiennes, Al Kildani a

simplement profité de l'audience générale du mercredi pour se montrer aux côtés du pape... Ce qu'a confirmé un communiqué du bureau de presse du Saint-Siège, publié quelques jours plus tard, évoquant un « bref salut de circonstance », manière de réfuter l'instrumentalisation de cette audience publique. De son côté, le cardinal Sako a récemment dit avoir écrit au pape après cette visite et déploré le silence du Vatican devant les attaques qu'il essuie depuis plusieurs mois en Irak.

« Ce qui est désolant, c'est que cette situation a aussi été rendue possible à cause de la division des différentes Églises chrétiennes dans le pays », souligne un observateur qui demande l'anonymat. Fin connaisseur des relations intra-chrétiennes en Irak, il pointe les conflits permanents entre Églises, ainsi que l'isolement du cardinal Sako, dont la popularité aurait été considérablement affaiblie par la volonté d'absorber le monopole de la représentation des chrétiens ces dernières années. « Si les 14 Églises chrétiennes étaient soudées entre elles, elles auraient bien plus de poids pour se faire entendre, et elles auraient réagi bien plus fortement à l'exil du cardinal Sako », déplore-t-il.



October 11 2023

## Iraq, KRG lost \$7bn due to oil export halt: Petroleum group

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) on Wednesday said Erbil and Baghdad have lost seven billion dollars since the flow of oil from Kirkuk

and the Kurdistan Region to Turkey was suspended in March.

Oil exports through the Iraq-Turkey pipeline have been halted since March 23 when a

Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying the latter had breached a 1973 agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports in 2014.

“The Iraqi government, the Kurdistan Regional Government, and International Oil Companies have collectively lost \$7 billion in revenues [since March 23]. This equates to a loss of \$35 million every day,” said the

association in a statement. In addition, the closure has significantly impacted the livelihoods of the Iraqi people and local communities that have relied on the economic impact of APIKUR member company investments for more than 15 years," it added.

Safeen Dizayee, head of the Kurdistan Regional Government's Department of Foreign Relations, told Rudaw late last month that Erbil and Baghdad had lost six billion dollars due to the halt in the flow of oil to Turkey.

Turkey has said the issue is between Erbil and Baghdad. Turkish officials have stated that the pipeline was closed due to much-needed repairs after the devastating February earthquake.

Iraq's Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Wednesday said that his government is ready to resume the process. He added that there is a "good understanding" between the government and oil companies in this regard. Kurdistan Region President

Nechirvan Barzani said on Tuesday that the resumption of the oil export depends on Baghdad not Turkey.

About 400,000 barrels of oil were being exported daily by Erbil through the pipeline which runs to the Turkish port of Ceyhan before the halt, in addition to some 75,000 barrels from Kirkuk oil fields controlled by the Iraqi government.

"These losses are avoidable and impact the global oil market, economic entitlements of

the Kurdistan Regional Government, and the livelihoods of countless Iraqis and their families," APIKUR said in its statement.

"As financial losses increase daily, APIKUR member companies encourage a swift solution for our contractual issues and a clear understanding between the Governments of Iraq and Kurdistan Region for our future payments," Myles Caggins, the association's spokesperson, was cited in the statement as saying.

---

**LE FIGARO**

11 Octobre 2023

## Iran : l'état de santé d'une adolescente dans le coma s'est aggravé

**D**es médias iraniens ont indiqué mercredi 11 octobre que l'état de santé de la lycéenne [tombée dans le coma dans le métro de Téhéran dans des circonstances controversées](#) début octobre s'était «détérioré» ces derniers jours.

«Malgré les efforts continus du personnel médical, les signes vitaux relativement stables d'Armita Garawand ont évolué et se sont quelque peu détériorés au cours des derniers jours», selon les agences Irna et Borna, affilié au ministère de la Jeunesse et des Sports.

«Les efforts de l'équipe médicale se poursuivent» pour tenter de sauver la jeune fille qui se trouve dans l'hôpital Fajr de Téhéran, ont-elles ajouté.

### La police des mœurs en cause ?

Agée de 16 ans et originaire des régions kurdes, Armita Garawand est hospitalisée depuis le 1er octobre après s'être évanouie dans le métro de la capitale. Les circonstances de ce malaise sont controversées. Les autorités ont affirmé que l'adolescente avait été victime d'une «chute de tension» et nié

toute «altercation verbale ou physique» entre elle «et des passagers ou des cadres du métro».

Mais selon des ONG, Armita Garawand a été grièvement blessée lors d'une «agression» de la part de membres de la [police des mœurs](#), chargés de faire appliquer l'obligation pour les femmes iraniennes de porter le voile en public.

À la suite de ces informations, Téhéran a fustigé les propos «interventionnistes» de plusieurs gouvernements occidentaux pour avoir exprimé

leurs inquiétudes sur l'état de santé de l'adolescente. Cette affaire est intervenue un peu plus d'un an après le décès en détention, le 16 septembre 2022, de [Mahsa Amini](#), une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires strictes imposées aux femmes en Iran. Cette mort avait déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays qui a fait plusieurs centaines de morts, dont des forces de l'ordre, et provoqué l'arrestation de milliers de personnes.



October 11 2023

## Kurdish parties' political disputes 'undermine' power in Baghdad

**E**RBIL, Kurdistan Region - Internal Kurdish political disputes "really undermine" the power the Kurdistan Region holds in Baghdad, the US Deputy Assistant Secretary of State for Iraq and Iran Victoria Taylor said on Wednesday.

The two main ruling parties - the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) - have been at loggerheads for years but the relation between the two is at a historic low over a variety of issues, with their disagreements hindering the political process in the Kurdistan Region but also playing out in Baghdad.

Taylor suggested that the two parties should present a united front when negotiating in Baghdad as to not undermine their position and the power they possess.

"Ensuring a strong and resil-

ient IKR [Kurdistan Region] is very clearly in our interests," she stated.

Disagreements between the KDP and PUK have increased since disputes on the election law and electoral commission, which resulted in the delay of parliamentary elections. The Region's parliament then extended its term for another year, sparking criticism both within the Kurdistan Region and from the government in Baghdad.

"There is no greater supporter, no bigger champion for the Iraqi Kurdistan Region than the United States. We are still here, we are going to remain engaged, and we will continue to expand our partnership," Taylor affirmed.

She also stressed the long-standing strategic partnership that exists between the US and Iraq, adding that they are conti-

nously working to encourage de-escalation in the region.

"We see opportunities from US companies to explore opportunities in both federal Iraq and the Iraqi Kurdistan Region," Taylor said, adding that the US shares Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani's goal to ensure that Iraq becomes "energy independent."

"We are still here, we still care, and we are still engaged," Taylor reiterated about Washington in Iraq.

The US security relationship with Iraq fully transitioned into an advising and assisting role in December 2021 and there are currently about 2,500 US troops in Iraq, including in the Kurdistan Region.

"A key to improving security and stability is the efforts that we have made together to confront and combat ISIS and to

increase the capacity of security forces both in the IKR and Iraq more broadly," Taylor said. During a visit to Baghdad earlier this month, US Defense Secretary Lloyd Austin said that Washington's sole purpose for staying in Iraq is its focus on ensuring the defeat of ISIS. The global coalition against ISIS was formally established in October 2014, after ISIS took control of vast swathes of territories in Iraq and Syria. Consisting of 79 nations and five international organizations, the US-led coalition seeks to ensure ISIS' "enduring defeat."

The Strategic Framework Agreement, which went into effect in 2009, seeks to normalize Baghdad-Washington relations through setting long-term bilateral economic, diplomatic, cultural, and security cooperation.

LE FIGARO

AFP  
11 Octobre 2023

## La Turquie va «continuer d'intensifier les opérations» en Syrie et Irak

**L**a Turquie va «continuer d'intensifier ses opérations contre les combattants kurdes du PKK en Syrie et en Irak», a annoncé mercredi 11 octobre le président turc Recep Tayyip Erdogan.

«Nous avons déjà intensifié nos opérations aériennes et nous allons continuer et mon-

trer aux terroristes que nous pouvons les détruire en tous lieux et à tous moments», a insisté le chef de l'État qui a déclenché une série de bombardements depuis le 1er octobre, en représailles à un attentat qui a blessé deux policiers à Ankara et a été revendiqué le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

**192 cibles détruites et 162 morts**

Erdogan avait estimé lundi soir que la Turquie avait achevé «avec succès» la «première phase» de sa campagne de bombardements, et laissé entendre qu'Ankara continuerait de «mener des opérations» dans le nord de la Syrie et de l'Irak.

Il a lui-même donné lundi - et répété mardi soir - le bilan de «192 cibles détruites» et «162 terroristes tués», membres du PKK et de ses alliés des YPG, Unités de protection du peuple, alliés des Américains dans la lutte contre les jihadistes du groupe État islamique (EI).



October 11 2023

## Resumption of Kurdish oil exports ‘very important,’ says Italian ambassador

**E**RBIL, Kurdistan Region - Italian Ambassador to Iraq Maurizio Greganti on Tuesday said that it is “very important” for the Kurdistan Region to be allowed to resume its oil exports months after the process was suspended due to an arbitration case between Ankara and Baghdad.

He said that it is “very important” to allow the resumption of the Kurdistan Regional Government’s oil export, “it is a very important source of income for the KRG and for Iraq as well,” the top Italian diplomat told Ru-

daw’s Payam Sarbast.

“It is the question of political agreement among the parties concerned and I think in this regard the incoming visit of President Erdogan to Baghdad, to Iraq will be very important,” he added.

Oil exports through the Iraq-Turkey pipeline have been halted since March 23 when a Paris-based arbitration court ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying the latter had breached a 1973 agreement by allowing Erbil to begin independent oil exports

in 2014. The lack of oil flow has incurred around \$6 billion of losses towards the Kurdish and Iraqi governments since March.

“This is a very important issue which has to be settled,” Greganti noted.

He said there should be a general agreement in this regard.

Earlier in the day, the ambassador met with Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani, discussing bilateral relations between the Kurdistan

Region and Italy as well as ongoing issues between Baghdad and Erbil over the Region’s financial entitlements within the budget law.

“Both parties emphasised the importance of resolving these matters, particularly concerning the financial entitlements of the Kurdistan Region and the salaries of its public sector employees, in accordance with the Iraqi constitution and budget law,” read a statement from Barzani’s office.



October 12 2023

## Iraqi PM discusses Gaza with Iranian top diplomat in Baghdad

**E**RBIL, Kurdistan Region - Iraq’s Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani on Thursday received Iranian foreign minister in Baghdad, discussing Israel’s blockade on the Gaza Strip, according to Sudani’s office.

Hossein Amir-Abdollahian, Iranian foreign minister, arrived in Baghdad on Thursday. His meeting with Sudani “involved a comprehensive discussion of the overall bilateral relations between the two nations, as well as regional and international matters,” read a statement from Sudani’s office. “They also examined recent

developments in the Palestinian territories, the blockade enforced by Zionist occupation forces in Gaza, and the challenging humanitarian circumstances faced by the Palestinian people,” added the statement.

Over 2,700 people have been reported dead on both sides since Saturday, when the armed wing of Palestinian Hamas Movement launched a multi-pronged air, ground, and sea offensive and infiltrated Israeli territory. Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu said the following day that his country was “embarking on a

long and difficult war.”

Sudani stressed his country’s “unwavering and principled stance in support of the Palestinian people’s right to a dignified life and the creation of an independent national state on their historical land,” noted the statement from his office.

Iraqi leaders expressed their support for Palestine soon after the latest tensions erupted between Hamas and Israel.

Supporters of Shiite cleric Muqtada al-Sadir held a protest in Baghdad late Thursday in support of Palestine. The Sa-

drists are expected to hold larger demonstrations for the same purpose in the capital city on Friday.

Hamas has called on “resistance fighters” in Arab countries to join its campaign dubbed “Operation al-Aqsa Flood” against Israel, while the US has reiterated its support for Israel, with Defense Secretary Lloyd Austin announcing that Washington would be sending equipment and munitions to Israel, the first shipment of which arrived at Nevatim Air Base in southern Israel on Tuesday.

Challenge

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

12 Octobre 2023

Jeff Mason, Maayan Lubell et  
Nidal al-Mughrabi

## Biden met en garde l'Iran au sujet de Gaza, Israël forme un gouvernement d'union

**W**ASHINGTON/JÉRUSALEM/GAZA, (Reuters) - Le président américain a mis en garde l'Iran contre toute implication dans la lutte opposant Israël au Hamas, alors que les craintes de voir s'étendre le conflit au niveau régional sont vives et que les frappes israéliennes ont poussé des milliers d'habitants de la bande de Gaza à fuir leurs domiciles.

Israël mène depuis samedi des frappes de représailles contre la bande de Gaza, après l'attaque du Hamas dont le bilan s'est établi désormais à 1.200 morts et plus de 2.700 blessés.

L'armée israélienne a annoncé jeudi vers 04h30 qu'elle menait «une frappe à grande échelle» contre des cibles du Hamas à Gaza, sans fournir plus de détails.

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, est parti mercredi pour Israël où il devrait s'entretenir jeudi avec des hauts responsables pour afficher la «solidarité» des Etats-Unis, alors que Washington a commencé à envoyer des aides sécuritaires supplémentaires à son allié de longue date.

Antony Blinken devrait arriver jeudi en Israël. Il se rendra également en Jordanie mais ne devrait pas aller en Cisjordanie occupée, où il rencontre habituellement le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

Alors qu'il participait à une table ronde avec des représentants de la communauté juive

à Washington, Joe Biden a déclaré que l'envoi de navires de guerre et d'avions militaires américains en Israël était un signal envoyé à l'Iran, soutien du Hamas.

«Nous le disons clairement aux Iraniens: Soyez prudents», a dit le président américain.

L'Iran savait probablement que les combattants du Hamas préparaient «des opérations contre Israël», mais les premiers rapports des services de renseignement américains montrent que certains dirigeants iraniens ont été surpris de l'attaque sans précédent lancée samedi depuis Gaza, ont déclaré mercredi des sources américaines.

Téhéran a dit qu'il n'était pas impliqué dans les attaques perpétrées par le Hamas.

Le président iranien Ebrahim Raïssi a discuté mercredi par téléphone avec le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salman, le premier entretien entre les deux dirigeants depuis un accord chapeauté par la Chine pour rétablir les liens entre les deux pays.

Ebrahim Raïssi et «MbS» ont discuté du conflit israélo-palestinien et de la nécessité de «mettre fin aux crimes de guerre contre la Palestine», a indiqué la presse officielle à Téhéran.

Mohammed ben Salman a «affirmé que le royaume fournissait tous les efforts possibles en communiquant avec les parties internationales et régio-

nales afin de mettre fin à l'escalade», a rapporté l'agence de presse saoudienne SPA.

«NOUS SOMMES TOUS DES SOLDATS D'ISRAËL»

Les dirigeants israéliens ont formé mercredi un gouvernement d'urgence nationale chargé de superviser la guerre contre le Hamas, en représailles à l'attaque sanglante du week-end dernier.

Le chef de l'opposition centriste Benny Gantz, ancien ministre de la Défense, s'est exprimé mercredi aux côtés du Premier ministre Benjamin Netanyahu et du ministre de la Défense Yoav Gallant à la télévision israélienne.

«Notre partenariat n'est pas politique, il s'agit d'un destin commun», a dit Benny Gantz. «A l'heure actuelle, nous sommes tous des soldats d'Israël.»

Benjamin Netanyahu a déclaré que lui et Benny Gantz avaient mis de côté leurs différences «parce que le sort de notre Etat est en jeu».

Tant que les affrontements avec le Hamas dureront à Gaza, le gouvernement d'urgence ne prendra aucune mesure non-liée au conflit, ont déclaré Benjamin Netanyahu et Benny Gantz dans un communiqué conjoint.

Israël a placé Gaza sous un «siège total» qui bloque l'arrivée de toute denrée alimentaire et de carburant. D'après les organes de presse du Hamas, l'électricité a cessé de

fonctionner mercredi après l'arrêt de la dernière centrale électrique.

Alors que les services de secours palestiniens sont débordés, de nombreux habitants de la bande de Gaza recherchaient des cadavres dans les gravats.

«Je dormais ici lorsque la maison s'est effondrée sur moi», a déclaré un homme alors qu'il recherchait des personnes prisonnières dans les décombres d'un immeuble touché par des missiles.

LE HAMAS «VA CESSER D'EXISTER»

Selon le média affilié au Hamas, sept personnes ont été tuées dans des frappes israéliennes contre des maisons situées à Khan Younès, dans le sud de Gaza.

Les médias palestiniens, citant le ministère de la Santé de Gaza, ont rapporté que le bilan à Gaza était porté à 1.200 morts et 5.600 blessés.

Le conflit a fait quelque 340.000 déplacés à Gaza et près de 65% d'entre eux se sont réfugiés dans des abris ou des écoles, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations unies. L'enclave palestinienne compte 2,3 millions d'habitants.

Israël a déployé des chars d'assaut et des véhicules blindés près de Gaza, en vue d'une possible opération terrestre.

Yoav Gallant a déclaré mer-

credi qu'Israël allait «éradiquer de la Terre cette chose appelée le Hamas, qui est le Daech de Gaza. Il va cesser d'exister».

L'ancien président américain, Donald Trump, a déclaré mercredi à ses partisans que, s'il était réélu, «les Etats-Unis apporteront un soutien total à Is-

raël pour battre, démanteler et détruire de façon permanente le groupe terroriste du Hamas».

Joe Biden a dit qu'il s'était entretenu avec Benjamin Netanyahu et qu'il avait demandé à l'Etat hébreu de respecter le droit de la guerre.

Washington a indiqué mardi avoir engagé des discussions avec Israël et l'Egypte pour ouvrir un point de passage sûr pour les civils de Gaza, alors que la nourriture vient à manquer dans l'enclave.

(Reportage Jeff Mason, Hu-meyra Pamuk, Jarrett Rens-

haw, Rami Ayyub et Simon Lewis à Washington, Maayan Lubell et Emily Rose à Jerusalem, et Nidal al-Mughrabi à Gaza, rédigé par Simon Lewis et Lincoln Feast; version française Camille Raynaud)



12 October 2023

## KRG minister blasts PKK for hindering Shingal Agreement implementation

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's interior minister on Wednesday slammed the Kurdistan Workers' Party (PKK) for hindering the implementation of the Shingal Agreement agreed upon by Erbil and Baghdad by refusing to leave the district, labeling its ideology as an "illness".

"This is why we called for the formation of a joint committee [with Baghdad], to ensure that nobody in Shingal's authority carries an Apoci [ideology of PKK leader Abdullah Ocalan] or PKK ideology, because that is an illness," Reber Ahmed said.

The agreement was signed in 2020 between the Iraqi federal government and the Kurdistan Regional Government (KRG) over the governance and security of Shingal in order to "normalize" and resolve a number of issues that have prevented the return of the area's inhabitants who fled following the Islamic State's (ISIS) brazen offensive in 2014.

The agreement includes the withdrawal of all armed groups, including the PKK, from the city, and has been rejected by the Kurdish group and its proxies. "We will not allow any person who shares the beliefs and ideologies of the PKK to become a

part of Shingal's security," Ahmed stressed. The Yazidis are an ethno-religious group in Shingal that were subjected to countless heinous atrocities, including forced marriages, sexual violence, and massacres when ISIS captured the city in 2014, bringing destruction to many villages and towns populated by the minority group and committing genocide.

They were forced to flee to displacement camps, mainly in the Kurdistan Region. Political disputes over the region between Baghdad and Erbil as well as the presence of armed groups like the PKK have disrupted reconstruction of the city that suffered heavy destruction during the war to oust ISIS.

International actors, such as the United Nations and the United States, have repeatedly called on the Iraqi and Kurdish authorities to implement the agreement and "break the political deadlock" in the city.

"A large part of our Yazidi brother and sister from Shingal are displaced in the Kurdistan Region, and they still cannot return to Shingal," Ahmed said, adding that the Shingal Agreement was a means to resolve the situation through a "mutual understanding."

Ahmed said that a part of the Shingal Agreement that is rarely mentioned is an investigation committee between Erbil and Baghdad to supervise the implementation of the agreement, which includes an administrative, security, and development aspect.

"The PKK and entities affiliated to the PKK do not allow the rule of law to return [to Shingal]," he regretted. "Three years and ten days since the agreement was signed upon, until now we have not progressed a step forward."

Claudio Cordonne, the deputy head of the UN Assistance Mission for Iraq (UNAMI), said that investors are unwilling to contribute to the city's development due to the non-implementation of the agreement, lamenting that the district has been seized and abused by armed groups.

"We will continue to work with the governments, with the proper institutions, that have the political authority to ensure that this agreement is implemented," he said.

Under the Erbil-Baghdad agreement, security for the troubled region will be Baghdad's responsibility. The federal government will have to establish a new

armed force recruited from the local population and expel fighters from the PKK and their affiliated groups. The PKK's presence in Shingal also frequently attracts Turkish drones and airstrikes, as the Kurdish group is designated as a terrorist organization by Ankara. The strikes severely impact the district's development and bring about further instability to the area.

The PKK is a Kurdish group that has waged a deadly armed insurgency against the Turkish state for decades in the fight for greater Kurdish rights.

The all-Yazidi Shingal Resistance Units (YBS) and Ezidkhan Asayish were formed by the PKK to oust ISIS after the terror group took control of Shingal and killed and kidnapped thousands of Yazidis. They control parts of the province.

According to the International Organization for Migration (IOM), around 80 percent of Shingal's public infrastructure and 70 percent of civilian homes were destroyed during the years of the ISIS war from 2014 to 2017. Fundamental services such as electricity and water are not consistently available, and numerous health and education facilities are yet to be reconstructed after being destroyed during the war.



# Kirkuk Minute | October 12, 2023

*A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.*

## Kirkuk

On October 6, Jassim Mohammed Aboud, the head of [Iraq's Supreme Court](#), informed the Iraqi News Agency that the court had suspended the decision to return the Kurdistan Democratic Party's (KDP) headquarters, citing "the principle of maintaining security and peaceful coexistence in Kirkuk." The Supreme Court overturned a decision by the Iraqi Prime Minister to return the building to the KDP following a violent protest by ultra-nationalist Arabs and Turkmen, resulting tragically in the death of four Kurdish protesters at the hands of the Iraqi army. The KDP headquarters had been occupied by Iraqi security forces since October 16, 2017.

According to a report by the local news outlet, [Plus24](#), Iraq's Accountability and Investigations Board has requested three Sunni Arab and one Turkmen party to replace six candidates ahead of the provincial elections due to their "ties" with the former regime's al-Ba'ath party. These candidates include Turhan Abdulrahman, the leader of the Iraqi Turkmen Front; Falah Hassan Shalal al-Obaidi; Farhan Jassim; and Azam Saleh Adel al-Hamdani of the Siayada Party; Amir Abdullah Juburi of the Taqadom Party; and Raja al-Naimi of the Kirkuk Arab Coalition.

Despite an [agreement reached](#) on October 2, Turkey continues to halt Kirkuk's oil

exports, alongside Kurdistan, since March. This export pause stems from Baghdad's victory in a lawsuit against Turkey, leading to disputes between the two states. On a different note, on [October 9](#), the Iraqi Oil Ministry announced the successful repair of two previously nonfunctional oil wells in Kirkuk by the teams of the Iraqi Drilling Company. These wells, located within the Khabaza and Jambur oil fields, are now ready for oil extraction. Meanwhile, on October 1, the State Organization for Marketing of Oil (SOMO) [released statistics](#) on Iraqi oil exports for September. Kirkuk's oil revenue was \$35,054,994 from the export of 449,423 oil barrels to Jordan at an average price of \$78 per barrel. Additionally, in September, 473,335 barrels were exported through Basra, generating \$36,105,993 in revenue. The oil exported via Basra came from the fields in Mosul, under the jurisdiction of the Northern Oil Company (NOC), and was stored in the Kirkuk oil warehouse.

On October 1, Iraqi military forces [obstructed a convoy](#) led by the leader of the Turkish-backed Turkmen Front, Hassan Turan, from entering Laylan district. The Turkmen Front issued a statement, denouncing "a conspiracy against the Turkmen Front." At the same time, its leader, accompanied by other members, was en route to open a new party office. The statement read, "The prevention of the Turkmeneli Television crew from

heading to the Tal Afar district by the Western Nineveh Operations Command a few days ago is part of the same plan to hinder the Turkmen Front from reaching the Laylan district," demanding an immediate investigation. Separately, during a television interview with al Rabiayh, the Iraqi President, [Latif Rashid](#), [suggested](#) the formation of a local administration in Kirkuk "through consensus" to resolve the political crisis and tensions in the province. Rashid emphasized that adopting the oil and gas law would be key to solving the problems between Baghdad and Erbil.

On October 5, [Kirkuk's police command](#) announced the arrest of a gang that had been impersonating security personnel while conducting fake security searches during robberies. This criminal group stole \$80,000 in a recent store robbery. The gang consisted of four members.

## Khanaqin

On October 10, the Iranian-backed Popular Mobilization Units (PMU) [issued a statement](#) announcing the deployment of its forces in the outskirts of the Khanaqin district. The statement stated that the 28th division had been deployed "around Khanaqin" with a primary focus on securing the district against security breaches and potential terrorist attacks. The PMU, in cooperation with Iraqi forces, has maintained control of the dis-

trict since October 16, 2017, but it has continued to face persistent threats from terrorist attacks.

## Makhmour

On October 7, [Turkish drones](#) carried out an airstrike on the Makhmour Refugee Camp, which shelters Kurdish refugees from Turkey. This unfortunate incident resulted in injuries to five camp residents, including a woman and two children. The airstrike specifically targeted a mosque within the camp. In response to the attacks, [camp residents organized a protest](#) condemning Turkish violations and preventing Iraqi security forces from entering the camp.

## Shingal (Sinjar)

On October 6, the Turkish National Intelligence Organization (MIT) [reported the assassination](#) of Ilyas Ero, a commander of the Sinjar Resistance Units (YBS). The MIT accused the late commander of being associated with the Kurdistan Workers' Party (PKK). Separately, during a conference hosted by the Erbil-based Middle East Research Institute (MERI), [Najim al Jabouri](#), the governor of Nineveh, highlighted that addressing armed groups represents the most significant security challenge in Shingal. He acknowledged the presence of international competition for influence in the district.



Azhi Rasul  
October 13 2023

## Erdogan says US activity in Syria threat to Turkish security

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Friday said that United States military activity with Kurdish forces in Syria poses a threat to Turkey's national security, a day after US President Joe Biden cited threats from Turkey as grounds to extend a 2019 national emergency order on Syria.

After Turkey launched its Operation Peace Spring against Kurdish forces in northeast Syria (Rojava) in October 2019, former US president Donald Trump [declared](#) a national emergency and issued an executive order authorizing sanctions against Turkish officials.

Biden on Thursday extended the order for another year.

"The situation in and in relation to Syria, and in particular the actions by the Government of Turkey to conduct a military offensive into northeast Syria, undermines the campaign to defeat the Islamic State of Iraq and Syria, or ISIS, endangers civilians, and further threatens to undermine the peace, security, and stability in the region, and continues to pose an unusual and extraordinary threat to the national security and foreign policy of the United States," read a [statement](#) from Biden.

Erdogan responded saying the US is a threat to Turkey.

"We express the same approach the US President used



Turkish President Recep Tayyip Erdogan speaking in Istanbul on October 13, 2023. Photo: Turkish Presidency

in his statement concerning Syria yesterday, regarding their own activities in the region," he said during the closing ceremony of the 4th Turkey-Africa Business and Economic Forum in Istanbul.

"The activities carried out by the USA in this country [Syria] with the PKK's extensions in Syria pose an extraordinary threat to Turkey's national security," he said, referring to the Kurdistan Workers' Party (PKK), an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but proscribed as a terrorist organization by Ankara.

Ankara considers Kurdish forces in the People's Protection Units (YPG) - the backbone of the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) - as the Syrian front for the PKK. Turkey has intensified its military operations on PKK bases

in the Kurdistan Region and the YPG and SDF in Rojava following a PKK attack in front of the Turkish interior ministry's general security directorate in Ankara earlier this month.

On October 5, the Pentagon confirmed that US troops in Rojava shot down a Turkish drone deemed a potential threat to American forces.

Erdogan said shooting down the drone has created a security problem between the NATO allies.

"How can we be together in NATO? How can you do something like this? There is a security problem between us," Erdogan said, adding that Biden's statement did not align with the spirit of alliance and strategic partnership.

Erdogan was cited by Al-Monitor on Monday saying that Turkey has "successfully" completed the first phase of its

operations in Syria and claimed that only YPG members were targeted during the campaign. He said Turkish troops have "neutralized" 162 members of the Kurdish forces. Turkey uses the term "neutralized" to denote adversaries captured, wounded, or killed.

Kurdish officials, however, have accused Ankara of targeting civilian facilities. "During the past 72 hours, Turkey targeted more than 145 locations in our safe region, including power stations, water and energy facilities, hospitals, and schools," SDF General Commander Mazloun Abdi said on Sunday.

The SDF said that Turkey's campaign has killed 45 people including 11 civilians and members of the anti-drug forces at a training center.

# La guerre entre Israël et le Hamas contraint Erdogan à jouer les équilibristes

Ardent défenseur de la cause palestinienne, le président turc est aussi l'artisan du rapprochement avec l'Etat hébreu.

Il aura fallu trois jours de siège de Gaza par l'armée israélienne et de frappes sur l'enclave palestinienne pour que le président turc Recep Tayyip Erdogan élève la voix et dénonce les « méthodes honneuses » de l'Etat hébreu. « *Bombarder des localités civiles, tuer des civils, bloquer l'aide humanitaire et tenter de présenter cela comme des exploits ne peut être que le réflexe d'une organisation et non d'un Etat* », a affirmé M. Erdogan, qui utilise d'ordinaire le terme « *organisation* » pour qualifier le Parti des travailleurs du Kurdistan, classé comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux. Il a ajouté, devant les élus de son parti, mercredi 11 octobre, à Ankara, qu'« *Israël ne devait pas oublier que s'il se conduit comme une organisation plutôt que comme un Etat, il finira par être traité comme tel* ».

Le ton est somme toute modéré, compte tenu des sorties auxquelles l'homme fort d'Ankara avait fini par habituer ses interlocuteurs sur la question palestinienne. Comment, en effet, ne pas se souvenir du Recep Tayyip Erdogan accusant son homologue, Benyamin Nétanyahou, et l'Etat hébreu de « *conserver en vie l'esprit de Hitler* » lors de la guerre de Gaza, en 2014, ou condamnant Israël pour son « *terrorisme d'Etat* » et un « *génocide* » quatre ans plus tard ? Et de cette scène marquante, en pleine séance plénière du sommet économique de Davos, en janvier 2009, où l'on a vu le dirigeant turc tancer le président israélien Shimon Pérès, pourtant notoirement proturc et ac-

cessoirement prix Nobel de la paix, l'accusant de « *savoir très bien tuer les gens* » ?

Mais la conjoncture a changé, emportant les colères les plus vives du président turc. Ankara a aujourd'hui grand besoin de ses voisins et en particulier d'Israël. Confronté à un isolement diplomatique croissant et à des difficultés économiques vertigineuses, Recep Tayyip Erdogan a commencé à afficher publiquement sa volonté de rapprochement avec Tel-Aviv à la fin 2020. Après des années de brouilles, d'invectives et de claquemets de la main tendue et, par là même, dans une difficile position d'équilibriste dans la région, un peu comme il tente de le faire, parfois avec succès, en Ukraine.

## Gisement de gaz

Tout en maintenant des liens étroits avec le Hamas, la Turquie a annoncé, à l'été 2022, après plus de dix ans de « gel », un rétablissement complet de ses relations diplomatiques avec Israël et le retour des ambassadeurs dans les deux pays. Quelques semaines auparavant, le président israélien, Isaac Herzog, s'était rendu à Ankara, avant que le ministre des affaires étrangères turc de l'époque, Mevlüt Çavusoglu, n'aille en visite en Israël. Les relations entre les services de renseignement israéliens et turcs s'étaient renforcées à la faveur de révélations de menaces terroristes émanant d'Iran

et visant des touristes israéliens en Turquie. Ce geste avait été salué par Yaïr Lapid, alors ministre israélien des affaires étrangères.

Du côté turc, l'un des arguments avancés par Ankara pour justifier ce rapprochement était justement le fait que la Turquie serait plus à même de faire avancer la cause palestinienne en ayant de bonnes relations avec Israël. Lorsque le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, s'étaient rencontrés, le 26 juillet, à Ankara, au siège du palais présidentiel, la rumeur d'une réunion, fin août, entre Recep Tayyip Erdogan et son homologue israélien dans la capitale turque circulait avec insistance.

Cette première entrevue avec Benyamin Nétanyahou n'aura finalement pas lieu à Ankara, mais à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le 20 septembre. Les deux hommes, selon un communiqué de la présidence turque, ont parlé de sujets comme « *la politique et l'économie, ainsi que la question israélo-palestinienne* ». On apprendra par la suite que la discussion portait également sur le potentiel d'exportation et d'acheminement de gaz naturel d'un gisement situé au large de Gaza vers l'Europe, via la Turquie. Ce dossier est suivi de près par l'homme fort d'Ankara, depuis les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par l'invasion russe de l'Ukraine. Benyamin Nétanyahou avait d'ailleurs déclaré qu'Israël ferait des efforts pour développer ce champ ga-

zier, après dix ans de faux départs, dans le but de stimuler l'économie palestinienne.

## Renvoyer Israël et le Hamas dos à dos

A New York, le président turc avait aussi dit soutenir l'initiative prise par les Etats-Unis de négocier un accord israélo-saoudien visant à normaliser les relations entre Israël et l'Arabie saoudite, estimant que cela aiderait à apaiser les tensions dans la région.

Dernière indiscretion, Recep Tayyip Erdogan aurait émis l'idée, selon la Douzième chaîne israélienne, de vouloir se rendre rapidement en Israël pour aller prier à la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem. Cette prière aurait eu lieu à l'occasion du centième anniversaire de la République turque, fondée le 29 octobre 1923. Un acte symbolique qui permettrait au dirigeant turc de se replacer au cœur de l'arène.

Jeudi, au Parlement d'Ankara, les députés du parti islamiste Hüda Par (Parti de la cause libre), allié de la coalition gouvernementale du chef de l'Etat, ont organisé une conférence de presse avec cinq représentants du Hamas. Les élus ont exigé que le pouvoir prenne « *une position claire en faveur de la résistance palestinienne* » contre « *le régime sioniste qui a déclaré la guerre à la communauté islamique tout entière* ». Ensemble, avec deux autres formations islamistes de l'opposition, ils ont appelé à un vaste rassemblement dimanche à Istanbul.

## Qatar, Iran, Turquie... les multiples financements du Hamas

L'organisation terroriste palestinienne qui a mené l'opération «Déluge d'Al-Aqsa» peut s'appuyer sur le soutien de plusieurs pays comme le Qatar, l'Iran ou encore la Turquie pour financer ses activités.

Depuis le début de l'offensive le 7 octobre, le financement du Hamas est passé au microscope par les Etats qui octroient une aide à la population de la bande de Gaza. Le mouvement terroriste palestinien, qui bénéficie de 30 millions de dollars mensuels de Qatar, reçoit aussi une aide de la part de l'Iran et utilise les cryptomonnaies ou les taxes pour se financer.

Placée sous sanctions par les États-Unis et l'Union européenne (UE), l'organisation terroriste palestinienne a, depuis sa création en 1987, constamment jonglé avec différentes sources de financements. Son principal bailleur est actuellement le Qatar qui lui livre 30 millions de dollars mensuels depuis 2018. Une manne qui sert principalement à payer les salaires du Hamas et des fonctionnaires de Gaza.

«L'émirat, où vivent le chef de la branche politique du Hamas (Ismail Haniyeh) et l'ex-patron de l'organisation (Khaled Mechaal) parraine le mouvement, observe Bertrand Besancenot, ancien ambassadeur français à Doha. Mais ce soutien économique se fait en accord avec Israël et les États-Unis, l'objectif étant notamment de limiter l'influence de l'Iran sur le Hamas.»

### Des bailleurs traditionnels... et les autres

Si les liens avec Téhéran se sont distendus au début de la



Le ministre des Affaires étrangères iranien Hossein Amir Abdollahian (à gauche) et le chef du bureau politique du Hamas Ismail Haniyeh, à Doha le 14 octobre 2023.

IRANIAN FOREIGN MINISTRY / AFP

guerre civile syrienne en 2011, ils se sont depuis très fortement raffermiss. Selon le Département d'État américain, en plus de fournir des armes à la milice terroriste, le pays dirigé par Ali Khamenei verserait environ 100 millions de dollars par an au Hamas et au Jihad islamique, autre acteur palestinien qui a participé à l'opération «Déluge d'Al-Aqsa». Les deux mouvements ont également eu recours à un procédé innovant en récoltant, entre avril 2021 et juin 2023, 136 millions de dollars en cryptomonnaies. Un stratagème éventé par Israël et les États-Unis qui ont gelé plusieurs dizaines de leurs portefeuilles «cryptos» depuis l'été.

A ces bailleurs traditionnels que sont le Qatar et l'Iran, il convient de mentionner la Turquie que Washington a pointé

du doigt pour avoir alloué des fonds au Hamas via l'agence turque dédiée au développement. En revanche, s'agissant de l'aide de l'UE à la Palestine (1,2 milliard de dollars sur trois ans), aucun élément ne permet à ce stade d'accréditer la thèse, avancée par certains élus, notamment à droite, que cet argent ait été détourné par le Hamas.

### La manne des taxes sur les produits importés

Autre source de revenus pour le mouvement: les taxes sur les produits égyptiens importés à Gaza qui lui rapporterait 12 millions de dollars par mois. «Pendant des années après le début du blocus, le Hamas a collecté des revenus en taxant les marchandises circulant dans un réseau sophistiqué de tunnels qui contournaient le

passage égyptien vers Gaza, écrit la chercheuse Kali Robinson, auteure d'une étude sur le Hamas publiée par le très sérieux Council on Foreign Relations. Cela a apporté sur le territoire des produits de première nécessité tels que de la nourriture, des médicaments et du gaz bon marché pour la production d'électricité, ainsi que des matériaux de construction, de l'argent et des armes.»

Après l'arrivée au pouvoir du président égyptien Abdel Fatah al-Sissi en 2013, l'Égypte a durci le ton envers le Hamas, émanation de son ennemi numéro un: les Frères musulmans. Puis les relations se sont légèrement détendues en 2018 puisque Le Caire a autorisé l'entrée de certaines marchandises commerciales à Gaza via son poste frontière de Salah al-Din.



October 16 2023

## Kirkuk Kurds fear forced displacement after Iraqi army's return to Baathist base

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdish villagers in Kirkuk have decried the return of Iraqi army soldiers to a military base previously used by the Baathist regime, claiming that they have been asked by the Iraqi forces to evacuate their houses to make way for the camp's renovation.

The military camp was built in Topzawa village, 15 kilometers southwest of Kirkuk, in 1987, leading to villagers being forcibly displaced from their homes and moved elsewhere in the country. Many victims of the regime's genocidal Anfal campaign against the Kurds were held in the camp until they were moved to southern provinces and massacred.

The Iraqi army's 11th Division have in recent days made their way back into the military camp, setting up concrete walls in preparation for the base's renovation,

despite the strong protest of the people of the village.

"They tell us that we have to leave and say 'this is not your place. Why did you build houses here?' This is our land. This is our village. They are telling us that we must leave," Dilbar Mohammed, an elderly resident of Topzawa, told Rudaw's Hardi Mohammed on Thursday, while sitting on one of the concrete walls that have been set up right next to her house.

"We have no one coming to our aid," she decried. Loudspeakers in mosques have been used to call on the people of the village for protests against the army's return, but their efforts have proved futile.

"The first thing they said was that they would force the families out of here. That was the first thing they said. We

then tried to go see the Commander of 11th Division, Maad Badai, but they would not let us," said Abdullah Mohammed, another Topzawa resident.

"They have come here and they are trying to trespass. I just came back from farming, hoping to rest in my own home, but I see the army is standing by my door. Do I look like a terrorist?" said Aras Mohammed, another resident.

The Commander of the Iraqi army's 11th Division, Badai, in late May sent a letter to the Kirkuk agriculture department, asking them to make land in several villages south of Kirkuk available to be turned into military bases and residential units for the soldiers. The decree was strongly opposed by Kurdish and Turkmen farmers who held sit-in protests for over a month.

A decree from Hussein's regime

in 1975 expelled Kurdish and Turkmen farmers out of their lands in south of Kirkuk, transferring the ownership of the properties to the defense ministry and the municipality.

The Kurds and Turkmen came back to re-inhabit the land following the fall of Hussein's Baath regime in 2003. The Iraqi Council of Ministers issued a decree in 2012 calling for annulling all decisions from the body in charge of northern Iraq affairs during the Baath regime's reign.

The 2012 decree was never fully implemented, causing problems for the Kurdish and Turkmen farmers in Kirkuk following the Iraqi army's 2017 takeover of the city as there have been multiple attempts to take advantage of anti-minority bills and decrees issued under the Baath regime.



October 17 2023

## Turkey will not refrain from targeting Kurdish forces in Syria: FM

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkey's foreign minister on Wednesday said that Ankara will not refrain from "destroying" the sources of income of the Kurdish forces in north-east Syria (Rojava), adding that sanctions cannot change his

country's position regarding the operations.

Turkish Foreign Minister Hakan Fidan told journalists at the foreign ministry in Ankara that his country's focus is "unwavering" when it comes to targeting what

he referred to as "terrorist organizations," adding that «in that region, we do not hesitate to destroy the organizational infrastructure and income sources that keep the groups alive.»

Fidan's comments come a day

after the Turkish parliament approved the extension of the mandate allowing the country's troops to carry out military operations inside Syria and Iraq for another two years.

Turkish troops have been present in the Kurdistan Region for

decades, carrying out attacks against the Kurdistan Workers' Party (PKK) in bordering areas. They have invaded several cities in northern Syria, including Kurdish ones, in recent years. Ankara has set up tens of military bases in both countries.

The Turkish foreign minister said that Turkey has a clear message regarding its cross-border operations in Syria and Iraq, stressing that actions of what Ankara dubs «terrorist» groups within Turkish territory will be addressed directly.

Ankara has intensified its attacks on alleged positions of the PKK in the Kurdistan Region and Kurdish forces in northeast Syria (Rojava) over the past two weeks after the PKK carried out an attack

against the country's interior ministry in the capital Ankara.

The PKK is an armed group that for decades has fought for the rights of Kurds in Turkey. It is designated as a terrorist organization by Ankara. Turkey claims that the People's Protection Units (YPG), the backbone of the US-allied Syrian Democratic Forces (SDF), is the Syrian offshoot of the PKK.

Earlier this month, the Pentagon confirmed that the US troops in Rojava's Hasaka shot down a Turkish drone after deeming it a potential threat to American forces in the city. Turkey later confirmed one of its drones was shut down due to «different technical evaluations in the deconfliction mechanism with third parties».

«We tell the Americans that we have no problem with you in Syrian territory. However, we will not refrain from targeting the organization nestled there. These are the instructions our president gave to our armed forces, security organizations, and intelligence,» Fidan said.

Turkey's top-diplomat stressed that sanctions cannot alter Turkey's «red lines» regarding required action in the region.

The foreign minister noted that the US' «only excuse» to support the Kurdish forces in Syria was combating the Islamic State (ISIS), adding that there will be no place for them there the day Washington withdraws from Syria.

Turkey has relentlessly bombed Kurdish sites in north-

east Syria since October 5, striking military targets and civilian infrastructure, including power stations, oil fields, and other basic services in Rojava.

Erdogan said only members of PKK and YPG were targeted in what he called the «first phase» of Turkey's military operation.

«The first phase of our operation, in which we targeted only members of the terrorist organization, facilities used by terrorists, sources of income and capabilities of terrorism, was completed successfully,» he was cited by Al-Monitor as saying.

Kurdish officials have disputed Erdogan's claim, saying Ankara targets civilian facilities as well;



AFP  
17 Octobre 2023

## Guerre Hamas - Israël : L'Iran menace d'une possible « action préventive » contre Israël « dans les prochaines heures »

**A**VERTISSEMENT Le ministre iranien des Affaires étrangères a menacé Israël deux jours après sa rencontre avec le chef du Hezbollah

Alors que Washington, Pékin, Bruxelles, Paris, Ankara ou encore Moscou s'activent pour éviter un embrasement généralisé du Proche-Orient, le dernier message de Téhéran ne va pas dans le sens de l'apaisement. L'Iran a en effet averti lundi d'une possible « action préventive

» contre Israël « dans les prochaines heures », au moment

où l'armée israélienne se prépare à déclencher une offensive terrestre dans la bande de Gaza dans sa guerre contre le Hamas.

Cette menace n'est toutefois pas une surprise. Téhéran a averti à plusieurs reprises qu'une invasion terrestre de la bande de Gaza entraînerait une riposte sur d'autres fronts. L'Iran a par ailleurs applaudi l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, tout en précisant qu'il n'était pas impliqué dedans.

**Course contre la montre pour une solution politique**

« La possibilité d'une action préventive de l'axe de la résistance est attendue dans les prochaines heures », a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian à la télévision d'État, en faisant référence à sa rencontre avec le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, samedi. Lundi, le chef de la diplomatie iranienne avait affirmé que cet « axe de la résistance » - appellation informelle des Etats et organisations ennemis d'Israël et des Occidentaux - ne permettrait pas à l'Etat hébreu « de faire ce qu'il veut à Gaza ».

Le même jour, le président iranien Ebrahim Raisi a également averti que le temps était compté pour parvenir à une solution politique, et a mis en garde contre l'extension de la guerre entre Israël et le Hamas à d'autres fronts.

Les affrontements se sont multipliés ces derniers jours à la frontière avec le Liban entre le Hezbollah et Israël. Ils ont fait une dizaine de morts côté libanais, en majorité des combattants mais aussi un journaliste de Reuters et deux civils. Côté israélien, au moins deux personnes ont été tuées.

## La mort de Dariush Mehrjui, cinéaste iranien et conteur contestataire

Censuré tout au long de sa carrière, le réalisateur de 83 ans a été assassiné, ainsi que son épouse, Vahideh Mohammadifar, âgée de 54 ans, le 14 octobre à Téhéran.

Le double assassinat du cinéaste iranien Dariush Mehrjui, 83 ans, et de son épouse, Vahideh Mohammadifar, 54 ans, a provoqué une profonde émotion en Iran. Samedi 14 octobre, le réalisateur de *La Vache* (1969), film de la Nouvelle Vague iranienne, qui fut interdit dans son pays pendant trois ans, et la scénariste et costumière ont été retrouvés poignardés à leur domicile, à Karadj, près de Téhéran. L'enquête est en cours. Peu après la découverte des corps, l'hypothèse d'un cambriolage qui aurait mal tourné a été avancée, mais nombre d'observateurs n'excluent pas un meurtre politique et pointent du doigt la responsabilité du régime.

Réalisateur, scénariste et producteur, Dariush Mehrjui est né le 8 décembre 1939, à Téhéran. Il s'est formé aux États-Unis, obtenant un diplôme de philosophie, en 1964, à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA), en pleine contre-culture, croisant sur le campus Jean-Luc Godard, Ingmar Bergman, Michelangelo Antonioni... Il rêvait déjà de cinéma et commença à tourner à son retour en Iran.

Son deuxième film, *La Vache*, d'inspiration néoréaliste, avec son grain noir et blanc et ses visions hallucinées d'un paysan sombrant dans la psychose après avoir perdu son animal, reste son chef-d'œuvre absolu. Le film est considéré par beaucoup comme l'équivalent du *Voleur de bicyclette* (1948), de Vittorio De Sica, ou des *Quatre Cents Coups* (1959), de François Truffaut –



Dariush Mehrjui, sur le plateau de tournage du « Poirier », à Téhéran (Iran), en 1997. ABBAS / MAGNUM PHOTOS

une copie clandestine de *La Vache* fut envoyée à la Mostra de Venise, en 1971.

Lire notre archive (2003) : Article réservé à nos abonnés [Dariush Mehrjui, Californien de Téhéran](#)

Dariush Mehrjui a réalisé une vingtaine de films, du cinéma d'auteur aux comédies populaires, comme *Les Locataires* (1986), qui connut un grand succès. Il a également signé une trilogie sur des femmes, *Sara* (1993), *Pari* (1995) et *Leila* (1996), avec les actrices Niki Karimi et [Leila Hatami](#). Il avait à cœur de montrer son pays tel qu'il est, de nommer les problèmes, ce qui lui valut d'être censuré à différentes époques.

Outre *La Vache*, *Le Cycle* (1974), qui dénonçait le scandale des dons de sang prélevés sur des populations pauvres ou marginalisées contre de l'argent, a été bloqué plusieurs années. De même furent censurés *L'École où nous*

*allions* (1980), *Baano* (1991) ou encore *Santouri* (2007), consacré à un musicien – avec [Golshifteh Farahani](#), laquelle a aussi joué dans *Le Poirier* (1998). Dariush Mehrjui a souffert de la censure sous le régime du chah (jusqu'en 1979), mais aussi sous la République islamique d'Iran, en place depuis 1979.

Au regard de son rejet – ou de son acceptation – par le politique, *La Vache* est une œuvre assez emblématique, explique l'historienne du cinéma Agnès Devictor, autrice de *Politique du cinéma iranien* (CNRS, 2004). « *L'image d'une campagne traditionnelle qui était montrée dans le film allait à l'encontre du message de modernité que véhiculait le pouvoir. La Vache est resté interdit trois ans, avant d'être autorisé à sortir, assorti d'un carton d'avertissement, qui ne trompa personne, où il était écrit : "Ce film raconte une histoire qui se passe bien avant la révolution blanche [agraire] lancée [en 1961] par le chah d'Iran."* »

### Nombreuses morts suspectes

Un tournant eut lieu au moment de la révolution de 1979, avec la chute du chah, poursuit-elle : « *Contrairement à la disparition du cinéma, que plusieurs observateurs pronostiquaient face aux nombreuses salles détruites pendant les manifestations qui conduisirent à la révolution, l'ayatollah Khomeyni déclara, le 2 février 1979, au cours de son premier grand discours : "Nous ne sommes pas contre le cinéma en général, mais contre les films corrompus et corrupteurs."* Quelque temps plus tard, lorsqu'il découvrit *La Vache* à la télévision, il a pris cette œuvre comme une référence de ce que devait être un bon film, conforme au nouveau régime. »

Dariush Mehrjui et Vahideh Mohammadifar (qui a coécrit plusieurs scénarios avec son mari) ne sont pas les premiers artistes ou intellectuels à disparaître brutalement ces derniers mois. Au printemps, de nombreuses morts suspectes d'opposants iraniens ont été rapportées, comme celle du réalisateur Kiumars Pourahmad (*La Nuit de Yalda*, 2001), décédé le 5 avril, à l'âge de 73 ans. Sa famille n'a cessé de rejeter la version officielle du suicide. Beaucoup considèrent que Pourahmad, qui a toujours contesté la répression, a été tué par les services secrets iraniens, en guise d'avertissement.

Le climat actuel, né de la répression ayant suivi les manifestations de l'automne 2022,

n'est pas sans rappeler le temps des « meurtres à la chaîne », qui avaient vu, en 1998, disparaître coup sur coup de nombreux opposants. Parmi eux, le couple formé par [Dariush et Parvaneh Forouhar, poignardés dans leur maison familiale](#), à Téhéran, et au moins deux autres intellectuels, le poète Mohammad Mokhtari et le traducteur Mohammed Pouyandeh, qui avaient été également éliminés dans la capitale iranienne dans les jours qui avaient suivi. Dans un geste inédit, le ministère du

renseignement iranien, sous l'autorité du président réformateur Mohammad Khatami (1997-2005), avait reconnu la responsabilité de certains de ses agents dans ces assassinats.

Depuis [la mort en garde à vue, en septembre 2022, de la jeune Mahsa \(Jina\) Amini](#), pour un foulard « mal ajusté », le milieu du cinéma iranien s'est mobilisé de manière inédite en solidarité avec le mouvement de contestation qui traverse le pays. De nombreuses actrices

iraniennes se sont affichées publiquement la tête nue. Certaines ont été arrêtées et toutes sont aujourd'hui interdites de travail. Des hommes ont manifesté leur solidarité.

Auteur du documentaire *Iran, une révolution cinématographique* (2006), Nader T. Homayoun a bien connu Dariush Mehrjui. « Il a toujours été contestataire, mais il était avant tout un conteur extraordinaire », estime [le fondateur du festival Cinéma\(s\) d'Iran, à Paris](#). En 2003, rappelle-t-il, La

*Vache* fut programmée, en présence du cinéaste, au Forum des images, à Paris, dans le cadre du cycle « Portraits de Téhéran ». « Je me souviens d'une soirée en présence de [Shirin Ebadi, militante des droits humains](#). Elle venait d'apprendre qu'elle avait reçu le prix Nobel de la paix. Vingt ans plus tard, la nouvelle Prix Nobel de la paix, [Narges Mohammadi, est en prison](#), et [Dariush Mehrjui a été assassiné](#). »



17 October 2023

## Turkish drone targets PKK members in Koya: Kurdistan CT

**E**RBIL, Kurdistan Region - Erbil-based Kurdistan counterterrorism on Tuesday reported that a Turkish drone allegedly targeted a car carrying members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Erbil's Koya district, resulting in casualties.

The counterterrorism force said on Facebook that at around 10:50 am local time a Turkish drone targeted a car near Kani Kand village in Koya district, killing one and injuring another.

Rojnews, a media outlet affiliated with the PKK, reported on Tuesday that Turkish drones attacked a car in Koya, noting that the passengers of the car were civilians and were all members of one family.

Sherwan Jalal, deputy head of

Koya health directorate told Rudaw that there were four people in the car, a man and three women, adding that the man was killed and the women were slightly injured. He cited the women as saying that they were on their way back to Makhmour from Ranya.

The Turkish defense ministry has not commented on the attack yet.

Kurdistan CT is unofficially linked to the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) - which has had rocky relations with the PKK for decades. There have been clashes between KDP-affiliated Peshmerga forces and PKK fighters in bordering areas in recent years over land control.

The PKK is an armed group that for decades has fought for

the rights of Kurds in Turkey. It is designated a terrorist organization by Ankara, which has launched numerous operations against the group and its alleged offshoots in the Kurdistan Region and Syria.

Turkey has intensified its attack on alleged PKK positions in the Kurdistan Region over the past two weeks, following an attack in front of the Turkish interior ministry's general security directorate in Ankara. The group's military wing, the People's Defense Forces (HPG), claimed responsibility for the attack.

On Saturday, the Turkish defense ministry stated its armed forces "neutralized" six PKK members in the Operation Claw-Lock area. Kurdistan CT later confirmed the reports.

Turkey uses the term "neutral-

ized" to denote adversaries captured, wounded, or killed. Since 2019, Turkey has carried out several operations against the PKK in Kurdistan Region's northern Duhok province. Operation Claw was launched in 2019 in Khakurk. This was followed by Claw-Tiger in June 2020. The third offensive was a ground and air cross-border operation, dubbed Claw-Lighting and Claw-Thunderbolt, launched in April 2021.

Turkey sent its army back into the Kurdistan Region in April of last year, launching Operation Claw-Lock with the goal of targeting PKK positions in Metina, Zap, Avashin, and Basyan areas in northern Duhok province to remove the group from the border areas and cut off its access to mainland Turkey.



AFP  
17 Octobre 2023

## L'Iran interdit l'apprentissage des langues étrangères pour les enfants avant le collège

L'Iran se replie encore un peu plus sur lui-même. Le gouvernement iranien a annoncé mardi 17 octobre interdire l'apprentissage de langues étrangères pour les plus jeunes élèves. La décision s'appliquera «dans les jardins d'enfants, les écoles maternelles et les écoles primaires, car à cet âge, l'identité iranienne de l'enfant se forme», a argumenté Massoud Tehrani-Farjad, un responsable du ministère de l'Éducation.

Cette interdiction «ne concerne pas seulement l'anglais, mais également d'autres langues, dont l'arabe», a ajouté Massoud

Tehrani-Farjad. Pourtant, le farsi (ou persan), la seule langue officielle d'Iran par ailleurs obligatoire selon la Constitution, est fortement influencé par l'arabe, mais emprunte aussi au français et à l'anglais.

L'arabe est également reconnu par la Constitution de la République Islamique d'Iran comme «la langue du Coran, des sciences et des connaissances islamiques» et «doit être enseignée après l'école primaire et jusqu'à la fin du cycle secondaire dans toutes les classes et dans toutes les disciplines».

En septembre, la République islamique avait aussi interdit aux élèves iraniens ou binationaux d'être scolarisés dans les écoles internationales, soutenant que les enfants iraniens avaient l'obligation de suivre le cursus scolaire du pays. Cette décision avait entraîné une brutale chute des effectifs de certaines écoles de la capitale, notamment dans les établissements français et allemands. Ces mesures s'inscrivent dans la continuité d'une utilisation politique de l'enseignement langues lancée depuis plusieurs années par le régime des mollahs. Une précédente mesure mise en vigueur en 2018 inter-

disait l'apprentissage de l'anglais en primaire, bien que cette langue soit enseignée en Iran à partir de l'école secondaire.

Deux ans plus tôt, l'ayatollah Ali Khamenei avait prononcé un discours contre la propagation de la langue anglaise dans son pays, assurant qu'il était «malsain» de n'avoir que l'anglais comme langue étrangère principale. «Est-ce logique de promouvoir leur langue avec notre argent ?», avait fait mine de s'interroger le Guide Suprême du pays depuis 34 ans, au sujet de l'idiome du «Grand Satan» américain.



AFP  
18 octobre 2023

## Hôpital frappé à Gaza : la Turquie va décréter trois jours de deuil national

Une frappe, dont Israël et les organisations islamistes palestiniennes s'accusent mutuellement, a fait des centaines de mort mardi soir dans un hôpital du nord de la bande de Gaza.

Colère et recueillement dans les pays musulmans après le drame de l'hôpital Al Ahli à Gaza. La Turquie va décréter trois jours de deuil national après la frappe sur cet hôpital gazaoui qui a fait des centaines de morts et dont Israël et les Palestiniens s'accusent mutuellement, a indiqué un haut responsable turc, confirmant une information de plusieurs médias locaux.

Alors qu'Israël pilonne la bande de Gaza depuis le 7 octobre, une explosion dans l'hôpital Al

Ahli dans le nord de l'enclave a fait des centaines de morts mardi soir. Le Hamas accuse l'armée de l'État hébreu mais Tsahal a démenti être à l'origine de la frappe, affirmant qu'il s'agissait d'une roquette de l'organisation palestinienne djihad islamique lancée contre Israël qui avait manqué sa cible et atterri par erreur sur l'établissement de santé.

Le drame a provoqué une vague de protestation en Cisjordanie occupée, où des centaines de Palestiniens sont descendus

dans la rue mardi soir, ainsi que dans plusieurs pays musulmans. Des manifestations devant des ambassades israéliennes, américaines et françaises ont eu lieu en Jordanie, Tunisie et en Iran notamment.

La frappe a suscité une très vive émotion en Turquie, où quelque 80 000 personnes ont manifesté mardi soir devant le consulat d'Israël à Istanbul, selon les autorités.

Selon la vice-présidente du parti présidentiel turc AKP au parlement, Özlem Zengin, citée par

la chaîne de télévision étatique TRT et la chaîne privée NTV, l'annonce des trois jours de deuil national en Turquie va être officialisée par décret présidentiel. L'information a été confirmée par un haut responsable turc sous couvert d'anonymat.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait appelé mardi soir à «mettre fin à cette brutalité sans précédent à Gaza», accusant Israël d'avoir «frappé un hôpital abritant des femmes, des enfants et des civils innocents».

## La chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah, retenue en Iran depuis 2019, est rentrée en France

La chercheuse à Sciences Po avait été libérée en février, sans avoir le droit de quitter l'Iran. Elle avait été condamnée en 2020 pour atteinte à la sécurité nationale.

Plus de sept mois après sa sortie de prison, la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah est rentrée en France mardi, [a fait savoir Sciences Po](#) mercredi 18 octobre. L'Institut d'études politiques, où elle travaillait, avait annoncé [sa libération en février](#), mais la chercheuse n'était pas autorisée à quitter le territoire iranien.

« Désormais, tout cela est derrière moi, a commenté M<sup>me</sup> Adelkhah à l'Agence France-Presse. Ce qui reste, ce sont tous ces gestes d'amitié et d'engagement, ces mobilisations de connus et d'inconnus (...). Et, évidemment, ce que le comité de soutien a su faire au-delà de mon cas, et pendant plus de quatre ans, par fidélité au principe de la liberté scientifique. » « Après tant d'années de privation de liberté, quelle émotion d'accueillir enfin notre collègue Fariba, symbole de nos combats pour la liberté académique », a réagi le directeur de Sciences Po, Mathias Vichérat, cité dans le communiqué.

Spécialiste du chiisme et de l'Iran post-révolutionnaire, elle avait été arrêtée, tout comme son compagnon, Roland Marchal, en juin 2019. Condamnée à cinq ans de prison en mai 2020 pour atteinte à la sé-



La chercheuse Fariba Adelkhah, en juillet 2019. THOMAS ARRIVE / AFP

curité nationale, elle avait [bénéficié d'une « libération temporaire »](#) en octobre 2020, avant d'être [à nouveau incarcérée en janvier 2022](#). M. Marchal, aussi chercheur, avait été libéré en mars 2020, après que Paris eut libéré l'ingénieur iranien Jalal Rohollahnejad, dont les Etats-Unis réclamaient l'extradition pour violation des sanctions américaines contre l'Iran.

### Paris « se réjouit » de sa libération

Quatre Français restent détenus en Iran : [Cécile Kohler](#) et Jacques Paris, arrêtés en mai 2022, « [lors d'un séjour touristique](#) » selon leurs proches, [Louis Arnaud, un voyageur de 36 ans](#), ainsi qu'un autre Français dont

l'identité n'a jamais été rendue publique.

Paris, par la voix du ministère des affaires étrangères, « [se réjouit](#) » du retour en France de M<sup>me</sup> Adelkhah, mais « [rétère sa profonde préoccupation](#) » concernant les quatre autres Français toujours détenus en Iran.

A ce stade, il semble que Fariba Adelkhah ait reçu la permission de quitter l'Iran sans qu'aucune contrepartie ne soit payée par la France. Ceci alors que d'habitude, les pays concernés par l'emprisonnement de leurs citoyens en Iran se voient obligés de faire des concessions à Téhéran. En mars 2022, l'Irano-Britannique Nazanin Zaghari-Ratcliffe, ar-

rêtée en 2016 et condamnée à six ans de prison pour « [sédition](#) », [a finalement été autorisée à quitter l'Iran](#) après que le Royaume-Uni a annoncé avoir soldé avec l'Iran une vieille dette de près d'environ 470 millions d'euros.

Un autre exemple emblématique de « [la diplomatie des otages](#) » utilisée par Téhéran : le travailleur humanitaire belge Olivier Vandecasteele. Arrêté en 2022, [il a été libéré en mai dernier](#), en échange contre Assadollah Assadi. Ce diplomate iranien en poste en Autriche a été condamné à vingt ans de prison pour avoir organisé un projet d'attentat qui avait pour cible un meeting d'opposants iraniens à Villepinte (Seine-Saint-Denis), en France, en 2018.

Plusieurs dizaines d'Occidentaux sont détenus par la République islamique, décrits par leurs soutiens comme des individus innocents utilisés comme leviers de négociation. L'Iran, sous sanctions internationales, et les grandes puissances essaient de ressusciter un accord international conclu en 2015 qui garantit le caractère civil du programme nucléaire de Téhéran, accusé, malgré ses démentis, de chercher à se doter de l'arme atomique.

## Qui sont les irréductibles djihadistes français du « mini-califat » d'Idlib, en Syrie ?

Les 220 Français encore présents sur le sol syrien se sont repliés sur un territoire contrôlé par un groupe islamiste, le Hayat Tahrir Al-Cham, qui a officiellement renoncé au djihad global. Mais les services de renseignement considèrent qu'une partie d'entre eux représente toujours une menace pour la France.

Plus de quatre ans après la chute de l'organisation Etat islamique (EI) dans son dernier réduit syrien de Baghouz, en mars 2019, qui marquait la fin du prétendu « califat », le plus gros du contingent des djihadistes français a été écarté du champ de bataille : sur les 1 490 Français ayant rejoint la zone irako-syrienne depuis 2012, 500 sont présumés morts, 300 sont portés disparus, 390 adultes sont rentrés en France, et 130 – dont 68 hommes – sont toujours détenus dans les camps kurdes du nord-est de la Syrie ou dans les prisons irakiennes.

Mais il existe dans le Nord-Ouest syrien, adossé à la frontière turque, un bastion d'irréductibles djihadistes français qui résistent encore et toujours à la tentation du départ. Selon les informations du *Monde*, ils sont environ 170 Français âgés de plus de 13 ans – dont 115 adultes – à vivre retranchés dans cette enclave de 3 000 kilomètres carrés située dans la région d'Idlib, l'une des dernières à échapper au contrôle de Damas. Depuis mars 2020 y règne un fragile cessez-le-feu conclu entre la Turquie, qui a déployé ses forces dans la région, et la Russie, qui soutient militairement le régime.

Ce réduit de quelque 4 millions d'habitants, dont une moitié de réfugiés, est géré par un groupe islamiste rebelle, le Hayat Tahrir Al-Cham (HTC). Pragmatique et désireuse de



Après un bombardement par les forces syriennes pro-régime, dans la ville d'Idlib, tenue par les rebelles, dans le nord-ouest du pays, le 7 octobre 2023. MUHAMMAD HAJ KADOUR / AFP

se racheter une virginité aux yeux de l'Occident, cette ancienne filiale d'Al-Qaida a rompu avec la maison mère et a renoncé au djihad global – une première dans l'histoire de la mouvance – pour concentrer ses efforts sur l'administration de son fief. De nombreux insurgés s'y sont repliés au fil du conflit, parmi lesquels plusieurs dizaines de Français qui forment aujourd'hui une petite communauté de quelque 220 personnes en comptant les enfants.

Redoutant leur dissémination au gré des avancées des forces russo-syriennes, les services de renseignement ont gardé sur eux un œil très attentif. *Le Monde* a pu consulter un document rare, une note commune de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et de la direction générale de la sécurité intérieure

(DGSI) classée « confidentiel défense », qui présente un état des lieux très détaillé de leurs activités. Cette note, que *Le Monde* a enrichie et mise à jour à travers plusieurs entretiens, dresse le tableau d'un djihad relocalisé, centré sur la défense et la gestion de ce territoire aux airs de « mini-califat ».

### Un risque de « dispersion » de djihadistes « dangereux »

En raison du contrôle sans partage exercé par le HTC sur la région, la logique des allégeances aux autres groupes rivaux est difficilement lisible. Les Français d'Idlib peuvent néanmoins être rangés en trois grandes « familles ». Un tiers environ s'est assimilé à la société locale et s'est converti à l'agenda syrien du HTC, qui a officiellement renoncé à la terreur. Un autre

bloc, le plus important avec une cinquantaine d'adultes, a rejoint la Firqat Al-Ghouraba (« brigade des étrangers »), un groupe salafiste indépendant fondé par un Niçois d'origine sénégalaise, Omar Diaby, dont l'agenda n'est ni syrien ni international.

La dernière catégorie, sans affiliation claire, est celle qui mobilise le plus les services de renseignement. Elle regroupe quelques indépendants et d'anciens membres d'Al-Qaida soupçonnés d'être restés fidèles au djihad global mais qui font aujourd'hui profil bas de crainte d'être tués ou emprisonnés par le HTC. Dans cette catégorie figurent une douzaine d'individus considérés par les services comme des « top priorités ». Enfin, une trentaine de femmes issues des rangs de l'EI se sont repliées sur ce territoire avec leurs enfants au gré des revers subis par le groupe terroriste et des évasions qui se sont multipliées dans les camps de détention kurdes.

Signe de la précision des informations dont disposent les services, la note résume les activités de 55 Français présents dans l'enclave, parmi lesquels plusieurs sont considérés comme « particulièrement aguerris » et « dangereux ». A ce stade, la principale menace détectée n'est pas celle d'une infiltration d'opérationnels : les services redoutent bien plus des passages à l'acte isolés actionnés

à distance. Selon les informations du *Monde*, plusieurs Français installés à Idlib ont ainsi incité, au cours des douze derniers mois, des individus à commettre des attentats en France, dont un très récemment, en juin.

Les retours de Français vers le territoire national ont en effet jusqu'ici été efficacement encadrés par le « [protocole Cazeneuve](#) », un accord de coopération policière signé en septembre 2014 entre Paris et Ankara. Depuis la chute du « califat », en 2019, ce dispositif a permis de sécuriser la remise à la France de 120 djihadistes français qui avaient traversé la frontière turque depuis la Syrie. Le dernier à avoir franchi le pas est un jeune Niçois de la Firqat Al-Ghouraba, Bryan d'Ancona, qui s'est spontanément rendu au consulat de France d'Istanbul, au printemps 2023, avant d'être renvoyé en France.

Mais la situation militaire et diplomatique à Idlib est inflammable. Depuis le 5 octobre, le régime a lancé [une intense campagne de bombardements contre l'enclave rebelle](#) en réponse à un attentat qui a fait une centaine de morts lors d'une cérémonie de promotion d'officiers syriens. Ces frappes, qui traduisent un changement d'échelle dans l'intensité des combats, font craindre une déstabilisation de la région. Elles ont déjà occasionné des victimes et de nombreux déplacés parmi les civils et pourraient aboutir au scénario que redoutent les services de renseignement depuis plusieurs années : une « *dispersion* » des Français d'Idlib.

« *Dans un contexte d'accroissement des opérations russo-syriennes, aucune dispersion massive n'a, pour l'instant, été observée*, constate la note, qui a été rédigée avant la dernière offensive du régime mais se projetait déjà sur les conséquences d'une escalade militaire. *Les deux services considèrent cependant qu'à terme, à l'exception des*

*combattants les plus radicaux, la majeure partie des djihadistes français présents dans le Nord-Ouest syrien préféreront fuir plutôt que de périr dans les combats. A cet égard, la dissémination des djihadistes français en Syrie, en Irak et en Turquie représente un phénomène qui pourrait s'amplifier à moyen terme. »*

« *On observe pour l'heure un statu quo arrangeant qui fixe les Français dans cette région sous le contrôle du HTC, explique au Monde une source au sein des services de renseignement. Mais la situation reste soumise à la tectonique des plaques : une intensification des combats et un accord entre la Turquie et Damas, dont le HTC serait la monnaie d'échange, pourraient changer la donne... »*

#### **Au HTC, le retour à la vie civile**

Allié inattendu des services antiterroristes, le HTC assure pour l'heure le maintien de l'ordre en surveillant les djihadistes étrangers présents sur son sol. Le groupe, qui entend gérer son émirat sans menacer l'Occident, à la manière des talibans en Afghanistan, compterait environ vingt-cinq anciens combattants français dans ses rangs. Intégrés au tissu social local, ils ont abandonné les armes et participent pleinement à la vie civile de cette petite société islamiste. Désireux de donner des gages à la communauté internationale, le HTC leur interdit en effet de combattre.

C'est Abou Mohammed Al-Joulani, fondateur du Front Al-Nosra, l'ancienne filiale syrienne d'Al-Qaïda, qui est à l'origine de cette mue. Après que sa formation et d'autres groupes d'insurgés ont pris le contrôle d'Idlib, au printemps 2015, le leader djihadiste avait choisi de rompre avec la maison mère pour fédérer, début 2017, les différentes factions rebelles autour d'une nouvelle entité, le Hayat Tahrir Al-Cham, laissant ainsi vacante la fran-

chise d'Al-Qaïda, reprise par un autre groupe djihadiste local, le Hourras Al-Din.

Dans l'espoir d'être retiré de la liste des organisations terroristes, le HTC se pose même en rempart contre la terreur et pourchasse les rares cellules encore actives de l'EI et de son rival qaïdiste. Il gère son territoire à travers une administration civile, appelée le « Gouvernement de salut syrien », la mise en place de tribunaux islamiques ou encore de programmes scolaires. Le groupe a même délégué certaines missions de service public à des organismes occidentaux, dans le domaine de la santé et de l'éducation notamment.

« *Selon les dires de ses dirigeants, le HTC a tiré les leçons de trente ans d'échec du djihad global, en constatant que cette politique n'avait apporté que la destruction aux musulmans* », explique Wassim Nasr, journaliste à France 24, un des rares reporters occidentaux [à s'être rendu à Idlib](#), en mai, et à y avoir rencontré le chef du groupe. « *Ils ont mis en place une société islamiste certes conservatrice, mais bien moins rigoriste que celle des talibans. Il existe une certaine mixité dans l'espace public, les femmes vont à l'université, j'ai vu des gens fumer dans la rue... Depuis deux ans, les chrétiens ont même le droit de célébrer la messe dans les églises qu'ils ont pu restaurer, même s'il leur est toujours interdit de faire sonner les cloches ou de rétablir les croix sur les monastères... »*

« *En se recentrant sur un agenda local, le HTC a entamé une stratégie d'assimilation à la société syrienne de ses combattants étrangers, dont des Français (...), qui ne participent pas aux combats contre le régime syrien* », explique la note. En conséquence, la vie quotidienne de ces combattants démobilisés « *oscille entre vie civile et prédication* ». « *Pour une bonne partie, leurs activités s'apparentent davan-*

*tage à une hijra [émigration en terre d'islam] qu'à du djihad* », commente-t-on au sein des services de renseignement.

L'un d'entre eux, Mustapha Mraoui, s'est particulièrement distingué en devenant juge chariatique. Il serait le « *seul Français au sein du groupe à occuper un tel poste hiérarchique* » et a été « *remarqué pour la sévérité de ses jugements* ». Ce trentenaire avait déjà fait ses classes de « mentor » religieux en France : il a été condamné en son absence, en 2016, à dix ans de prison pour avoir organisé une des premières filières de départs vers la Syrie depuis la mosquée de Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne), où il guidait parfois la prière.

Autre exemple de la « *normalisation* » des Français du HTC, certains « *ont pris part à des activités humanitaires de distribution d'aide alimentaire dans la région* », poursuit la note. Un djihadiste franco-turc originaire d'Evreux, Mesut Sekerci, s'est lui orienté vers la sphère médiatique. En 2019, le jeune homme, qui se présente sur ses réseaux sociaux comme un « *journaliste indépendant* », a même fondé sa propre chaîne YouTube, « *Nouvelles en direct du terrain* », dans laquelle il apparaît, micro en main. Il y réalise tantôt des interviews, assis face à son invité sur des chaises rouges inspirées du plateau de l'émission de France 2 « *Complément d'enquête* », tantôt des reportages, qu'il conclut parfois par cette phrase : « *Nous en saurons plus dans les heures qui suivent.* »

En déplacement dans un hôpital d'Idlib en 2019, il avait un jour invité Thierry Mariani, député européen du Rassemblement national et soutien du régime de Bachar Al-Assad, qui bombarde régulièrement la région, à venir sur place pour se rendre compte qu'elle était essentiellement peuplée de civils. Condamné en son absence en France à dix ans de prison en 2016, le jeune

homme, qui s'adonnait en parallèle de ses activités médiatiques à un trafic de cryptomonnaies depuis Idlib, a été déchu de sa nationalité française en mars 2022. Arrêté par le HTC, il serait aujourd'hui détenu en Turquie.

Mais si le HTC semble avoir convaincu nombre de ses administrés de se convertir aux joies de la vie civile, il n'est pas en mesure de contrôler l'ensemble de ses membres dans l'intimité de leur foyer. A l'approche des Jeux olympiques de 2024, les services de renseignement n'excluent pas un projet d'attentat actionné depuis le Nord-Ouest syrien. Un précédent incline à la vigilance : [l'assassin de Samuel Paty](#) – professeur d'histoire-géographie d'un collège de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) décapité le 16 octobre 2020 – avait revendiqué son attentat [auprès d'un Tadjik qui travaillait pour la propagande du groupe à Idlib](#).

#### Les derniers « djihadistes » entrés en clandestinité

Après la création du HTC, en 2017, les Français qui souhaitent poursuivre la lutte armée contre le régime de Damas et avaient conservé un agenda international ont, dans leur grande majorité, rejoint le Hourras Al-Din, « *seul groupe disposé à intégrer dans ses rangs des combattants étrangers* », explique la note. Ils étaient une trentaine à l'été 2020, dont « *treize djihadistes actifs* », à avoir ainsi pu « *rejoindre librement* » la franchise d'Al-Qaïda.

Mais les temps ont changé : le HTC s'est depuis lancé dans une lutte sans merci contre ses rivaux djihadistes et a contribué à l'élimination de plusieurs cadres de l'EI – dont celle du [dernier calife auto-proclamé du groupe en avril](#) – et du Hourras Al-Din, si bien que la filiale qaïdiste a aujourd'hui quasiment disparu du paysage local.

Ses effectifs seraient ainsi passés de 4 000 combattants, en 2018, à quelques centaines aujourd'hui.

Le nombre exact de Français restés fidèles au djihad global est donc difficile à évaluer. Si les services recensent encore quelques « *indépendants* » et « *une dizaine de qaïdistes* » à Idlib, aucun ne se réclame plus du Hourras Al-Din. Parmi eux, on retrouve sans surprise deux « *vétérans particulièrement aguerris* », Slimane Khalfaoui, 48 ans, et [Farid Melouk](#), 58 ans. Anciens membres du Groupe islamique armé algérien (GIA), ils avaient participé au djihad afghan dans les années 1990 avant d'être impliqués dans des projets terroristes en France.

Slimane Khalfaoui a ainsi [été condamné en 2004 à dix ans de prison](#) pour un projet d'attentat contre le marché de Noël de Strasbourg, en décembre 2000. Quant à Farid Melouk, c'était pour un projet d'attaque pendant la Coupe du monde de football en 1998 et en raison de son implication dans [les réseaux du GIA](#) responsables des attentats de 1995. A sa sortie de prison, en 2010, [il avait été photographié par les services de renseignement](#) dans une ferme du Cantal en train de jouer au foot avec un des futurs assassins de *Charlie Hebdo*, Chérif Kouachi.

Trois ans plus tard, Slimane Khalfaoui et Farid Melouk avaient rejoint ensemble le Nord-Ouest syrien avant d'intégrer le Hourras Al-Din en 2018. Ils y ont mis à profit leur expérience militaire pour dispenser « *des formations opérationnelles* », et Slimane Khalfaoui y aurait dirigé un groupe de combattants. Mais, selon les informations du *Monde*, ils n'ont plus donné signe de vie depuis quelque temps, au point que les services s'interrogent sur leur éventuel décès.

#### Chez Omar Diaby, entre vie de famille et règlements de comptes

Avec une centaine de membres, en comptant les familles, la Firqat Al-Ghouraba représente le principal regroupement de Français dans la région. Fondé en 2013 par Omar Diaby, 48 ans, un des principaux recruteurs de djihadistes français au début du conflit à travers ses [vidéos de propagande « 19HH »](#), ce groupe vivote dans une indépendance relative sous l'étroite surveillance du HTC, qui tolère tout juste son existence.

Au fil des années, cette brigade, qui vit dans une forme d'autarcie à l'écart de la société syrienne, a construit dans son camp, situé sur une colline à 3 kilomètres de la frontière turque, des bâtiments en dur, une école, un terrain de football et a même installé quelques panneaux solaires. Dans cette réinterprétation du village gaulois à la sauce salafite, cette petite communauté pimente parfois la vie de famille sédentaire qui règne sur son camp par des combats épisodiques contre le régime aux côtés du Ansar Al-Tawhid, un groupe affilié au HTC. Certains y ont même perdu la vie, comme le Niçois Sofiane Merabet, en janvier.

Mais la Firqat Al-Ghouraba n'a jamais appelé à commettre des attentats en France et « *ne représente pas une menace directe pour le territoire national* », explique-t-on au sein des services de renseignement. Le principal adversaire du groupe d'Omar Diaby n'est autre que son rival local. Le djihadiste a en effet déjà été arrêté à deux reprises par le HTC, « *qui s'agaçait de son autonomie* », précise la note. La seconde fois, en 2020, il avait été condamné à un an et demi de prison pour avoir prononcé des mariages et géré une prison dans son camp sans en référer aux autorités locales, à la ma-

nière d'un émirat indépendant. Ces tensions entre le gourou niçois et l'administration centrale d'Idlib ont fini par dégénérer en une série de « *clashes* » et de règlements de comptes sur les réseaux sociaux. Après sa dernière libération, Omar Diaby a ainsi publié, en juillet, une vidéo dans laquelle il répond aux diverses accusations et rumeurs le visant. Il y dénonce la politique du HTC de ne plus accepter d'étrangers à Idlib, et profite de l'occasion pour régler ses comptes avec des Français qui l'auraient « *calomnié* » en l'accusant de « *sorcellerie* ».

Il apparaît dans cette vidéo au volant d'une voiture, à côté d'un passager lui expliquant qu'un certain « *Abou Zoubeir* [Tarak Zaraï, instructeur militaire français du HTC et partie civile au procès d'Omar Diaby] *veut que [sa] tête soit coupée* » et que son groupe « *soit divisé en deux* ». Le lendemain, un groupe de « *francophones du Cham* [terme employé pour désigner la région du Levant] » lui avaient répondu par communiqué : « *Cet individu a commis de nombreuses transgressions depuis son arrivée au Cham (...) Plus rien ne sera laissé sous silence* », menaçaient-ils, tout en regrettant de « *réjouir les mécréants en dévoilant* » ces bisbilles entre djihadistes.

Après plus d'une décennie d'un conflit sanglant dans lequel de nombreux combattants français se sont distingués par leurs exactions à l'encontre de la population syrienne, le quotidien de certains de ceux qui se sont sédentarisés dans la poche d'Idlib – rythmé par l'ennui, les controverses politico-religieuses et les guerres d'ego – ressemble parfois à une étrange émission de télé-réalité islamiste. Mais une escalade militaire pourrait bouleverser cette relative tranquillité et remettre en cause le statu quo sécuritaire.



Chenar Chalak  
October 18 2023

## Yazidi genocide immortalized in memorial in Shingal

**S**HINGAL, Iraq - A memorial commemorating the Yazidi people's genocide at the hands of the Islamic State (ISIS) was inaugurated in the community's heartland Shingal (Sinjar) on Wednesday, with representatives of international bodies and the Iraqi and Kurdish governments reiterating the need to reconstruct the town and ensure the safe return of the ethnoreligious minority group.

Located at the entrance of Shingal from Tal Afar, the memorial project was built by the International Organization for Migration in Iraq (IOM), with the support of the U.S. Agency for International Development (USAID) and international NGO Nadia's initiative.

The entrance wall of the site depicts 73 sun sculptures, the sun being a holy symbol in Yazidism and the number representing the instances of persecution the Yazidi community has endured throughout their history, the knowledge of which has been passed on orally from generation to generation.

At the center of the memorial is a monument consisting of 25 large concrete columns replicating real photos of Yazidis fleeing the militant group's reign of terror in 2014. The columns overlook the "Grave of Mothers," the name given to the site where ISIS militants killed and buried more than 90 Yazidi women in a mass grave, including the mother of Nobel Peace Prize Laureate Nadia Murad.

"It is a beautiful and moving monument, as strong and re-



Nadia Murad puts flowers on the tampered glass covered Grave of Mothers at the Yazidi genocide memorial on October 18, 2023. Photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

silient as the survivors who designed it, and as enduring as the murdered Yazidis who inspired it," said Murad in her remarks at the memorial's inauguration, expressing hope that the tribute provides solace for her community.

Murad decried the lack of accountability for the perpetrators of the genocide and reconstruction of the Yazidi heartland, calling on Iraqi and Kurdish authorities to ensure such heinous crimes are not repeated against the minority group.

"We have repeatedly asked our government to provide a dignified burial for our victims, but they have fallen on deaf ears," she added.

Nadia Murad puts flowers on the tampered glass covered Grave of Mothers at the Yazidi genocide memorial on October 18, 2023. Photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

On August 3, 2014, ISIS militants took over the Shingal district of northern Iraq, committing genocide against the Yazidi minority. Thousands fled their homes as the militants systematically killed men and older women, and enslaved younger women and children. More than 5,000 Yazidis were killed in the genocide.

Shingal was liberated from the group in late 2015, but lack of reconstruction, political disputes, and ongoing insecurity have prevented most families from returning to their homes.

Running along the walkways of the memorial are some 3,000 unmarked headstones honoring the victims of the 2014 Yazidi genocide.

More than 6,000 Yazidis were kidnapped by ISIS. Women and young girls were sold into sexual slavery, with young boys forced to fight for the terror group. Over 2,000 Yazidis remain missing.

"They are all my family," Amsha Khalaf, a survivor who lost six family members in the genocide including her mother and brother, told Rudaw English with tears running down her face.

A Yazidi man stands near the unmarked headstones honor-



A Yazidi man looks at the monument of concrete columns at the memorial on October 18, 2023. Photo: Bilind T. Abdullah / Rudaw

ing the victims of the 2014 genocide. Date: October 18, 2023. Photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

Speeches were also delivered by Iraqi Culture Minister Ahmed al-Badrani, Minister of Labour and Social Affairs Ahmed al-Asadi, Nineveh Governor Najim al-Jabouri, The Kurdistan Regional Government's (KRG) Coordinator for International Advocacy Dindar Zebari, UN's Deputy Special Representative of the Secretary-General for Iraq Claudio Cordone, and IOM Chief of Mission in Iraq Giorgi Gigauri.

Gigauri stated that the memorial immortalizes the thousands of Yazidi lives persecuted at the hands of ISIS.

"First and foremost, it is about memory. It is about never forgetting. It is about remembering what happened here," Gigauri told Rudaw English of

the memorial, "secondly it is about healing. It is about trying to get the community to move on, try to process what happened, and to find solace."

The IOM Iraq chief said that the agency is trying to ensure the safe and voluntary return of all Yazidis and reintegrate them back into society, adding that despite not being involved in the discussions on the 2020 Shingal agreement, the IOM stands ready to assist the movement once the authorities start taking steps towards its implementation.

"What we need to make sure is that this return is safe, we have to make sure this return is voluntary, and we have to make sure that after people return they are able to reintegrate, they return to something," he added.

The Iraqi and Kurdish officials reiterated their governments'

commitment to holding ISIS militants accountable, while stressing the need to implement the 2020 Shingal agreement as soon as possible to ensure the safe return of Yazidis back to their homeland.

"On this occasion, I call for the quick implementation of the 2020 Shingal agreement, so Shingal can finally benefit from an actual administration, a local police force, and reconstruction projects which the people deserve," said Cordone.

There is now a myriad of armed forces in Shingal with various allegiances, including the Kurdistan Region Peshmerga, pro-Iran Popular Mobilization Forces (PMF, or Hashd al-Shaabi in Arabic), and groups affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK). They gained footholds in Shingal after ousting ISIS.

Baghdad and Erbil signed an

agreement in 2020 to normalize the situation in Shingal, but the deal has yet to be implemented.

The agreement includes the withdrawal of all PKK-affiliated forces from the city. Despite both the KRG and the Iraqi government calling on all armed groups to leave Shingal on several occasions, the agreement has been rejected by the PKK and its proxies.

The Iraqi parliament passed the Yazidi Survivors Law in 2021, but it is yet to be fully implemented.

The law formally recognizes acts of genocide and crimes against humanity perpetrated by ISIS against the Yazidi, Christian, Turkmen, and Shabak communities by ISIS. It envisages a fixed salary, the provision of land, and allocates two percent of public sector jobs.

Le Monde

AFP  
19 Octobre 2023

## Le prix Sakharov, du Parlement européen, attribué à Mahsa Amini et au mouvement des femmes en Iran

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit est décerné chaque année, depuis 1988, à des individus et à des organisations défendant les droits humains et les libertés fondamentales.

**M**ahsa Amini et le mouvement des femmes en Iran ont reçu jeudi 19 octobre le prix Sakharov, du Parlement européen. La candidature de « *Jina Mahsa Amini et le mouvement Femme, Vie, Liberté en Iran* », soutenue par les trois principaux groupes politiques du Parlement, faisait

figure de favorite pour ce prix, plus haute distinction de l'Union européenne pour les droits humains.

Mahsa Amini, Kurde iranienne arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires strictes imposées aux femmes

dans ce pays, est morte en détention le 16 septembre 2022. La mort de cette femme d'une vingtaine d'années a déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays, qui a causé la mort de plusieurs centaines de personnes et au cours duquel des milliers d'autres ont été arrêtées.

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit est décerné chaque année, depuis 1988, à des individus et à des organisations défendant les droits humains et les libertés fondamentales. Il porte le nom du physicien et dissident soviétique Andreï Sakharov et est doté d'une bourse de 50 000 euros.



October 19 2023

## PKK announces withdrawal from Makhmour refugee camp in Erbil province

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Workers' Party (PKK) on Thursday declared that it had withdrawn all its fighters from the Makhmour refugee camp in Erbil province. Turkey frequently bombards the camp on the pretext of targeting PKK members.

Makhmour Camp hosts over 12,000 Kurdish refugees from southeast Turkey (Bakur). The majority of the residents came from villages depopulated during Turkey's conflict with the PKK decades ago. The Kurdish

group has been in control of the camp for a long time.

The PKK said in a [statement](#) reported by its media on Thursday that it had withdrawn all its fighters from the camp, adding that they had been deployed to the area in 2014 to protect it from the Islamic State (ISIS) which had taken control over swathes of Syrian and Iraqi land.

"Our patriotic people and the public should know that our forces have fulfilled their mission and there is no longer

any need for them to continue their mission there," read the statement, clarifying that no one had demanded their withdrawal and they left the camp "solely on the basis of an independent decision by our movement."

The Kurdish group noted that they had already withdrawn their forces from Kirkuk and Shingal in northern Iraq as well as Kobane in northern Syria in 2018. "This withdrawal happened publicly in some areas and secretly in others due to security issues. We completed

this process by withdrawing our units from Makhmour in a secure manner."

The camp is located in an area disputed between Baghdad and Erbil and therefore characterized by a security vacuum. It has several times been hit by Turkish [airstrikes](#) targeting alleged PKK members. In some of these instances civilians were killed. Ankara believes the PKK uses Makhmour Camp as a training ground, with President Recep Tayyip Erdogan calling it an "incubation centre for terrorism" in 2021.

The PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but is proscribed as a terrorist organization by Ankara. It has bases in the Kurdistan Region of Iraq

and Turkey considers Kurdish-led forces in northeast Syria to be offshoots of the group.

Murat Karayilan, a senior PKK commander, said in a video

message on Thursday that they have handed over the camp to its young residents.

PKK-linked media reported that the Iraqi troops have been sta-

tioned in areas evacuated by the group.

**The Iraqi army unsuccessfully attempted to take over the camp in May.**



October 19 2023

## President Barzani, Nadia Murad discuss return of Yazidis to Shingal

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Thursday received the prominent Yazidi activist Nadia Murad, discussing the return of Yazidis, who were displaced in 2014 due to the Islamic State (ISIS) attack on Shingal, to the town, according to a statement from the Kurdistan presidency.

“The purpose of the meeting was to discuss the Yezidi community’s current situation, particularly the process of repatriating Yezidi IDPs from camps to their homes in Shingal (Sinjar) and the surrounding areas,” read the statement from the Kurdistan Region Presidency.

“The role of international organizations in providing assistance and support to the Yezidis was also a topic of discussion, as well as the inauguration in Shingal on Wednesday of a memorial dedicated to the victims of the Yezidi genocide,” it added.

Murad is a Nobel Peace Prize laureate and a survivor of ISIS atrocities.

A memorial commemorating the Yazidi people’s genocide at the hands of the ISIS was inaugurated in the community’s heartland of Shingal on Wednesday.

“It is a beautiful and moving



Region President Nechirvan Barzani (right) received Nadia Murad (left) in Erbil on October 19, 2023. Photo: Kurdistan Region Presidency

monument, as strong and resilient as the survivors who designed it, and as enduring as the murdered Yazidis who inspired it,” said Murad in her remarks at the memorial’s inauguration, expressing hope that the tribute provides solace for her community.

On August 3, 2014, ISIS militants took over the Shingal district of northern Iraq, committing genocide against the Yazidi minority. Thousands fled their homes as the militants systematically killed men and older women, and enslaved younger women and children. More than 5,000 Yazidis

were killed in the genocide. President Barzani and Murad “agreed on the significance of peace and stability in the Yezidi areas, which is crucial for the safe return of Yezidi IDPs to their homeland. The challenges faced by the Yezidi community were also addressed during the meeting. Additionally, gratitude was expressed towards the countries that have extended their assistance to the Yezidis in various capacities,” stated the Kurdistan Region Presidency on Thursday.

A myriad of different armed forces with differing allegiances are cur-

rently present in Shingal. Said groups gained a foothold in Shingal following the ousting of ISIS. Erbil and Baghdad in 2020 signed an agreement over the governance and security of Shingal in order to “normalize” and resolve a number of issues that have prevented the return of the area’s inhabitants who fled ISIS war. Only 40 percent of Yazidis have returned to their homes, according to official figures provided by Kurdish officials. Insecurity, political tensions and lack of basic services are among the main obstacles before the return of IDPs to Shingal.



22 Octobre 2023

## Des journalistes condamnées en Iran après la mort de Mahsa Amini, pour «coopération» avec Washington

**E**laheh Mohammadi, 36 ans, et Niloufar Hamed, 31 ans, sont incarcérées dans la prison d'Evin à Téhéran depuis leur arrestation fin septembre 2022, quelques jours après le décès de la jeune Kurde iranienne de 22 ans.

Condamnées pour avoir documenté la mort de Mahsa Amini : après 5 mois de procès, deux journalistes iraniennes écoperont de lourdes peines de prison. Sept ans pour Niloufar Hamed, 31 ans : elle avait pris en photo la famille de la jeune iranienne décédée et l'avait postée sur les réseaux sociaux. Six ans de prison pour Elaheh Mohammadi, 36 ans, qui avait couvert les funérailles.

En août, la justice avait expliqué que leurs procès n'étaient pas liés principalement à l'affaire Amini mais à leur «coopération» avec le «gouvernement hostile des Etats-Unis», via l'ONG United for Iran basée en Californie.

A l'issue de son procès, qui s'est tenu à huis-clos depuis le 29 mai, Elahe Mohammadi, reporter au quotidien Ham Mihan, a été condamnée à une peine de six ans de prison pour collaboration avec les États-Unis, de cinq ans pour complot contre la sécurité du pays et d'un an pour propagande contre la République islamique, a annoncé dimanche l'agence de la justice Mizan Online.

Jugée séparément, la photjournaliste Niloufar Hamed, 31 ans, du quotidien réformateur

Shargh, a elle été condamnée à une peine de sept ans de prison pour coopération avec les États-Unis, de cinq ans pour complot contre la sécurité du pays et d'un an pour propagande contre la République islamique, a ajouté la même source.

Dans le droit iranien, c'est la peine la plus lourde qui s'applique.

Alors que le verdict peut faire objet d'un appel dans un délai de 20 jours, les avocats des deux journalistes n'avaient pas réagi dimanche en milieu de journée.

Niloufar Hamed avait été arrêtée moins d'une semaine après la mort de Mahsa Amini,

alors qu'elle s'était rendue à l'hôpital où la jeune femme était hospitalisée et avait posté sur les réseaux sociaux une photo de la famille en deuil.

Mahsa Amini avait été arrêtée à Téhéran par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire de la République islamique, imposant notamment aux femmes le port du voile en public.

Elahe Mohammadi était pour sa part allée dans la ville natale de la jeune femme, à Saqqez (ouest) pour couvrir ses funérailles.

La mort en détention de Mahsa Amini il y a un an a déclenché un vaste mouvement de protestation en Iran.



22 Octobre 2023

## Iran : L'adolescente Armita Geravand en état de «mort cérébrale», selon des médias

**D**UBAI (Reuters) - Armita Geravand, adolescente iranienne évacuée dans le coma du métro de Téhéran début octobre alors qu'elle ne portait pas de foulard, est en état de mort cérébrale, rapportent dimanche les médias officiels iraniens. Selon des organisations de dé-

fense des droits humains, Armita Geravand a été prise à partie le 1er octobre par des agents de la police des mœurs pour non-respect de la législation iranienne sur le port du hidjab.

Les autorités iraniennes ont démenti ces affirmations.

«Les derniers examens de contrôle de l'état de santé d'Armita Geravand indiquent que son état de mort cérébrale semble certain malgré les efforts du personnel médical», rapporte l'Islamic Republic of Iran News Network.

L'Iran a connu de vastes mani-

festations après la mort en septembre 2022 de Mahsa Amini, une Kurde de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique.

(Rédaction de Dubaï, version française Bertrand Boucey)

## « Erdogan, la revanche du sultan », sur France 5 : la Turquie sous emprise

Pour le centenaire de la République turque, Romain Besnainou propose un documentaire sur les vingt dernières années passées sous la férule de son inamovible président.

Comment expliquer la fascination que le président Recep Tayyip Erdogan exerce sur une majorité de Turcs ? Sa popularité semble inaltérable, la preuve, ni le séisme du 6 février, qui a fait 50 000 morts, ni l'inflation galopante (60 % en moyenne annuelle), ni son autoritarisme forcené, ne sont parvenus à détourner de lui sa base électorale, conservatrice et pieuse. Réalisé à l'occasion de la célébration du centenaire de la création de la République turque par Mustafa Kemal Atatürk (le 29 octobre 1923), le documentaire de Romain Besnainou, *Erdogan, la revanche du sultan*, éclaire sur les bouleversements survenus ces vingt dernières années en Turquie sous la houlette de son inamovible président.

Aux manettes depuis vingt ans, réélu le 28 mai 2023 pour un troisième mandat de cinq ans alors que la Constitution en au-

torise deux seulement, ce dirigeant hors norme séduit autant qu'il divise. Considéré comme un « prophète » par ses adeptes, il est décrit comme un « bourreau » par ses détracteurs, prompts à lui reprocher sa posture de sultan ainsi que la modification radicale de l'ADN du pays. Insubmersible, le père de l'islam politique turc, 69 ans, s'est sorti de tous les mauvais pas, les protestations de masse, les scandales de corruption, une tentative de renversement en 2016, la monnaie locale qui ne cesse de se déprécier, les manquements de son gouvernement, notamment au moment du tremblement de terre.

### « La fierté retrouvée »

Des images tournées après la tragédie dans la ville millénaire d'Antakya réduite en poussière montrent un Turc en colère : « Où est l'Etat ? On est restés trois jours sans aide, personne

n'est venu ! ». Il a perdu la foi en Recep Tayyip Erdogan et assure qu'il n'est pas le seul. « Personne dans ces ruines n'est prêt à lui pardonner ». Contre toute attente, le président est réélu au second tour avec 52 % des voix quelques mois plus tard. Les sondages le disaient perdant, l'opposition l'imaginait quittant son palais aux allures de « Sublime Porte » à la périphérie d'Ankara – plus de mille pièces, cinq fois Versailles –, or il a triomphé. Quelle est sa recette ? Avant tout, ses partisans lui sont reconnaissants pour « la fierté retrouvée », disent-ils.

On comprend mieux la ferveur qui les anime en pénétrant sur les lieux de la Teknofest, une exposition annuelle de l'armement devenue la grand-messe du pouvoir islamo-conservateur. Groupes scolaires, ingénieurs, fans de tech, hommes d'affaires, familles modestes s'y pressent chaque année pour admirer les

dernières réalisations de l'industrie turque de défense, dont l'essor est fulgurant. La star de la fête est Selçuk Bayraktar, le concepteur du drone du même nom. PDG de l'entreprise familiale Baykar Makina qui produit ces engins sans pilotes utilisés par les Ukrainiens pour contrer l'invasion russe, il est aussi le gendre du président Erdogan, l'époux de sa fille cadette Sümeyye.

« Le drone donne l'espoir à notre peuple (...) et peut être qu'un jour on sera le numéro un mondial », explique dans le documentaire cet ingénieur formé à Boston, pour qui la Teknofest est un incubateur de talents. « Les personnes qui viennent ici se disent qu'elles peuvent réussir elles aussi... ». Autour de lui, la foule est dense. Des jeunes filles réclament un selfie. De loin, un jeune homme s'écrie : « Dieu te bénisse ! Toi et papa Erdogan ! »



October 22 2023

## US increases Middle East presence as drones target bases in Iraq

ERBIL, Kurdistan Region - Overnight rockets targeted Ain al-Asad airbase in Anbar province, which houses US personnel, a military source from the base told

Rudaw on Sunday as Washington announced a series of measures to increase its regional presence.

This follows a series of drone

attacks by Iran-backed militia groups on several US bases in Iraq and Syria since Wednesday.

"Today I directed a series of ad-

ditional steps to further strengthen the Department of Defense posture in the region," read a statement from US Defense Secretary Lloyd Austin on Saturday, saying that the

measures came following a discussion with US President Joe Biden on the recent escalation of activities by Iran and its proxies in the area.

Austin highlighted that the measures taken, which include the redirecting of a carrier strike group to the US Central Command (CENTCOM) area of responsibility in the area, as well as the deployment of additional forces to several locations across the region, constitute “regional deterrence efforts” to increase protection of US forces and defense of Israel. The additional forces deployed include a Terminal High Altitude

Area Defense (THAAD) battery and Patriot battalions. CENTCOM confirmed late on Wednesday that two separate drone strikes targeted two of its bases in Iraq, causing minor injuries. The UK-based war monitor Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) also reported that three drones targeted Al-Tanf garrison, which houses US troops in Syria’s Homs province.

Iran-backed militias have warned the US that its forces in Iraq would be “legitimate targets” if Washington intervenes in the Israel-Gaza war. A shadow group calling itself the

Islamic Resistance in Iraq claimed responsibility for Wednesday’s drone attacks on Erbil’s Harir base and a rocket attack on Ain al-Asad in Anbar province.

On Saturday the group said it targeted Ain al-Assad once again with drones that “directly hit its targets”, and hours later it claimed that they had targeted US forces at a military base near Erbil International Airport.

Rudaw English has reached out to the US-led coalition for confirmation of Saturday’s attack, but they were not available for response.

American military bases in Iraq and Syria have come under threat from attacks by rockets and explosive-laden drones, especially following the US assassination of Qasem Soleimani, head of the IRGC’s elite Quds Force, and Popular Mobilization Forces (PMF, or Hashd al-Shaabi) deputy commander Abu Mahdi al-Muhandis in Baghdad in January 2020. The attacks have mostly been blamed on pro-Iran militia groups.

Iraq’s political leaders have blasted Israel for its attacks on Gaza, which have killed thousands.



**Chenar Chalak**  
**October 22 2023**

## Peshmerga, Iraqi army clash near Makhmour camp

**E**RBIL, Kurdistan Region - Peshmerga forces and Iraqi army soldiers clashed near Erbil province’s Makhmour refugee camp on Sunday afternoon, resulting in casualties on both sides. There is now a ceasefire in place, according to the Peshmerga.

Ghazi Faisal, head of a unit of Peshmerga volunteers in Makhmour district, told Rudaw that the clash was over “three military posts east of the camp that have been previously evacuated and the Iraqi army wants to control.”

Makhmour camp houses Kurdish refugees from Turkey. It is located in an area disputed between Baghdad and Erbil and therefore characterized by a security vacuum. It has been hit many times by Turkish forces claiming to target the Kurdistan Workers’ Party (PKK). On Thursday, the PKK announced that it had withdrawn all its fighters from the camp and Iraqi troops were subsequently stationed in the areas they had evacuated.

The Iraqi army has demanded control of the three posts in re-

turn for providing security for the camp. The posts, however, are located within the jurisdiction of the Peshmerga forces per a security agreement between the Peshmerga and the Iraqi army’s Nineveh Joint Operations command, according to Faisal.

At least 12 Peshmerga were taken to hospital in Erbil for treatment of injuries sustained in the clash, according to Rudaw’s reporter on the ground. One Peshmerga has reportedly died.

There is no immediate confir-

mation of casualties among the Iraqi forces.

“A ceasefire between the two sides has been declared,” Faisal said.

Ankara believes the PKK uses Makhmour camp as a training ground, with President Recep Tayyip Erdogan in 2021 calling it an “incubation center for terrorism.”

The Iraqi army unsuccessfully attempted to take over the camp in May.



Azhi Rasul  
October 22 2023

## Pro-Kurdish HEDEP changes strategy ahead of Turkish local elections

**E**RBIL, Kurdistan Region - Co-chair of Turkey's pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (HEDEP) on Sunday hinted at a possible change of party strategy in the upcoming local elections next year, adding that the party aspires to govern in cities throughout Turkey.

"A policy based solely on ensuring someone's loss will not be enough for us. We aspire to govern together [with other parties]," said HEDEP co-chair Tulay Hatimogullari at the party's women's assembly meeting, regarding the party's strategy in preparation for the Turkish local elections to be held in March 2024.

Last week the pro-Kurdish Green Left Party changed its name from Peoples' Democratic Party (HDP) to HEDEP at a party congress in Ankara.

In the 2019 local elections, HDP, now HEDEP, decided not to field candidates in the major cities of Istanbul, Ankara, Izmir, and Antalya. As a result of this strategy, the ruling Justice and Development Party (AKP) lost all four provinces to the opposition Republican People's Party (CHP), marking the first time in 15 years that the AKP lost in Ankara and Istanbul.

Hatimogullari said that the party's top priority in the upcoming elections will be reclaiming the municipalities taken over by the Turkish government, and winning over new ones. Following the 2019 local elections, the Turkish interior ministry removed about 30 HEDEP [then HDP] mayors for terror-



Chair Tulay Hatimogullari speaking at the party's women's assembly meeting on October 22, 2023. Photo: Screenshot/HEDEP

related charges. Six mayors were prevented from taking office, as they had previously been removed from office during states of emergency imposed after the failed 2016 coup.

Earlier this year, HEDEP [then HDP] decided to enter May's parliamentary elections under the umbrella of the Green Left Party, following a party shutdown case against the former at the Turkish constitutional court.

In May's presidential and parliamentary elections, HEDEP [then HDP] leaders unconditionally supported opposition candidate and CHP leader Kemal Kilicdaroglu in Turkey's presidential race. This unconditional support did not benefit the pro-Kurdish party and resulted in a loss of votes ac-

ording to Vahap Coskun, writer and associate professor at Dicle University's law faculty in Diyarbakir.

"The unconditional support given to the opposition did not benefit HDP at all. It did not broaden its political area, in contrast, it was narrowed. And this negatively affected HDP's votes," Coskun told Rudaw English on Sunday, referring to HEDEP with its former name, adding that the loss of votes in the parliamentary elections motivated the party ranks to question its strategies.

HDP lost six seats in May as compared to the 2018 polls. The party managed to secure 61 out of the 600 seats in the legislature. The party was criticized for unconditionally endorsing Kilicdaroglu in the presi-

dential race and not running a purely pro-Kurdish campaign. Coskun said the HEDEP ranks do not support the complete anti-AKP and anti-government policy run by the party since 2015, adding that this will result in the party fielding candidates in every province in Turkey for the local elections, not supporting the opposition unconditionally, and even holding meetings with the ruling parties which might lead to HEDEP being able to hold onto the municipalities it will win.

"Some direct or indirect negotiations can be held between HDP and the government. In other words, as a reward for HDP not supporting the opposition, the government may give up on appointing trustees to municipalities won by HDP," he said.

Challenge

23 Octobre 2023

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

## Otan : La Turquie demande à son Parlement de ratifier la candidature de la Suède

**A**NKARA (Reuters) - Le président turc Recep Tayyip Erdogan a transmis lundi au Parlement un projet de loi approuvant l'adhésion de la Suède à l'Otan, ont annoncé ses services, une démarche saluée par Stockholm pour qui il s'agit de l'un des ultimes obstacles à son entrée dans l'Alliance transatlantique, demandée en mai 2022.

Recep Tayyip Erdogan avait promis en juillet dernier lors d'un sommet de l'Otan de soumettre ce texte aux élus turcs le 1er octobre, à la reprise des travaux parlementaires, après s'y être opposé pendant des mois, reprochant à la Suède

d'abriter des ressortissants kurdes considérés comme «terroristes».

Toutefois, depuis la réouverture du Parlement, des représentants turcs ont continué de répéter que Stockholm devait prendre davantage de mesures pour lutter contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), déclaré illégal par Ankara, afin que l'adhésion de la Suède à l'Otan soit ratifiée.

Via le réseau social X (anciennement Twitter), la présidence turque a indiqué lundi que le protocole sur l'adhésion de la Suède à l'Otan a été signé par Recep Tayyip Erdogan et sou-

mis au Parlement. Elle n'a pas donné de détails.

Aucune date n'a cependant été fixée pour l'heure pour un vote du Parlement. Le texte doit dans un premier temps être ajouté au programme de la commission parlementaire des Affaires étrangères, laquelle doit donner un aval préalable à un vote en session plénière.

La Suède a demandé en même temps que la Finlande à rejoindre l'Otan à la suite de l'offensive de la Russie en Ukraine, lancée en février 2022, marquant un virage sécuritaire historique. La Finlande est devenue en avril dernier le

31e membre de l'Alliance, alors que la candidature de la Suède est restée bloquée par la Turquie ainsi que la Hongrie.

Par le passé, Recep Tayyip Erdogan a notamment lié la question de l'adhésion de la Suède à l'Otan à la livraison par les Etats-Unis d'avions de chasse F-16 et à la réouverture de discussions avec l'Union européenne sur une entrée de la Turquie dans le bloc.

(Reportage Tuvan Gumrukcu et Huseyin Hayatsever à Ankara, Simon Johnson à Stockholm; version française Jean Terzian, édité par Tangi Sallaün)



October 24 2023

## US troops attacked at least 13 times in Iraq, Syria in a week: Pentagon

**E**RBIL, Kurdistan Region - Pentagon spokesman Brigadier General Pat Ryder on Tuesday said his country's forces have been attacked with suicide drones and rockets in Iraq and Syria in the past week at least 13 times, blaming pro-Iran groups for the assaults.

«Between October 17th and 24th, US and coalition forces have been attacked at least ten separate times in Iraq and three separate times in Syria

via a mix of one-way attack drones and rockets,» Ryder told journalists during a press briefing, adding that this is an initial report and they have yet to confirm another attack in western Iraq which has been claimed by a pro-Iran armed group.

Attacks on US forces in Iraq and Syria have soared over the past week over Washington's support for Israel in its war against Palestinian Hamas militants in the Gaza Strip.

Iran-backed militias have launched repeated rocket and drone strikes on bases in both countries where US troops are present as an integral part of an international coalition to fight the Islamic State (ISIS).

The Islamic Resistance in Iraq, a network of shadow Iraqi militia groups backed by Iran and affiliated with the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), has claimed responsibility for most of the attacks on US troops in Iraq.

The group has linked the attacks to the US support for Israel.

The Pentagon spokesperson said they "always reserve" the right to defend themselves against these attacks.

US Secretary of State Antony Blinken on Monday urged Iraq's prime minister to pursue the attackers of US bases and troops in Iraq, according to the State Department.



Karwan Faidhi Dri  
October 24 2023

## Stronger Baghdad hampers Kurdish dream of independence

**E**RBIL, Kurdistan Region - Following the US invasion in 2003, Kurds held unprecedented political power in Iraq, and could use the threat of secession as one of their main trump cards in negotiations with the central government. In recent years, however, financial hardship in the Kurdistan Region has allowed Baghdad to become increasingly assertive and push Kurdish authorities to make a number of unexpected compromises, such as the handover of oil to the federal government. Experts say internal divisions have left the Kurds too weak to stand up to Baghdad and the dream of independence is far out of reach, for now.

Iraq's Kurds have been endeavoring to establish their own state for decades. They began the process by first demanding autonomy within Iraq. The most serious armed struggle for this purpose started after the establishment of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in 1946 - the year the party's Peshmerga fighters helped establish the short-lived Republic of Mahabad in eastern Iran.

The KDP spearheaded the first independence referendum in Iraq in 2017. Although 93 percent of balloters voted in favor of separation from Iraq, the results were not enforced. In a retaliatory move, the Iraqi army and Iran-backed militia groups drove Peshmerga forces out of the disputed areas they had controlled after the Islamic State (ISIS) extremist group attacked Iraqi forces in 2014.

Iraq, with the help of Iran and Turkey, appears to have been

seeking to increasingly weaken the Kurdistan Region, especially after the Region's oil exports were suspended in March following an arbitration case between Ankara and Baghdad. The process has yet to resume.

KDP founder Mullah Mustafa Barzani and his fighters fled to the USSR in 1947 following the collapse of the Kurdish republic in Mahabad. They returned to Iraq after Abd al-Karim Qasim led a coup that ended decades of monarchy rule, taking charge of the new republic in 1958. General Barzani led two major revolutions against the Iraqi army in the sixties and seventies but both failed to bring self-governance for Kurds. They reached an agreement with Baghdad which gave many promises, such as autonomy, but none were put into practice.

Kurds rose up once more against Hussein's regime in the early nineties, which led to the establishment of the Kurdistan Region - thanks to the declaration of northern Iraq as a no-fly zone by powerful countries, including the United States. This semi-autonomous entity would officially be recognized as "Kurdistan Region" in Iraq's first constitution in 2005, two years after the US invasion.

Kurds were united and strong in Baghdad during the beginning of the post-invasion era. Most of their demands were met in the constitution, but only few have been put into action, as Kurdish politicians soon shifted away from passionately fighting for Kurdish territorial independence and national cause to arguing with Baghdad over the

Region's financial entitlements within the federal system of Iraq and fighting for additional representation in the federal cabinets.

### Dream crushed

Less than a decade after the US invasion of Iraq, the federal government started making military threats against Kurds by deploying additional troops to the disputed areas. When Kurds began selling their oil independently through Turkey around ten years ago, Baghdad cut the Kurdistan region's federal budget share and launched legal fights against Erbil and its oil sector.

Kurdish officials, especially former president of the Region and son of Mullah Mustafa Barzani, Masoud Barzani, repeatedly threatened to hold an independence referendum if the federal government continued its efforts to weaken the Kurdish administration.

After months of talks with Kurdish political parties and Western allies, the Kurdish leadership announced September 25, 2017 as the day for the anticipated independence referendum. Despite warnings from Baghdad and the United States, President Barzani decided to go ahead with the historical move. Other Kurdish parties hesitantly supported the KDP's project. Only the newly-established New Generation Movement opposed it.

The majority of ballots cast in the Kurdistan Region and the disputed areas, which the Peshmerga had taken control of from ISIS, were in favor of separation from Iraq. After the vote, the

Iraqi government took several measures against the Region, including a flight ban that disconnected it from the rest of the world for months. Iran and Turkey declared their opposition to the bid for independence, with Tehran shutting its borders with the Region.

In mid-October the same year, the Iraqi army and pro-Iran paramilitary forces expelled Peshmerga forces from the oil-rich Kirkuk and Nineveh provinces, which made up more than 50 percent of the land controlled by the Kurds. The Iraqi Federal Supreme Court deemed the independence vote "unconstitutional." As a result, the Kurdish leadership decided to "freeze" the results of the referendum and put the dream of independence on hold.

Before holding the referendum, Kurdish leaders claimed that tens of countries supported their move, but none came to assistance when the dream was crushed. A historical visit by Nechirvan Barzani, then prime minister of the KRG, to France helped reconnect the Kurdistan Region to the world.

"The 2017 referendum lacked international support and exposed the KRG's internal divisions, undermining public confidence in the current political leadership's ability to achieve a Kurdish state. Therefore, the KRG and the public share a limited goal of managing the government and the economy," Bilal Wahab, a Senior Fellow at the Washington Institute for Near East Policy, told Rudaw English.

"Before the referendum, the



Mullah Mustafa Barzani [second from left] and former Iraqi dictator Saddam Hussein [third from right] meeting in Nawperdan, Erbil province on March 10, 1970. Credit: KDP media

KRG leaders only listened to what they wanted to hear - they paid attention to the faint voices of support and ignored the loud warnings. Some of the international support for Kurdish independence was assumed, not guaranteed," Wahab added.

The quick withdrawal of Peshmerga from the disputed areas in October 2017 without putting up strong resistance showed how divided the force was. A large number of the Kurdish fighters are affiliated with either the KDP or its rival the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), though some have been nominally brought under the Ministry of Peshmerga and Interior Ministry. Despite calls, support, and encouragement from the international community, both parties have yet to bring all their forces under the control of the Ministry of Peshmerga, which no longer has a minister due to tensions between the KDP and the PUK.

This inability to move past their feud for the good of the nation

has created problems, according to Wahab.

"The ruling parties in Iraqi Kurdistan never made the transition to statesmanship. They have let their old rivalry between the KDP and PUK prevent them from forming a unified military force, which would have been historic," he said.

"They have also neglected internal democracy and preferred to control their own zones rather than share the whole [R]egion. After the 2021 elections, they used their alliances in Baghdad to undermine each other," he added.

The KDP controls the capital Erbil and Duhok while the PUK is dominant in Sulaimani and Halabja provinces. Both party have "little incentive to compromise or cooperate," noted Wahab.

Now, Kurdish politicians refrain from using separatist terms when commemorating the 2017

referendum and some choose to stay silent.

"Today marks the anniversary of the day on which the will of the people prevailed," wrote Masoud Barzani in a post on X, previously Twitter, on September 25 this year.

"They have reduced their national Kurdish aspirations such as self-determination and disputed territories to mere slogans. They have lost their nationalist legitimacy and relied on paying public salaries to maintain their power. This dependency, however, has made them vulnerable and weak, and Baghdad has exploited it to pressure a divided KRG," Wahab said, referring to the Kurdistan Regional Government.

A decade of financial woes - including volatile oil prices, war with ISIS, budget disputes with Baghdad, and stoppage of oil exports - has left the KRG in a crisis that has fueled KDP-PUK

wrangling, with the PUK repeatedly claiming that the Kurdish government does not distribute its income fairly to all provinces - a claim strongly denied by Erbil authorities. The Sulaimani zone has even requested its share of federal funds be directly distributed from Baghdad, a move the Erbil zone sees as a threat to the status of the Kurdish entity.

Hamzeh Hadad is a Visiting Fellow at the European Council on Foreign Relations. The Iraqi pundit told Rudaw English that KDP-PUK tensions weaken the Kurdistan Region "as both an entity within Iraq and further if it wants to split. But since independence requires constitutional amendments, they will need more than just Kurdish unity to achieve this."

He believes that the Iraqi constitution "prevents the splitting of the state," citing Article One which stipulates that Iraq is "a single federal, independent and fully sovereign state... and this

Constitution is a guarantor of the unity of Iraq.”

KDP-PUK relations have deteriorated to the point that the parties send separate delegations to hold talks with Baghdad regarding the KRG's budget share and other issues. The Kurdish cabinet sends its own delegation to the Iraqi capital for the same purpose.

The PUK has strong ties with Shiite leaders and Iran while the KDP enjoys strategic relations with Sunnis and Turkey.

### Stronger Baghdad

In the decade following the US invasion Kurds were king-makers in Iraq. Kurds had a say in most of the critical decisions in Baghdad and many federal cabinets were formed in Erbil due to tensions between Sunnis and Shiites. This gave Kurds great political leverage. Kurds also enjoyed 17 percent of the Iraqi national budget. Most of these facts have now been reversed.

The KRG's share of federal funds has been slashed in recent budgets by about five percent, but even that continues to be paid to Erbil irregularly. Kurds are more divided in Baghdad than ever. Shiites - who make up the majority of the country - are also divided but they can unite when it comes to their sectarian interests.

The KRG signed a 50-year agreement with Turkey a decade ago, allowing Erbil to bypass Baghdad and export its oil to international markets via Ankara. The KRG initially refused to hand over its oil sector to an angry Iraqi government but later stated that it was willing to sell it through Iraq on its own terms. Now the Kurdish government has allowed the federal government to have full control over the sector, but this time on Baghdad's terms following a ruling by a Paris-based court.

In March, the International Chamber of Commerce (ICC) arbitration court ruled that Turkey had breached a 1973 pipe-



French President Emmanuel Macron [right] listens as then KRG PM Nechirvan Barzani holds a joint press conference at the Elysee Palace in Paris on December 2, 2017. Photo: AFP

line agreement that obliges the Turkish government to abide by instructions issued by Baghdad regarding the transport of crude oil exported from Iraq.

As per the ruling, Turkey has to pay Iraq about \$1.5 billion in compensation for allowing the boarding of Kurdistan Region's oil onto ships at Ceyhan port without Baghdad's permission. Despite several talks between Erbil, Baghdad and Ankara on the issue, the export of Kurdish oil has yet to resume. As a result, the KRG has lost billions of dollars.

This has increasingly put the KRG at the mercy of the federal government. Despite sending delegations to Baghdad dozens of times, signing deals with the central cabinet, and handing over almost everything to the Iraqi government - including oil and control of border crossings - the Kurdish government still struggles to pay its civil servants in full and on time.

In September, KRG officials accepted a 2.1 trillion dinar (\$1.3 billion) loan - paid over three months - from the federal government and portrayed it as a victory. They also warmly thanked Baghdad for the money.

The new academic year in the Kurdistan Region began a month ago but Sulaimani and

Halabja teachers have gone on strike, demanding the payment of their missed salaries. KRG civil servants have yet to receive their August paychecks while Iraq has already paid the October salaries of its public employees.

“One of our concerns is that the government has not even reached out to us to see what demands we have. No one has held any meetings with us,” Ahmed, one of the teachers on strike in Sulaimani, told Rudaw last month.

Earlier this month, Kurdish blocs in the Iraqi parliament, excluding the KDP, submitted a petition to the legislature, calling on the federal government to pay KRG civil servants directly - a move which has angered KRG officials who see it as an attempt to undermine its power.

On top of economic constraints, Iraq is also increasing its military presence in the Kurdistan Region. After Turkish and Iranian attacks accelerated against both the Kurdistan Workers' Party (PKK) and exiled Iranian Kurdish armed groups based in the Region, Baghdad deployed more border guards to its borders with both countries.

KRG ministers used to be completely free from Baghdad's surveillance but this has changed

too. The Iraqi parliament on October 18 summoned the KRG's finance minister and pummelled him with questions about the transparency of the Region's income and expenditures. In the past, the minister could have easily refused to attend the four-hour session, but in the current political climate, it would place further pressure on his government if he did so.

An Iraqi flag flying at Kurdish government offices used to be a rare sight, but now it waves over even the smallest of public and private institutions in the Kurdistan Region, beside the Kurdish one. Kurdish officials during meetings and forums say that they are part of the Iraqi federal government. The Arabic language is making a comeback in the Region, replacing Kurdish as the “mandatory” language in most job descriptions and pushing into the “desired” category what Kurds long fought to make the official language of an independent Kurdish region.

Lack of cash in the pockets of more than one million KRG employees has almost paralyzed businesses, some of which only survive because of tourists visiting the Kurdistan Region in masses from the federally controlled provinces and those residents of the Region who are employed by Baghdad.

Last month, Al Monitor published a letter by KRG Prime Minister Masrour Barzani to US President Joe Biden in which he confirms that his government is under threat.

“I write to you now at another critical juncture in our history, one that I fear we may have difficulty overcoming. ...[W]e are bleeding economically and hemorrhaging politically. For the first time in my tenure as prime minister, I hold grave concerns that this dishonorable campaign against us may cause the collapse of ... the very model of a Federal Iraq that the United States sponsored in 2003 and purported to stand by since,” read the letter.

He calls on Biden to use his administration’s “significant leverage” with the Iraqi government to resolve the crisis.

Wahab wrote in an article for the Washington Institute in late September that “Barzani’s narrative does not tell the whole story.”

“The United States has long supported Iraqi Kurdistan’s autonomy, security, and development, fostering greater stability and pro-American sentiment. At the same time, however, Washington has overlooked the KRG’s vulnerabilities -namely, the internal divisions, corruption, and democratic backsliding that have diminished Erbil’s reliability and brought on the current existential crisis,” read the analysis.



People protest outside the US consulate in Erbil against the escalation of tensions with Baghdad on October 21, 2017. Photo: AFP

Wahab told Rudaw English that “[t]he unsuccessful referendum proved that the linkage of oil and independence was wrong and misleading... independence is the Kurds’ national dream, and it deserves more respect than being used as a political threat.”

With Baghdad having full control of Kurdish oil, the KRG is losing its agreements with major oil companies as they need new deals in compliance with Iraq’s rules.

#### Future of the dream

With the result of the 2017 referendum frozen by Kurdish authorities and deemed “unconstitutional” by Baghdad, the fate of the Kurdish dream of an independent state is up in

the air. Some believe the dream looks “farther off than ever.”

Some pundits believed that Iraqi Kurds would even lose their status as a semi-autonomous region within Iraq when the flow of oil to Turkey was suspended. Baghdad has been accused of exploiting Erbil’s financial crisis to try to dissolve the KRG.

Hadad, however, believes that Baghdad has little incentive to strike at the Kurdistan Region’s autonomy.

“As for the future of Iraqi Kurdistan as a federal region. There is little appetite for Baghdad to dissolve the KRG. It may want a weaker KRG, but I don’t believe they would want to see it go,” he told Rudaw English.

Wahab said that Kurds want nothing less than an independent country.

“The Kurds aspire to independence; self-rule within a federal Iraq does not fulfill their national ambitions. That only statehood can guarantee their sovereignty, security and prosperity is widely believed,” he told Rudaw English.

The strong opposition from Iraq and neighbouring countries as well as discouragement from the international community in 2017 might have forced Kurds and their leaders to cooperate with the current Iraqi establishment, but the dream of an independent Kurdish state still lives in the hearts of millions of Kurds.



October 24 2023

## Russian airstrike kills six in northwest Syria: reports

**E**RBIL, Kurdistan Region - At least six civilians were killed on Tuesday when Russian airstrikes targeted a displacement camp near rebel-held Idlib in northwest Syria, a war monitor reported.

“Six civilians, including a woman and two of her children, were killed and eight others were injured due to two airstrikes carried out by the Russian warplanes targeting a camp for displaced people on the outskirts of Al-Hamamah village in Jesr Al-Shughour [Jisr al-Shughour] countryside west of Idlib,” said the UK-based Sy-

rian Observatory for Human Rights (SOHR), adding that a third airstrike hit Ain Shib village in the west of Idlib city.

The White Helmets (Syria Civil Defense) said in a post on X, formerly Twitter, that the camp targeted by the Russian airstrikes was the Ahl Saraqeb displacement camp.

Half of Idlib province, as well as parts of Aleppo, Hama, and Latakia, are the last rebel-held bastions in Syria after President Bashar al-Assad, with Russian and Iranian support, seized back swathes of territory over the course of the brutal

Syrian civil war, which erupted in 2011.

A ceasefire brokered by Russia and Turkey has been in place in northwest Syria since March 2020 but the area has witnessed a recent flare-up in violence.

Russia has been Assad’s strongest ally throughout the brutal civil war that initially began as an uprising.

Since June 24, Russian airstrikes killed 60 people and injured 103 more in northwest Syria, according to SOHR, 26 of which were civilians includ-

ing two women and two children. 34 members of jihadist groups including 17 fighters from the former Hay’at Tahrir al-Sham (HTS), Syria’s former Al-Qaeda branch, were also killed in the strikes.

On Monday, Russian warplanes carried out five different airstrikes on a mountainous area in northwest Syria’s Latakia, according to SOHR. No casualties were reported.

In August, Russian warplanes targeted a military base on the outskirts of Idlib, killing at least eight HTS fighters.



October 25 2023

## Pro-Iran group claims attacking US troops in Rojava

**E**RBIL, Kurdistan Region - An Iraqi militia on Wednesday claimed it targeted US troops in northeast Syria (Rojava) with rockets. The pro-Iran group has claimed responsibility for most of the recent attacks against American forces in Iraq and Syria.

The Islamic Resistance in Iraq said on its Telegram channel that it hit US troops based at Abu Hajar airport in Rmelan,

Rojava with a “barrage of rockets,” adding that it hit the targets “directly.” The US army has yet to confirm the attack.

Attacks on US forces in Iraq and Syria have soared in the past eight days over Washington’s support for Israel in its war against Palestinian Hamas militants in the Gaza Strip. Iran-backed militias have launched repeated rocket and drone

strikes on bases in both countries where US troops are present as an integral part of an international coalition to fight the Islamic State (ISIS).

Pentagon spokesman Brigadier General Pat Ryder on Tuesday said his country’s forces have been attacked with suicide drones and rockets in Iraq and Syria between October 17-24 at least 13 times, blaming pro-Iran groups for the assaults without naming them.

US Secretary of State Antony Blinken on Monday urged Iraq’s prime minister to pursue the attackers of US bases and troops in Iraq, according to the State Department.

Washington has over 900 soldiers in Rojava which provide the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) with military support in the fight against ISIS and training.

## Les Etats-Unis confrontés à une recrudescence d'attaques contre leurs bases en Irak et en Syrie

Depuis l'explosion survenue à l'hôpital Al-Ahli, à Gaza, le 17 octobre, au moins treize assauts au drone armé et à la roquette ont visé les bases américaines et de la coalition internationale contre l'Etat islamique implantées au Moyen-Orient.

Les forces américaines stationnées au Moyen-Orient sont en état d'alerte renforcée après une série d'attaques ayant visé leurs bases en Irak et en Syrie depuis le 17 octobre. Derrière ces actions menées par des factions chiites irakiennes proches de l'Iran, ainsi que les missiles tirés par les rebelles houthistes au Yémen en direction d'Israël, que la marine américaine a abattus en vol jeudi 19 octobre, Washington désigne la main de Téhéran. Au vu du soutien appuyé que les Etats-Unis apportent à Israël dans sa guerre contre le Hamas, le Pentagone n'exclut pas une escalade « *significative* » contre ses troupes dans la région.

Depuis l'explosion survenue à l'hôpital Al-Ahli, à Gaza, le 17 octobre – dont de multiples expertises et enquêtes indépendantes estiment qu'elle a été provoquée par la chute d'une roquette tirée par un groupe palestinien –, au moins treize attaques au drone armé et à la roquette ont visé des bases américaines et de la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique (EI), selon le Pentagone. En Irak, dix d'entre elles ont été menées contre la base aérienne d'Aïn Al-Assad, à l'ouest, celle d'Al-Harir, au Kurdistan irakien, et un camp militaire proche de l'aéroport de Bagdad. Ces bases accueillent plus de 2 500 militaires américains, ainsi que 1 000 soldats d'autres pays membres de la coalition internationale.

En Syrie, les factions irakiennes,



Des soldats américains dans la ville d'Al-Qahtaniyah, dans la province syrienne d'Al-Hasakeh, le 14 mars 2022, un jour après que l'armée irakienne a revendiqué la responsabilité des frappes de missiles sur la région du Kurdistan, dans le nord de l'Irak. DELIL SOULEIMAN / AFP

qui sont présentes en soutien au président Bachar Al-Assad, ont mené au moins trois attaques contre les bases d'Al-Tanf et de Conoco, dans l'est du pays. Près de 900 troupes américaines rattachées à la coalition anti-EI sont stationnées dans la région administrée par les forces kurdes. Les Etats-Unis n'ont pas répliqué à ces attaques, mais le chef du Pentagone, Lloyd Austin, a averti que Washington se réservait le droit de se défendre.

### Bagdad embarrassé

Dans un entretien téléphonique, mardi 24 octobre, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a exhorté le premier ministre irakien, Mohamed Shia Al-Soudani, à assurer la sécurité des forces internationales déployées en Irak, à l'invitation de cet Etat, pour former et assister ses forces armées. Ces attaques embarrassent Bagdad.

Le premier ministre Soudani, dont le gouvernement est épaulé par ces mêmes partis et factions chiites alliés de Téhéran, a apporté un soutien appuyé aux Palestiniens face à Israël. Les attaques contre les forces étrangères restent toutefois une ligne rouge. Lundi, Yahya Rassoul, son porte-parole pour les affaires militaires, les a jugées « *inacceptables* ».

Antony Blinken redoute que les factions alliées à l'Iran intensifient leurs attaques contre les troupes et les ressortissants américains. Des responsables américains ont confirmé, sous couvert de l'anonymat, à CNN, détenir des informations corroborant cette inquiétude. Il y a des « *feux rouges qui clignotent partout* », a dit l'un d'eux à la chaîne de télévision américaine.

La menace porte également contre les troupes américaines stationnées dans le Golfe.

Mardi, les [Brigades du véritable engagement](#), une vitrine des Brigades du Hezbollah, la faction irakienne la plus proche des gardiens de la révolution iraniens, ont désigné les bases américaines au Koweït et aux Emirats arabes unis comme « *des cibles légitimes* ». Créé en janvier 2021, ce groupe avait alors revendiqué une attaque au drone contre le palais royal à Riyad, en Arabie saoudite, puis une tentative d'attaque contre la tour Burj Khalifa, à Dubaï, aux Emirats arabes unis en 2022. Un autre groupe proche des pasdarans a revendiqué une tentative d'attaque contre la base aérienne Ali Al-Salem, au Koweït, en août 2022.

Dimanche, Lloyd Austin a annoncé le renforcement du dispositif sécuritaire américain à des fins de « *dissuasion régionale* » et pour se préparer « *à la perspective d'une escalade significative des attaques contre [leurs] troupes et [leurs] ressortissants dans la région* ». Il a mentionné le déploiement d'un système de défense antimissile à haute altitude et de plusieurs batteries de missiles sol-air Patriot « *dans la région* », ainsi que le « *prédéploiement* » de forces militaires « *supplémentaires* ». Vendredi, le personnel non essentiel de l'ambassade à Bagdad et du consulat, à Erbil, a été évacué.

### La signature de l'Iran

Depuis le déclenchement de la guerre de Gaza, le 7 octobre, en réponse aux massacres perpétrés par le Hamas en Israël, les factions irakiennes menacent

de frapper Israël et les intérêts américains si Washington s'implique dans ce conflit. Des chefs de faction ont posté des photos d'eux, disant se trouver près d'Israël, aux côtés du Hezbollah libanais. Les Brigades du Hezbollah ont exigé des Américains qu'ils « *quittent* » l'Irak, « *sans quoi ils goûteront aux feux de l'enfer* ». Cette antienne, agitée par les factions pro-Téhéran depuis la victoire militaire contre l'EI en Irak en 2017, s'est traduite par des attaques répétées contre des bases et des convois américains.

L'implication américaine auprès d'Israël s'est matérialisée. L'administration Biden a annoncé une assistance militaire directe à l'Etat hébreu et le déploiement au Moyen-Orient de deux groupes de porte-avions américains et d'avions supplémentaires, pour dissuader l'Irak et ses alliés d'ouvrir un front depuis le Liban, la Syrie, l'Irak ou le Yémen.

« *Nous savons que l'Irak surveille de près ces événements et, dans certains cas, facilite activement les attaques et incite*

*ceux qui pourraient vouloir exploiter le conflit pour leur propre profit* », a accusé lundi le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby. La signature de l'Irak semble confirmée, selon les experts Hamdi Malik et Michael Knights du [Washington Institute for Near East Policy](#), par l'identité du groupe qui revendique ces attaques. Apparue le 18 octobre, la « *Résistance islamique en Irak* » serait une « *façade* » destinée à « *afficher une forme d'unité entre les groupes armés soutenus par l'Irak* ».

Financées, armées et entraînées par la Force Al-Qods des gardiens de la révolution, les milices chiïtes irakiennes n'ont jamais été entièrement sous le contrôle de Téhéran et sont divisées du fait d'une forte compétition entre elles. Elles ont, depuis le 18 octobre, cessé de revendiquer des attaques en leur nom. Les deux experts y voient un effort de la Force Al-Qods pour unifier et coordonner ces factions sous une seule bannière.

---

**Le Monde**

AFP  
25 Octobre 2023

## Iran : une dizaine d'actrices interdites de travail pour non-port du voile

Les actrices qui ne respectent pas la loi sur le port du voile obligatoire ne pourront plus tourner dans de nouveaux films, ont annoncé les autorités. Au moins douze actrices sont concernées.

**L**es autorités iraniennes ont annoncé, mercredi 25 octobre, qu'une dizaine d'actrices qui étaient apparues en public sans porter le voile obligatoire seraient interdites de travailler dans l'industrie cinématographique, le ministre de la culture et de l'orientation islamique Mohammad Mehdi Esmaeili précisant que « *celles qui ne respectent pas la loi ne sont pas autorisées à travailler* ». Celui-ci confirmait ainsi des propos tenus la veille par un responsable du secteur du cinéma,

Habib Il Beigi, selon lequel plus de douze actrices ne pourraient plus « *tourner dans un nouveau film* » pour ne pas avoir respecté la loi sur le hijab. Les films dans lesquels elles avaient déjà tourné pourraient tout de même sortir, pour ne pas affecter financièrement les maisons de production, avait-il précisé.

Depuis le mouvement de contestation provoqué par [la mort, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini](#), une jeune femme de 22 ans décédée après avoir été arrêtée pour

non-respect du strict code vestimentaire en vigueur en Iran, un certain nombre d'actrices et de célébrités sont apparues tête nue sur les réseaux sociaux. Parmi les actrices frappées par l'interdiction de travail figurent Katayoun Riahi, Fatemeh Motamed-Aria et Taraneh Alidoosti, selon le site du quotidien *Hamshahri*. Cette dernière avait été brièvement arrêtée en 2022 et est l'une des actrices les plus célèbres vivant encore en Iran. Ayant notamment tourné pour le réalisateur Asghar Farhadi, Tara-

neh Alidoosti avait en effet posté sur les réseaux sociaux une photo d'elle tête nue et un message en kurde en soutien au mouvement [Femme, vie, liberté](#).

Plusieurs centaines de personnes, y compris des membres de forces de sécurité, ont été tuées durant le mouvement de protestation de la fin 2022. Des milliers d'autres ont été arrêtées pour avoir participé aux manifestations décrites par les autorités comme des « *émeutes* » orchestrées par les pays occidentaux.



October 25 2023

## Turkish court officially arrests four members of pro-Kurdish parties

**E**RBIL, Kurdistan Region - A Turkish court on Wednesday charged four members and officials of two pro-Kurdish political parties for their alleged links with the Kurdistan Workers' Party (PKK) two days after they were arrested.

Ali Gultepe, a senior member of the Democratic Regions Party (DBP) as well as the Peoples' Democratic Party's (HDP) member Cuneyt Yesilyurt and its regional officials Ridvan Ulasman and Niyazi Artun were arrested during police raids in Istanbul and Tekirdag provinces on Monday, reported Mezopotamya Agency, a pro-Kurdish media outlet, on Wed-



From left: the Democratic Regions Party (DBP) and the Peoples' Democratic Party (HDP) logos

nesday. A court in Tekirdag ruled their official arrests after charging them with PKK membership,

the news agency added.

The PKK is an armed group struggling for the increased

rights of Kurds in Turkey but is proscribed as a terrorist organization by Ankara.

Turkish authorities have arrested thousands of Kurds, especially members of the HDP, for their alleged links with the PKK. Some Turkish officials have claimed that the HDP is the political wing of the PKK - an accusation the HDP has denied.

The HDP fielded candidates for the latest Turkish elections under a sister party following Turkish authorities took legal procedures to close it.

Its sister party, Green Left Party, recently changed its name to Peoples' Equality and Democracy Party (HEDEP).

Le Monde

27 octobre 2023  
Hélène Sallon

## En Syrie, le front dormant de l'Iran contre Israël

Les milices pro-iraniennes ont renforcé leur présence dans le sud du pays, faisant peser une menace supplémentaire sur l'Etat hébreu en cas d'offensive terrestre à Gaza.

**L**es combats entre le Hezbollah libanais et l'armée israélienne, à la frontière, masquent un autre front que l'Iran pourrait être tenté d'allumer en cas d'offensive terrestre d'Israël dans la bande de Gaza. Un front dormant, qui re-

présente une menace stratégique pour l'Etat hébreu et son allié américain.

La Syrie, maillon-clé du croissant chiite façonné par la République islamique jusqu'au Liban, est devenue, à la faveur

de la guerre civile de 2011, un pays de transit pour les armes iraniennes et un refuge pour les milices loyales à Téhéran. Ces dernières **harcèlent les neuf cents soldats américains** présents dans l'est de la Syrie. Depuis le Sud-Ouest syrien,

elles menacent aussi le plateau du Golan, occupé par Israël, de leurs tirs de roquettes et de missiles.

Jeudi 26 octobre, les Etats-Unis ont mené des frappes contre des installations du

corps des gardiens de la révolution iraniens et ses groupes affiliés près d'Abou Kamal, dans l'est de la Syrie, a annoncé le secrétaire à la défense américain, Lloyd Austin. C'est une mise en garde adressée au Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a précisé la Maison Blanche, après une série d'attaques contre les bases américaines en Syrie et en Irak, qui ont fait vingt et un blessés légers et un mort, emporté par une crise cardiaque.

Plus tôt, jeudi, le régime syrien avait annoncé mettre à l'arrêt les aéroports de Damas et d'Alep jusqu'à nouvel ordre. La veille, une frappe israélienne avait mis hors d'utilisation, pour la quatrième fois depuis le début de la guerre à Gaza, le 7 octobre, l'aéroport d'Alep. Celui de Damas a été endommagé à deux reprises par l'aviation israélienne.

Israël veut empêcher des transferts d'armes de Téhéran vers la Syrie et le Liban, notamment des missiles à guidage de précision, au moment où le Hezbollah menace d'ouvrir un nouveau front à la frontière nord de l'Etat hébreu. Il envoie aussi un message au président syrien, Bachar Al-Assad : il serait bien avisé de ne pas se laisser entraîner dans une guerre par l'Iran, au risque de voir les installations du régime ciblées. Les Emirats arabes unis, proches de Damas depuis la normalisation de leurs relations en 2018, et d'Israël, depuis la signature des accords d'Abraham en 2020, ont fait passer ces messages de mise en garde à M. Assad dès le 7 octobre, selon [le site Axios](#).

### Exercice d'équilibre pour Assad

Le président syrien n'en a pas moins affiché sa proximité avec le ministre des affaires étrangères iranien, Hossein Amir Abdollahian, à Damas, le 13 octobre. « *Ce n'est pas un*

*exercice d'équilibre facile pour Bachar Al-Assad. Il ne peut assurer sa propre survie sans l'aide militaire et financière de son bienfaiteur et gardien, l'Iran. Mais il n'a aucun intérêt à provoquer une guerre avec Israël* », analyse Ali Alfoneh, expert à l'Arab Gulf States Institute à Washington.

Des représailles israéliennes contre les infrastructures du pays et les sites du régime aggraveraient le marasme économique de la Syrie et pourraient affaiblir davantage le régime face à ses opposants, dans les zones qui lui échappent encore, au nord et à l'est, mais aussi celles sous son contrôle, comme à Souweïda, au sud, où la colère gronde.

En 2012, l'Iran et le Hezbollah avaient volé au secours de Bachar Al-Assad, alors menacé par une rébellion qui s'était étendue à tout le pays. La République islamique voulait empêcher un effondrement du régime syrien, l'un de ses plus anciens alliés dans la région. « *Il constitue la pièce maîtresse de la stratégie de "défense avancée" de l'Iran contre les tentatives américaines présumées de changement de régime à Téhéran* », écrit l'[International Crisis Group](#), qui cite les déclarations d'un confident du Guide suprême, Ali Khamenei : « *Si nous perdons la Syrie, nous ne pourrions pas tenir Téhéran.* » Des conseillers militaires iraniens ont été envoyés, ainsi que des milliers de miliciens du Hezbollah, de la faction irakienne des Brigades de l'imam Ali ou encore de la [Brigade Fatemiyoun](#), composée d'Afghans.

Avec leur appui et l'aide militaire de la Russie dès 2015, Bachar Al-Assad a reconquis la plupart de son territoire. Malgré la stabilisation de son pouvoir, les factions pro-iraniennes sont restées et ont tissé leur toile. Selon le Combating Ter-

rorism Center (CTC) de West Point, des unités de la Force Al-Qods des gardiens iraniens de la révolution sont encore présentes pour superviser la logistique des armes et du carburant, le financement et le renseignement.

En 2021, un général iranien proche du Guide suprême affirmait que les pasdarans ont créé 82 unités combattantes en Syrie, totalisant quelque 70 000 hommes armés, pour renforcer l'ancrage, militaire et social, de la République islamique.

### Points d'infiltration

Pour contrer cette expansion, Israël mène des frappes intensives contre les intérêts iraniens dans le pays depuis 2017, ainsi que contre des convois et des entrepôts desservant les lignes d'approvisionnement du Hezbollah.

Le projet iranien de consolider un nouveau front contre Israël depuis le sud de la Syrie inquiète tout particulièrement l'Etat hébreu, qui voit l'état se refermer à sa frontière nord jusqu'au Liban, où le Hezbollah disposerait d'un arsenal de plus de 150 000 missiles pouvant atteindre la majeure partie du territoire israélien et submerger son système de défense.

« *L'Iran a profité de la guerre civile en Syrie pour établir des réseaux de tunnels près de la frontière israélienne et une présence paramilitaire* », explique Ali Alfoneh. Cette présence, qui se manifeste par des points d'infiltration près du plateau du Golan et de la frontière jordanienne, va à l'encontre du cessez-le-feu négocié en 2017 entre les Etats-Unis, la Russie et la Jordanie, qui prévoit l'établissement d'une zone tampon libre de « *forces étrangères et combattants étrangers* ». Selon le CTC, l'Iran a créé en 2022 la Brigade de l'imam pour infiltrer la zone frontalière. Cette petite unité mobile de cent hommes,

dirigée par un général iranien et un officier du Hezbollah, prépare le terrain et noue des relations avec les tribus locales, rétives à la présence de combattants pro-iraniens.

Depuis le 7 octobre, des journalistes locaux observent l'arrivée de renforts de factions pro-iraniennes vers Kuneitra et Deraa. « *Ce sont des Libanais et des Irakiens. Ils ne font pas confiance aux locaux pour leurs mouvements du fait des frappes américaines et israéliennes. Ils voyagent en voitures privées, sans armes lourdes* », indique Omar Abou Layla, du journal électronique [DeirEzzor.24](#), qui note des déplacements depuis les bases iraniennes d'Abou Kamal et de Mayadin, près de la frontière avec l'Irak. Ces factions ont tiré, à plusieurs reprises, sur le plateau du Golan, depuis le 7 octobre, provoquant des représailles israéliennes. Lors du dernier incident, le 25 octobre, huit soldats syriens ont été tués dans des frappes israéliennes contre leurs positions dans la province de Deraa, selon le ministère syrien de la défense.

Les experts estiment que les affrontements resteront contenus. Le dispositif militaire déployé dans la région par Washington exerce une dissuasion sur l'Iran. « *Il semble y avoir un accord entre l'Iran et la Syrie selon lequel l'Iran n'utilisera pas le territoire syrien pour lancer une offensive contre Israël* », indique Ali Alfoneh.

Le Hezbollah a conscience qu'une escalade en Syrie peut déborder sur le Liban. A la différence du Hamas, le Hezbollah et la Syrie constituent des atouts de valeur pour l'Iran. « *Dans la doctrine militaire iranienne, le Hezbollah sert de moyen de dissuasion contre le bombardement par Israël de l'infrastructure nucléaire iranienne, et la Syrie sert idéalement de front dormant* », estime encore l'expert.

## Guerre Israël-Hamas : « L'Iran a décidé de provoquer Israël de telle façon que ce dernier réplique avec une violence semblable, sinon pire »

Derrière les attaques meurtrières perpétrées par le Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre et le déclenchement d'un nouveau conflit israélo-palestinien, l'éditeur et documentariste André Versaille pointe, dans une tribune au « Monde », le jeu de l'Iran.

La doctrine de la République islamique d'Iran est de « vaincre sans tirer une seule cartouche ». Avec les relais dont celle-ci dispose, elle parvient à s'épargner des guerres en en chargeant ses séides. C'est ce qu'elle a fait avec le Hamas. Depuis des années, la question palestinienne avait disparu des radars des chancelleries. Celles-ci ayant considéré ce dossier sorti des agendas diplomatiques, Israël s'était convaincu que cet effacement délitait la question palestinienne dans [les territoires occupés](#).

C'était oublier la détermination du Hamas, l'un des mouvements terroristes les plus riches du monde, de détruire l'Etat hébreu. Cette émanation des Frères musulmans lutte beaucoup moins pour la libération des territoires occupés de la Cisjordanie que pour l'éradication totale et définitive de toute présence juive en terre d'Islam. Tant il est vrai qu'après le retrait de la bande de Gaza par Israël en 2005, le Hamas au pouvoir a utilisé les centaines de millions de dollars, envoyés par plusieurs Etats, pour surarmer l'enclave et la bunkériser. Au lieu de se bonifier, les conditions de vie déjà difficiles des Palestiniens se sont, dès lors, dramatiquement érodées. Depuis la prise de pouvoir du Hamas, l'autoritarisme et l'extrémisme l'ont toujours emporté sur le souci du bien-être et de l'amélioration

de la vie quotidienne de la population gazaouie.

Le Hamas a les mêmes objectifs que Daech. Loin d'être nationalistes comme le Fatah, ces deux mouvements ont pour finalité l'exclusion de l'oumma de toute présence juive, quels que soient les moyens à mettre en œuvre et le coût humain (y compris du côté palestinien), pour y parvenir. Le pogrom du 7 octobre avait pour but de montrer que les services secrets de l'« entité sioniste » n'étaient plus guère performants. Et, afin de frapper les esprits, l'attaque devait avoir lieu cinquante ans après l'offensive égyptienne de 1973, qui avait plongé les Israéliens dans la guerre du Kippour.

### Ecrasante responsabilité de Nétanyahou

Comment comprendre l'aveuglement des autorités israéliennes à la préparation de l'invasion dont elles voyaient les entraînements depuis quelque deux années ? Car ces manœuvres étaient exécutées à Gaza sans dissimulation (elles étaient même filmées et diffusées), dans des décors copiés de villages israéliens. Pour le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, il ne s'agissait là que de gesticulations. Il en tenait pour preuve le fait que, depuis quatre ou cinq ans, ses membres avaient fait l'effort de réduire leurs diatribes antisémites.

La responsabilité du premier ministre, qui avait dégarni militairement la frontière avec Gaza pour en transférer les soldats en Cisjordanie afin de soutenir des colons les plus extrémistes, est écrasante. Il n'a pas tenu compte de l'avertissement égyptien lui annonçant que quelque chose de grave se tramait. Aujourd'hui, des sondages montrent que 79 % des Israéliens exigent la démission de Nétanyahou.

Pour en revenir à la tuerie, celle-ci se révèle trop sophistiquée pour avoir été pensée et réalisée sans une sérieuse assistance de militaires. La destruction d'Israël étant centrale dans son programme politique, la République islamique d'Iran a financé, armé, et entraîné son vassal, le Hamas, étant entendu que celui-ci ne peut prendre aucune initiative guerrière importante sans son ordre.

Inutile de préciser que Téhéran nie avec force ce soutien, arguant qu'il n'existe aucune preuve qui pourrait étayer cette accusation. On remarque cependant que l'Iran a ses raisons de fomenter cette guerre : depuis longtemps, il a décidé de rayer le « petit Satan » de la terre d'Islam, on se souvient des [vitupérations de Mahmoud Ahmadinejad](#), promettant à de multiples reprises la destruction prochaine de l'« entité sioniste ».

### Saborder les accords d'Abraham

Depuis quelques mois, Téhéran se trouve face à une menace qu'il regarde comme existentielle : [les accords d'Abraham](#). Ceux-ci prévoient la normalisation des relations diplomatiques entre Israël et plusieurs pays arabes sunnites qui ont toutes les raisons de craindre cet Etat chiite dont le programme nucléaire est très avancé. Ces nations se sont stratégiquement rapprochées d'Israël. Les premiers accords ont été signés en septembre 2020 avec les Emirats arabes unis, puis avec Bahreïn. Deux autres l'ont été en décembre 2020 et janvier 2021 avec le Maroc et [le Soudan](#).

Ces initiatives témoignent d'une importante évolution stratégique des Etats du Golfe qui accentue la coupure géopolitique entre des Etats sunnites et l'Iran chiite. S'il s'élargit, cet ensemble de pays encerclerait la République islamique dans un environnement sunnite qui lui est hostile depuis des siècles. La crainte de l'Iran est d'autant plus forte que ces accords prévoyaient d'accueillir d'autres Etats sunnites, dont le plus important, l'Arabie saoudite, son grand rival.

Sans avoir signé ces accords, Riyad s'est déjà rapproché d'Israël : [le pays a accueilli le ministre du tourisme israélien le 26 septembre](#), ouvert son es-

pace aérien aux avions frappés de l'étoile de David et mis fin au boycott économique. « *Il y a beaucoup d'intérêts que nous partageons avec Israël, et, s'il y a la paix, il y aura beaucoup d'intérêts entre Israël et les pays du Conseil de coopération du Golfe* », avait déclaré le prince héritier Mohammed Ben Salman en avril 2018. De son côté, son père, le roi Salman, avait insisté, au cours d'un entretien téléphonique avec Donald Trump, sur la né-

cessité d'une relance du processus de paix. Un accord avec La Mecque aurait pu constituer le début d'une inflexion radicale de la politique saoudienne. Il était donc urgent pour l'Iran de saborder ces accords.

Téhéran a décidé de provoquer Israël d'une manière si violente que ce dernier ne pourrait pas ne pas répliquer avec une violence semblable, sinon pire, ce qui aurait pour effet assuré de

briser les récentes bonnes relations entre l'Etat juif et les pays arabes, et stopperait net la poursuite des négociations avec l'Arabie saoudite. Stratégie réussie : l'armée israélienne a commencé un premier pilonnage du territoire de Gaza, faisant inévitablement des victimes civiles. Comme on pouvait s'y attendre, en plus des pays musulmans, bien des Etats jusqu'alors favorables à Israël ont pris leurs distances avec l'Etat hébreu. Nous en

sommes là, et malgré le voyage de Joe Biden au Moyen-Orient, l'invasion meurtrière du Hamas sera peut-être l'élément déclencheur d'un embrasement de la région.

**André Versaille** est écrivain, éditeur et documentariste, et l'auteur, notamment, de « 60 ans de conflit israélo-arabe. Témoignages pour l'histoire. Entretiens croisés avec Boutros Boutros-Ghali et Shimon Pérès » (Complexe, 2006)

**Le Monde**

29 Octobre 2023  
Nicolas Bourcier

## Erdogan ou la réinterprétation permanente de l'histoire de la Turquie

**R**écitLe président turc célébré, le 29 octobre, le 100<sup>e</sup> anniversaire de la République, dans une volonté de renaissance d'inspiration néo-ottomane. Il réhabilite sultans et hommes forts, en s'appuyant sur une dramatisation du récit national.

Il peut sourire, longuement même, en regardant cette foule devant lui qui n'en finit pas de crier sa joie. L'homme qui vient de remporter pour la troisième fois la présidentielle turque, dimanche 28 mai, ne s'est pas contenté, tout au long de sa vie, de faire montre d'un sens aigu de la politique : il a su imposer ses mots, sentir, à 69 ans, mieux que quiconque l'air du temps et s'obstiner dans ses convictions du moment. En endossant une nouvelle fois l'habit de chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003, sait qu'il vient de franchir un cap, un marqueur singulier dans cette jeune histoire turque si mouvementée. A lui, le passage du centenaire de la République turque. A lui, ce fils du peuple, comme il aime à le rappeler, les célébra-

tions du 100<sup>e</sup> anniversaire de cette Turquie fondée, le 29 octobre 1923, par Mustafa Kemal, plus tard appelé Atatürk, le « père des Turcs », l'« unique » aussi. « *Nous avons ouvert la porte du siècle* », tonne-t-il sous les applaudissements pour célébrer sa victoire, attribuant son succès aux combats menés « *tous ensemble* » contre l'opposition, les traîtres, les médias étrangers, les LGBT, tous ceux, d'ici ou d'ailleurs, qui ont tendu des pièges et autant de chausse-trappes. Il le répète : « *Merci à Dieu de m'avoir fait naître pour diriger ce peuple.* » Et surtout : « *Je l'ai toujours dit, cette marche de félicité ne s'arrêtera jamais, nous irons ensemble jusqu'au cimetière.* »

Depuis longtemps, l'année 2023 est l'horizon sur lequel s'inscrit le président. Il lui arrive de mentionner aussi 2053, soit le 600<sup>e</sup> anniversaire de la prise de Constantinople, et 2071, qui marquera le millénaire de l'arrivée des Seldjoukides en Anatolie. Mais cette date centenaire, il l'a érigée comme son mantra, une formule sacrée à

peine écornée par une crise économique vertigineuse, un **séisme dévastateur**, des critiques toujours plus vives à l'égard de sa dérive autoritaire ou encore une réélection qui s'est, in fine et pour la première fois, jouée au second tour.

C'est cette date qui fait le lien avec l'héritage ottoman, un peu trop rapidement balayé par le pouvoir kémaliste et ses thuriféraires. Elle qui autorise la mise en œuvre d'une vaste réinterprétation de l'histoire et qui nourrit ce nouveau roman national si cher à Recep Tayyip Erdogan, selon lequel la Turquie a un rôle de tout premier plan à jouer au sein du concert des nations. Sur le site de la présidence, à peine quelques heures après le bain de foule de son chef tout juste réélu, on pouvait lire : « *Le siècle de la Turquie est une feuille de route qui portera notre pays au-dessus du niveau des civilisations contemporaines.* »

### Dépasser Atatürk

Voilà, tout est dit. Depuis son accession à la tête de l'Etat, le président turc a progressive-

ment ajouté à son pragmatisme des débuts un ancrage idéologique, une forme de métaphysique mystique aussi profondément désirée qu'intensément exprimée. Exaltation du génie turc et musulman, réhabilitation des sultans et de certaines figures de la République, mémoire retrouvée du passé impérial et dénonciation de l'Occident colonialiste : au fil des ans, Recep Tayyip Erdogan a mis en place un soft power redoutable, un narratif mobilisateur s'appuyant sur une dramatisation manifeste du récit national et une volonté de renaissance d'inspiration néo-ottomane. Une fusion presque organique entre politique, idéologie et histoire, évidemment au détriment de cette dernière. Encore le 9 octobre, deux jours après les attaques menées par le Hamas contre Israël, le président a publiquement soutenu que la Palestine était devenue un lieu de tensions, de pleurs, d'occupation et de douleurs après le retrait de l'Empire ottoman de la région, pendant la première guerre mondiale.

Cette obsession de 2023, se-

lon les mots de Jean-François Pérouse, auteur, avec Nicolas Cheviron, d'*Erdogan. Nouveau père de la Turquie ?* (Editions François Bourin, 2016), « traduit bien sa volonté de prendre place dans la grande histoire républicaine au même titre, voire un peu plus, que le père fondateur. Recep Tayyip Erdogan se voit comme le père fondateur de la République turque, comme l'expression "Nouvelle Turquie", très en vogue, semble le suggérer. Un nouveau "père des Turcs" en somme ».

Nouveau, non pas dans l'idée d'effacer Atatürk, mais bien de le dépasser. « Si, au début de sa carrière, précisent les deux spécialistes, le jeune Erdogan s'est autorisé des critiques publiques du père fondateur, une fois devenu lui-même partie prenante du système et installé dans l'appareil d'Etat, il a manifesté de la déférence pour celui qui a institué la république. » Avec retenue certes – le président a toujours refusé de prononcer le nom d'Atatürk, préférant utiliser le qualificatif de *gazi*, le « combattant » –, mais tout de même : Recep Tayyip Erdogan, chantre de l'islam politique devenu un temps pro-européen avant d'endosser les habits tribunitiens du nationaliste allié à l'extrême droite, est passé maître dans l'art du revirement et des allers-retours. A chaque période ses références et figures de style, pour asseoir non seulement sa propre stature de leader, mais aussi pour donner un vernis et une profondeur à son « héritage » national, nourri par un dosage variable des identités turque et islamique.

L'essayiste Mehmet Altan répète, non sans humour, que, bien que « le pays soit obnubilé par l'histoire, la mémoire turque dure à peine vingt-trois jours ». Un chiffre qu'il dit avoir trouvé dans une vieille étude qui se voulait scientifique, mais dont l'intérêt réside moins dans le mode de calcul que dans la nature même du résultat. Dans une Turquie où l'on n'a pas, à proprement parler, d'enseigne-

ment de l'histoire contemporaine – en dernière année du collège et du lycée, l'histoire est remplacée par un cours sur les principes et réformes de Mustafa Kemal Atatürk –, « on peut aisément comprendre cette envie débordante des dirigeants, quelle que soit l'époque, de réinventer en permanence l'histoire en comblant ses vides et ses failles par leurs propres récits, un exercice dans lequel excelle particulièrement l'actuel président ». Selon les mots d'Olivier Bouquet, historien ottomaniste, il serait même « l'enchanteur en chef de la Turquie ».

« PAYS "cliopathe" »

C'est là que l'on mesure à quel point Recep Tayyip Erdogan a su si bien jouer, jusqu'à aujourd'hui, de cette maladie turque que définit admirablement Edhem Eldem, professeur à l'université du Bosphore, à Istanbul, et titulaire de la chaire d'Histoire turque et ottomane au Collège de France : « La Turquie est "cliomane" et "cliopathe", à la fois folle et malade d'histoire », a-t-il lancé, lors de sa leçon inaugurale, le 21 décembre 2017. Folle par son insistance à attribuer à l'histoire une mission politique et idéologique, malade par « ses mythes et inventions, dit-il, mais surtout par ses craintes, ses complexes, ses silences, ses tabous, ses dénis, son négationnisme, révélant un rapport extrêmement malsain, parfois agressif, souvent enfantin, à tout récit qui oserait remettre en question le moindre aspect de la doxa alors en vigueur ».

Avec une remarque de taille, confie-t-il, eu égard à la crise financière et économique de ces dernières années : « La vraie surprise des élections de mai, ce n'est pas la défaite du candidat de l'opposition kémaliste, mais le fait qu'Erdogan ait gagné, malgré sa responsabilité évidente dans la mauvaise gestion de l'économie. Comment transcende-t-on une telle bourde ? Eh bien avec de l'idéologie et des sentiments, synonymes en Turquie de na-

tionalisme, de religion et de tout ce qui est identitaire. » Et le spécialiste d'ajouter : « Plus largement, depuis le rejet européen de la candidature turque (2007), la révolte [anti-Erdogan] de Gezi (2013), le coup d'Etat raté (2016), il y a, de fait, une volonté de construire une vision du passé qui soit utile politiquement, qui réponde aux attentes d'une certaine majorité silencieuse, permettant de contrecarrer le Parti républicain du peuple (CHP), le principal rival politique. Comme ce parti s'est enlisé et a toujours été enlisé dans l'idéologie, la doctrine et l'histoire, il n'y a rien de plus naturel que de voir la formation au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP), se lancer dans une construction parallèle, pratiquement en miroir. »

Afin de comprendre les dynamiques intellectuelles dont use le chef de l'Etat et les conséquences de ces mutations successives, il faut prendre un bateau d'Istanbul, une navette bihebdomadaire (le samedi et le dimanche uniquement), et se rendre sur l'ancien îlot de Yassiada, une des neuf îles de l'archipel des Adalar (îles des Princes), situé dans la mer de Marmara. Rebaptisée, le 27 mai 2020, par le président lui-même, l'« île de la démocratie et des libertés » est un précipité d'histoire officielle avec son musée, ses lieux de mémoire, ses récits et ses mises en scène. Un espace clos, tout de pierre et de béton, où le chef de l'Etat a tenu à contrôler en personne l'ensemble des panneaux de ce parcours mémoriel, conçu comme la longue et laborieuse marche turque vers la démocratie.

A l'époque byzantine, la petite île servait de lieu de réclusion des prisonniers politiques. En 1960, après le coup d'Etat militaire, s'y sont déroulés les procès des dirigeants du Parti démocrate, la première formation à avoir ravi, et de façon éclatante, le pouvoir aux kémalistes du CHP. Le premier ministre Adnan Menderes y a été

jugé et condamné à mort l'année suivante. L'îlot est aujourd'hui consacré à cet homme qui constitue une des figures principales du panthéon d'Erdogan.

A plusieurs reprises, le chef de l'Etat a raconté ce moment lorsqu'il découvre, alors enfant, dans le magazine *Hayat*, les photos de Menderes suspendu à la potence, exécuté par la junte, le 17 septembre 1961. Les images montraient le premier ministre vêtu d'un linceul blanc, les mains liées dans le dos. « Je n'ai pas compris grand-chose à ce moment-là, a-t-il expliqué. Mais j'ai vu que mon père et ma mère étaient très bouleversés de voir l'homme qui avait tant servi conduit à la mort. » Le futur président a 7 ans et pleure à la vue de son père en larmes. Rétrospectivement, il dira qu'ils avaient pleuré ensemble à cause de l'injustice scandaleuse du procès. Un moment fondateur pour le jeune Tayyip, qui ne l'empêchera pas de préconiser, bien des années plus tard, le rétablissement de la peine capitale, pourtant abolie à son arrivée au pouvoir.

« Le flambeau de la démocratie »

Dès le pied posé sur le ponton, le visiteur se retrouve devant une première citation, en grandes lettres noires, du président Erdogan : « Le flambeau de la démocratie que Menderes et ses compagnons ont allumé, passé d'une main à une autre, porté chaque jour plus haut, est finalement parvenu jusqu'à nous aujourd'hui. » Le parallèle entre les deux hommes est d'emblée posé.

Rappelons ici que les « années Menderes », entre 1950 et 1960, représentent un moment de remise en cause de l'idéologie kémaliste par un apôtre de l'économie de marché et de la liberté religieuse, dans un pays sorti de trois décennies de laïcité et d'étatisme à marche forcée. Adnan Menderes n'a pas seulement été le premier chef de gouvernement élu démocratiquement à avoir

été exécuté par les militaires. Il a été le premier aussi à avoir poussé pour une libéralisation de la foi. Devant les élus de son parti, il avait lâché, en 1954, en pleine année électorale, que « *s'ils le voulaient on pourrait rétablir le califat* ». Une de ses premières actions avait été aussi de pousser 275 généraux sur 300 à la retraite.

Dans la réécriture de l'histoire nationale proposée par les différents lieux de mémoire reconstitués sur l'île, « *l'ancien premier ministre est érigé en martyr de la liberté et de la démocratie face aux milieux kémalistes, quand bien même il était issu d'un courant conservateur au sein du CHP* », rappelle la chercheuse Jeanne Léna, dans un article publié par l'Observatoire de la vie politique turque. « *Cette mémoire porte des valeurs nationalistes et religieuses, et s'inscrit dans une plus large politique symbolique. La dramatisation ici insiste sur l'héroïsme du personnage : sa popularité en tant que premier ministre, son exemplarité morale, religieuse et patriotique, sa résilience lors de son emprisonnement.* »

Faisant référence au cliché d'Adnan Menderes sur le banc des accusés lors de son procès, le président Erdogan avait dit, un jour : « *Des événements de Gezi à la tentative de coup d'Etat judiciaire du 17 au 25 décembre [2013, en référence au scandale de corruption au cours duquel quatre ministres avaient été mis en cause], nous avons maintes fois fait l'objet de tentatives d'intimidation semblables à cette photo.* »

« *Il assimile ainsi différentes formes de remise en question de son gouvernement à des attaques antidémocratiques pour mieux les décrédibiliser, estime la chercheuse. La personnalité d'Adnan Menderes entre dans le répertoire de figures auxquelles Recep Tayyip Erdogan s'identifie politiquement, traçant une lignée depuis les mythiques sultans ottomans Ab-*

*dülhamid II ou Mehmed II, jusqu'à Turgut Ozal* », l'homme qui ouvrira la Turquie à l'économie libérale dans les années 1980.

Pour l'historien danois Mogens Pelt, cité dans le récent ouvrage de la journaliste allemande Çigdem Akyol *Die gespaltene Republik* (« la république divisée », Fischer, 2023, non traduit), Erdogan est convaincu que Menderes a été tué par des gens qui ont, eux aussi, voulu le supprimer – l'Etat profond, les militaires, les laïques kémalistes, les juges. « *Pour les politiciens conservateurs comme Erdogan, Menderes a été exécuté pour ses convictions. Sa pendaison a entraîné une sorte d'idéalisation de sa politique. Ses orientations économiques confuses et sa répression contre les voix critiques ont été effacées.* » Pour ne prendre qu'un exemple : 867 journalistes seront condamnés par la justice du temps d'Adnan Menderes. Une information absente de l'île.

S'ensuit la salle du procès du premier ministre et de ses collaborateurs, un espace entièrement reconstitué dans le gymnase de l'époque, avec un tribunal et des mannequins grandeur nature. Les lourdes charges portées contre lui à l'époque sont affichées, une à une, aux murs : Adnan Menderes avait été notamment accusé d'avoir violé la Constitution et d'être à l'origine du pogrom d'Istanbul, en 1955, contre les communautés grecque, juive et arménienne.

Et puis, derrière, quasi sous terre, le labyrinthique Musée de la démocratie, ses textes courts, son iconographie débordante et cette impression d'avoir voulu tout embrasser de manière définitive, avec, en guise de finale, les photos du président Erdogan entouré d'enfants tout sourire.

Le musée fait commencer l'avènement de la démocratie au XIX<sup>e</sup> siècle. Si une place notable est consacrée à Mustafa Kemal, tout en présentant l'ar-

rivée au pouvoir de l'AKP en 2002 comme une étape plus que décisive, Abdülhamid II a droit à une mise en images toute particulière. Scène reconstituée, tableaux et récits, tout est fait pour redonner une importance toute personnelle à cet autre inspirateur de l'actuel chef d'Etat.

Abdülhamid II passe, lui aussi, pour un réformiste. C'est au début de son règne qu'est adoptée une première Constitution (Loi fondamentale). Celle-ci est toutefois suspendue dès la débâcle de 1878 contre la Russie. Le sultan dissout le Parlement et démantèle les institutions de l'Etat de droit. Fondant sa politique sur l'islam, il tente de s'attacher les populations musulmanes et de renforcer son pouvoir dans les provinces arabes. En Europe, il prendra le surnom de « sultan rouge » ou de « grand seigneur », comme le baptisa Anatole France, pour son régime autocratique et les massacres contre les Arméniens dans les années 1890.

« *Déjà après guerre, dans les années 1950, avec Menderes et son parti qui puisent dans l'islam le ferment de leur opposition aux kémalistes, un déclic s'opère et permet de nourrir les discours des critiques du kémalisme avec une histoire un peu plus islamisante, d'alimenter aussi les publications qui glorifient le passé ottoman, notamment le règne d'Abdülhamid II (1876-1909), qui devient une sorte d'anti-Kemal, souligne le professeur Edhem Eldem. L'engouement pour le personnage est aujourd'hui devenu tel que l'on en vient même à nier ses pertes territoriales colossales !* » C'est sous le règne hamidien que l'empire doit se séparer de la Tunisie, de l'Egypte, de Chypre ou encore de la Thessalie.

« *D'ailleurs, ce qui semble plaire particulièrement, ce n'est pas tant le fait de réunir tous les musulmans, comme on l'entend un peu partout, mais c'est celui d'avoir tenu tête à l'Occident, ajoute l'historien.*

*Abdülhamid II n'a-t-il pas giflé l'ambassadeur britannique ?* » Un geste lourd de sens, et d'une symbolique limpide. « *Avec lui, une conception turque de l'Etat moderne naît : un Etat dirigé de main de maître et de fer, par un individu ou, au maximum, par deux ou trois personnes, qui ont quasiment un droit sacré sur l'Etat et sur toute la machinerie du pouvoir qui va avec. A ce titre, c'est lui le véritable père fondateur de la Turquie.* » L'héritage idéal en quelque sorte, en droite ligne avec le pouvoir actuel. De quoi mieux comprendre l'effacement progressif de la notion de « révolution » kémaliste, dans les discours officiels, au profit de « réformes » de Mustafa Kemal, un terme moins couperet et plus conciliant avec ce passé retrouvé.

### Mentor controversé

Dans un bâtiment à part sur l'île, consacré à la vie plus intime d'Adnan Menderes, avec son lit, sa cellule reconstituée et quelques affaires personnelles, on peut lire sur un des derniers panneaux d'exposition un poème de Necip Fazil Kısakürek. L'auteur est le mentor intellectuel, islamiste et nationaliste de Recep Tayyip Erdogan. Son « *icône vénérée* », selon l'écrivain et essayiste Kaya Genç, auteur d'un article remarqué sur la fin de l'empire dans le magazine américain *New Lines*. En 1983, Erdogan ira à ses funérailles. On ne compte plus le nombre de fois où il a cité depuis un de ses vers ou mots d'écrivain.

Grand poète, mais aussi penseur et polémiste, traducteur du pamphlet antisémite du *Protocole des sages de Sion*, Necip Fazil Kısakürek jouit d'un prestige tout particulier. « *Si le kémalisme est l'une des marmelles intellectuelles de la Turquie, Kısakürek est l'autre* », abonde Edhem Eldem. Sa revue, *Büyük Dogu* (« Grand Est ») fut le principal creuset de ceux qui allaient devenir les dirigeants de l'islamisme turc. Même Adnan Menderes a été accusé par les militaires d'avoir

financé sa publication, ce que l'intéressé n'a jamais nié.

En 1965, l'écrivain publie une biographie d'Abdülhamid II. Surtout, il se place comme le défenseur de son successeur, Mehmed VI Vahideddin. Le dernier sultan de l'Empire ottoman, qui a fui Istanbul en 1922, a été accusé par Mustafa Kemal de haute trahison. Pour Kısakürek, au contraire, Vahideddin était celui qui avait lancé et défendu jusqu'au bout le mouvement nationaliste qui a combattu les forces alliées. Contemporain de l'époque, il prit le parti de ceux qui critiquaient les Jeunes Turcs, dont

est issu Mustafa Kemal, en les qualifiant de « juifs » et de « francs-maçons » lancés dans une vengeance contre l'islam et son calife.

Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan a élevé Kısakürek au rang de figure centrale de la culture turque, avec un prix littéraire à son nom, financé par le gouvernement. La première pièce jouée lors de la réouverture du Centre culturel Atatürk, à Istanbul, était l'une de ses œuvres. « *Que ce soit à travers les références historiques d'Erdogan dans ses discours ou dans le flot des séries télévisées ancrées dans cette pé-*

*riode ottomane, l'empire n'évoque plus le même genre de réaction négative ou de condamnation répandues à l'époque d'Atatürk* », écrit l'historien Ryan Gingeras dans son dernier opus, *The Last Days of the Ottoman Empire* (« les derniers jours de l'empire ottoman », Allen Lane, 2022, non traduit).

« *Si ce genre [de référence historique] reste populaire, c'est parce que la tension entre Vahideddin et Atatürk demeure latente*, ajoute Kaya Genç. *A tous égards, leur guerre vieille d'un siècle continue de définir aujourd'hui la politique turque.* »

L'écrivain de rappeler qu'en septembre 2022, quelques jours à peine après que le maire d'Izmir, Tunç Soyer, personnalité du parti d'opposition CHP, a dénoncé en public Vahideddin comme « traître », des procureurs ont ouvert plusieurs enquêtes contre l'édile. Non sans qu'un journal progouvernemental a cru de bon ton de s'écrier : « *Quiconque traite Vahideddin de traître est un traître !* » De quoi achever de boucler la boucle et signifier que les choses avaient bien changé depuis un siècle. Le nouveau, si cher au président, peut commencer. Du moins en apparence.

Le Monde

29 Octobre 2023  
Ghazal Golshiri

## En Iran, une adolescente meurt dans des circonstances suspectes qui rappellent la mort de Mahsa Amini

Agressée dans le métro parce qu'elle ne portait pas le voile, Armita Geravand, 17 ans, est décédée samedi après plusieurs semaines passées dans le coma. Le régime nie les faits. Ses funérailles ont donné lieu à plusieurs arrestations.

**A**rmita Geravand avait 17 ans. Elle adorait la musique pop coréenne, faisait du taekwondo et aimait la peinture. Elle a été agressée, le 1<sup>er</sup> octobre, dans le métro de Téhéran, par des femmes travaillant pour le régime iranien parce qu'elle ne portait pas de foulard. Après quatre semaines passées dans le coma, l'adolescente est décédée samedi 28 octobre dans un hôpital de la capitale. Elle a été enterrée, dimanche, dans le cimetière de Behesht-e Zahra, situé dans le sud de la ville, en présence de nombreuses forces de sécurité en civil.

Lors de ses funérailles, une dizaine de personnes ont été arrêtées, dont la célèbre avocate iranienne Nasrin Sotoudeh, la lauréate 2012 du prix Sakharov

du Parlement européen pour les droits humains. Les autorités iraniennes rejettent toute responsabilité dans la mort d'Armita Geravand, expliquant que cette dernière s'est cogné la tête contre le sol après s'être évanouie à cause d'une chute de tension.

La mort de la jeune fille fait tragiquement écho à celle de Mahsa (Jina) Amini, décédée le 16 septembre 2022. Battue lors d'une garde à vue à cause de son voile « mal porté », elle était, elle aussi, tombée dans le coma. A l'annonce de sa mort, l'Iran a été submergé par une vague de contestation inédite dans son étendue et sa durée.

Pendant des mois, les Iraniens,

partout dans le pays, sont descendus dans la rue crier leur colère contre les autorités de la République islamique. Plus de 500 personnes ont été tuées, dont des dizaines d'enfants. Encore aujourd'hui, des femmes iraniennes sortent sans foulard dans la rue pour dénoncer cette obligation en vigueur dans le pays. Au risque d'être harcelées, arrêtées, de se voir infliger des amendes, confisquer leur voiture ou d'être licenciées.

### Suspicion d'aveux forcés des parents

Ces dernières semaines, des Iraniens ont témoigné de la présence d'agents en civil, notamment dans les stations de métro, qui s'en prennent aux

femmes jugées « pas assez couvertes ». Selon des sources citées par BBC Persian, Armita Geravand a été bousculée par un groupe de « *hejabban* » (« surveillant du hijab » en persan), parce qu'elle ne portait pas son foulard, tombé sur ses épaules. Sa tête aurait ensuite cogné une barre métallique dans un wagon. Les autorités iraniennes rejettent cette version des faits. Elles ont publié des images, enregistrées par les caméras de surveillance dans la station en question, mais jamais celles de l'intérieur de la rame, où les faits se sont déroulés.

Les parents de la jeune fille et ses amies ont été plusieurs fois interviewés par la télévision publique iranienne, un outil de

propagande, répétant la version avancée par le régime. Or, certains Iraniens, soulignant l'air désespéré des personnes interrogées et leurs paroles désordonnées, considèrent que les proches de la jeune fille ont été contraints de tenir ces propos. Les aveux forcés font partie des pratiques courantes en Iran.

Les journalistes indépendants dans le pays ont également été empêchés de se pencher sur l'affaire de la mort d'Armita. Seul le quotidien *Etemaad* a publié, dimanche, un reportage

dans lequel deux journalistes tentent d'expliquer ce qui s'est passé. Sans succès, car toutes les personnes concernées, à l'hôpital et à l'école de l'adolescente, ont refusé de leur parler. « *Il s'est passé ce que nous savons tous et ce que nous avons tous entendu* », dit pourtant l'une des camarades de l'Iranienne de 17 ans aux journalistes d'*Etemaad*.

#### Une colère toujours palpable

Contrairement à la mort de Mahsa Amini, celle d'Armita Geravand n'a donné lieu à aucune manifestation. La représen-

sion féroce continue depuis plus d'un an de s'abattre sur la société iranienne, avec des dizaines de milliers d'arrestations et au moins sept pendaisons parmi les manifestants.

Mais sur les réseaux sociaux, la colère est toujours palpable. Vendredi, l'actrice Taraneh Alidoosti (*Leila et ses frères, A propos d'Elly, La Fête du feu*), qui a passé trois semaines en prison en décembre 2022 pour s'être montrée solidaire du mouvement de contestation, a, sur sa page Instagram, réitéré sa prise de

position. « *Pour jouer dans vos films, je ne mettrai pas sur la tête le tissu qui a tué mes sœurs* », écrit-elle. Elle a également réagi à l'annonce de l'interdiction infligée par le régime à vingt actrices iraniennes, dont elle-même, de jouer dans toutes sortes de productions cinématographiques en raison du fait qu'elles ont osé paraître en public la tête nue. « *Les gouttes de sang coulent encore de ce foulard obligatoire* », écrit Taraneh Alidoosti.



Karwan Faidhi Dri

October 30 2023

## Pro-Iran militia hits US troops in eastern Syria with rockets

**E**RBIL, Kurdistan Region - A pro-Iran militia group on Monday claimed that it had targeted US troops protecting an oil field in eastern Syria with a barrage of rockets as fears of the spillover of the Israel-Gaza conflict to the other parts of the Middle East grow.

The Islamic Resistance in Iraq on Monday said on its Telegram channel that it carried out a rocket attack against the Conoco oil field which is protected by the US troops and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

The oil field is located in Syria's eastern province of Deir ez-Zor.

The pro-Iran militia group has claimed most of the recent attacks against US forces in Iraq and Syria, linking them to the US support for Israel against the Hamas Movement in Gaza Strip.

The Pentagon has blamed Iranian proxies for October's strikes against American interests, putting the total number of attacks in Iraq and Syria at 20 on Saturday.

There have been more assaults since then.

At least 21 US personnel received minor injuries in attacks on Iraq's Ain al-Asad air base and al-Tanf garrison on October 17 and 18, but all have returned to duty, according to the Pentagon.

One civilian contractor died in the initial attack on US troops at al-Asad air base after suffering a heart attack. Iraqi Defense Minister Thabet al-Abbassi paid a visit to the air base the following day.

US National Security Adviser Jake Sullivan [told](#) the CBS News on Sunday that his country's troops have responded to threats against them in the Middle East and will continue doing so, warning that "[W]e are seeing elevated threats against our forces throughout the region, and an elevated risk of this conflict spreading to other parts of the region."

"We are doing everything in our power to deter and prevent that. But I'm not going

to predict what the future brings, other than to say that if we are attacked, we will respond," he added.

United Nations Special Envoy for Syria Geir Pedersen warned in a [post](#) on X (formerly Twitter) on Monday that "this status quo leaves #Syria at risk of drifting into deeper & prolonged fragmentation – & that it involves escalation risks of the most frightening kind."

"Spillover into Syria is not just a risk; it has already begun... Even before the regional developments, Syria was seeing the worst surge in violence in more than three years," he added.



AFP  
30 Octobre 2023

## En Iran, l'avocate Nasrin Sotoudeh arrêtée lors de l'enterrement d'une adolescente

**L**a répression continue pour Nasrin Sotoudeh. L'inlassable avocate iranienne a une nouvelle fois été arrêtée dimanche 29 octobre, selon les informations fournies par son mari à l'AFP ce lundi. Au moment de son interpellation, la défenseuse des droits humains assistait aux «funérailles d'Armita Garavand avec de nombreux autres participants», a précisé Reza Khandan, ajoutant que sa femme avait été «violemment battue».

Armita Garavand, une jeune lycéenne âgée de 16 ans originaire d'une région kurde, a été enterrée dans un cimetière du sud de Téhéran au lendemain de son décès. Elle était dans le coma depuis près d'un mois après s'être évanouie dans des circonstances controversées à bord d'un métro, dans lequel elle ne portait pas de hijab.

### Sanctionnée pour sa défense du droit des femmes

Selon l'agence locale de presse Fars dimanche soir, Nasrin Sotoudeh a «été arrêtée et remise à l'autorité judiciaire» pour «ne pas avoir porté le voile» lors de la cérémonie, ce qui revient, dans le langage de la propagande iranienne, à «perturber la sécurité mentale de la société». Agée



Photo non datée de Nasrin Sotoudeh. (DR)

de 60 ans et lauréate en 2012 du prix Sakharov du Parlement européen – qui récompense des défenseurs des droits humains –, la militante a fait de nombreux séjours en prison ces dernières années.

Depuis plus de vingt-cinq ans maintenant, Nasrin Sotoudeh se bat pour les droits des femmes, les droits des prisonniers politiques et l'abolition de la peine de mort dans son pays. Elle est notamment connue pour avoir défendu, en 2018, des jeunes Iraniennes qui refusaient de porter le hijab. Elle s'était elle-même

présentée à son audience sans voile islamique, et avait refusé l'assistance d'un avocat issu d'une liste de professionnels sélectionnés par les autorités. Pour ses activités, elle a été condamnée au total à 38 ans de détention et 128 coups de fouet. L'exécution de sa peine avait été suspendue pour des raisons de santé, mais l'avocate était empêchée d'exercer.

Dans une interview accordée à Libération en mars 2023, Nasrin Sotoudeh avait fait part de l'espoir qu'elle gardait en elle, malgré la répression constante

dont elle est victime. «Pour cette nouvelle année, mon souhait serait d'enfin voir, après des décennies de combativité, la concrétisation des rêves de liberté et de dignité en Iran», avait-elle confié, quelques jours après le nouvel an iranien.

Début octobre, c'est une autre militante des droits des femmes iranienne, Narges Mohammadi, que le comité Nobel a décidé de distinguer en lui attribuant le Nobel de la paix et en exigeant sa libération.



# Kurdistan's Weekly Brief | October 31, 2023

## *A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

### Iran

A Kurdish teenager named Armita Geravand died in a Tehran hospital on Saturday after spending [several weeks](#) in a coma. Geravand, like [Zhina Amini](#), was [attacked](#) by Iran's morality police at a metro station for not wearing a hijab. U.S. National Security Adviser Jake Sullivan responded to Geravand's passing by stating, "Iran's state-sponsored violence against its own citizens is concerning and highlights the challenges facing the regime." The Hengaw Organization for Human Rights [reported](#) that Iranian authorities arrested two of Geravand's relatives and prevented her family from burying her in her hometown of Kermanshah. At the same time, the Iranian regime arrested [Hamza Pirozi](#) and [Soran Sahragard](#) in Marivan, [Saman Mohammadi](#) and Worja Ibrahim in Senna, [Mohammed Kadakhoda](#) in Bokan, and [Ramin Wali Nazhad](#) and [Hamid Himati](#) in Ilam. Moreover, Jwanru's Islamic Revolutionary Court sentenced a Kurdish environmental activist named Yasser Noori to four months in prison for "propaganda against the state." Senna's Islamic Revolutionary Court [sentenced](#) two members of the Nozhin Organization, which focuses on cultural and linguistic issues, to ten years in prison. Idrees Manbari and Serwa Pourmohammadi were charged with activism and participating in Zhina Amini's funeral. Lastly, Iranian border guards killed two Kurdish border porters (kolbar) in separate incidents near [Baneh](#) and [Marivan](#). Regime forces also wounded at least ten kolbars near Nowsud.

### Iraq

Despite reaching agreements with Erbil, Baghdad has not released funds for public employee salaries in Iraqi Kurdistan. The Kurdistan Regional Government (KRG) again [called for Baghdad](#) to "disburse the salaries and financial entitlements of Iraqi Kurdistan" after a KRG-Baghdad audit confirmed the total number of public sector employees in the region. A committee of KRG financial officials has visited Baghdad twice in two weeks to try and resolve the situation, and Iraqi Kurdistan's public employees have yet to receive their salaries for August.

On Thursday, U.S. Department of Defense Spokesperson Patrick Ryder [said](#) an attack on a U.S. base perpetrated by Iranian militias was unsuccessful and only caused minor damage to local infrastructure. Iranian-backed militias and the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) have targeted U.S. troops, energy facilities, the Peshmerga, and Iranian opposition parties in Iraqi Kurdistan at least 32 times since 2018.

A member of the Missionary Community Peacemaker Teams organization told [Rudaw](#) that on October 25, Turkey conducted airstrikes in the Kurdistan Region, striking the area a total of "23 times." These airstrikes targeted several villages as part of Turkey's ongoing conflict with the Kurdistan Workers' Party (PKK). Concurrently, Iraq's National Security Advisor, Qassim al Araki, made a visit to Sulay-

maniyah province, where he held a [press conference](#) and disclosed a new security agreement with Turkey concerning "armed groups" within the country. In March, Iran entered into a "border security" agreement with Baghdad, leading to the removal of Iranian Kurdish opposition parties from the border regions.

### Syria

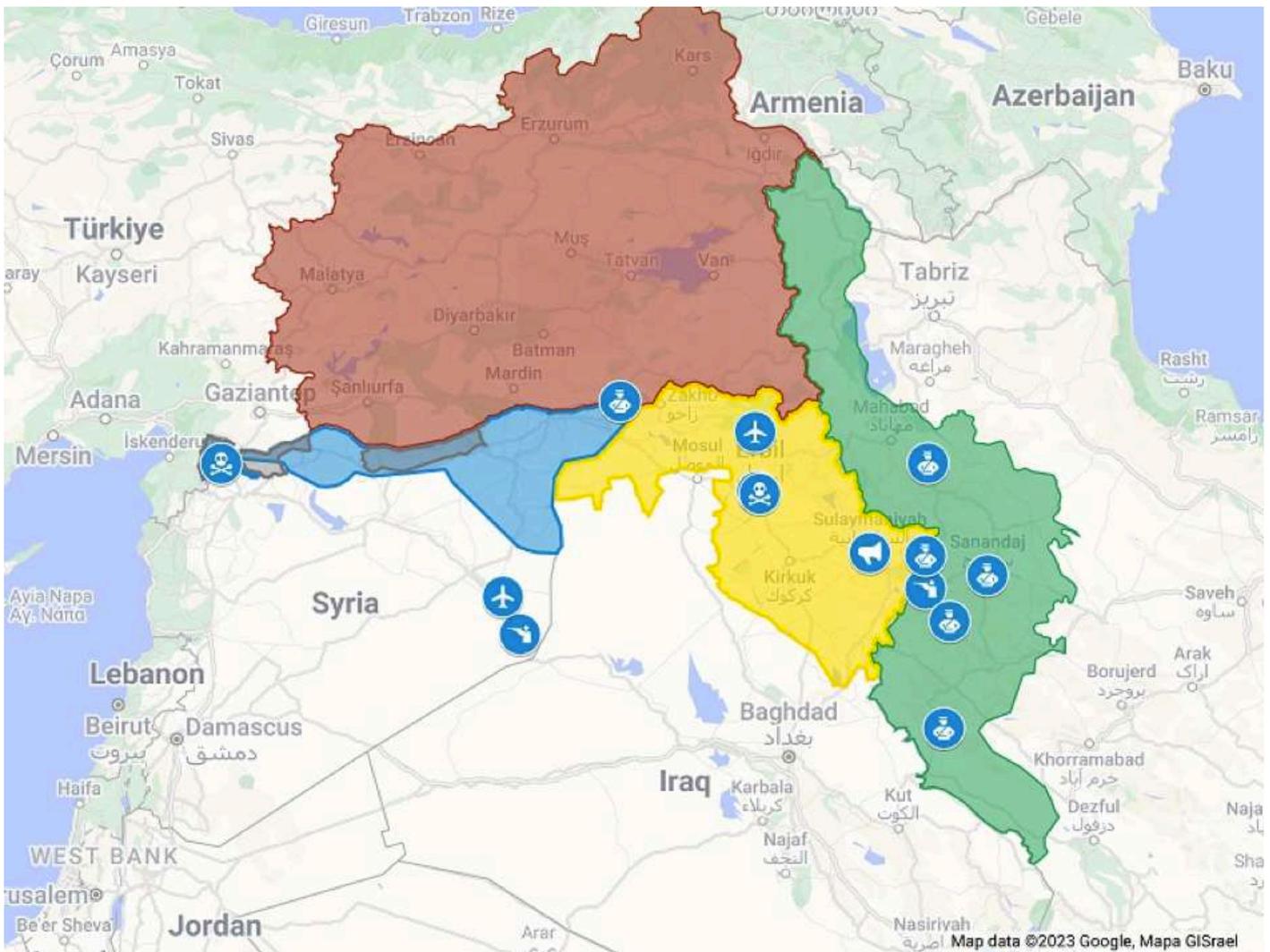
The U.S. military [struck](#) two facilities belonging to pro-Iranian militias and the IRGC in Syria. U.S. Secretary of Defense Lloyd Austin stated the strikes were a response to recent drone and rocket attacks on U.S. forces across the Middle East and were directed by President Biden. No Americans were killed in the attacks, but several were injured. The Tehran-backed group known as the "Islamic Resistance" has claimed credit for most of the attacks, which are aimed at limiting the U.S.'s willingness to support Israeli operations in Gaza and push U.S. forces out of the Middle East. On October 30, the IRGC-affiliated Tasnim News Agency [claimed](#) pro-Iranian forces targeted a U.S. base at the al Omar oil field in Deir ez Zor Governorate with 15 rockets.

Assad regime militias under the banner of the National Defense Forces (NDF) [tried to attack](#) Syrian Democratic Forces (SDF)-controlled territory east of the Euphrates River in Deir ez Zor Governorate. NDF fighters attempted to infiltrate the towns of Diban, Abu Hardoub, and Abu Hamam and attacked them with artillery, mortars, and rocket-propelled grenades. At least 19 NDF mili-

tants were allegedly killed in the latest round of clashes in the governorate, and pro-Damascus and pro-Tehran groups remain committed to infiltrating, subverting, and retaking all of northeastern Syria. Hashem al Sattam, the commander of the Iranian-backed Usud al-Uqaydat militia, was recently [photographed](#) crossing the Euphrates to coordinate anti-SDF operations.

Turkey and its proxies [continued](#) exploiting Afrin's olive harvest last week. Several Syrian National Army (SNA) factions violently clashed over revenues from levies on olive harvests and olive oil stolen from local Kurds. Turkish-backed groups have stolen many olive trees from the region, extorted local farmers, and committed ethnic cleansing against local Kurds since Turkey invaded the region in 2018. This latest conflict over revenues from the olive trade stems from disputes between two commanders from the Sultan Murad Division in Afrin's Bobol District's Qornah village, though more factions and groups are likely to become involved in the coming weeks. On a different note, [Muhammad Shibli](#), a senior SDF commander, was killed in a Turkish drone strike while he was at home in Derik. Shibli served as a coordinator between the SDF and the US-led Global Coalition in the fight against the Islamic State (ISIS) and played a prominent role in anti-ISIS efforts starting in 2014. His funeral in Derik drew many residents who protested Turkey's aggression and mourned his loss.

### Turkey



A Turkish court has officially **charged** four members of two pro-Kurdish political parties with being members of the Kurdistan Workers' Party (PKK). Turkish authorities arrested Ali Gültepe, a senior member of the Democratic Regions Party (DBP), and Peoples' Democratic Party (HDP) members Cuneyt Yesilyurt, Ridvan Ulaşman, and Niyazi Artun during raids in Istanbul and Tekirdag provinces. Peoples' Equality and Democracy Party (HEDEP) Party Assembly member Naif Bulğa and HEDEP Youth Council member Mazlum Kaya were also **detained** in Mersin Province on October 28. In addition, Turkish authorities arrested HEDEP executive Hülya Ateş after **accusing** her of disseminating "terrorist propaganda"

on social media. The Turkish government has detained thousands of Kurds in recent weeks on charges related to affiliation with the PKK in an attempt to marginalize Turkey's Kurds and crack down on opposition to the ruling Justice and Development Party (AKP). Turkish President Recep Tayyip Erdogan continued to **express** strong support for Palestinians in the wake of Israel's campaign against Hamas. Erdogan characterized Israel as an occupier and asserted Hamas was not a terrorist organization during a speech to hundreds of thousands of supporters on Saturday. Erdogan also asserted the Turkish military may be deployed against Israeli forces in Gaza and accused the West of being responsible for the most recent conflict there. Of course,

Erdogan has a long history of targeting Kurds in Iraq, Syria, and Turkey with ethnic cleansing, sieges, indiscriminate military strikes, and mass arrest campaigns. The Kobanî trial continued with **statements** from imprisoned HDP politician Bülent Parmaksız. Parmaksız asserted that the HDP will continue its struggle for Kurdish human rights. He also contended the Constitutional Court of Turkey should view the Kobanî protests as falling under the category of freedom of expression and reiterated Turkey's Kurds want equal rights instead of a separate state. "There is not a single piece of evidence regarding the allegations of dividing the country's territory," said Parmaksız in response to the prosecution's allegations he and his fellow

defendants were pursuing a separatist agenda. Lastly, Parmaksız conveyed that it is in Turkey's best interest to come to an agreement with its Kurdish movement, as ongoing conflict will only hurt Turkey's regional interests in places like Iraq.

The Turkish military **paraded** through the overwhelmingly Kurdish and pro-HDP city of Şırnak on Saturday. Hundreds of soldiers with rifles in full battle dress marched down one of Şırnex's main streets in an attempt to intimidate the city's Kurdish population. The parade coincided with the one-hundredth anniversary of the Turkish Republic's founding and was almost certainly meant to communicate the state's Turkish character to local residents.

# Les dépêches de l'afp d'août 2023

1 octobre 2023

## Frappes aériennes turques contre le PKK en Irak après un attentat à Ankara

Ankara, 1 oct 2023 (AFP) — La Turquie a mis en garde dimanche les "terroristes" et mené des frappes aériennes contre le PKK au Kurdistan irakien, quelques heures après un attentat suicide de l'organisation, qui a fait deux blessés au cœur de la capitale, Ankara.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) considéré comme "organisation terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux dont l'UE, a revendiqué l'attaque auprès de l'agence de presse ANF qui lui est proche.

L'attaque suicide a visé le siège de la police. Le ministre de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a précisé devant la presse que l'un des deux assaillants d'Ankara s'est fait exploser et que l'autre a été abattu "d'une balle dans la tête".

C'est la première attaque dont le PKK revendique la responsabilité depuis septembre 2022 où il avait tué un policier.

Les frappes turques ont visé dimanche soir plusieurs secteurs du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, a indiqué à l'AFP un responsable local, Ankara confirmant avoir visé "20 cibles" utilisées par des combattants kurdes turcs du PKK.

"Les avions de l'armée turque ont bombardé des secteurs ... de la région de Bradost aux environs de 21H20 (18H20 GMT), tout comme ils ont bombardé le village de Badran", a indiqué à l'AFP Ihsan Chelabi, maire de la localité de Sidakan, située non loin des frontières avec la Turquie et l'Iran.

Dans un communiqué, le ministre turc de la Défense a reconnu une "opération aérienne" dans le nord de l'Irak pour "neutraliser le PKK".

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait prévenu un peu plus tôt que "les scélérats qui menacent la paix et la sécurité des citoyens n'ont pas atteint leurs objectifs et ne les atteindront jamais".

### - Patienté à la porte de l'UE -

Le chef de l'Etat, qui s'adressait aux députés pour leur séance inaugurale, s'en est par ailleurs pris à l'Europe.

"La Turquie n'attend plus rien de l'Union européenne qui nous fait patienter à sa porte depuis 40 ans", a affirmé le chef de l'Etat devant la séance inaugurale du Parlement.

"Nous avons tenu toutes les promesses que nous avons faites à l'UE mais eux, ils n'ont tenu presque aucune des leurs" a-t-il dénoncé en ajoutant qu'il ne "tolérera pas de nouvelles exigences ou conditions au processus d'adhésion" de la Turquie.

"S'ils ont l'intention de mettre fin au processus d'adhésion qui n'existe que sur le papier, c'est leur décision".

La colère du président découle d'un récent arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme qui a épinglé cette semaine la Turquie pour avoir condamné un homme pour terrorisme, sur la seule base de son utilisation de l'application de messagerie cryptée ByLock.

- Explosion de forte puissance -  
Le siège de la police visé, situé dans la même enceinte du ministère de l'Intérieur, se trouve à proximité du parlement.

L'explosion de forte puissance a été entendue à plusieurs kilomètres à la ronde: une vidéo enregistrée par une caméra de surveillance montre un véhicule gris qui se gare lentement devant le siège de la police. Le passager avant en sort et s'avance arme à la main, tire et se fait exploser devant la guérite du policier en faction.

Un deuxième homme s'élance à son tour mais disparaît de l'image avant d'être tué par la police.

M. Yerlikaya a appelé la presse à cesser les diffusions d'images de l'attentat sur les réseaux sociaux.

Le PKK est au cœur de la controverse entre la Turquie et la Suède, à propos de l'entrée de cette dernière dans l'Otan que le Parlement turc, qui reprenait dimanche ses travaux, est supposé valider après dix-sept mois d'attente.

### - Position ambiguë -

Depuis mai 2022, la Turquie traîne des pieds pour confirmer l'entrée de ce pays scandinave en arguant de sa clémence envers les "terroristes" et les mouvements kurdes.

M. Erdogan maintient une position ambiguë en faisant valoir que le Parlement est souverain et que lui seul peut décider, ou non, de lever ce véto.

Le Premier ministre suédois Ulf Kristersson a rapidement assuré que son pays "confirme une fois de plus son engagement en faveur d'une coopération à long terme avec la Turquie dans la lutte contre le terrorisme".

De nombreux responsables étrangers ont également apporté leur soutien à la Turquie, exprimant leur "solidarité" et condamnant l'attaque, à commencer par l'union Européenne: Charles Michel le président du Conseil européen, s'est dit "choqué".

Ankara a été le théâtre de très nombreux et violents attentats au cours des années 2015-2016 revendiqués par les séparatistes kurdes du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan ou par le groupe Etat islamique.

Lors du dernier en date, en mars 2016, une voiture piégée dans le quartier central de Kizilay, avait fait 38 morts et 125 blessés. L'attaque avait été attribuée au TAK, un petit groupe radical proche du PKK.

En octobre 2015, un attentat devant la gare centrale d'Ankara attribué à l'EI avait fait 109 morts.

Le dernier attentat enregistré sur le territoire turc le 13 novembre 2022, dans une artère commerciale d'Istanbul (six morts, 81 blessés), n'avait pas été revendiqué mais avait été attribué au PKK par les autorités.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 octobre 2023

## La Turquie annonce la reprise des exportations de pétrole depuis le Kurdistan irakien

Istanbul, 2 oct 2023 (AFP) — Les exportations de pétrole depuis le Kurdistan d'Irak via la Turquie, gelées depuis mars par Ankara, vont reprendre "cette semaine", a annoncé lundi le ministre turc de l'Énergie.

"L'oléoduc Irak-Turquie est opérationnel dès aujourd'hui et nous commencerons à le faire fonctionner cette semaine", a

déclaré Alparslan Bayraktar, lors d'une conférence pétrolière à Abou Dhabi, la capitale des Emirats arabes unis.

Après avoir fait cavalier seul des années durant pour exporter du pétrole via la Turquie, la région autonome du Kurdistan d'Irak avait dû se plier fin mars à une décision d'un tribunal international en faveur du gouvernement fédéral de Bagdad,

quant à la gestion de ce pétrole.

Après ce verdict, la Turquie avait cessé le transit sur son territoire.

En mai, l'Irak avait dit attendre un "accord final" avec la Turquie avant de reprendre les exportations de pétrole, mais des questions financières restaient en suspens.

Depuis près d'une décennie, l'or noir a représenté le poumon économique du Kurdistan autonome, avec 475.000 barils exportés quotidiennement via le port turc de Ceyhan (sud), sans rendre de comptes à Bagdad.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 octobre 2023

## Iran: une journaliste arrêtée à Téhéran

Téhéran, 2 oct 2023 (AFP) — Une journaliste iranienne a été arrêtée lundi à Téhéran après s'être rendue dans un hôpital de la capitale pour enquêter sur l'état d'une jeune fille qui s'était évanouie dans le métro la veille dans des circonstances troubles, a annoncé un média local.

"Maryam Lotfi, journaliste du journal Shargh, a été arrêtée", a indiqué le quotidien sur son site lundi soir, sans préciser les motifs de l'arrestation.

Selon le média basé à Téhéran, Mme Lotfi s'était rendue à l'hôpital Fajr, dans la capitale,

"pour préparer un reportage sur l'état d'une jeune fille qui s'est évanouie dans le métro" dimanche.

D'après l'agence de presse officielle iranienne Irna, "une étudiante de 16 ans" s'est évanouie à la suite d'une "chute de tension" alors qu'elle tentait de monter dans le métro.

Après "certaines rumeurs concernant la confrontation d'agents du métro" avec l'étudiante, le directeur général du métro de Téhéran, Masood Dorosti, a démenti tout "conflit verbal ou physique" entre l'adolescente "et des passagers ou

des cadres" qui travaillaient à ce moment-là.

Ces allégations "sont fausses" et "les images de vidéosurveillance du métro" permettent de les "réfuter", a-t-il ajouté dans une interview accordée à Irna.

Plus de 90 journalistes iraniens ont été inquiétés par les autorités depuis les manifestations déclenchées en septembre 2022 par la mort en détention de Mahsa Amini, avait rapporté en août un média local.

L'Iran avait été secoué pendant plusieurs mois par des manifestations déclenchées par la

mort de cette jeune Kurde iranienne, arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

Parmi eux, Niloufar Hamedei et Elaheh Mohammadi, deux journalistes ayant couvert l'affaire Mahsa Amini, sont détenues depuis septembre de l'année dernière et jugées à Téhéran notamment pour conspiration contre la sécurité nationale.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 octobre 2023

## Turquie: vague d'arrestations après l'attentat d'Ankara

Istanbul, 3 oct 2023 (AFP) — Près de 70 personnes ont été arrêtées mardi en Turquie, soupçonnées d'être liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a revendiqué l'attentat ayant blessé deux

policiers dimanche à Ankara, ont rapporté les autorités.

Selon le ministre turc de l'Intérieur Ali Yerlikaya, 67 suspects ont été interpellés dans 16 des 81 provinces du pays.

Le PKK, considéré comme organisation terroriste par Ankara et l'Union européenne, a revendiqué l'attaque lancée dimanche par deux assaillants contre le ministère turc de l'In-

térieur à Ankara, la capitale.

L'un des deux hommes s'est fait exploser et l'autre a été abattu avant de pouvoir pénétrer dans l'enceinte du ministère.

La Turquie avait déjà lancé en représailles dimanche soir des frappes aériennes contre les combattants kurdes turcs du PKK au Kurdistan irakien, où

l'organisation, en lutte armée contre Ankara depuis 1984, dispose de bases arrières.

Lundi, vingt personnes, dont des cadres locaux du parti pro-

kurde HDP -- accusé par les autorités turques d'être lié au PKK --, avaient également été arrêtées à Istanbul et dans la province de Kirklareli (nord-

ouest).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 octobre 2023

## Iran: une adolescente dans le coma après une "agression"

**Paris, 3 oct 2023 (AFP) — Une adolescente iranienne âgée de 16 ans est tombée dans le coma et est soignée dans un hôpital sous haute surveillance après une "agression" dans le métro de Téhéran, a affirmé mardi un groupe de défense des droits des Kurdes d'Iran.**

Selon l'ONG Hengaw, basé en Norvège, l'adolescente, appelée Armita Garawand, a été grièvement blessée lors d'une altercation dans le métro avec des femmes membres de la police des mœurs. Originaire de la ville de Kermanshah, dans l'ouest de l'Iran majoritairement kurde, la jeune fille réside à Téhéran, d'après Hengaw.

Lundi, l'agence de presse officielle iranienne Irna a affirmé qu'une étudiante de 16 ans

s'était évanouie dimanche après une "chute de tension" dans le métro. Le directeur général du métro de Téhéran, Masood Dorosti, a nié toute "altercation verbale ou physique" entre l'adolescente "et des passagers ou des cadres du métro".

Les autorités iraniennes restent en alerte, un peu plus d'un an après le décès en détention de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne arrêtée par des policiers pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires strictes imposées aux femmes en Iran, dont le port du voile obligatoire en public.

Sa mort a déclenché des protestations qui ont duré plusieurs mois avant de perdre leur élan face à une répression qui a coûté la vie à plus de 550

manifestants, selon le groupe Iran Human Rights (IHR). La famille de Mahsa Amini affirme qu'elle est décédée des suites d'un coup à la tête, ce que les autorités démentent.

D'après Hengaw, "Armita Garawand, une jeune fille de 16 ans, est dans le coma depuis dimanche 1er octobre à la suite de graves blessures provoquées par une agression perpétrée par des agents femmes de la police des mœurs dans le métro Shohada de Téhéran".

La jeune fille est soignée sous haute sécurité à l'hôpital Fajr et "aucune visite n'est actuellement autorisée, pas même de sa famille", a ajouté le groupe, en précisant que les policières ont jugé que l'adolescente ne respectait pas le port du voile.

Maryam Lotfi, journaliste du quotidien Shargh, a cherché au lendemain de l'incident à se rendre à l'hôpital et a été brièvement détenue, selon Hengaw.

L'affaire a alimenté les discussions sur les réseaux sociaux, avec une prétendue vidéo qui, selon certains, montrerait l'adolescente, avec des amis et apparemment sans voile, poussée dans le métro par des policières.

Le site d'information IranWire, basé hors d'Iran, a cité une source affirmant qu'elle avait été "blessée à la tête" après avoir été poussée par les agents.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 oct 2023

## Attentat d'Ankara: les deux assaillants formés en Syrie, affirme la Turquie

**Istanbul, (AFP) — Les auteurs de l'attaque ayant blessé deux policiers dimanche à Ankara ont été formés en Syrie, a affirmé mercredi le ministre turc des Affaires étrangères, menaçant de représailles les combattants kurdes présents dans le Nord syrien.**

"Grâce au travail de nos forces de sécurité, il a été établi que les deux terroristes venaient

de Syrie et avaient été formés là-bas", a déclaré Hakan Fidan.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre Ankara depuis 1984, a revendiqué l'attaque lancée dimanche contre le siège du ministère turc de l'Intérieur.

L'un des deux assaillants s'est fait exploser et l'autre a été abattu avant de pouvoir pénétrer dans l'enceinte du ministère.

"Dorénavant, toutes les infrastructures et installations, ainsi que des stations énergétiques appartenant au PKK et aux YPG (Unités de protection du peuple kurde, NDLR) en Irak et en Syrie forment des cibles légitimes pour nos forces de sécurité", a affirmé M. Fidan.

"Je conseille aux parties tierces de se tenir à distance des lieux et des personnes affiliés au PKK et aux YPG", a-t-il ajouté.

Ankara qualifie les YPG -- alliées des Etats-Unis dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique -- de "terroristes" et les considère comme une extension du PKK, classé organisation terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

L'armée turque dit avoir visé depuis dimanche 36 positions de combattants kurdes turcs du PKK dans le nord de l'Irak,

où ils disposent de bases arrière.

La Turquie mène également régulièrement des attaques de

drones dans les zones contrôlées par l'administration autonome kurde en Syrie.

Entre 2016 et 2019, la Turquie

a mené trois opérations d'envergure dans le nord de la Syrie contre les forces et organisations kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 octobre 2023

## La Turquie mène de nouvelles frappes en Irak et menace le Nord syrien de représailles

**Istanbul, 4 oct 2023 (AFP) — La Turquie a annoncé mercredi soir avoir mené de nouvelles frappes aériennes contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, pour la troisième fois depuis l'attentat d'Ankara où deux policiers ont été blessés dimanche, après avoir menacé plus tôt dans la journée de représailles les combattants kurdes présents dans le Nord syrien.**

"Vingt-deux cibles, composées de cavernes, d'abris et de dépôts, considérées comme étant utilisées par l'organisation terroriste ont été détruites", lors de frappes aériennes mercredi soir, a annoncé le ministère turc de la Défense.

Les auteurs de l'attaque ayant blessé deux policiers dimanche à Ankara ont été formés en Syrie, avait affirmé plus tôt dans la journée le ministre turc des Affaires étrangères, menaçant de représailles les combattants kurdes présents dans le Nord syrien et dans le nord de l'Irak.

Une réunion sur la sécurité nationale ayant rassemblé les ministres de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, ainsi que le chef d'état-major de l'armée et le directeur des services de renseignement a par ailleurs eu lieu dans l'après-midi dans la capitale turque.

"Grâce au travail de nos forces de sécurité, il a été établi que les deux terroristes venaient de Syrie et avaient été formés là-bas", a déclaré le ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan.

Le PKK, en lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, a revendiqué l'attaque de dimanche contre le siège du ministère turc de l'Intérieur.

L'un de ses deux auteurs s'est fait exploser et l'autre a été abattu avant de pouvoir pénétrer dans l'enceinte du ministère.

"Dorénavant, toutes les infrastructures et les installations, notamment énergétiques, appartenant au PKK et aux YPG (Unités de protection du peuple kurde, NDLR) en Irak et en Syrie constituent des cibles légitimes pour nos forces de sécurité", a affirmé M. Fidan.

"Je conseille aux parties tierces de se tenir à distance des lieux et des personnes affiliés au PKK et aux YPG", a-t-il ajouté.

Le ministère turc de la Défense a par ailleurs partagé mercredi sur X (ex-Twitter) une vidéo de frappes menées mardi soir sur des cibles qui appartiendraient au PKK dans le nord de l'Irak.

Ankara qualifie les YPG - partenaires des Etats-Unis dans la

lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique - de "terroristes" et les considère comme une extension du PKK, classé organisation terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

L'armée turque dit avoir visé depuis dimanche les positions de combattants kurdes turcs du PKK dans le nord de l'Irak, où ils disposent de bases arrière.

Le ministre irakien de la Défense Thabet al-Abbassi sera en visite jeudi à Ankara pour y rencontrer son homologue turc Yasar Guler, selon l'agence étatique turque de presse Anadolu.

- "Crime de guerre" -

Les déclarations de M. Fidan pourraient être le signe d'une prochaine intensification des frappes de la Turquie en Syrie.

Un des organisateurs présumés de l'attentat qui a fait six morts en 2022 à Istanbul a été tué lors d'une opération menée par les services turcs de renseignement dans le nord de la Syrie, ont rapporté mercredi les médias turcs.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme, basé au Royaume-Uni, a confirmé qu'un "responsable de renseignement" de l'administration autonome kurde du nord-est de

la Syrie avait été tué mardi.

Le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS, une coalition soutenue par les Etats-Unis) Mazloum Abdi a démenti mercredi que les auteurs de l'attentat d'Ankara étaient venus de l'administration autonome kurde du nord de la Syrie.

"La Turquie cherche des prétextes pour légitimer ses attaques en cours contre notre région et lancer une nouvelle agression militaire", a-t-il déclaré sur les réseaux sociaux.

"La menace de cibler les infrastructures, les ressources économiques et les villes peuplées de la région est un crime de guerre, ce dont nous avons déjà été témoins", a-t-il ajouté.

Ankara mène régulièrement des attaques de drones en Syrie dans les zones contrôlées par l'administration autonome kurde.

Entre 2016 et 2019, la Turquie a effectué trois opérations d'envergure dans le nord de la Syrie contre les forces et les organisations kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 octobre 2023

## Turquie: un journaliste TV condamné pour "propagande terroriste" mais libéré

**Istanbul (AFP) — Le rédacteur en chef d'une chaîne de télévision privée turque a été condamné mercredi pour "propagande terroriste" pour ses commentaires sur le leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan, mais libéré d'un aménagement de peine, ont rapporté les médias turcs.**

Chroniqueur et rédacteur en chef de la chaîne d'opposition Tele 1, Merdan Yanardag était détenu depuis le 27 juin, accusé d'avoir tenu à l'antenne des propos assimilables à de la "propagande terroriste" et d'avoir fait "l'apologie de criminels".

Un tribunal d'Istanbul l'a condamné mercredi à deux

ans et demi de prison mais a ordonné sa libération en vertu d'un aménagement de peine, a indiqué la chaîne Tele 1, affirmant que son journaliste est victime d'un "complot".

"Je n'ai jamais fait l'éloge ou la propagande d'une organisation terroriste. La seule chose que j'ai faite pendant cette émission de 50 minutes a été de critiquer les politiques de l'AKP", le Parti de la justice et du développement, au pouvoir, s'est défendu le journaliste au cours de l'audience, selon la plateforme de défense de la liberté d'expression P24.

Des défenseurs des droits de l'homme avaient appelé la justice turque à mettre fin à sa détention, devenue selon eux

"une attaque contre tous les journalistes critiques".

"C'est une honte pour le pouvoir et notre pays de maintenir un journaliste en détention depuis des mois seulement pour avoir exprimé ses opinions", avait affirmé à la presse avant l'audience le président de l'Association turque des journalistes, Nazmi Bilgin.

Pendant l'émission qui lui a valu son arrestation, M. Yanardag s'était demandé pourquoi Abdullah Öcalan, dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), était depuis 1999 à l'isolement dans une prison d'une île de la mer de Marmara, au sud d'Istanbul.

"L'isolement qu'il subit n'a au-

cune place dans la loi. Il doit être levé", avait-il déclaré.

Arrêté quelques heures après avoir tenu ces propos, il avait été inculpé dès le lendemain.

Merdan Yanardag avait aussi critiqué la proposition d'un député AKP de relancer un processus de paix qui avait eu lieu en 2013-2015 avec le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara et l'Union européenne (UE).

"Vous le gardez en otage et vous négociez avec lui", avait-il lancé.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 octobre 2023

## Frappes turques sur des cibles kurdes en Syrie: au moins sept morts

**Qamichli (Syrie), 5 oct 2023 (AFP) — La Turquie a mené jeudi des frappes de drones en Syrie contre des cibles militaires et des infrastructures dans des régions sous contrôle des Kurdes, tuant au moins sept personnes, en représailles à un attentat à Ankara.**

La plupart des frappes ont eu lieu dans la province de Hassaké, sous contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dominée par les Kurdes et soutenue par les Etats-Unis.

Dimanche, deux policiers ont été blessés dans un attentat à Ankara, revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, turc), en lutte armée

contre les autorités turques depuis 1984.

La Turquie a affirmé que les auteurs de l'attaque avaient été formés en Syrie, pays voisin. Elle qualifie de "terroriste" la principale composante des FDS, les YPG (Unités de protection du peuple), qu'elle considère comme une extension du PKK.

"Sept ouvriers ont été tués dans les raids" turcs qui ont notamment visé deux briqueteries, a affirmé à l'AFP Farhad Chami, des FDS.

Selon lui, une série de raids ont visé des objectifs civils et militaires, dont un site pétrolier, un véhicule militaire et une motocyclette.

"Il y a une escalade claire depuis les menaces turques" contre les zones contrôlées par l'administration kurde autonome dans le nord-est de la Syrie, a-t-il ajouté.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG basée au Royaume-Uni et disposant d'un vaste réseau de sources dans la Syrie en guerre, deux personnes ont été tuées dans le raid contre le véhicule.

En représailles à l'attentat de dimanche, la Turquie a mené des frappes contre des positions du PKK dans le nord de l'Irak, pays frontalier de la Syrie et de la Turquie.

- "Cibles légitimes" -

"Dorénavant, toutes les infrastructures et les installations, notamment énergétiques, appartenant au PKK et aux YPG en Irak et en Syrie constituent des cibles légitimes pour nos forces de sécurité", averti le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan.

"Je conseille aux parties tierces de se tenir à distance des lieux et des personnes affiliés au PKK et aux YPG", a-t-il ajouté.

Le chef des FDS, Mazloum Abdi, a démenti mercredi les accusations sur une éventuelle implication des forces kurdes syriennes dans l'attentat d'Ankara.

"La Turquie cherche des prétextes pour légitimer ses at-

taques en cours contre notre région et lancer une nouvelle agression militaire", a-t-il affirmé.

Dans le marché principal de la ville kurde de Qamichli, située dans la province de Hassaké, les commerçants ne cachent pas leur inquiétude, suivant avec angoisse les informations sur leurs téléphones portables.

"La situation empire chaque jour. La Turquie ne nous laisse pas souffler et nous vise chaque jour. Nous voulons juste que nos enfants vivent en paix", affirme Hassan al-Ahmad, un commerçant de 35 ans.

- "Dissuader" -

Dans un communiqué jeudi, l'administration autonome kurde a appelé "la communauté internationale, la coalition internationale" ainsi que la Russie à "prendre des positions capables de dissuader" la Turquie.

Les Etats-Unis, la Russie et la Turquie déploient des troupes dans des régions distinctes de Syrie.

Avec le soutien militaire de Moscou et Téhéran, le régime syrien a reconquis la plupart des territoires perdus au début

de la guerre, déclenchée en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie.

Les FDS, soutenus par Washington, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique en Syrie.

Le département d'Etat a affirmé que les Etats-Unis étaient "inquiets face à l'escalade militaire dans le nord de la Syrie" et appelé "à la désescalade".

La région contrôlée par l'administration autonome kurde est régulièrement visée par des attaques de drones turcs. Entre

2016 et 2019, la Turquie a effectué trois opérations d'envergure contre les forces kurdes.

La guerre en Syrie, qui s'est complexifiée avec l'intervention de jihadistes et de puissances étrangères, a fait plus d'un demi-million de morts et déplacé des millions de personnes. Elle a ravagé les infrastructures et morcelé le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 octobre 2023

## Iran: l'Allemagne et les Etats-Unis inquiets pour l'adolescente dans le coma après une "altercation"

**Paris, 5 oct 2023 (AFP) — L'Allemagne et les Etats-Unis ont exprimé mercredi leur inquiétude au sujet d'une adolescente iranienne qui aurait été victime d'une altercation avec les forces de sécurité dans le métro de Téhéran et se trouve depuis dans le coma.**

"En Iran, une jeune femme se bat à nouveau pour sa vie. Juste parce qu'on pouvait voir ses cheveux dans le métro. C'est intolérable", a écrit la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock, sur X, anciennement Twitter.

De son côté, l'envoyé spécial américain pour l'Iran Abram Paley a affirmé sur X que Washington était "choqué et inquiet en raison des informations selon lesquelles la soi-disant police

des moeurs iranienne aurait agressé" l'étudiante.

"Nous suivons l'évolution de son état de santé. Nous continuons à soutenir le courageux peuple iranien et à travailler avec le monde entier pour que le régime soit tenu responsable de ses abus", a ajouté M. Paley.

Selon l'ONG Hengaw, basée en Norvège, l'adolescente de 16 ans, Armita Garawand, a été grièvement blessée lors d'une altercation dans le métro avec des femmes membres de la police des moeurs.

Cette affaire a fait l'objet de nombreux échanges sur les réseaux sociaux, une vidéo a circulé montrant, selon certains, la jeune fille, apparemment non voilée, être poussée dans le

métro par des agents de police. Un corps inanimé est ensuite emmené.

Originaire de la ville de Kermanshah, dans l'ouest de l'Iran majoritairement kurde, la jeune fille réside à Téhéran, d'après Hengaw.

L'ONG Iran Human Rights (IHR), dont le siège est en Norvège, a demandé "une enquête internationale indépendante" accusant Téhéran d'avoir "une longue histoire de distorsion des faits et de dissimulation des preuves de ses crimes".

"La république islamique continue de harceler et de réprimer les femmes sous prétexte de lutter contre les violations du hijab obligatoire", a déclaré son directeur, Mahmood Amiry-Moghaddam.

Selon cette ONG, l'étudiante est soignée à l'hôpital Fajr de Téhéran, au sein d'une unité placée sous haute sécurité.

Elle a publié une photo de Armita Garawand sur son lit d'hôpital, reliée à une sonde gastrique, la tête et le cou couverts de bandages.

Ses parents ont accordé une interview aux médias d'Etat iraniens à l'hôpital "sous une pression considérable" et "en présence d'officiers de sécurité de haut rang", a affirmé Hengaw.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 octobre 2023

## L'Iran fustige les Occidentaux pour avoir exprimé leurs inquiétudes sur l'état de santé d'une élève

**Téhéran, 5 oct 2023 (AFP) — L'Iran a fustigé jeudi les propos "interventionnistes" de plusieurs gouvernements occidentaux pour avoir exprimé leurs inquiétudes sur l'état de santé d'une adolescente hospitalisée depuis dimanche.**

Selon l'ONG Hengaw basée en Norvège, qui suit la situation des Kurdes en Iran, Armita Garawand, une lycéenne de 16 ans, est dans le coma après avoir subi dans le métro de Téhéran une "agression" de la part de membres de la police des mœurs, chargés de faire appliquer l'obligation pour les femmes iraniennes de porter le voile en public.

Lundi, l'agence de presse officielle iranienne Irna a affirmé que la jeune fille s'était évanouie après une "chute de ten-

sion" dans le métro.

Le directeur général du métro de Téhéran, Massoud Dorosti, a nié toute "altercation verbale ou physique" entre l'adolescente et des passagers ou du personnel du métro.

La ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a jugé "intolérable" qu'une jeune femme "se batte à nouveau pour sa vie", pour ne pas voir porté le voile.

De son côté, l'envoyé spécial américain pour l'Iran, Abram Paley, a affirmé que Washington était "choqué et inquiet en raison des informations selon lesquelles la soi-disant police des mœurs iranienne aurait agressé" la lycéenne.

Jeudi, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères

iranien, Nasser Kanani, a critiqué ces déclarations, sans faire d'allusion directe à l'affaire de la jeune fille.

"Au lieu de remarques interventionnistes et biaisées et au lieu d'exprimer des inquiétudes peu sincères à l'égard des femmes et des filles iraniennes, vous feriez mieux de vous inquiéter du personnel de santé et des patients américains, allemands et britanniques et de vous attaquer à leur situation", a-t-il dit sur X (ex-Twitter).

Lundi, une journaliste iranienne, Maryam Lotfi, a été brièvement arrêtée à Téhéran après s'être rendue dans un hôpital pour enquêter sur l'état de santé de la jeune fille.

L'agence Irna a diffusé jeudi des entretiens avec deux ado-

lescentes présentées comme des camarades d'Armita, affirmant qu'elles étaient avec elle lors de l'incident.

"Elle est tombée à l'entrée du wagon (...) personne ne l'a poussée et elle ne s'est battue avec personne", a déclaré l'une des deux jeunes filles, Fatemeh.

Les autorités iraniennes restent en alerte, un peu plus d'un an après le décès en détention, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires strictes imposées aux femmes en Iran.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 octobre 2023

## Syrie: 78 morts dans une attaque contre l'armée, les Kurdes visés par des frappes turques

**Beyrouth, 5 oct 2023 (AFP) — Près de 80 personnes ont été tuées jeudi dans une attaque ayant visé une cérémonie de promotion d'officiers du régime dans le centre de la Syrie, au moment où la Turquie menait des frappes contre les zones kurdes qui ont fait au moins neuf morts.**

L'attaque contre l'académie militaire de Homs, imputée par l'armée syrienne à "des organisations terroristes", a fait "plus de 78 morts", selon l'Observa-

toire syrien des droits de l'homme (OSDH), en majorité des officiers mais aussi neuf civils, des proches des militaires qui assistaient à la cérémonie.

L'OSDH, basée au Royaume-Uni et disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie, a également fait état de plus de 140 blessés.

"Des organisations terroristes" ont visé la cérémonie "à l'aide de drones chargés d'explosifs", a accusé l'armée syrienne, pro-

mettant de "riposter fermement" à "cette lâche attaque terroriste inédite".

L'attaque n'a pas été revendiquée dans l'immédiat. Des groupes jihadistes qui contrôlent une partie du territoire syrien ont parfois recours aux drones armés.

Les forces gouvernementales avaient repris en mai 2017 au prix de violents combats le contrôle total de la ville de Homs, devenue un fief des re-

belles après le soulèvement pro-démocratie de 2011.

Elle ont riposté jeudi à l'attaque de Homs par de violents bombardements visant la région d'Idlib, dernier bastion rebelle du pays, selon des habitants, l'OSDH faisant état de quatre civils tués.

Déjà dans la nuit de mercredi à jeudi, cinq membres d'une même famille avaient été tués dans un bombardement des forces du régime sur une zone rebelle dans la province d'Alep

(nord-ouest).

Le conflit en Syrie a été déclenché par la répression des manifestations pro-démocratie, fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le pays.

#### - "Escalade" -

Les Kurdes ont notamment établi une administration autonome dans le nord-est du pays, qui est régulièrement prise pour cible par l'armée turque.

Jeudi, des drones turcs ont visé des sites pétroliers, deux centrales électriques, un barrage et une usine dans la province de Hassaké, contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes).

La Turquie affirme agir en représailles à l'attentat ayant visé dimanche le ministère de l'Intérieur à Ankara, blessant deux policiers.

"Six membres des forces de

sécurité ont été tués dans un raid" et "deux civils" circulant à moto ont péri dans une autre frappe, selon un communiqué des forces kurdes. Le porteur de parole des FDS, Farhad Chami, a peu après fait état d'un neuvième mort.

La Turquie a affirmé que les auteurs de l'attentat d'Ankara, revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, kurde turc), avaient été formés en Syrie, des accusations démenties par le chef des FDS, Mazloum Abdi.

Les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie en 2019 et jouissent toujours de l'appui de Washington.

Ankara considère la principale composante des FDS, les YPG (Unités de protection du peuple), comme une extension du PKK, qualifié d'"organisation terroriste" par Ankara.

"Il y a une escalade claire depuis les menaces turques" contre les zones contrôlées par l'administration kurde autonome dans le nord-est syrien, a affirmé M. Chami.

En riposte à l'attentat d'Ankara, la Turquie a mené également des frappes contre des positions du PKK dans le nord de l'Irak, pays frontalier de la Syrie et de la Turquie.

#### - "La situation empire" -

Après les frappes de jeudi, des colonnes de fumée étaient visibles au-dessus du site pétrolier de Qahtaniya, près de la frontière turque, selon des correspondants de l'AFP, tandis que des pompiers se dirigeaient vers la principale centrale électrique de Qamichli, dans la province de Hassaké.

Dans le marché central de Qamichli, les commerçants et les rares clients avaient les yeux rivés sur les écrans de télévision et leurs téléphones portables,

suivant avec angoisse les informations.

"La situation empire chaque jour. La Turquie ne nous laisse pas souffler et nous vise chaque jour. Nous voulons juste que nos enfants vivent en paix", affirme Hassan al-Ahmad, un commerçant de 35 ans.

L'administration autonome kurde a appelé jeudi "la communauté internationale, la coalition internationale" anti-EI ainsi que la Russie à "prendre des positions capables de dissuader" la Turquie, qui a mené entre 2016 et 2019 trois opérations d'envergure contre les forces kurdes en Syrie.

Les Etats-Unis, la Russie, alliée du régime, et la Turquie déploient des troupes dans des régions distinctes de Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 octobre 2023

## La Syrie en proie aux violences, nouvelles frappes turques sur les Kurdes

**Homs (Syrie), 6 oct 2023 (AFP) — La Syrie a enterré vendredi les militaires et leurs proches tués dans une attaque de drones contre une cérémonie de promotions d'officiers qui a fait plus d'une centaine de morts, à laquelle Damas a répliqué par des bombardements intensifs de zones rebelles.**

Dans le nord-est contrôlé par les Kurdes, l'armée turque a mené de nouveaux raids contre des infrastructures vitales, portant le bilan à 15 morts.

L'attaque jeudi contre l'académie militaire de Homs, dans le centre du pays sous contrôle du pouvoir central, est l'une des plus sanglantes contre l'ar-

mée depuis le début de la guerre en 2011.

Des dizaines de proches de victimes s'étaient rassemblés tôt le matin, le visage fermé, devant l'hôpital militaire de Homs d'où les ambulances transportaient les dépouilles des officiers vers leur dernière demeure.

"Mon fils, ne pars pas, reste près de moi", pleurait une mère éperdue de douleur. Des soldats portant des couronnes précédaient les cercueils, au son d'une musique militaire.

#### - Panique -

Des vidéos sur les réseaux sociaux montrent des victimes

tombant à terre et des blessés appelant à l'aide pendant l'attaque, au milieu de scènes de panique, alors que des coups de feu étaient entendus.

L'attaque a fait 89 morts parmi lesquels 31 femmes et cinq enfants, et 277 blessés, selon les autorités.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a donné un bilan plus lourd de 123 morts incluant 54 civils parmi lesquels 39 enfants, et quelque 150 blessés.

Le ministre de la Défense, Ali Mahmoud Abbas, a assisté aux funérailles d'une trentaine de militaires et de civils à Homs. Il participait à la cérémonie jeudi

mais était parti avant l'attaque des drones, intervenue vers la fin, selon un témoin et l'OSDH.

Les autorités ont proclamé trois jours de deuil.

L'attentat n'a pas été revendiqué. Les forces syriennes ont repris en 2017 le contrôle de Homs, ex-bastion des rebelles, et la province éponyme est éloignée des lignes de front.

Des groupes jihadistes qui contrôlent une partie du territoire syrien, mais également les combattants du groupe Etat islamique, malgré sa défaite territoriale, ont parfois recours aux drones pour attaquer les forces syriennes et leur allié russe.

Le président russe, Vladimir Poutine, a assuré dans un message de condoléances à son homologue syrien, Bachar al-Assad, qu'il avait "l'intention de poursuivre (la) coopération étroite avec les partenaires syriens pour lutter contre toute forme (...) de terrorisme".

"M. Assad et d'autres membres de sa famille ont été formés à l'académie de Homs, ce qui signifie que l'attaque +visée de près+ le pouvoir", a déclaré à l'AFP Aron Lund, du centre de réflexion Century International.

"Les réactions officielles très fortes doivent être vues dans ce contexte", a-t-il ajouté.

#### - Riposte -

L'armée syrienne, qui avait promis de "riposter fermement", a

bombardé dès jeudi après-midi le dernier bastion rebelle du pays, dans le nord-ouest.

L'OSDH a fait état de 15 civils tués dans les zones rebelles. Des avions russes ont également mené au moins cinq raids sur la région rebelle d'Idleb, faisant un mort, un enfant selon l'OSDH.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exprimé son inquiétude, et l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, a appelé jeudi à "une désescalade immédiate".

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie a fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le pays.

Dans le nord-est où les Kurdes ont établi une administration

autonome, la Turquie a mené vendredi, pour le deuxième jour consécutif, une série de raids sur des infrastructures, ciblant les principales centrales à gaz.

Ces nouvelles frappes ont porté le bilan de deux jours de bombardements à 15 morts, dont huit civils, selon les responsables kurdes, qui avaient donné un premier bilan de 16 morts.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les kurdes, ont répondu vendredi en ciblant deux bases sous contrôle des forces turques et des factions pro-Ankara dans l'ouest de la province de Hassaké.

Les FDS ont en outre appelé dans un communiqué leurs alliés américains et russes "à

montrer une position claire en réponse aux attaques de l'occupation turque contre les civils, les services publics et les institutions civiles".

Un membre des forces spéciales turques, blessé dans une attaque de missile contre une base militaire turque dans le nord de la Syrie, est en outre décédé, ont annoncé vendredi les autorités turques.

La Turquie affirme avoir agi en représailles à un attentat qui a visé dimanche le ministère de l'Intérieur à Ankara, blessant deux policiers.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 octobre 2023

## Le Nobel de la paix à la militante iranienne emprisonnée Narges Mohammadi

**Oslo, 6 oct 2023 (AFP) — Le prix Nobel de la paix 2023 a couronné vendredi la militante iranienne Narges Mohammadi, actuellement emprisonnée en Iran, une décision vivement dénoncée par la République islamique, où des femmes, tête nue, se battent pour leurs droits malgré la violente répression.**

La militante et journaliste âgée de 51 ans est récompensée "pour son combat contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous", a déclaré la présidente du comité Nobel norvégien, Berit Reiss-Andersen.

Vice-présidente du Centre des défenseurs des droits de l'Homme fondé par Shirin Ebadi, elle aussi prix Nobel en 2003, Narges Mohammadi a été maintes fois condamnée et emprisonnée depuis 25 ans pour son engagement

contre le voile obligatoire pour les femmes et contre la peine de mort.

A l'annonce de sa distinction, l'ONU a demandé sa libération. "J'en appelle à l'Iran: libérez-la, faites quelque chose de digne", a abondé Mme Reiss-Andersen auprès de l'AFP.

"Nous constatons que le Comité Nobel a attribué le Prix de la Paix à une personne reconnue coupable de violations répétées des lois et qui a commis des actes criminels", a réagi le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani, dans un communiqué.

"Nous condamnons une décision partielle et politique", a ajouté M. Kanani, en soulignant que "des affirmations erronées ont été diffusées au sujet des développements en Iran dans la déclaration du Comité".

Il a dénoncé un "acte politique et interventionniste, impliquant certains gouvernements européens".

L'Iran a connu l'an dernier un vaste mouvement de contestation déclenché par la mort d'une jeune femme kurde iranienne de 22 ans, Mahsa Amini, après son arrestation à Téhéran pour non respect du strict code vestimentaire islamique.

Une adolescente de 16 ans, Armita Garawand, est aussi actuellement dans le coma après, selon l'ONG de défense des droits des Kurdes d'Iran Hengaw, avoir été "agressée" par des membres de la police des moeurs chargés de faire appliquer l'obligation de porter le voile.

#### - "Une gifle au régime" -

"Le mouvement a accéléré le processus de démocratie, de liberté et d'égalité", désormais "ir-

réversible", écrivait le mois dernier à l'AFP Narges Mohammadi, depuis sa cellule.

Elle-même et trois codétenues ont brûlé leur voile dans la cour de la prison d'Evin à Téhéran pour marquer l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini le 16 septembre.

L'Iran se situe à la 143e place - sur 146 pays- du classement du Forum économique mondial (WEF) sur l'égalité des sexes.

Le soulèvement "Femme, Vie, Liberté" -un slogan avec lequel Mme Reiss-Andersen a entamé, en farsi puis en anglais, son annonce vendredi- y a été violemment réprimé.

Selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), 551 manifestants -434 hommes, 49 femmes et 68 enfants- ont été tués par les forces de sécurité, et des milliers d'autres arrêtés.

"Ce prix est une gifle au régime d'Ali Khamenei (le guide suprême, nldr) qui a déclaré la guerre à son propre peuple", a commenté Masih Alinejad, autre célèbre opposante au port obligatoire du hijab.

- "Aucune perspective de liberté"

Si la contestation est désormais plus diffuse, elle se poursuit sous différentes formes, posant aux autorités iraniennes l'un des plus grands défis depuis la révolution de 1979.

Scènes encore inimaginables il y a un an, des femmes sortent aujourd'hui dévoilées dans les lieux publics malgré les risques.

Le Nobel "récompense également les centaines de milliers de personnes qui, au cours de l'année écoulée, ont manifesté

contre les politiques du régime théocratique en matière de discrimination et d'oppression contre des femmes", a précisé Mme Reiss-Andersen.

La famille de la lauréate a salué "un moment historique pour le combat pour la liberté en Iran" et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, "un hommage à toutes ces femmes qui se battent pour leurs droits".

"Je suis très, très fier d'elle, très heureux", a déclaré son fils Ali, 17 ans, qui n'a pas pu voir sa mère depuis huit ans, ajoutant que ce prix constituait "une récompense pour le peuple iranien", lors d'une conférence de presse à Paris.

Un "choix très fort pour une combattante de la liberté", s'est félicité le président français, Emmanuel Macron tandis que Wash-

ington saluait le "courage" de la lauréate.

Téhéran n'avait pas réagi officiellement en fin de journée. L'agence local Tasnim a fait part de l'information, décrivant Narges Mohammadi comme une personne détenue pour ses "actions anti-iraniennes" et subversives.

Selon le comité Nobel, Narges Mohammadi, 19e femme à remporter le prix, a été arrêtée à 13 reprises et condamnée cinq fois à un total de 31 ans de prison et 154 coups de fouet.

A nouveau incarcérée en 2021, elle n'a pas vu ses enfants -qui vivent en France avec son mari- depuis huit ans.

Considérée comme une "détenue d'opinion" par Amnesty International, elle disait dans sa correspondance avec l'AFP n'avoir "presque aucune perspective de

liberté".

Le prix Nobel de la paix -un diplôme et une médaille d'or assortis de 11 millions de couronnes (près de 980.000 euros)- sera remis le 10 décembre dans la capitale norvégienne.

C'est la cinquième fois qu'il est attribué à des militants emprisonnés après, notamment, le Bélarusse Ales Beliatki l'an dernier, représenté par son épouse à la cérémonie Nobel, et le Chinois Liu Xiaobo dont le fauteuil était resté symboliquement vide en 2010.

Il y a 20 ans, Shirin Ebadi avait défié les conservateurs iraniens en recevant son Nobel à Oslo sans porter de hijab.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 octobre 2023

## Nobel de la Paix: l'Iran dénonce une décision "partiale et politique"

**Téhéran, 6 oct 2023 (AFP) — L'Iran a vivement critiqué vendredi l'attribution du prix Nobel de la Paix à la militante iranienne emprisonnée Narges Mohammadi, qualifiant ce choix de "politique et partiale".**

"Nous constatons que le Comité Nobel a attribué le Prix de la Paix à une personne reconnue coupable de violations répétées des lois et qui a commis des actes criminels", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nasser Kanani, dans un communiqué.

"Nous condamnons une décision partiale et politique", a ajouté M. Kanani, en soulignant que "des affirmations erronées ont été diffusées au sujet des développements en Iran dans la déclaration du Comité".

Il a dénoncé un "acte politique et interventionniste, impliquant certains gouvernements européens".

Selon lui, l'attribution du prix "s'inscrit dans la continuité des pressions exercées par des milieux occidentaux contre l'Iran".

La remise du prix à la militante, emprisonnée depuis avril 2022, a également été critiquée par des médias locaux.

Pour l'agence de presse officielle IRNA, le comité Nobel a récompensé "une femme ayant collaboré avec des groupes terroristes" et "inconnue dans son propre pays, en particulier parmi les femmes iraniennes", dans l'objectif de "politiser le concept des droits humains".

L'agence de presse Tasnim a également décrit Mme Mo-

hammadadi comme une "condamnée" ayant commis des activités "subversives".

La militante et journaliste âgée de 51 ans est récompensée "pour son combat contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous", a déclaré la présidente du comité Nobel norvégien, Berit Reiss-Andersen.

Vice-présidente du Centre des défenseurs des droits de l'Homme fondé par Shirin Ebadi, elle aussi prix Nobel en 2003, Narges Mohammadi a ces dernières 25 années été plusieurs fois condamnée et emprisonnée pour son engagement contre le voile obligatoire pour les femmes et contre la peine de mort.

L'Iran a connu l'an dernier un vaste mouvement de contestation déclenché par la mort

d'une jeune femme kurde iranienne de 22 ans, Mahsa Amini, après son arrestation à Téhéran pour non respect du strict code vestimentaire imposé aux femmes.

Narges Mohammadi a exprimé son soutien au mouvement.

Contrairement aux médias locaux conservateurs en Iran, certaines voix iraniennes ont apporté leur soutien à Mme Mohammadi, comme l'actrice Taraneh Alidoosti, arrêtée en janvier avant d'être libérée trois semaines plus tard.

"La liberté viendra avec toi, chère Narges, une femme comme toi n'a pas sa place en prison", a-t-elle déclaré.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 octobre 2023

## Syrie: Ankara poursuivra ses frappes malgré la perte d'un drone abattu par les Etats-Unis

**Istanbul, 6 oct 2023 (AFP) — Le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan a déclaré vendredi à son homologue américain Antony Blinken que les frappes aériennes d'Ankara en Syrie se poursuivraient malgré la destruction par les Etats-Unis d'un drone turc.**

L'entretien téléphonique entre les deux hommes a eu lieu un jour après qu'un chasseur américain a abattu un drone de combat turc qui visait les forces kurdes soutenues par Washington en Syrie.

Il s'agissait du premier incident de ce type entre les alliés de l'OTAN.

M. Fidan a dit à M. Blinken que "les opérations antiterroristes de la Turquie en Irak et en Syrie se poursuivront avec détermination", a déclaré un

source diplomatique turque après la conversation téléphonique.

Les deux hommes sont parvenus à un accord sur les moyens de désamorcer les futurs conflits dans la région "d'une manière qui n'entraverait pas notre lutte contre le terrorisme", a ajouté la même source.

M. Blinken "a souligné le besoin de coordination" des activités des deux pays pour éviter les accrochages, a déclaré le porte-parole de la diplomatie américaine Matthew Miller.

Les deux responsables sont d'accord "sur l'objectif commun de combattre les menaces terroristes (...) où qu'elles soient, en Syrie, en Irak ou ailleurs", a ajouté M. Miller à Washington.

La Turquie a intensifié ses raids aériens transfrontaliers contre

des cibles kurdes dans le nord-est de la Syrie et le nord de l'Irak en représailles à un attentat à la bombe à Ankara qui a blessé deux policiers dimanche.

Une branche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme un groupe terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux, a revendiqué la responsabilité de la première attaque de ce type à Ankara depuis 2016.

La Turquie a conclu que les deux assaillants décédés lors de l'attaque d'Ankara venaient de Syrie. L'opération turque en Syrie vise principalement le pétrole et d'autres installations contrôlées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG). Le groupe fait partie intégrante des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les Etats-Unis - l'armée

de facto des Kurdes dans la région - qui ont mené la bataille visant à déloger les jihadistes du groupe Etat islamique de la région en 2019.

Le soutien des Etats-Unis aux YPG a détérioré les liens d'Ankara avec Washington depuis la défaite des jihadistes. Ces tensions se sont exacerbées lorsqu'un avion de combat américain a abattu jeudi un drone de combat turc considéré comme une menace pour les forces américaines soutenant les YPG.

La présidence turque a qualifié vendredi le soutien étranger aux YPG de "folie colossale".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 octobre 2023

## Syrie: 29 tués par les frappes turques dans le nord-est (Kurdes)

**Qamichli (Syrie), 9 oct 2023 (AFP) — Vingt-neuf membres des forces kurdes en Syrie ont été tués et 28 autres blessés dans un nouveau raid de la Turquie qui a visé un de leurs centres de formation dans le nord-est du pays, ont indiqué lundi les autorités de la région semi-autonome.**

Depuis jeudi dernier, la Turquie mène une campagne de frappes aériennes sur des cibles dans des régions sous contrôle des Kurdes dans le nord-est syrien, en représailles à un attentat à la bombe à An-

kara qui a blessé deux policiers le 1er octobre.

Une académie des forces antidrogue kurdes figurait parmi les cibles visées durant la nuit, ont indiqué les autorités kurdes dans un communiqué, ajoutant que "29 membres des forces antidrogue ont été tués et 28 autres blessés", dont certains grièvement.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), a rapporté que 30 membres des Assayech, la police kurde, ont été tués et 37 autres blessés dans un raid aérien turc qui a ciblé un centre

de formation à la périphérie à Al-Malikiya, dans la province de Hassaké près de la frontière turque.

Selon des correspondants de l'AFP dans la région, notamment à Qamichli dans la province de Hassaké, les hôpitaux et les mosquées ont appelé la population à faire des dons de sang en raison du grand nombre de blessés.

Les raids, qui ont baissé d'intensité au cours du week-end, avaient fait au moins 15 morts jeudi et vendredi, dont huit civils selon l'administration kurde autonome.

Ils ont notamment visé des infrastructures civiles selon la même source, mais également "des quartiers généraux et des abris" utilisés par les forces kurdes d'après Ankara.

**- Démenti kurde -**

La Turquie, qui déploie des troupes dans le nord de la Syrie, morcelée par la guerre, a intensifié ses raids contre des cibles kurdes en Syrie et en Irak voisin en représailles à l'attentat d'Ankara.

L'attentat a été revendiqué par une branche du Parti des tra-

vailleurs du Kurdistan (PKK, turc), en lutte armée contre les autorités turques et considéré comme groupe "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux. Le PKK a des bases dans le Kurdistan d'Irak (nord).

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les Etats-Unis - l'armée de facto des Kurdes dans la ré-

gion -, ont nié que les responsables de l'attaque d'Ankara soient passés par leur région. La Turquie a affirmé que les deux assaillants décédés lors de l'attaque d'Ankara venaient de Syrie.

Les combattants kurdes syriens, soutenus par les Etats-Unis, ont été le fer de lance de la bataille qui a délogé les jiha-

distes du groupe Etat islamique du nord de la Syrie en 2019.

Entre 2016 et 2019, la Turquie, qui déploie des soldats dans le nord de la Syrie, a effectué trois opérations d'envergure contre la région tenue par les Kurdes qui y ont établi une administration autonome.

La guerre en Syrie, déclenchée en 2011, a fait plus d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes et morcelé le territoire.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

11 octobre 2023

## Syrie: Ankara veut assécher le financement des forces kurdes (chef militaire)

**Hassaké (Syrie), 11 oct 2023 (AFP) — Les récentes frappes transfrontalières menées par la Turquie contre des cibles kurdes dans le nord-est de la Syrie ont détruit une bonne partie des installations pétrolières dans la région, afin d'assécher le financement des forces kurdes, a déclaré leur chef militaire à l'AFP.**

Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), a reproché, dans un entretien accordé à l'AFP mardi soir, à l'allié américain de ne pas être intervenu pour arrêter la campagne de bombardements turcs.

"Les attaques turques (...) ont directement visé les infrastructures, les services et les sources de financement de l'administration autonome kurde", endommageant "plus de la moitié des sites pétroliers et des centrales électriques", selon M. Abdi.

Dominées par les forces kurdes, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie en 2019 et jouissent toujours de l'appui de Washington, également allié d'Ankara au sein de l'Otan.

Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le nord-est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor, riche en pétrole, dans une région où sont également déployées des forces américaines, plus gros contingent de la coalition internationale anti-EI en Syrie.

Ankara a deux objectifs: "provoquer un exode" des habitants et "assécher les sources de financement" de l'administration et des forces kurdes pour "empêcher les FDS de se maintenir", assure M. Abdi.

Les frappes turques en Syrie ont fait depuis le 5 octobre au moins 44 morts, Ankara disant agir en représailles à un attentat à la bombe qui a blessé deux policiers le 1er octobre. La Turquie a également visé des cibles kurdes en Irak.

Les FDS ont nié que les responsables de l'attaque d'Ankara soient passés par leur région, comme l'affirme la Turquie.

- "Position faible" -

Les frappes ont notamment visé des dizaines de sites pétroliers proches de la frontière avec la Turquie et des centrales électriques, privant plu-

sieurs régions de courant depuis une semaine.

Elles ont également ciblé une académie des forces antidrogue kurdes, où 29 membres des forces de sécurité ont été tués.

Le chef kurde a par ailleurs déploré une "position faible des Etats-Unis" face aux frappes turques. "Les forces américaines se sont limitées à protéger leurs positions (...) mais n'ont rien fait pour arrêter ces attaques".

Dans un pays morcelé par 12 ans de guerre et qui compte plusieurs forces étrangères sur son sol, il a appelé la Russie, les Etats-Unis ou la coalition anti-EI à "accomplir leur devoir et empêcher la réédition de ces attaques".

L'armée turque, également présente en Syrie, a achevé "avec succès" la "première phase" de sa campagne de bombardements, a annoncé lundi le président turc, Recep Tayyip Erdogan, prévenant qu'elle "continuerait à mener des opérations" dans le nord de la Syrie et de l'Irak.

Interrogé, d'autre part, sur les combats ayant fait une cen-

taine de morts le mois dernier entre les FDS et des combattants de tribus arabes locales, M. Abdi a assuré que sur le plan sécuritaire, la question avait été réglée.

Les affrontements avaient été déclenchés par l'arrestation fin août par les FDS d'un chef militaire arabe local qui leur était allié.

M. Abdi a toutefois reconnu "des problèmes de gouvernance et d'administration à Deir Ezzor qui n'avaient pas encore été résolus", évoquant des efforts en cours avec la population locale pour les régler.

Les FDS assurent qu'il s'agit d'une dispute locale et non d'un conflit kurdo-arabe, accusant le régime syrien de soutenir les combattants des tribus locales.

Sur les liens des Kurdes syriens avec le pouvoir de Bachar al-Assad, qui n'ont jamais été rompues, M. Abdi a parlé d'une certaine "tiédeur" dans ces relations.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

11 octobre 2023

## Grèce: un partisan du PKK et condamné en France, arrêté à Athènes

**Athènes, 11 oct 2023 (AFP) — Un Turc d'origine kurde, condamné en France pour avoir recruté des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a été arrêté à Athènes sur mandat international, a indiqué mercredi la police grecque.**

L'homme âgé de 35 ans a été interpellé mardi soir lors d'un contrôle de routine dans le quartier contestataire d'Exarchia, dans le centre de la capitale grecque, a précisé la police.

"Les autorités confirment qu'il était recherché en raison de sa condamnation en France" à une peine de prison ferme, selon la même source.

Il doit être présenté mercredi au parquet d'Athènes afin de lancer la procédure d'extradition vers la France où il avait obtenu l'asile politique, selon la même source.

Au moment de son arrestation, l'homme était accompagné de deux compatriotes kurdes et

d'une femme belge, qui ont également été arrêtés avant d'être relâchés.

Le PKK est considéré comme organisation terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

De nombreux Kurdes de nationalité turque ont trouvé de longue date refuge en Grèce, pays membre de l'UE qui entretient de relations difficiles avec la Turquie voisine.

En février 1999, Abdullah Öcalan, chef historique du PKK et le plus recherché alors par Ankara, avait été arrêté devant l'ambassade de Grèce à Nairobi par les services secrets turcs.

Il purge depuis une peine de prison à vie pour trahison et tentative de diviser le pays.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

11 octobre 2023

## Iran: l'état de santé d'une adolescente dans le coma s'est aggravé

**Téhéran, 11 oct 2023 (AFP) — Des médias iraniens ont indiqué mercredi que l'état de santé de la lycéenne tombée dans le coma dans le métro de Téhéran dans des circonstances controversées début octobre s'était "détérioré" ces derniers jours.**

"Malgré les efforts continus du personnel médical, les signes vitaux relativement stables d'Armita Garawand ont évolué et se sont quelque peu détériorés au cours des derniers jours", selon les agences Irna et Borna, affilié au ministère de la Jeunesse et des Sports.

"Les efforts de l'équipe médicale se poursuivent" pour tenter de sauver la jeune fille qui se trouve dans l'hôpital Fajr de Téhéran, ont-elles ajouté.

Agée de 16 ans et originaire des régions kurdes, Armita Garawand est hospitalisée depuis le 1er octobre après s'être évanouie dans le métro de la capitale.

Les circonstances de ce malaise sont controversées. Les autorités ont affirmé que l'adolescente avait été victime d'une "chute de tension" et nié toute "altercation verbale ou physique" entre elle "et des passagers ou des cadres du métro".

Mais selon des ONG, Armita Garawand a été grièvement blessée lors d'une "agression" de la part de membres de la police des mœurs, chargés de faire appliquer l'obligation pour les femmes iraniennes de porter le voile en public.

A la suite de ces informations, Téhéran a fustigé les propos "interventionnistes" de plusieurs gouvernements occidentaux pour avoir exprimé leurs inquiétudes sur l'état de santé de l'adolescente.

Cette affaire est intervenue un peu plus d'un an après le décès en détention, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini,

une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires strictes imposées aux femmes en Iran.

Cette mort avait déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays qui a fait plusieurs centaines de morts, dont des forces de l'ordre, et provoqué l'arrestation de milliers de personnes.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

11 octobre 2023

## La Turquie va "continuer d'intensifier les opérations" en Syrie et Irak (Erdogan)

**Istanbul, 11 oct 2023 (AFP)** — La Turquie va "continuer d'intensifier ses opérations contre les combattants kurdes du PKK en Syrie et en Irak, a annoncé mercredi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"Nous avons déjà intensifié nos opérations aériennes et nous allons continuer et montrer aux

terroristes que nous pouvons les détruire en tous lieux et à tous moments", a insisté le chef de l'Etat qui a déclenché une série de bombardements depuis le 1er octobre, en représailles à un attentat qui a blessé deux policiers à Ankara et a été revendiqué le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

M.Erdogan avait estimé" lundi

soir que la Turquie avait achevé "avec succès" la "première phase" de sa campagne de bombardements, et laissé entendre qu'Ankara continuerait de "mener des opérations"" dans le nord de la Syrie et de l'Irak.

Il a lui-même donné lundi - et répété mardi soir - le bilan de "192 cibles" détruites et "162

terroristes" tués, membres du PKK et de ses alliés des YPG, Unités de protection du peuple, alliés des Américains dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 octobre 2023

## Attentat à Ankara: les terroristes sont venus de Syrie en parapente (ministre)

**Istanbul, 12 oct 2023 (AFP)** — Les deux auteurs de l'attentat perpétré le 1er octobre à Ankara, qui a blessé deux policiers, sont "très probablement" arrivés de Syrie en parapente motorisé, a affirmé jeudi le ministre turc de l'Intérieur.

"Les auteurs de l'attentat à Ankara sont très probablement venus de Syrie avec un parapente motorisé", a indiqué Ali Yerlikaya à la presse à Istanbul.

"Nous n'avons pas pour l'instant pu trouver le parapente. Nous travaillons pour assurer la sécurité concernant des vols à basse altitude", a-t-il ajouté sans autre précision.

Cette déclaration concernant le mode opératoire possible des deux assaillants d'Ankara rappelle celui utilisé le 7 octobre par une partie des membres du Hamas islamiste pour s'infiltrer sur le territoire israélien depuis la bande de Gaza, tandis

que d'autres arrivaient par les voies terrestre et maritime.

Environ 1.200 Israéliens, pour la plupart des civils, ont été tués dans cette offensive du Hamas.

Les deux assaillants d'Ankara sont morts dans l'attaque du bâtiment du ministère turc de l'Intérieur et de la police, l'un a déclenché son gilet explosif, l'autre a été abattu par les policiers en faction.

L'attentat, revendiqué le jour même par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a déclenché une vague de bombardements turcs sur le nord de le nord de la Syrie et de l'Irak, où le PKK dispose de bases.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 octobre 2023

## Irak: trois membres du PKK tués dans une frappe de drone imputée à la Turquie (officiel)

**Erbil (Irak), 14 oct 2023 (AFP)** — Trois membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK turc, ont été tués samedi dans le nord de l'Irak dans une frappe de drone menée par l'"armée turque", ont annoncé les services antiterroristes du Kurdistan d'Irak.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait annoncé mercredi que la Turquie allait "continuer d'intensifier" ses frappes aériennes en Syrie et en Irak contre les combattants du PKK, organisation qu'Ankara et ses alliés occidentaux considèrent comme "terroriste".

Cette annonce faisait suite à

l'attentat suicide qui a blessé deux policiers à Ankara le 1er octobre et que le PKK a revendiqué.

La frappe de "drone de l'armée turque" de samedi a visé "un véhicule appartenant à des combattants du PKK" dans la province de Dohuk, au Kurdistan d'Irak, ont indiqué les ser-

vices antiterroristes de la région autonome dans un communiqué.

"Un haut responsable et deux combattants du PKK ont été tués", ont-ils poursuivi.

L'armée turque commente rarement ses frappes en Irak mais elle mène régulièrement

des opérations militaires terrestres et aériennes contre le PKK et ses positions dans le nord de l'Irak, au Kurdistan autonome ou dans la région montagneuse du Sinjar.

La Turquie a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le groupe, qui dispose également de bases-

arrières dans cette région.

De longue date, Bagdad et le Kurdistan d'Irak sont accusés de détourner le regard sur les bombardements turcs pour préserver l'alliance stratégique les unissant à la Turquie, partenaire commercial incontournable. Même si régulièrement des communiqués viennent condamner du bout des lèvres une violation de la souveraineté

irakienne et les répercussions pour les civils.

A l'été 2022, des frappes d'artillerie imputées à Ankara contre une aire de loisirs ont tué neuf personnes, principalement des vacanciers venus du sud de l'Irak. La Turquie a nié toute responsabilité et accusé le PKK.

Fin juillet, les services du Pre-

mier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, avaient évoqué une "visite à venir" en Irak de Recep Tayyip Erdogan, un déplacement dont la date exacte n'a pas été dévoilée.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

15 octobre 2023

## La Russie annonce le rapatriement de Syrie de 34 enfants de jihadistes

**Moscou, 15 oct 2023 (AFP) — La Russie a annoncé dimanche le rapatriement de Syrie de 34 enfants de jihadistes du groupe Etat islamique (EI), en collaboration avec les autorités syriennes et kurdes sur place.**

"Des enfants russes dans leur patrie", s'est félicitée sur Telegram la commissaire russe à l'enfance, Maria Lvova-Belova, visée par ailleurs par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour "déportation illégale" de mineurs ukrainiens.

"Ils sont 34, âgés de quatre à 16 ans", a précisé la responsable, accompagnant son message de photos d'enfants aux mains de plusieurs adultes, à proximité et à l'intérieur d'un avion aux couleurs de la Russie.

Dans son message sur les réseaux sociaux, Mme Lvova-Belova a dit remercier "les dirigeants" syriens "pour leur soutien" et "la partie kurde" pour "sa coopération humanitaire". "Les bébés et les adolescents qui vivaient dans les camps de réfugiés de la région du Trans-

Euphrate sont rendus à leurs parents", s'est-elle réjoui.

"Nous poursuivrons ce travail: les documents pour le retour de 150 autres enfants sont prêts", a-t-elle ajouté, sans donner plus de détails.

Ces dernières années, les rapatriements de femmes et d'enfants ont eu lieu au compte-gouttes face à la réticence des pays étrangers, notamment occidentaux, d'accueillir des personnes affiliées à l'EI.

La Russie, elle, avait décidé

en 2017 le rapatriement systématique des enfants de jihadistes.

Près de 4.500 Russes, notamment originaires du Caucase, ont combattu aux côtés de l'EI, et la Russie a été parmi les premiers pays à organiser des rapatriements depuis la Syrie et l'Irak voisin.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

Lundi 16 octobre 2023

## Un membre présumé des "Beatles" du groupe Etat islamique plaide coupable de financement du terrorisme à Londres

**Londres, 16 oct 2023 (AFP) — Un Britannique soupçonné d'appartenir aux "Beatles", une cellule du groupe jihadiste Etat islamique spécialisée dans l'exécution d'otages occidentaux, a plaidé coupable lundi devant un tribunal londonien de trois chefs d'accusation en lien avec le terrorisme.**

Aine Davis, 39 ans, interpellé

en Turquie en 2015 puis expulsé et arrêté en août 2022 à Londres, a plaidé coupable de financement d'activités terroristes entre 2013 et 2014 et possession d'arme à feu à des fins liées au terrorisme.

Il apparaissait devant la Cour criminelle de l'Old Bailey en visioconférence depuis la prison de haute sécurité de Belmarsh où il est détenu.

Puisqu'il a plaidé coupable il n'y aura pas de procès, selon la loi britannique, mais une nouvelle audience est prévue le 13 novembre durant laquelle le juge prononcera sa peine.

Lors d'une précédente audience en mars dernier, il avait plaidé non coupable des mêmes faits.

Actifs en Syrie entre 2012 et

2015, les quatre membres des "Beatles", qui avaient grandi et s'étaient radicalisés à Londres, sont accusés d'avoir supervisé la détention d'au moins 27 journalistes et travailleurs humanitaires venus des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de France, d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, du Danemark, de Suède, de Belgique, du Japon, de Nouvelle-Zélande et de Russie.

Interpellé en Turquie en novembre 2015, Aine Davis, qui a toujours démenti avoir appartenu au groupe des "Beatles", y avait été condamné à sept ans et demi de prison pour des infractions terroristes, notamment pour participation à une organisation interdite.

Libéré, il avait été expulsé et arrêté en août dernier à son arrivée à Londres.

Le surnom de "Beatles" avait été donné par des otages occidentaux à ce groupe de jihadistes à l'accent britannique, qui avait gagné une sinistre notoriété en mettant en scène

l'exécution de captifs dans d'insoutenables vidéos de propagande.

Le plus connu du groupe, le Britannique Mohamed Emwazi, alias "Jihadi John", a été tué par un drone américain en Syrie en 2015. Deux autres membres du groupe, El Shafee el-Sheikh

et Alexandra Kotey ont été condamnés à la prison à vie par la justice américaine après avoir été arrêtés par les forces kurdes syriennes en 2018.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mardi 17 octobre 2023

## Le Parlement turc prolonge de deux ans l'autorisation de son armée d'opérer en Syrie et en Irak

Istanbul, 17 oct 2023 (AFP) — Le Parlement turc a prolongé mardi de deux ans le mandat de l'armée l'autorisant à mener des opérations transfrontalières en Syrie et en Irak.

Ce mandat a été accordé pour la première fois en 2013, lors de la campagne internationale menée contre le groupe Etat islamique (EI), et a depuis été renouvelé tous les ans.

En 2021, il a pour la première fois été renouvelé pour deux ans, donnant au président Recep Tayyip Erdogan un mandat plus long afin de poursuivre

ses campagnes contre les forces kurdes.

"Il est essentiel pour la sécurité nationale de la Turquie de prendre les mesures nécessaires, conformément au droit international, contre toutes les sortes de risques, de menaces et d'actions pouvant constituer une menace", indique le texte de la motion, signée par le président Erdogan.

Ce texte prévoit également la possibilité d'accueillir des troupes étrangères sur le sol turc.

Cette clause a suscité de vives critiques du CHP, le principal parti d'opposition.

"En tant que nationaliste, je ne veux pas que des forces étrangères mettent le pied sur le sol turc", a déclaré la semaine dernière le chef de ce parti, Kemal Kilicdaroglu.

La Turquie a intensifié ses raids aériens transfrontaliers contre des cibles kurdes dans le nord-est de la Syrie et le nord de l'Irak en représailles contre un attentat à la bombe le 1er octobre à Ankara, qui a blessé deux policiers et a été revendiqué

par le PKK.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une insurrection armée contre Ankara depuis des décennies, est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Des responsables turcs ont affirmé que les deux auteurs de cet attentat étaient venus de Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 octobre 2023

## Iran: libération sous caution d'un célèbre chanteur de pop

Téhéran, 17 oct 2023 (AFP) — Le chanteur de pop iranien Mehdi Yarrahi, détenu depuis fin août pour la diffusion d'une chanson contre l'obligation du port du voile, a été libéré mardi sous caution, a annoncé un média local.

La justice iranienne avait arrêté l'artiste de 41 ans sur "ordre du procureur de Téhéran" à la suite de la "diffusion d'une chan-

son illégale" contestant "les moeurs et coutumes de la société musulmane".

"M. Mehdi Yarrahi a été libéré il y a quelques minutes sous caution de la prison d'Evine" à Téhéran, a annoncé le quotidien Shargh sur son site.

Le chanteur avait sorti le morceau Rousarito ("ton foulard", en persan), à l'approche de

l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini, jeune kurde iranienne décédée le 16 septembre 2022, après son arrestation par la police des moeurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

Des centaines de personnes parmi lesquelles des dizaines de membres des forces de sécurité ont été tuées au cours

des manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini. Des milliers de manifestants ont également été arrêtés, accusés par les autorités de participer à des "émeutes" fomentées par les pays occidentaux.

M. Yarrahi avait diffusé la chanson et son clip de trois minutes en faveur du "voile facultatif", en le dédiant aux "courageuses femmes iraniennes" qui ont

participé au mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini.

Il avait reçu le prix du meilleur chanteur de pop du festival de Fajr, le plus important évé-

ment musical du pays organisé par le gouvernement.

Son morceau Soroode Zan ("Hymne de la femme", en persan), sorti début octobre, était devenu un hymne pour les ma-

nifestants, notamment dans les universités.

Il a critiqué les autorités à plusieurs reprises dans ses concerts, notamment pour la discrimination à l'encontre des

habitants de sa province natale du Khouzestan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 octobre 2023

## Iran: l'avocat de Mahsa Amini condamné à la prison pour "propagande"

**Téhéran, 17 oct 2023 (AFP) — La justice iranienne a condamné l'avocat de Mahsa Amini, la jeune femme dont le décès avait déclenché un vaste mouvement de contestation en 2022, à un an de prison pour "propagande" contre l'Etat, a indiqué mardi un média local.**

"Mon client Saleh Nikbakht a été malheureusement condamné à la peine maximale, soit un an de prison, pour activité de propagande contre le système", a indiqué son avocat, Me Ali Rezaï, cité par le quotidien Ham Mihan sur son site.

Me Nikbakht était notamment l'avocat des parents de Mahsa Amini, Kurde iranienne décédée le 16 septembre 2022 à l'âge de 22 ans, après son arrestation par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

Fin août, Me Rezaï avait annoncé l'ouverture à Téhéran du procès de son client "pour s'être entretenu avec des médias étrangers et locaux sur l'affaire Mahsa Amini".

Me Nikbakht avait indiqué fin septembre 2022 que la famille

Amini avait porté plainte contre les policiers ayant arrêté la jeune fille.

Originaire de la province du Kurdistan (ouest), l'avocat a représenté au cours de sa longue carrière de nombreuses personnalités iraniennes, comme le cinéaste Jafar Panahi, libéré sous caution en février après sept mois de prison.

"Il est surprenant d'imposer la peine maximale à Me Nikbakht, qui est âgé de 73 ans", a regretté mardi sa défense, en disant espérer que le verdict soit "annulé au cours des pro-

chaines étapes" judiciaires.

Des centaines de personnes, parmi lesquelles des membres des forces de sécurité, avaient été tuées au cours des manifestations de la fin 2022. Des milliers de manifestants ont également été arrêtés, accusés par les autorités de participer à des "émeutes" fomentées par les pays occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 octobre 2023

## Irak: des drones visant des troupes américaines abattus (responsable américain)

**Washington, 18 oct 2023 (AFP) — Des attaques de drones contre les forces américaines et la coalition internationale en Irak ont été "djouées" mercredi et les engins "abattus", faisant des blessés légers, ont indiqué les autorités militaires américaines sur fond de guerre entre Israël et le Hamas palestinien.**

"Au cours des dernières 24 heures, l'armée américaine s'est défendue contre trois drones qui étaient à proximité des forces américaines et de la coalition en Irak", a indiqué le commandement militaire améri-

cain pour le Moyen-Orient (Centcom) dans un communiqué.

"Dans l'ouest de l'Irak, les forces américaines ont ouvert le feu sur deux drones, en détruisant un et endommageant l'autre, ce qui a mené à des blessures mineures aux forces de la coalition. Dans le nord de l'Irak, les forces américaines ont détruit un drone, sans que l'incident ne fasse de blessé", a poursuivi le Centcom, sans identifier les personnes ou groupes qui opéraient ces drones.

Ces derniers jours, des factions

armées irakiennes proches de l'Irak ont menacé de s'en prendre aux intérêts américains en Irak en raison du soutien de Washington à Israël dans le conflit avec le Hamas, une guerre qui a fait des milliers de morts.

Au travers des réseaux sociaux, ces factions ont revendiqué dans la journée deux attaques distinctes aux drones contre deux bases irakiennes abritant des soldats américains et de la coalition internationale.

La première attaque aurait visé,

selon ces groupes, la base d'Aïn al-Assad, dans l'ouest de l'Irak. La seconde aurait eu pour objectif celle d'al-Harir, au Kurdistan d'Irak (nord).

Au sujet de cette dernière tentative, les services anti-terroristes du Kurdistan d'Irak ont indiqué qu'un drone "armé" était tombé mercredi dans une "zone désertique", sans faire de blessé.

**- Extension du conflit? -**

Ces incidents impliquant des drones interviennent au lendemain

d'une frappe contre un hôpital de Gaza qui a fait des centaines de morts, selon le ministère de la Santé du territoire palestinien.

Le Hamas palestinien a accusé Israël qui, à son tour, impute cette explosion à un tir de roquette du Jihad islamique, autre groupe armé palestinien, onze jours après le début de la guerre déclenchée par l'attaque sans précédent du Hamas contre Israël.

Dès mardi soir, les factions ira-

kiennes pro-iraniennes ont accusé Israël et les Etats-Unis d'avoir commis un "massacre" à Gaza. L'une d'entre elles, les Brigades du Hezbollah ont exigé des Américains qu'ils "quittent" l'Irak, "sans quoi ils goûteront aux feux de l'enfer".

"En cette période d'alerte renforcée, nous suivons avec vigilance la situation en Irak et dans la région", a ajouté mercredi le Centcom en se disant prêt à "défendre" les sol-

datés américains et de la coalition internationale "contre toute menace".

Jusqu'à l'année dernière, les bases abritant des troupes de la coalition internationale étaient la cible de fréquents tirs de roquettes et de drones armés. Depuis l'été 2022 toutefois, ces attaques ont cessé à mesure que l'Irak renouait avec une certaine stabilité.

Ces attaques n'étaient générale-

ment pas revendiquées, les Etats-Unis les imputant aux factions pro-iraniennes.

Quelque 2.500 militaires américains et un millier de soldats d'autres pays membres de la coalition sont aujourd'hui stationnés sur trois bases tenues par les forces irakiennes.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

19 octobre 2023

## Le prix Sakharov récompense Mahsa Amini et le mouvement des femmes en Iran

**Strasbourg, 19 oct 2023 (AFP) — Le prix Sakharov, plus haute distinction de l'UE pour les droits humains, a été décerné jeudi par le Parlement européen à Mahsa Amini, jeune Kurde iranienne décédée l'an dernier, et au mouvement "Femme Vie Liberté" réprimé dans le sang par le pouvoir en Iran.**

"Le meurtre brutal de Jina Mahsa Amini", le 16 septembre 2022, trois jours après son interpellation par la police pour un voile mal ajusté, "a marqué un tournant", a déclaré à Strasbourg la présidente du Parlement, Roberta Metsola.

"Cela a déclenché un mouvement mené par des femmes qui est entré dans l'histoire. Le slogan +Femme Vie Liberté+ est devenu un cri de ralliement pour tous ceux qui défendent l'égalité, la dignité et la liberté en Iran", a-t-elle ajouté.

La mort de Mahsa Amini, à l'âge de 22 ans, avait entraîné des mois de manifestations de grande ampleur contre les dirigeants politiques et religieux iraniens, dont la répression a provoqué des centaines de morts et des milliers d'arrestations.

Le soulèvement "Femme Vie Liberté" s'est poursuivi sous différentes formes et apparaît comme l'un des plus grands défis lancés aux autorités iraniennes depuis la

révolution de 1979.

Mardi, l'avocat de la famille de Mahsa Amini, Saleh Nikbakht, a été condamné par la justice iranienne à un an de prison pour "propagande" contre l'Etat, après s'être entretenu avec des médias étrangers sur l'affaire.

- "Situation "désespérée" -

Le 6 octobre, une autre militante iranienne des droits humains, Narges Mohammadi, âgée de 51 ans, s'est vu décerner le prix Nobel de la paix pour son combat obstiné contre le port du voile obligatoire en Iran, et en faveur des droits humains. Elle est actuellement détenue à la prison d'Evin à Téhéran.

Selon elle, le mouvement "Femme Vie Liberté" a "accélééré le processus de démocratie, de liberté et d'égalité" dans le pays, en même temps qu'il a "affaibli les fondements d'un gouvernement religieux despotique".

Le Parlement européen a condamné à plusieurs reprises la répression des contestations par les autorités iraniennes, et qualifié la situation des droits de l'homme dans le pays de "désespérée".

En octobre 2022, les eurodéputés avaient appelé à des sanctions à l'encontre du régime, puis réclamé

en janvier 2023 l'inscription sur la liste des organisations terroristes du Corps des gardiens de la révolution.

Pour marquer l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini, les Etats-Unis, l'UE ou encore le Royaume-Uni ont annoncé mi-septembre de nouvelles sanctions contre des responsables politiques iraniens et des membres des forces de sécurité, et contre certaines entreprises du pays.

"Le prix Sakharov est un rappel puissant de l'engagement de notre Europe pour la liberté", a salué le président français Emmanuel Macron. "Il est aujourd'hui celui de Mahsa Amini et de toutes les Iraniennes qui se battent courageusement pour leurs droits", a-t-il écrit sur X (anciennement Twitter) dans un message accompagné d'une photo de la jeune femme.

- **Elon Musk évincé** -

Deux autres finalistes étaient en lice pour le prix Sakharov: deux militants nicaraguayens pour les droits humains, Vilma Nunez de Escorcia et l'évêque Rolando José Alvarez Lagos, ainsi que trois militantes du droit à l'avortement, Justyna Wydrzynska (Pologne), Morena Herrera (Salvador) et Colleen McNicholas (Etats-Unis).

La candidature du controversé patron de X, Elon Musk, proposée par le groupe d'extrême droite Identité et Démocratie (ID), n'avait pas été retenue parmi les finalistes.

Le réseau social X fait l'objet depuis le 12 octobre d'une enquête ouverte par la Commission européenne pour diffusion présumée de "fausses informations" et de "contenus violents" après les attaques du Hamas en Israël.

Créé en 1988, le prix Sakharov "pour la liberté de l'esprit" récompense chaque année des personnes ou organisations défendant les droits de l'Homme et les libertés fondamentales. Le prix 2023 sera formellement remis au cours d'une cérémonie dans l'hémicycle de Strasbourg le 13 décembre.

Doté de 50.000 euros, il porte le nom du dissident soviétique et physicien nucléaire Andreï Sakharov, prix Nobel de la paix en 1975.

Le peuple ukrainien, l'opposant russe emprisonné Alexeï Navalny, l'opposition au Bélarus, et l'intellectuel ouïghour emprisonné Ilham Tohti font partie des derniers lauréats du prix.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

20 octobre 2023

## Des milices pro-iraniennes font sauter un oléoduc près d'une base US en Syrie

**Beyrouth, 19 oct 2023 (AFP) — Des groupes soutenus par l'Iran ont fait sauter un gazoduc dans le nord-est de la Syrie, contrôlé par les Kurdes, près d'une base américaine, a indiqué jeudi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).**

Des milices soutenues par l'Iran "ont fait exploser le gazoduc près de l'installation gazière de Conoco", a déclaré l'OSDH, basé en Grande-Bretagne mais disposant d'un important réseau d'informateurs en Syrie.

Le directeur de l'ONG, Rami Abdel Rahman, a précisé à l'AFP que l'explosion avait eu lieu près d'une base américaine.

Les forces de la coalition dirigée par les Etats-Unis, qui sont intervenues en Syrie en 2014 pour défaire le groupe Etat islamique (EI), ont établi plusieurs bases en Syrie, notamment dans le champ pétrolier d'Al-Omar, le plus grand du pays. Elles sont également installées dans une base à l'intérieur du champ gazier de Conoco, tous deux situés en territoire contrôlé

par les forces kurdes.

Selon la même source, l'explosion n'a pas fait de victimes.

Mercredi, l'armée américaine a affirmé avoir abattu deux drones et endommagé un troisième en Irak au cours des dernières 24 heures.

Elle n'a pas précisé qui avait lancé ces drones, mais des groupes pro-iraniens ont menacé d'attaquer les troupes américaines en Irak en raison du soutien apporté par Washington à Israël dans sa guerre

en cours contre le Hamas.

Ces incidents font suite au bombardement d'un hôpital dans la bande de Gaza qui a fait de nombreux morts mardi, le Hamas accusant Israël qui, à son tour, a déclaré qu'un tir raté de roquette par un autre groupe armé palestinien, le Jihad islamique, était à l'origine du massacre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 octobre 2023

## Bagdad condamne les attaques contre des bases irakiennes accueillant des Américains

**Bagdad, 23 oct 2023 (AFP) — Le gouvernement irakien a qualifié lundi d'"inacceptables" les attaques qui ont visé ces derniers jours les bases abritant des soldats américains sur son sol, attaques qui se sont multipliées après le début de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien.**

Depuis mercredi, au moins cinq attaques au drone et à la roquette ont ciblé trois bases irakiennes où sont déployées des troupes américaines et de la coalition internationale antijihadistes. L'une d'entre elles a fait des "blessés légers", selon l'armée américaine.

"Les attaques qui visent les bases irakiennes où sont ac-

cueillis des conseillers de la coalition internationale en Irak sont inacceptables", a déclaré Yahya Rassoul, porte-parole du Premier ministre irakien pour les affaires militaires, dans un communiqué.

Le Premier ministre, Mohamed Chia al-Soudani, "a ordonné aux services de sécurité" de "retrouver les éléments qui ont perpétré ces attaques", a-t-il ajouté.

La plupart des attaques ont été revendiquées par un groupe baptisé "Résistance islamique en Irak" sur des chaînes Telegram affiliées aux factions chiites fidèles à l'Iran, ennemi juré d'Israël, pays qui a été la cible d'une attaque meurtrière d'une ampleur sans précédent

menée le 7 octobre par le mouvement islamiste Hamas.

Sans se référer directement aux attaques contre les bases irakiennes, les Etats-Unis, alliés d'Israël, ont ordonné vendredi l'évacuation du personnel non-essentiel de leur ambassade à Bagdad et de leur consulat à Erbil, au Kurdistan d'Irak.

Le gouvernement irakien est soutenu par des partis pro-iraniens et a condamné à plusieurs reprises les frappes israéliennes contre la bande de Gaza menées en riposte à l'attaque du 7 octobre.

Mais Bagdad doit aussi préserver ses relations avec les Etats-Unis, dont 2.500 soldats sont déployés en Irak pour, no-

tamment, conseiller et former l'armée irakienne.

Plus de 1.400 personnes ont été tuées en Israël, la plupart des civils fauchés par balles, brûlés vifs ou mutilés le jour de l'attaque, selon les autorités.

Dans la bande de Gaza, plus de 4.600 Palestiniens, en majorité des civils dont près de 1.900 enfants, selon le ministère de la Santé du Hamas, ont été tués dans les bombardements de représailles israéliens.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 octobre 2023

## Otan: Erdogan soumet l'adhésion de la Suède au parlement turc

Istanbul, 23 oct 2023 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a soumis lundi au parlement turc la demande d'adhésion de la Suède à l'Otan, après dix-sept mois de blocage, a indiqué la présidence turque.

"Le protocole d'adhésion de la Suède à l'Otan a été signé le 23 octobre 2023 par le président Recep Tayyip Erdogan et renvoyé à la Grande Assemblée nationale de Turquie", a affirmé la présidence dans un message publié sur le réseau social X (ex-Twitter).

Le Premier ministre suédois Ulf

Kristersson a salué "une bonne nouvelle" sur X: "C'est maintenant au Parlement de traiter la question. Nous nous réjouissons de devenir membre de l'Otan".

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a lui dit espérer accueillir "très bientôt" la Suède au sein de l'Alliance atlantique, une adhésion qui la rendra selon lui "plus forte et plus sûre".

Le président Erdogan avait levé en juillet son veto à l'adhésion de la Suède à l'Alliance, précisant toutefois que la décision

finale reviendrait au parlement turc, qui a repris ses travaux le 1er octobre après leur suspension estivale.

M. Erdogan, qui s'est entretenu samedi par téléphone avec le patron de l'Otan, a continué ces derniers mois de mettre la pression sur la Suède pour qu'elle prenne des mesures contre les profanations de Coran qui ont envenimé les relations entre Ankara et Stockholm.

La Turquie reproche en parallèle aux autorités suédoises leur mansuétude présumée envers

les militants kurdes réfugiés sur leur sol et réclame l'extradition de dizaines d'entre eux.

La Turquie est avec la Hongrie le dernier des 31 Etats membres de l'Otan à ne pas avoir ratifié l'adhésion de la Suède.

Ankara avait validé l'entrée de la Finlande le 30 mars, dissociant son cas de celui de son voisin suédois.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

27 octobre 2023

## Irak: le chef chiite Sadr exige la "fermeture" de l'ambassade américaine à Bagdad

**Bagdad, 27 oct 2023 (AFP) — L'influent leader religieux irakien Moqtada Sadr a réclamé vendredi du gouvernement irakien qu'il "ferme" l'ambassade américaine à Bagdad en raison du "soutien inconditionnel" de Washington à Israël dans la guerre contre le Hamas palestinien.**

Si "le gouvernement et le Parlement ne répondent pas favorablement à cette demande, nous entreprendrons d'autres actions que nous annoncerons ultérieurement", a prévenu sur X (anciennement Twitter) le dignitaire chiite, habitué des coups d'éclat dans son opposition au gouvernement irakien.

En Irak, la défense de la cause palestinienne fait largement consensus et transcende les différences politiques. A l'égal

de son voisin iranien, ennemi juré de l'Etat israélien, Bagdad ne reconnaît pas Israël.

Le Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, vitupère l'"occupation sioniste" depuis le début des bombardements israéliens sur Gaza, qu'il qualifie de "génocide" du peuple palestinien.

Ces bombardements ont tué plus de 7.300 personnes, des civils dans leur immense majorité, selon le ministère de la Santé du Hamas palestinien, mouvement islamiste que soutient l'Iran. Israël a débuté ces raids après l'attaque surprise sans précédent du Hamas sur son territoire le 7 octobre et qui a fait depuis plus de 1.400 morts.

En Irak, comme dans de nom-

breux autres pays arabes et musulmans, des manifestations ont lieu chaque vendredi pour dénoncer les bombardements israéliens et pour soutenir les Palestiniens.

En outre, depuis un peu plus d'une semaine, les forces américaines et leurs alliés déployés en Irak sont la cible d'attaques revendiquées pour la plupart par un groupe baptisé "Résistance islamique en Irak" sur des chaînes Telegram affiliées aux puissantes factions irakiennes pro-iraniennes.

Jeudi, le Pentagone a dénombré au moins 16 de ces attaques en Irak et en Syrie, pointant du doigt les "milices soutenues par l'Iran".

Le gouvernement irakien est soutenu par des partis pro-ira-

niens entretenant d'étroites relations avec Téhéran. Mais il doit aussi préserver ses relations avec les Etats-Unis, dont 2.500 soldats sont déployés en Irak. Lundi, il a ainsi condamné les attaques "inacceptables" contre les soldats américains et il a assuré enquêter.

Face à ces tensions, Washington a ordonné vendredi dernier l'évacuation du personnel non-essentiel de son ambassade à Bagdad, située dans la Zone verte, secteur fortifié de la capitale irakienne, et de son consulat à Erbil, au Kurdistan d'Irak.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*

28 octobre 2023

# Iran: décès de l'adolescente tombée dans le coma après un incident dans le métro

**Paris, 28 oct 2023 (AFP) — Une jeune lycéenne iranienne, Armita Garawand, dont le sort a ému l'Iran après qu'elle est tombée dans le coma dans des circonstances controversées dans le métro de Téhéran, est décédée samedi, selon les médias locaux.**

“Armita Garawand, une élève résidant à Téhéran, est décédée après un traitement médical intensif et 28 jours d'hospitalisation dans l'unité de soins spéciaux”, a annoncé l'agence Borna, affiliée au ministère de la Jeunesse et des Sports, en début de journée.

Agée de 17 ans et originaire d'une région kurde, l'adolescente était soignée à l'hôpital Fajr de Téhéran depuis le 1er octobre après s'être évanouie dans le métro de la capitale. Elle avait été déclarée en “état de mort cérébrale” il y a une semaine.

Les circonstances de son malaise sont controversées. Très partagée sur les réseaux sociaux, une vidéo des services de surveillance du métro a montré la jeune fille, qui ne portait

pas de voile, être évacuée après s'être évanouie dans le wagon.

Cette affaire est intervenue alors que les autorités restent en alerte un peu plus d'un an après le décès en détention, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires strictes imposées aux femmes en Iran. Cette mort avait déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays qui a fait plusieurs centaines de morts, dont des forces de l'ordre, et provoqué l'arrestation de milliers de personnes.

Selon une source de la diaspora iranienne en contact avec des proches de la famille, la dépouille de la jeune femme se trouverait toujours à l'hôpital militaire de Fajr à Téhéran, et la zone serait bouclée par les forces de sécurité.

- Versions contradictoires -

Les autorités affirment qu'Armita Garawand a été victime d'une “chute de tension” et nient toute “altercation verbale ou physique” entre elle “et des pas-

sagers ou des cadres du métro”.

Samedi, l'agence Tasnim a cité l’avis officiel des médecins” selon lesquels la jeune fille avait “subi une chute entraînant une lésion cérébrale, suivie de convulsions continues, d'une diminution de l'oxygénation cérébrale et d'un oedème cérébral, après une chute soudaine de la tension artérielle”.

Mais selon des ONG, la lycéenne a été grièvement blessée lors d'une “agression” de la part de membres de la police des mœurs, chargés de faire appliquer l'obligation pour les femmes iraniennes de porter le voile en public.

Le quotidien réformateur Ham Mihan a appelé les autorités à “permettre aux médias indépendants d'enquêter” sur cette affaire afin de “convaincre l'opinion publique”.

Le député Ahmad Alirezabeigui a estimé mercredi que le Parlement “devait intervenir” et “questionner le ministre de l'Intérieur” sur l'incident, jugeant l'affaire “importante”. “Depuis le premier jour, les au-

torités ont tenté de cacher la vérité en transférant Armita dans un hôpital militaire, en arrêtant les journalistes qui couvraient l'histoire, en exerçant une pression intense sur sa famille”, écrit samedi l'organisation Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, sur le réseau X.

Le guide suprême iranien “Ali Khamenei est personnellement responsable de la mort d'Armita Garawand jusqu'à ce qu'une enquête internationale indépendante prouve le contraire”, a déclaré le directeur d'IHR Mahmood Amiry-Moghaddam, cité sur X.

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur Ahmad Vahidi a affirmé le 8 octobre que les autorités avaient “enquêté sur l'incident” et que “la situation était tout à fait claire”. “Les ennemis ne veulent pas que le pays soit calme et ils tentent toujours de faire de chaque incident une controverse”, a-t-il dénoncé.

*Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.*